

Accusé d'être un agent du K.G.B.

Le secrétaire général du P.C. iranien aurait été arrêté

LIRE PAGE 46



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Le Monde

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,60 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 360 P. ; Libye, 0,350 D. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 1,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 226 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Suède, 1,40 l. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 656572 F
C.C.P. 420 123 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'inculpation de Klaus Barbie ouvre une âpre bataille judiciaire

L'humanité partie civile

Le procès Barbie s'annonce long et spectaculaire. Il va être mené sous un chef d'accusation inédit : celui de crimes contre l'humanité. Il est le seul à ne pas tomber sous le coup de la prescription — et par conséquent du débat. L'ancien chef de la Gestapo de Lyon répond, en effet, de « crimes contre l'humanité », c'est-à-dire de « actes inhumains commis contre des populations civiles » et de « persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux » aux termes de la charte, ratifiée par Paris, du tribunal militaire de Nuremberg. Pour ce forfait exorbitant du droit commun, c'est donc l'humanité tout entière qui se porte partie civile. Le procureur qui requiert naguère à Jérusalem contre Eichmann la venue d'indiquer le sens de cet exceptionnel appel à comparaitre : « montrer le danger de tout système fondé sur la terreur, la violence et la haine tel que celui qui a été mis au point par le nazisme ».

Dans les deux pays qui, après la France, sont le plus directement concernés, l'Allemagne et Israël, on mesure l'ampleur du problème. Unanime, la presse israélienne souligne que, si longtemps après les faits, les juges de Barbie se doivent avoir pour première préoccupation la « vengeance et la justice collective ».

Outre-Rhin, on se félicite discrètement que le criminel ait été livré à la France. On s'abstient d'un procès, comme tant d'autres dans son pays natal, aurait escamoté sous un juridisme pointilleux jusqu'à l'absurde les crimes et les plaisantes évidences de la mémoire collective.

Jugé, comme on peut l'espérer, sur ce plan en quelque sorte « supranational », le cas de Barbie suscite des questions qui le dépassent infiniment. Les « crimes contre l'humanité », dont il va répondre ont-ils disparu ? Ont-ils été aussi fermement poursuivis qu'ils le furent dénoncés dans de beaux et vains mouvements d'indignation ? Comment oublier que Pol Pot et ses complices, auteurs d'abominations comparables, disposent, pour des raisons de « haute politique », d'un siège dans le forum des nations ? Qu'aujourd'hui encore, comme vient de le rappeler le MIR bolchévique, des pays soumis à la dictature ont — Klaus Barbie et Jean Moulin — notamment en Amérique latine ?

Il ne faudra pas démentir, dans le vibrant concert de la réprobation universelle, oublier que les criminels nazis eux-mêmes ont trouvé souvent, de toutes parts, des protecteurs consentant à passer l'éponge pourvu qu'on leur rendit quelques services qualifiés de « spéciaux ». Ce fut le cas aussi bien de la C.L.A. soucieuse, durant des années d'exploiter les dossiers du bureau de Lyon, que du K.G.B. et des « officines de renseignements » allemandes de l'Ouest et de l'Est. Les tortionnaires, convertis à un autre totalitarisme ou à « réclames » dans une spécialité dans laquelle ils avaient fait leurs preuves sont beaucoup plus nombreux que ceux auxquels s'appliqua la rigueur de la loi.

Ces constatations amères devraient inspirer, à la veille du procès Barbie, quelques salutaires réflexions et tempérer les excès de la bonne conscience. La condamnation du chef de la Gestapo de Lyon ne mettra pas, comme le croit *Die Welt* « le point final à la seconde guerre mondiale ». Elle démontrera les ressorts d'une barbarie toujours présente et trop souvent masquée qui, jusqu'à aujourd'hui, ne connaît que des points de suspension.

Déjà condamné deux fois par contumace pour des crimes de guerre aujourd'hui prescrits, Klaus Barbie, inculpé samedi 5 janvier par M. Christian Riss, juge d'instruction à Lyon, ne peut plus répondre de crimes contre l'humanité. Cela exclut en principe la réouverture de dossiers tels que celui de l'arrestation et de la mort de Jean Moulin. Cependant l'inculpation de l'ancien S.S. ouvre une âpre bataille judiciaire.

Le ministère des relations extérieures français a salué dimanche « avec respect l'attitude des autorités belgiennes » qui ont expulsé vers la France Klaus Barbie. « Celles-ci ont manifesté un courage qui tranche avec le comportement du passé », a ajouté le Quai d'Orsay.

La Bolivie et la France avaient engagé une négociation « morale, politique et amicale » à propos du cas Barbie depuis plusieurs semaines. Quatre fonctionnaires français relevant probablement de la D.G.S.E. (contre-espionnage) étaient présents, à La Paz et dans l'avion qui a emmené Barbie. Deux policiers boliviens les accompagnaient et ont fait le voyage jusqu'à Orange, puis à Paris.

Un vaincu impénitent

par JEAN-MARC THÉOLLEYRE

Voilà donc, quarante ans après, Klaus Barbie en retour forcé dans cette ville de Lyon, où il fut l'ordonnateur appliqué et l'exécutant zélé d'une répression sans faille contre tous ceux, résistants ou juifs, décrets au ban de l'ordre nazi. Le voilà, par une ironie du destin, peut-être bien voulue, dans cette prison militaire du fort Montluc, dont il fut le pourvoyeur au temps de sa puissance, antichambre de la torture, de la déportation ou du peloton d'exécution.

Joué en quelques heures, ce dénouement, qui, à la longue, avait fini par devenir inimaginable, interrompt brutalement la puissance des médias aidant, une nation et, au-delà d'elle, pratiquement le monde entier, dépassant ainsi la seule

modeste personnalité d'un ancien capitaine SS devenu chef à trente ans de cette quatrième section d'un S.D. régional dans la France occupée. Et la question se pose dès lors de savoir à quoi peuvent et doivent servir l'instruction et le procès qui se prépare d'un homme dont tout dit déjà, et avec raison, que l'issue pénale n'est pas l'essentiel.

Une contribution à l'histoire ? Assurément. Pourtant, il faut bien se souvenir que, dans les années 50, d'autres procès ont déjà eu lieu, que celui à venir ne manquera pas de rappeler. Ils avaient mis sur la sellette d'autres Barbie de plus haute grade, comme Carl Ober, général de la police allemande en France, et son adjoint Heinrich Knochen, en février 1950, ou d'autres de moindre

Le souvenir de tels débats, au cours desquels furent déjà mis en lumière la somme des déportations, des tortures, des exécutions sommaires, des rafles, des fusillades d'otages, des conséquences des mesures raciales, ne demeure aujourd'hui que dans la mémoire d'une génération ancienne.

(Lire la suite page 6.)

POINT DE VUE

Parti et pouvoir

par JEAN-PIERRE COT (*)

maient se résigner ensuite sans trop de mal à la fonction de godillots, qu'ils aient des États d'âme. On n'attendait pas d'eux qu'ils se mêlent de concevoir la politique de la nation.

Avec la gauche au pouvoir, le cas de figure change. Le président et le premier ministre sont issus d'un vrai parti, porteur d'une tradition historique, animé par une idéologie propre, traversé par une vie démocratique, composé de militants qui y consacrent une bonne part de leur existence et n'hésitent pas à faire des sacrifices à cette fin.

C'est un atout considérable pour François Mitterrand que de pouvoir compter sur cette force démocratique. Le parti socialiste représente une capacité de réflexion et de militantisme d'autant plus efficace que ses membres savent l'importance de la mission de la gauche. Il doit ainsi contribuer, par l'explication et par l'écoute, à la mobilisation du peuple de gauche, au soutien actif de la majorité du pays à la politique proposée en mai 1981 et mise en œuvre depuis.

Or cette mobilisation paraît incomplète aujourd'hui. Les sondages montrent que les Français n'ont aucune envie de voir MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre revenir aux affaires, mais qu'ils se sentent peu concernés par l'ouvrage du gouvernement. Les grandes réformes sociales, la réduction du temps de travail, la lutte contre les inégalités, l'extension des droits des travailleurs n'ont pas suscité l'enthousiasme que l'on pouvait attendre.

Cette indifférence se répercute très normalement dans le rang du parti socialiste qui, reflétant la sensibilité (*), Ancien ministre de la coopération et du développement.

DANS « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

- Comment relancer la négociation sociale. (Lire page 21 l'article de MICHEL NOBLECOURT.)
- L'implantation régionale des syndicats après les élections aux chambres d'agriculture. (Voir nos cartes page 22.)

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 42.)

Roland Delcour a été expulsé du Maroc

Après deux jours de détention au commissariat central de Rabat, Roland Delcour a été expulsé dimanche 6 février du Maroc. Les autorités lui reprochaient d'avoir mis en cause dans le monde du 2 février la version officielle de la mort du général Dili. Il voulait obtenir de lui qu'il leur livre l'origine de ses sources. La libération de notre collaborateur, samedi 5 février tard dans la soirée, a été obtenue grâce à l'intervention de l'Elysée.

Le prix de l'information

Les pays sont nombreux dans le monde où il n'est pas aisé pour un journaliste de faire son travail. Le Maroc est ce pays-là, comme le montre la mésaventure arrivée à notre correspondant Roland Delcour.

Il se confirme en effet que si notre collaborateur a été détenu au secret pendant près de deux jours à Rabat, empêché de dormir pendant deux nuits, interrogé pendant plus de quinze heures, c'est parce que les autorités marocaines ne lui pardonnaient pas d'avoir mis en doute dans ces colonnes la version officielle de la mort du général Dili.

Roland Delcour n'a pourtant fait que son métier, puisqu'il avait obtenu de sources sûres plusieurs témoignages ne concordant pas avec la thèse d'un banal accident de la circulation. En refusant de donner ses sources aux autorités policières, il a obéi aux règles déontologiques qui sont les nôtres.

A en croire les plus hautes autorités marocaines, Roland Delcour aurait, par ses écrits, porté atteinte à la sécurité du royaume chérifien et au moral des forces armées marocaines. Son expulsion devrait être considérée comme la preuve de l'immense mansuétude du roi Hassan II, qui n'aurait pas voulu ternir les relations franco-marocaines, dans la foulée du voyage de M. Mitterrand, en organisant un procès pour juger notre collaborateur.

Nous n'acceptons pas, bien sûr, cette version des faits et protestons vigoureusement non seulement contre la détention de notre correspondant, mais aussi contre son expulsion : ces deux actes constituent autant de violations injustifiées de la liberté de la presse.

Quand à la mansuétude du souverain chérifien, elle n'a pas exercé que parce qu'un acte arbitraire, dont il était bien évidemment informé, avait été commis. N'oublions pas, enfin, qu'à ce jour aucun démenti digne de ce nom n'a été apporté aux informations de notre correspondant concernant les mystères de la mort du général Dili.

Mais cela, il est vrai, ne doit pas surprendre puisqu'à travers Roland Delcour il s'agit d'adresser un avertissement à tous ceux qui auraient tendance à se montrer trop curieux.

JACQUES AMALRIC.

UN MUSÉE RESTAURÉ

L'esprit de Nantes

S'il ne se multipliait pas en nombre, les musées de province croissent en qualité. Beaucoup bâtissent des collections nouvelles et améliorent les anciennes. Ainsi le Musée des beaux-arts de Nantes, qui avait des le milieu du siècle dernier « rivalisé avec l'état », en procédant à des acquisitions ambitieuses.

Inauguré en 1900, il s'est aussitôt affirmé comme un des tout premiers musées de France par l'importance de ses collections et l'ampleur de son bâtiment, édifiant exemple des pompes architecturales dont l'école des Beaux-Arts avait le secret.

« L'esprit masquin des bourgeois de Nantes » a failli en empêcher la construction, peut-on lire dans une note de l'époque, où on apprend que la ville entreposait ses collections, depuis soixante ans, dans l'ancienne halle aux toiles. Les maîtres de la cité voulaient, après un petit retapage, faire ressusciter l'ancien marché du couil, où, dit la même note, « les tableaux brûlent et sont dévorés par l'humidité ».

Nantes étant trop riche en œuvres d'art et pas assez en bâtiments, ses édiles, peu enclins à investir dans un musée public, mirent en vente une partie des collections. Mais l'état a finalement forcé la ville à construire un musée, « dans l'intérêt du pays et des beaux-arts, qui forment le goût et adoucissent les mœurs ».

La pingrerie a finalement donné des splendeurs à l'architecte du musée, Marie-Claude Joso, Nantais et vainqueur d'un concours national, a dépassé les espoirs qu'on pouvait mettre en lui, en même temps que son budget initial, qu'il avait doublé, au grand dam des conseillers municipaux. Mais il a laissé ce gros morceau d'architecture 1900 que la ville restaure maintenant.

Facades monumentales, qui rappellent le Grand Palais, son contemporain. Vastes espaces de réception. Grand escalier, grand hall, grand patio, grande galerie. Une architecture des jours fastes, d'avant-guerre, pour les cérémonies officielles que pour le convier quotidien du public au musée.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 16.)

UN LIVRE PAR JOUR

« Le Monde » rendra compte désormais chaque jour, sous le titre « L », d'un livre récemment paru dans les domaines les plus divers. Aujourd'hui, Jacques Cellard présente, page 19, une biographie de Mitterrand, par Jean Austin. Nos lecteurs continueront de trouver, chaque jour, notre supplément « Le Monde des livres ».

RÉSISTANCES

CONVERSATIONS AUX ANTIPODES

Agir, Amitiés, Amours, Argent, Bibliothèques, Célébrité, Cinéma, Corps, Correspondances, Coupures, Ouvre... Télévision, Tradition, Trahison, Transports, Universités, Utopies, Valets, Valises, Voyages et Yeux... dans les interludes de ces petites séances de dictionnaire, Michel Launay s'est efforcé de vaincre ou de tourner les résistances de son voisin Michel Butor à s'exprimer. L'ensemble peut être considéré comme une méditation... à quatre mains.

Collection « Écriture » dirigée par Blaise Dikro - 224 pages - 56 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

idées

L'horizon masqué

par HUGUETTE BOUCHARDEAU (*)

Vu de gauche

La crise économique et les conflits sociaux posent à la gauche, à un mois des municipales, bien des questions. Huguette Bouchardeau l'invite à se ressaisir, à relancer le débat sur le partage du travail si l'on ne veut pas s'enfoncer dans ce qu'elle appelle « la pire médiocrité centrée des politiques sans projet ».

Jean-Pierre Cot, après avoir souligné l'atout que l'appui du P.S. donne au président de la République, demande lui aussi un débat portant sur les trois thèmes du protectionnisme, de la protection sociale et des gens que touche directement la crise. Quant à Maurice Duverger, qui critique la prise de position récente de M. Giscard d'Estaing à ce sujet, il redoute les effets d'une instabilité acceptée des Assemblées.

Amoins de sombrer dans la pire médiocrité centrée des politiques sans projet, la gauche doit se ressaisir. Se ressaisir au sens de se remettre en question, de retrouver son sens, de s'interroger avec lucidité sur le pourquoi du choix dont elle a été l'objet. Bien gérer ? Développer les capacités industrielles ? Atténuer sur le territoire national les effets de la crise ? Réduire les disfonctionnements d'une société capitaliste contrôlée en partie par l'Etat ? Tout cela est bien, très bien, tout à fait nécessaire, mais, à tout prendre, cela ne justifie pas que le peuple français ait élu, le 10 mai 1981, un président ou un autre, et, un mois plus tard, l'Assemblée nationale à ce président. Car tout cela représente le minimum de gestion sur lequel on attend les responsables de l'Etat.

Il est hors de doute qu'une partie de l'électorat du 10 mai voulait, avant tout, que cette gestion-là fût mieux faite, que l'on mît un peu d'huile dans les rouages. Il faut bien reconnaître que c'est cette marge inférieure au projet politique lui-même et sous-jacente, avant tout, d'efficacité de gestion, qui a fait basculer les plateaux trop bien équilibrés du vote présidentiel, en sanctionnant la gestion laxiste de Valéry Giscard d'Estaing. De ce fait, peut-on oublier l'espérance de l'autre composante de cette majorité du 10 mai, de ces 48, 48 ou 49 % des voix, qui s'étaient déjà portées à gauche et qui constituent la base de l'électorat de gauche ?

Je parle d'espérance commune, en choisissant volontairement ce terme, et non pour emprunter des mots qui vibrent. Car c'est bien par une espérance commune qu'était soudé le bloc de gauche, qu'on voyait progresser, de scrutin en scrutin, depuis les années 1970. Certains parlent de base sociale, en cherchant à y appliquer quelques déterminismes économiques ; je crois que l'explication est insuffisante. Ce qui a fait l'unité et la progression du bloc de gauche, en plus de sa « base sociale », ce sont deux réalités, qu'il faut bien appeler d'ordre idéologique. L'une était négative, et l'opposition en a déjà recueilli l'héritage : il s'agit de la contestation généralisée et permanente. Parce que, c'est vrai, au jour le jour, aucune mesure n'est ni parfaite ni suffisante. Parce que les intérêts des groupes sociaux sont contradictoires et que l'on trouve toujours quelques mécontents à rétribuer.

L'autre, la seule positive, la seule qui marque vraiment l'option de gauche, il faut bien le reconnaître de mots très vagues, qui n'ont malheureusement cours le plus souvent dans le langage politique que comme mots-couverture, je veux dire : révolte et espoir. Le refus de l'injustice, de l'égotisme, du désordre établi, de la bêtise, du gaspillage obéissant la faim, du scandale des accumulations d'armement, le choix de l'anarchie technologique au nom du profit. Espoir en la politique qui aurait le courage de prendre à bras le corps tous ces maux et de lutter contre eux. Espoir qu'il puisse y avoir un projet politique. Ecoutez bien les discours différents de la gauche et de la droite. C'est l'opposition du « changer » et

Il manque un souffle

Je crois que le changement, que l'espérance de gauche est d'un autre ordre. Il se définit bien par cette phrase que Brecht plaçait en tête d'une de ses pièces : « Ne dites jamais c'est naturel, afin que rien ne passe pour immuable ». La droite a toujours dit qu'un certain nombre de maux étaient naturels, et elle cherche aujourd'hui à remettre à la mode les théories les plus désolées, pour démontrer par la biologie ou par la psychologie que les injustices dont profitent ceux qui l'inspirent sont immuables.

Changer, c'est d'abord cela : ouvrir les yeux sur les scandales de ce qui est apparu jusqu'à présent comme normal. Or, voici qu'on se prépare à trouver normale une certaine stabilisation des désordres, un certain équilibre de crise des deux millions de chômeurs !

En face de T.V. ouverte aux images du tiers-monde et queues de la Saint-Sylvestre devant Pétrossian et Fauchon. Cette société de confort qui se cale dans le camp des profits rudement gagnés et des droits durement acquis, qui se bouche les oreilles, pour ne pas entendre ceux qui torture le faim, de son trop-plein de viande, d'alcool et de foin gras, cette société-là a eu depuis quinze ans deux mois de mai printaniers. Le premier ne s'était pas passé selon les règles : on l'attenda. Le second, en 1981, apportait la conviction que l'espoir était devenu raisonnable.

Mais si raisonnable, que l'on en vient à ne plus dire (à ne plus voir ?) ce vers qui l'on va, et pourquoi, pour tout conserver et comment ? Afin que rien ne passe pour immuable. Avec raison, qu'il ne faut pas confondre souhaitable et possible, les artisans du possible se sont mis au travail, quand plus personne ne sait bien que ce sont encore parler du souhaitable. Car si le seul possible peut s'atteindre, et encore à marche prudente, le souhaitable peut, doit, oser se dire tout haut, se révéler, montrer l'espoir. Afin que rien ne passe pour immuable. Que le gouvernement gère, c'est très bien. Et il faut bien qu'il gère ce qu'il a à gérer, la grande pénurie et les petites réformes. Mais il manque à tout cela un souffle.

(*) Secrétaire nationale du P.S.U.

Il y a dans la politique une dimension prophétique. Prophétique non au sens de prédire les solutions de l'avenir, mais d'annoncer l'avenir que nous voulons. Dimension qui n'est en rien contradictoire avec l'exigence de rigueur dans le domaine des moyens. En ce qui concerne les moyens, on peut faire des pronostics, tenter qu'aujourd'hui ne discrédite pas trop la veille, il faut des pronostiqueurs. Mais nous en sommes presque encombés aujourd'hui, les grollant sur nos écrans et sur nos ondes. Petits hommes politiques tous en train d'apercevoir la fin de quelque tunnel.

Le sondage est leur stéthoscope. Tous les matins, ils se mettent à leur balcon pour voir si un nouveau cortège s'avance pas sous leur fenêtre. Tous les soirs ils auscultent leur métronome, leurs thermomètres et leurs roulements d'engrenages. Mécanisme plus ou moins brillant, servile de Polytechnique ou de l'ENA, ou mécanisme besogneux, formé dans les instances des partis. Mais seule la mécanique semble les intéresser, pas ce à quoi elle sert. Et la voix popule les rejette les uns après les autres non pas parce qu'elle soit très bien ce qu'elle attend d'eux, mais parce qu'elle sait très bien qu'elle n'attend pas cela.

Alors, va-t-on se ressaisir, en ce début de 1983, du petit air premier qui avait soulevé le 10 mai ? Restons près de nos sous, et halte à la dépense, puisque nos financiers et nos économistes nous y encouragent ! Mais si l'on repartait vraiment de partage de travail et si l'on relançait le débat, entreprise par entreprises ? Est-il si sûr que les travailleurs à salaires hauts et moyens n'accepteraient pas une non-progression, voire une baisse de leur revenu, à condition de partager avec d'autres le temps gagné et le salaire perdu ?

Même la compétitivité ne pourrait-elle s'y trouver gagnante, si les travailleurs étaient partie prenante dans la distribution des postes de la masse des salaires et du temps d'utilisation des machines ? Le parti socialiste a organisé, en janvier, un grand colloque sur les « secteurs du changement », qu'il précède de multiples rencontres. Très bien. Mais pourquoi la télévision et le radio n'ouvrirent-elles pas des « tribunes du changement », où l'on pourrait parler de l'avenir, rêver, « débattre »... les chéris. Cela voudrait bien des « débats » (1). Je pense à cette nouvelle de Kafka, qui s'intitulait le Gardien de la porte : un homme est venu de la campagne pour entrer dans la cité : il est tellement intimidé par le gardien posté devant la porte qu'il restera, tremblant et vieillissant devant l'entrée, jusqu'au jour de sa mort où le gardien lui montrera qu'il n'avait pas de verrou, qu'il lui suffisait de pousser la porte.

J'ai peur que toute d'imaginer que les choses pourraient aller autrement nous ne restions enclavés au passé, devant des portes qu'il suffirait de pousser.

(1) Journaux mutants qui se sont répandus en Chine pendant et après la révolution culturelle (N.D.R.L.).

La maîtrise du temps

par MAURICE DUVERGER

La vigueur d'une campagne électorale ne dispense aucun parti de respecter les règles posées par la Constitution. Ce devoir s'impose de façon plus stricte encore aux hommes d'Etat qui sont ou furent chargés de l'appliquer. Comment MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre ont-ils oublié ce principe élémentaire de la bonne conduite démocratique ? Il est vrai que le second l'a moins transgressé que le premier.

Affirmer que la Constitution ne pourrait pas fonctionner en cas de divergence entre le président de la République et la majorité de l'Assemblée nationale, c'est exprimer une opinion contestable, mais soutenable. Il était simplement inadmissible d'invoquer l'autorité du général de Gaulle dans ce domaine, alors que « certains de ses collaborateurs pensent au contraire que, soucieux de montrer dans toutes les hypothèses l'efficacité de la Constitution dont il était le père, il se serait accommodé d'un gouvernement de gauche pourvu que certaines options essentielles en matière d'indépendance nationale fussent sauvegardées », et que « pour le reste, il aurait accepté... un gouvernement comprenant des ministres socialistes et communistes (1) ». Informé de ce témoignage, l'ancien premier ministre a maintenu sa position à titre personnel et reconnu que le chef de l'Etat n'était en aucune circonstance obligé de démissionner.

Les sondages montrent que M. Barre a bien fait de redoubler de prudence puisque 46 % des Français seulement seraient défavorables à la perspective d'un président socialiste gouvernant avec une majorité parlementaire de droite, contre 42 % d'avis contraire, les deux opinions se partageant également entre les électeurs de l'opposition (49 % de chaque côté). A l'inverse, l'audace de M. Giscard d'Estaing se trouve confortée puisque 53 % de nos concitoyens lui emboîtent le pas quand il prétend que l'Assemblée nationale devrait être dissoute si l'U.D.F. et le R.P.R. remportaient une nette victoire aux municipales. Ces chiffres rejoignent certainement l'instinct de l'opposition, mais ils devraient consterner l'ancien président de la République, jadis chargé de veiller au respect de la Constitution. Comment pourrait-il ignorer qu'elle ne confond en aucune façon un scrutin fait pour que « les collectivités territoriales... s'administrent librement par des conseils élus » (article 72) et des élections législatives ou présidentielles qui expriment la souveraineté nationale ?

Pour être d'a-t-il pas mesuré les conséquences pratiques d'une thèse qui tend à rétablir dans notre vie politique l'instabilité qui régnait avant 1958. Admettre qu'un scrutin désignant des autorités locales remette en cause le mandat des députés, placerait le Parlement et le gouvernement sous le signe de l'éphémère et de l'incertain. Car les élections des administrateurs communaux ne pourraient être privilégiées dans ce domaine : celle des administrateurs départementaux et régionaux ayant

la même importance nationale. Dans les dix prochaines années, cela donnera les échéances suivantes : municipales en 1988 et 1989 ; régionales en 1984 et 1990. Si chacun de ces scrutins désavouait la majorité de l'Assemblée, on aurait huit dissolutions dans la décennie, en comptant celle de 1981. Les gouvernements changeraient tous les quinze mois.

Bien entendu, il est peu probable qu'on en arrive à une telle extrémité. Mais le raisonnement de M. Giscard d'Estaing inclut ce risque. Il aboutit à priver les responsables politiques de la garantie de durée qui est l'un des piliers essentiels du régime qui fonctionne depuis 1962. Si deux législatures ne sont pas arrivées à leur terme normal, celle de 1967 et celle de 1978, cela tient pour la première à des événements exceptionnels de nature quasi révolutionnaire, pour la seconde à un changement d'orientation clairement manifesté par les citoyens à l'occasion d'une élection présidentielle que tous considéraient comme l'acte fondamental de la vie politique.

Une majorité qui a la maîtrise de son temps peut planifier ses réformes sur toute la durée dont elle dispose. M. François Mitterrand a plusieurs fois souligné ce nouvel aspect du pouvoir de la gauche, bien différent des conditions qu'avaient connues Léon Blum et Pierre Mendès France. Celles d'aujourd'hui ne sont pas avantageuses pour les seuls gouvernements, mais aussi pour la nation entière. Une fois explicité le mandat de ses représentants, elle peut juger leurs œuvres en connaissance de cause, ce qui n'est pas possible s'il est interrompu avant sa fin normale. On ne peut tirer un trait, faire l'addition et apprécier le total qu'une fois le terme échu.

On ne le pouvait pas sous la III^e et la IV^e République, quand les majorités s'étiolaient dans la fleur de l'âge, au bout de quelques mois d'existence. Comment juger des ministères, fauchés avant qu'ils n'aient pu aller jusqu'au bout de leur entreprise ? Ils en profitaient pour égarer toute critique en affirmant qu'on ne leur avait point laissé le temps d'agir. Transformer les élections locales en vote de défiance pour les majorités parlementaires conduirait aux mêmes résultats que la multiplication des votes de défiance émanant des députés, que la France a connue entre 1875 et 1958. L'instabilité des Assemblées aggraverait demain l'instabilité des gouvernements d'inter, substituant à un régime efficace et solide le système impuissant et fluctuant que nous connaissons aujourd'hui. Peu importe que telle ou telle intention de M. Giscard d'Estaing. En réclamer « une accélération de l'échec politique », l'engage dans cette voie des institutions dont la supériorité repose sur le respect des échéances.

(1) Jean Massot, La Présidence de la République en France, 1977 (Documentation française), page 210. Le texte concerne les élections de 1947.

Parti et pouvoir

(Suite de la première page.)

Le problème n'est pas seulement français. La gauche au pouvoir a connu ailleurs en Europe le même type de dilemme et ne l'a pas résolu sans mal. Les solutions ont varié de la coexistence difficile à l'antagonisme ouvert, la surenchère du parti contribuant, à la limite, à la chute du gouvernement et au succès de la droite.

Un excès de tension peut donc être funeste. Un défaut de critique peut l'être tout autant. Le postulat qui est au fondement actuel des relations entre parti et pouvoir, celui de l'harmonie totale, ne semble contestable. La faiblesse du débat à l'intérieur du parti socialiste, la discrétion de mise dans les prises de position qui s'écarteraient tant soit peu de celles du gouvernement, reculent un danger inverse : celui d'étioler, de figer la structure militante, oserais-je dire de la « molletiser ».

La division des tâches

Il n'est pas facile pour un parti de se frayer ce chemin étroit entre la soumission morose et la contestation négative, celle qui s'appuie sur les fondements de l'autorité du président au lieu de l'étayer. Mais il me semble que les militants socialistes ont largement apporté la preuve, au cours des deux années écoulées, de leur conscience aiguë des responsabilités. Je leur ai souvent trouvé la tête plus froide et l'engagement plus déterminé

que certains responsables. Il leur faut faire confiance pour mener un débat nécessaire sur les problèmes de fond.

Pour être fructueux, le débat doit porter sur des objets bien choisis et respecter la division des tâches. Au gouvernement de gouverner ; au parti d'ouvrir des perspectives, d'orienter la société de demain, de préciser les contours du changement politique auquel nous œuvrons.

Or c'est plutôt l'inverse que l'on constate aujourd'hui. Désireux de faire entendre sa voix, le parti se mêle de la gestion quotidienne, examine la qualité des projets de loi ou l'opportunité des décisions économiques conjoncturelles. Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur le fond de la question, l'affaire du taux d'intérêt des livrets de caisse d'épargne traduit cette confusion des genres. Il est en fait qu'une meilleure coordination dans la prise de décision éviterait des incidents de ce type.

Je ne veux pas dire par là que le parti doit se désintéresser de l'action immédiate du pouvoir. Ayant pu apprécier l'importance que doit avoir le parti comme conscience de l'action gouvernementale, je me garderai aujourd'hui de préconiser toute réduction de son influence morale, bien au contraire. Mais le partage des rôles dans le quotidien doit être clair.

A plus long terme, la perspective qu'offre le parti devient moins nette. Le projet socialiste, rédigé en 1979, est aujourd'hui dépassé par l'évolution de la crise comme par l'exercice

du pouvoir socialiste. Les cent dix propositions du candidat François Mitterrand, approuvées le 10 mai par le peuple de France, ont pour l'essentiel été engagées d'entrée. Mais comment se présente la suite ?

Nous pourrions tirer orgueil, à juste titre, d'avoir tenu si rapidement nos promesses. Mais cela ne constitue pas pour l'avenir un programme de nature à rassembler à nouveau les Français. Pas davantage la constatation que nous faisons face à la crise avec plus de succès, notamment dans le domaine de l'emploi, que la plupart de nos voisins. Ligne à la faiblesse des suggestions d'un Giscard d'Estaing ou à la nature franchement réactionnaire des propos d'un Chirac, elles démontrent la majorité des électeurs de voter pour la droite, sans assurer pour autant leur soutien à la gauche.

Trois thèmes

Rêve, dira-t-on, que de songer à tracer des perspectives dans un monde troublé. Le temps des projets ambitieux, exhaustifs, est fini, alors que les meilleurs économistes n'osent pas prévoir au-delà de quelques mois. Pourtant, entre la gestion quotidienne et le projet à long terme se posent des questions fondamentales que la droite esquive ou auxquelles elle apporte des réponses inacceptables. Ces questions, qui relèvent par excellence de la fonction programmatique du parti, doivent aujourd'hui susciter sa réflexion.

Les thèmes sur lesquels devraient porter le débat ne manquent pas. En citant trois.

Le premier dans l'ordre d'urgence porte sur le protectionnisme. Alors que se prolonge la crise, la tentation devient forte, pour résoudre des problèmes d'emploi localisés et pour apaiser les esprits, de prendre des mesures partielles de protection. Au demeurant, les arguments ne manquent pas pour souligner les pratiques déloyales de nos partenaires ou l'incertitude de la Communauté européenne en ce domaine. Mais l'enjeu de ce débat fondamental et les risques que nous prendrions en adoptant une telle attitude doivent être précisés : à court terme, mesures de rétorsion qui nous fermeront des marchés à l'exportation ; à moyen terme, processus de repli sur l'Hexagone avec les contraintes correspondantes. Qu'en pense le parti ?

Le deuxième a trait à notre système de protection sociale. Nous ne pouvons pas laisser s'accroître la courbe des dépenses cependant que la crise réduit les recettes du système, tout le monde en convient. Le président de la République a indiqué sa volonté de stabiliser puis de réduire le taux de prélèvement public qui s'était emballé dans la décennie précédente, alors que M. Chirac était au gouvernement, ce qui devrait aujourd'hui l'inciter à modérer son propos. Mais une telle opération met la gauche devant l'alternative soit de gérer la dégradation de la protection sociale, en réduisant les prestations et en aug-

mentant les cotisations, soit de remettre en cause la philosophie du système. La seconde option implique une mise à plat des droits acquis dans une volonté de reconstruire l'ensemble. Qu'en pense le parti ?

Le troisième thème concerne la société vers laquelle nous nous orientons. La crise a largement ouvert le fossé qui sépare les Français protégés par leur statut de ceux qui se trouvent exposés de plein fouet : jeunes à la recherche d'un premier emploi, chômeurs en fin de droits, travailleurs des entreprises temporaires, marginaux volontaires ou non, masse que vient grossir un nombre de plus en plus important d'ouvriers et d'employés travaillant dans de petites et moyennes entreprises à l'activité précaire et au statut social aléatoire. La société dualisée que préconisait naguère Lionel Stoleru est là, ministre alors qu'on la décrivait paradisiaque, se grossit de cette pauvreté que l'on croyait disparue avec Zola. Cette autre société qui se forme sous nos yeux a-t-elle une parade à la crise, qui a nom « travail au noir » ? Qu'en pense le parti socialiste ?

Le parti doit se saisir avec hardiesse et ingéniosité des problèmes de société qui se posent aujourd'hui. S'il est capable de retrouver cette fécondité de proposition pour changer la vie qui en a fait la première force politique du pays, il peut redonner espoir au peuple de gauche. Encore faut-il que le débat soit encouragé, organisé, et non esquivé ou mutilé.

JEAN-PIERRE COT.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue de la Harpe
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F. 654 F. 767 F. 980 F.

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

601 F. 1 074 F. 1 547 F. 2 020 F.

ÉTRANGER

(par mandat postal)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F. 604 F. 857 F. 1 140 F.

2 - SUISSE, TUNISIE

454 F. 779 F. 1 105 F. 1 430 F.

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque

postal (trois virements) doivent bien

joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (dans certaines limites)

nos abonnés sont invités à formuler

leur demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capital et d'imprimer.

LISEZ

Le Monde

PHILATÉLISTES

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

CHIFFRE 150

Le Monde

étranger

AFRIQUE

Algérie

Les autorités dénoncent une « campagne d'intoxication préméditée »

De notre correspondant

Alger. — Par le canal de l'agence de presse officielle, les autorités algériennes viennent de sortir de leur silence prolongé sur différents rumeurs circulant à Alger depuis plusieurs semaines. On a parlé de personnalités inquiètes. On a même parlé d'officiers supérieurs arrêtés qui auraient été impliqués dans une « campagne d'intoxication préméditée » qui résulterait notamment de mesures « d'assainissement interne » ayant révélé « des ramifications extrêmes » qui sont le fait de « mains étrangères soucieuses de déstabiliser l'Algérie ».

Deux paragraphes retiennent l'attention dans la dépêche de l'A.P.S. L'un, concernant évidemment M. Ben Bella, qui est cité comme « responsable du pays » qui « en entourant de reprises de justice notoire a mis à nu sa véritable nature ». L'autre confirme l'arrestation d'un des proches de Boumedienne (le Monde du 4 février) en quelques mots : « Les services de sécurité algériens ont actuellement le nommé Zeghar Messaoud, dit Rachid, homme d'affaires bien connu ».

Pour le reste, il est question péle-mêle de sabotage économique et de « groupuscules » qui, se prévalant abusivement de l'islam, « ont rassemblé bombes et armes dans le but de déclencher la violence ». Apparemment, certains propos, l'A.P.S. écrit qu'elle aura à « revenir » sur tout cela.

Dans les milieux officiels, on est plus précis sur certains points, et on s'efforce de donner une explication cohérente des événements. Tous les officiers supérieurs qu'on avait présentés comme arrêtés ou démis, à commencer par le commandant de la région militaire de Bône, sont en poste, nous a assuré une source algérienne digne de foi. Les spéculations à partir d'indices flûtes, poursuit cette source, ont été alimentées par quelques éléments désireux de braver les cartes au moment où des enquêtes des investigations visant à moraliser la gestion des affaires publiques.

Plusieurs dossiers sont en attente devant la Cour des comptes. A cause, dit-on, d'omissions de santé, l'ancien président de cette juridiction, M. Mohamed Amir, vient d'être remplacé par M. Messaoud Zitouni, membre du comité central, conseiller à la présidence de la République depuis juillet 1982. La Cour des comptes a compétence pour passer en revue les dépenses du président. Le président Chaddi était lui-même un fidèle de Boumedienne, dit-on. M. Zeghar aura à répondre de « corruption » et d'« intelligences » avec des éléments étrangers hostiles à l'Algérie, « dont les Français ne font évidemment pas partie ».

L'arrestation de M. Zeghar est présentée comme « une grosse affaire » dans les milieux officiels, et ceux-ci s'insurgent contre l'idée qu'il pourrait s'agir d'un règlement de comptes avec les hommes de l'ancien président. « Le président Chaddi était lui-même un fidèle de Boumedienne », dit-on. M. Zeghar aura à répondre de « corruption » et d'« intelligences » avec des éléments étrangers hostiles à l'Algérie, « dont les Français ne font évidemment pas partie ».

La décision d'« assainir » a été mise en œuvre, poursuit-on officiellement, alors que différents déploiements de forces étaient de nature à faire marcher les imaginations. Des mesures de sécurité, notamment des fouilles aux aéroports, ont été prises dès le début de l'année en vue de la réunion du Conseil national palestinien à Alger le 14 février. En même temps, rien n'a été ménagé pour neutraliser des hommes en fuite depuis la découverte d'explosifs fabriqués par des activistes islamiques. Ces opérations de police devaient cesser puisque, nous a-t-on dit, le dernier fugitif serait sur le point de se rendre.

Le procès des vingt-trois fondateurs annoncé en décembre sera quelque peu retardé, et il se confirme que la procédure les concernant sera jointe à celle relative aux détenteurs d'explosifs arrêtés ultérieurement. Dans un souci apparent de modération, les autorités présentent certains de ces derniers comme des égarés, peut-être pas entièrement responsables de leurs actes. Quant aux plus âgés des fondateurs, professeurs ou universitaires, quelques-uns sont sortis de prison pour être assignés à résidence en attendant le procès.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Maroc

NOUVELLES INTERROGATIONS SUR LA MORT DU GÉNÉRAL DIMI

Les circonstances de la mort du général Ahmed Dimi continuent de susciter des interrogations. Ainsi apprend-on de source diplomatique que, le jour de l'accident, le général devait passer la soirée dans sa famille installée à Settat, à 130 kilomètres de Marrakech. C'est là que celui-ci a apprit la nouvelle. Un des fils du général s'est alors aussitôt rendu sur place, mais n'a pu voir la dépouille de son père. Ce n'est que peu avant les funérailles à Rabat, le lendemain, qu'un cercueil fermé a été remis à la famille.

Par ailleurs, à Stockholm, M. Ahmed Rami, trente-six ans, ancien aide de camp du défunt général. Oufkir, condamné à mort par contumace pour avoir participé à des complots contre Hassan II, a déclaré à la télévision suédoise que le général Dimi « projetait une action militaire contre le roi ». Ancien lieutenant ayant acquis la nationalité suédoise après s'être réfugié à Stockholm en 1973, M. Rami a précisé avoir rencontré le général Dimi « en Suède, il y a deux mois ».

Celui-ci l'aurait informé, à cette occasion, de l'opération projetée pour le mois de juillet, et au terme de laquelle « nous aurions ouvert le procès du roi ». M. Rami a, enfin, assuré que le général Dimi avait été « éliminé » après que le souverain ait découvert qu'il appartenait à un groupe d'officiers libéraux instigués « Mouvement du 16 août », date du mitraillement du Boing royal en 1972.

Bien que les déclarations de cet ancien militaire doivent être recueillies avec prudence, il n'en demeure pas moins qu'on vient d'apprendre de bonne source que des officiers de la base aérienne de Rabat-Salé ont été arrêtés la semaine dernière.

PROCHE-ORIENT

Liban

L'attentat contre le Centre de recherche palestinien à fait une vingtaine de morts

L'explosion qui a ravagé samedi 5 février en début d'après-midi l'immeuble du Centre de recherche palestinien de Beyrouth a fait une vingtaine de morts et près de cent blessés.

Le Centre, avait déjà fait l'objet d'un attentat en juillet dernier pendant le siège de Beyrouth. L'explosion d'une voiture piégée avait fait un mort et trente blessés. En septembre, il avait été pillé par l'armée israélienne qui avait exporté aussi bien les publications que les collections d'ouvrages rares sur la Palestine qu'il y trouvèrent. Les quelques responsables de l'O.L.P. qui sont demeurés à Beyrouth y avaient depuis établi provisoirement leurs bureaux, en attendant que le sort de la représentation palestinienne au Liban soit tranché par le gouvernement libanais.

Selon les autorités libanaises, l'explosion a été provoquée par une voiture piégée stationnée sous les piliers de l'immeuble. L'explosif, placé dans le coffre du véhicule, était composé de 60 kilos d'hexogène. L'explosion a surpris le quartier de Hamra — où est situé le Centre — en pleine activité. Le bâtiment du centre a été ébranlé au premier étage et un immeuble contigu a été également dévasté par l'incendie provoqué par la déflagration.

L'attentat a été revendiqué par le Front de libération du Liban des étrangers, organisation qui opère au Liban depuis plusieurs années, mais qui ne se manifeste que par téléphones. Elle a revendiqué par téléphones plusieurs attentats anti-syriens et anti-palestiniens. Le responsable de l'O.L.P. à Beyrouth, M. Chafiq el-Hout, a rejeté sur Israël la responsabilité de cet attentat, dont l'objectif est, selon lui, de « dissocier l'alliance libano-palestinienne qui soutient le chef de l'Etat libanais dans ses efforts pour obtenir l'évacuation par Israël du Liban ».

Exode des Palestiniens dans le sud

Cet attentat coïncide avec une « chasse aux Palestiniens » organisée au Sud-Liban par les milices phalangistes. Un responsable local des « services de sécurité » phalangistes a déclaré à l'A.P.F. que les Forces libanaises avaient ordonné à tous les Palestiniens vivant à Saïda, ou dans ses environs, de quitter leur domicile pour s'installer dans le camp d'Ain Heloué, dans la banlieue sud du chef-lieu du Sud-Liban. Il a indiqué que cette décision avait été prise par le commandement en chef des Forces libanaises de la région de Saïda le 4 janvier dernier, et que, à l'heure actuelle, sur les trois mille à quatre mille Palestiniens vivant dans la région de Saïda, près de la moitié avaient été expulsés. Le responsable phalangiste a ajouté que les Israéliens « laissent faire les expulsions, à condition qu'elles se déroulent sans violence ».

Dans les villages à dominante chrétienne qui entourent Saïda, l'exode des Palestiniens bat son

Israël

M. Begin s'inquiète de la polémique qui se développe entre Jérusalem et Washington

De notre correspondant

Jérusalem. — L'armée israélienne a révélé, le 6 février, qu'un incident avait opposé, la semaine dernière, des soldats français et des soldats israéliens dans la région de Tyr au Sud-Liban. Selon cette information, à un barrage établi dans le secteur sous leur contrôle, des militaires français de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL) auraient refusé de laisser passer un officier israélien. Une heure plus tard, celui-ci serait revenu avec plusieurs de ses camarades pour enlever le barrage. Une altercation aurait alors eu lieu, et un soldat français aurait été blessé, ce qui a provoqué une plainte de la part du commandant de la FINUL auprès de l'état-major israélien.

Au moment où d'autres incidents opposent Israéliens et marines américains dans la région de Beyrouth, au point de faire naître de vives tensions entre Jérusalem et Washington, celui-ci est cité en

exemple par les dirigeants militaires israéliens, car indiquent-ils, les contacts régulièrement maintenus avec les officiers français ont permis rapidement d'y mettre fin d'un commun accord et d'empêcher qu'il ne se reproduise. C'est évidemment une occasion pour les Israéliens de souligner que les responsables du contingent français n'ont pas voulu « grossir l'affaire », comme on le reproche à Jérusalem aux Américains.

Au cours du conseil des ministres, le 6 février, M. Begin a fait savoir qu'il fallait considérer les incidents américano-israéliens comme « clos » et mettre un terme à la polémique qui se développe entre Israël et les Etats-Unis. Dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem, on soupçonne le gouvernement américain ou certains de ses membres, notamment le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, d'avoir « systématiquement » aggravé le différend pour montrer à l'opposition libanaise et à l'ensemble des dirigeants arabes la bonne volonté des Etats-Unis à leur égard et prouver que Washington pouvait véritablement jouer un rôle de médiateur dans les négociations sur le Liban en sachant s'opposer à la politique israélienne. — F. C.

NOUVELLE OFFENSIVE IRANIENNE DANS LE NORD DU KHOUZISTAN

Les troupes iraniennes ont lancé, dans la nuit du dimanche 6 février au lundi 7 février, une nouvelle offensive dans la région de Fakhet, au Nord du Khouzistan, et ont libéré les trois postes frontaliers iraniens de Safarich, Rachidieh et Soubeh, occupés depuis le début des hostilités par les troupes irakiennes.

Le premier communiqué militaire publié à Téhéran sur la nouvelle opération baptisée, « Aurore » affirme qu'après avoir repris à l'ennemi le « sol de la patrie » des forces iraniennes « avancent pour détruire le régime esclavagiste d'Irak soutenu par les pays de l'Est, de l'Ouest et leurs valets européens ». Il résulte de ce communiqué que les Iraniens ont franchi la frontière en un point situé à une quarantaine de kilomètres à l'est de la ville irakienne d'El-Amara, légèrement au sud de leur précédente poussée en territoire irakien en novembre dernier dans le secteur de Musian.

A Bagdad, un communiqué militaire irakien affirme que les forces iraniennes n'ont pas réussi à l'emporter de la motrice parcellée de territoire irakien et que « seuls les foyers ont abandonné le terrain des combats où les prisonniers ont été saisis ». — (A.F.P.)

La délégation de l'Internationale socialiste chargée de préparer le rapport sur l'évolution du conflit du Proche-Orient, qui sera présenté au congrès de l'organisation prévu pour le mois d'avril à Sydney, a terminé, dimanche 6 février, un voyage qui l'avait menée successivement au Liban, en Jordanie, à Jérusalem et en Tunisie. Les membres de la délégation (1) qui dirigeait l'ancien ministre portugais, M. Mario Soares, se sont déclarés impressionnés par l'esprit d'ouverture manifesté par M. Arafat qui, ont-ils dit, transmettait avec l'« intransigence » trou-

vée auprès des dirigeants israéliens. La délégation n'a d'ailleurs pas tenu compte de l'opposition de M. Shimon Peres, en confirmant à l'O.L.P. l'invitation à assister, en tant qu'observateur, au congrès de Sydney, où elle sera représentée par M. Sartout, conseiller de M. Arafat. — (Corresp.)

(1) Dix partis socialistes étaient représentés dans la délégation, dont le parti socialiste français, d'abord par M. Jacques Humez, puis, à Tunis, par M. Alain Cheval.

qu'un compromis était envisageable. « La solution intermédiaire que beaucoup d'entre nous commencent à envisager à Washington exigerait que les Soviétiques réduisent le nombre de SS-20 d'environ deux cent cinquante à environ cent cinquante, et qu'ils en démontent et détruisent environ une centaine, a dit M. David Schwartz. En Extrême-Orient, où ils en ont stocké une centaine au total, ce nombre devrait être gelé. En même temps, nous leur demanderions de ne pas moderniser leurs SS-20. En d'autres termes, ils ne pourraient y ajouter d'autres têtes nucléaires. Les Etats-Unis devraient réduire le déploiement de leurs missiles de croisière de telle façon qu'ils atteignent ce même nombre de cent cinquante. Ils annuleraient le déploiement des cent huit Pershing (prévus pour la R.F.A.) et ils devraient s'abstenir de toute modernisation de leur côté. Il serait, en outre, stipulé que les systèmes stratégiques français et britanniques ne seraient en aucune façon pris en compte ».

Avant de se rendre à Rome, M. Bush a fait, samedi, un détour par Nuremberg pour rendre visite aux unités américaines les plus avancées vers l'Est. Il est allé jusqu'au village de Moedlareuth, connu comme le « petit Berlin », car, situé à la frontière tchécoslovaque, il est divisé par un mur qui sépare les vingt-cinq habitants de l'Ouest des trente de l'Est.

D'autre part, M. Kohl, chancelier ouest-allemand, a déclaré à la radio d'Allemagne du Nord, dans un entretien diffusé samedi, qu'il était « certain de se rendre à Moscou dans les prochains mois » s'il gagne les élections du 6 mars en R.F.A.

A TRAVERS LE MONDE

Albanie

■ L'ALBANIE CONNAIT ACTUELLEMENT SA « PLUS GRAVE CRISE INTERIEURE », marquée par une nouvelle « purge de grande envergure », a affirmé M. Fadil Hodja, représentant de la province du Kosovo au sein de la direction collégiale yougoslave. M. Hodja a ajouté que cette dernière purge depuis la fin de la seconde guerre mondiale frappe essentiellement les hautes sphères de la direction de l'Etat et du parti — (A.F.P.)

Bangladesh

■ BAGARRES D'ETUDIANTS. — De nombreux étudiants ont été blessés, dont une quarantaine sérieusement, dimanche 6 février, lorsque des membres du Comité d'action unifié ont attaqué à coups de pierres et de bâtons des étudiants islamiques du Chhatra Shibir à l'université de Dhaka (1). Ces derniers protes-

taient contre la vente de gaz à l'Inde ; tandis que leurs assaillants leur reprochaient de s'être opposés en 1971, à la lutte pour l'indépendance. — (U.P.I.)

Ethiopie

■ ACCORD SUR LE RAPATRIEMENT DE REFUGIES. — Une quarantaine de milliers d'Éthiopiens, qui ont trouvé refuge à Djibouti pendant le conflit de l'Ogaden en 1977-1978, rentreront dans leur pays ces deux prochaines semaines, a annoncé samedi 5 février la commission de secours et de réhabilitation du gouvernement éthiopien. Un accord en ce sens a été conclu la semaine dernière entre responsables djiboutiens et éthiopiens avec l'assistance du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. — (Reuters)

Inde

■ VICTOIRE DE M. GANDHI AUX ELECTIONS MUNICIPALES DE NEW-DELHI. — Le

parti de M. Gandhi, le Congrès, a remporté un succès inattendu, samedi 5 février, aux élections municipales de New-Delhi. Selon les derniers chiffres, il s'est assuré la majorité absolue, tant au conseil municipal qu'au conseil métropolitain de Delhi.

Namibie

■ M. PEREZ DE CUELLAR CRITIQUE PRETORIA. — Avant d'arriver dimanche 6 février, au Botswana, cinquième étape de sa tournée africaine, le secrétaire général de l'ONU a vivement dénoncé, à Harare, la politique de Pretoria en Namibie et vis-à-vis de ses voisins. M. Perez de Cuellar a également déclaré que « mille part, les droits de l'homme ont été aussi violemment et cruellement violés que sous le régime de l'apartheid ». — (A.F.P., Reuters).

256 PAGES - 60 F.

EN LIBRAIRIE

LE LOCAL dans tous ses Etats

LA GRANDE BATAILLE DU SEPTENNAT

UNE GRANDE ENQUETE autrement

Le Monde

Service des Abonnements
11, rue de la Harpe, 105
75004 PARIS
Tél. 01 47 77 11 11
ABONNEMENTS
1983 : 120 F. (12 numéros)
1984 : 130 F. (12 numéros)
1985 : 140 F. (12 numéros)
1986 : 150 F. (12 numéros)
1987 : 160 F. (12 numéros)
1988 : 170 F. (12 numéros)
1989 : 180 F. (12 numéros)
1990 : 190 F. (12 numéros)
1991 : 200 F. (12 numéros)
1992 : 210 F. (12 numéros)
1993 : 220 F. (12 numéros)
1994 : 230 F. (12 numéros)
1995 : 240 F. (12 numéros)
1996 : 250 F. (12 numéros)
1997 : 260 F. (12 numéros)
1998 : 270 F. (12 numéros)
1999 : 280 F. (12 numéros)
2000 : 290 F. (12 numéros)
2001 : 300 F. (12 numéros)
2002 : 310 F. (12 numéros)
2003 : 320 F. (12 numéros)
2004 : 330 F. (12 numéros)
2005 : 340 F. (12 numéros)
2006 : 350 F. (12 numéros)
2007 : 360 F. (12 numéros)
2008 : 370 F. (12 numéros)
2009 : 380 F. (12 numéros)
2010 : 390 F. (12 numéros)
2011 : 400 F. (12 numéros)
2012 : 410 F. (12 numéros)
2013 : 420 F. (12 numéros)
2014 : 430 F. (12 numéros)
2015 : 440 F. (12 numéros)
2016 : 450 F. (12 numéros)
2017 : 460 F. (12 numéros)
2018 : 470 F. (12 numéros)
2019 : 480 F. (12 numéros)
2020 : 490 F. (12 numéros)
2021 : 500 F. (12 numéros)
2022 : 510 F. (12 numéros)
2023 : 520 F. (12 numéros)
2024 : 530 F. (12 numéros)
2025 : 540 F. (12 numéros)
2026 : 550 F. (12 numéros)
2027 : 560 F. (12 numéros)
2028 : 570 F. (12 numéros)
2029 : 580 F. (12 numéros)
2030 : 590 F. (12 numéros)
2031 : 600 F. (12 numéros)
2032 : 610 F. (12 numéros)
2033 : 620 F. (12 numéros)
2034 : 630 F. (12 numéros)
2035 : 640 F. (12 numéros)
2036 : 650 F. (12 numéros)
2037 : 660 F. (12 numéros)
2038 : 670 F. (12 numéros)
2039 : 680 F. (12 numéros)
2040 : 690 F. (12 numéros)
2041 : 700 F. (12 numéros)
2042 : 710 F. (12 numéros)
2043 : 720 F. (12 numéros)
2044 : 730 F. (12 numéros)
2045 : 740 F. (12 numéros)
2046 : 750 F. (12 numéros)
2047 : 760 F. (12 numéros)
2048 : 770 F. (12 numéros)
2049 : 780 F. (12 numéros)
2050 : 790 F. (12 numéros)
2051 : 800 F. (12 numéros)
2052 : 810 F. (12 numéros)
2053 : 820 F. (12 numéros)
2054 : 830 F. (12 numéros)
2055 : 840 F. (12 numéros)
2056 : 850 F. (12 numéros)
2057 : 860 F. (12 numéros)
2058 : 870 F. (12 numéros)
2059 : 880 F. (12 numéros)
2060 : 890 F. (12 numéros)
2061 : 900 F. (12 numéros)
2062 : 910 F. (12 numéros)
2063 : 920 F. (12 numéros)
2064 : 930 F. (12 numéros)
2065 : 940 F. (12 numéros)
2066 : 950 F. (12 numéros)
2067 : 960 F. (12 numéros)
2068 : 970 F. (12 numéros)
2069 : 980 F. (12 numéros)
2070 : 990 F. (12 numéros)
2071 : 1000 F. (12 numéros)
2072 : 1010 F. (12 numéros)
2073 : 1020 F. (12 numéros)
2074 : 1030 F. (12 numéros)
2075 : 1040 F. (12 numéros)
2076 : 1050 F. (12 numéros)
2077 : 1060 F. (12 numéros)
2078 : 1070 F. (12 numéros)
2079 : 1080 F. (12 numéros)
2080 : 1090 F. (12 numéros)
2081 : 1100 F. (12 numéros)
2082 : 1110 F. (12 numéros)
2083 : 1120 F. (12 numéros)
2084 : 1130 F. (12 numéros)
2085 : 1140 F. (12 numéros)
2086 : 1150 F. (12 numéros)
2087 : 1160 F. (12 numéros)
2088 : 1170 F. (12 numéros)
2089 : 1180 F. (12 numéros)
2090 : 1190 F. (12 numéros)
2091 : 1200 F. (12 numéros)
2092 : 1210 F. (12 numéros)
2093 : 1220 F. (12 numéros)
2094 : 1230 F. (12 numéros)
2095 : 1240 F. (12 numéros)
2096 : 1250 F. (12 numéros)
2097 : 1260 F. (12 numéros)
2098 : 1270 F. (12 numéros)
2099 : 1280 F. (12 numéros)
2100 : 1290 F. (12 numéros)
2101 : 1300 F. (12 numéros)
2102 : 1310 F. (12 numéros)
2103 : 1320 F. (12 numéros)
2104 : 1330 F. (12 numéros)
2105 : 1340 F. (12 numéros)
2106 : 1350 F. (12 numéros)
2107 : 1360 F. (12 numéros)
2108 : 1370 F. (12 numéros)
2109 : 1380 F. (12 numéros)
2110 : 1390 F. (12 numéros)
2111 : 1400 F. (12 numéros)
2112 : 1410 F. (12 numéros)
2113 : 1420 F. (12 numéros)
2114 : 1430 F. (12 numéros)
2115 : 1440 F. (12 numéros)
2116 : 1450 F. (12 numéros)
2117 : 1460 F. (12 numéros)
2118 : 1470 F. (12 numéros)
2119 : 1480 F. (12 numéros)
2120 : 1490 F. (12 numéros)
2121 : 1500 F. (12 numéros)
2122 : 1510 F. (12 numéros)
2123 : 1520 F. (12 numéros)
2124 : 1530 F. (12 numéros)
2125 : 1540 F. (12 numéros)
2126 : 1550 F. (12 numéros)
2127 : 1560 F. (12 numéros)
2128 : 1570 F. (12 numéros)
2129 : 1580 F. (12 numéros)
2130 : 1590 F. (12 numéros)
2131 : 1600 F. (12 numéros)
2132 : 1610 F. (12 numéros)
2133 : 1620 F. (12 numéros)
2134 : 1630 F. (12 numéros)
2135 : 1640 F. (12 numéros)
2136 : 1650 F. (12 numéros)
2137 : 1660 F. (12 numéros)
2138 : 1670 F. (12 numéros)
2139 : 1680 F. (12 numéros)
2140 : 1690 F. (12 numéros)
2141 : 1700 F. (12 numéros)
2142 : 1710 F. (12 numéros)
2143 : 1720 F. (12 numéros)
2144 : 1730 F. (12 numéros)
2145 : 1740 F. (12 numéros)
2146 : 1750 F. (12 numéros)
2147 : 1760 F. (12 numéros)
2148 : 1770 F. (12 numéros)
2149 : 1780 F. (12 numéros)
2150 : 1790 F. (12 numéros)
2151 : 1800 F. (12 numéros)
2152 : 1810 F. (12 numéros)
2153 : 1820 F. (12 numéros)
2154 : 1830 F. (12 numéros)
2155 : 1840 F. (12 numéros)
2156 : 1850 F. (12 numéros)
2157 : 1860 F. (12 numéros)
2158 : 1870 F. (12 numéros)
2159 : 1880 F. (12 numéros)
2160 : 1890 F. (12 numéros)
2161 : 1900 F. (12 numéros)
2162 : 1910 F. (12 numéros)
2163 : 1920 F. (12 numéros)
2164 : 1930 F. (12 numéros)
2165 : 1940 F. (12 numéros)
2166 : 1950 F. (12 numéros)
2167 : 1960 F. (12 numéros)
2168 : 1970 F. (12 numéros)
2169 : 1980 F. (12 numéros)
2170 : 1990 F. (12 numéros)
2171 : 2000 F. (12 numéros)
2172 : 2010 F. (12 numéros)
2173 : 2020 F. (12 numéros)
2174 : 2030 F. (12 numéros)
2175 : 2040 F. (12 numéros)
2176 : 2050 F. (12 numéros)
2177 : 2060 F. (12 numéros)
2178 : 2070 F. (12 numéros)
2179 : 2080 F. (12 numéros)
2180 : 2090 F. (12 numéros)
2181 : 2100 F. (12 numéros)
2182 : 2110 F. (12 numéros)
2183 : 2120 F. (12 numéros)
2184 : 2130 F. (12 numéros)
2185 : 2140 F. (12 numéros)
2186 : 2150 F. (12 numéros)
2187 : 2160 F. (12 numéros)
2188 : 2170 F. (12 numéros)
2189 : 2180 F. (12 numéros)
2190 : 2190 F. (12 numéros)
2191 : 2200 F. (12 numéros)
2192 : 2210 F. (12 numéros)
2193 : 2220 F. (12 numéros)
2194 : 2230 F. (12 numéros)
2195 : 2240 F. (12 numéros)
2196 : 2250 F. (12 numéros)
2197 : 2260 F. (12 numéros)
2198 : 2270 F. (12 numéros)
2199 : 2280 F. (12 numéros)
2200 : 2290 F. (12 numéros)
2201 : 2300 F. (12 numéros)
2202 : 2310 F. (12 numéros)
2203 : 2320 F. (12 numéros)
2204 : 2330 F. (12 numéros)
2205 : 2340 F. (12 numéros)
2206 : 2350 F. (12 numéros)
2207 : 2360 F. (12 numéros)
2208 : 2370 F. (12 numéros)
2209 : 2380 F. (12 numéros)
2210 : 2390 F. (12 numéros)
2211 : 2400 F. (12 numéros)
2212 : 2410 F. (12 numéros)
2213 : 2420 F. (12 numéros)
2214 : 2430 F. (12 numéros)
2215 : 2440 F. (12 numéros)
2216 : 2450 F. (12 numéros)
2217 : 2460 F. (12 numéros)
2218 : 2470 F. (12 numéros)
2219 : 2480 F. (12 numéros)
2220 : 2490 F. (12 numéros)
2221 : 2500 F. (12 numéros)
2222 : 2510 F. (12 numéros)
2223 : 2520 F. (12 numéros)
2224 : 2530 F. (12 numéros)
2225 : 2540 F. (12 numéros)
2226 : 2550 F. (12 numéros)
2227 : 2560 F. (12 numéros)
2228 : 2570 F. (12 numéros)
2229 : 2580 F. (12 numéros)
2230 : 2590 F. (12 numéros)
2231 : 2600 F. (12 numéros)
2232 : 2610 F. (12 numéros)
2233 : 2620 F. (12 numéros)
2234 : 2630 F. (12 numéros)
2235 : 2640 F. (12 numéros)
2236 : 2650 F. (12 numéros)
2237 : 2660 F. (12 numéros)
2238 : 2670 F. (12 numéros)
2239 : 2680 F. (12 numéros)
2240 : 2690 F. (12 numéros)
2241 : 2700 F. (12 numéros)
2242 : 2710 F. (12 numéros)
2243 : 2720 F. (12 numéros)
2244 : 2730 F. (12 numéros)
2245 : 2740 F. (12 numéros)
2246 : 2750 F. (12 numéros)
2247 : 2760 F. (12 numéros)
2248 : 2770 F. (12 numéros)
2249 : 2780 F. (12 numéros)
2250 : 2790 F. (12 numéros)
2251 : 2800 F. (12 numéros)
2252 : 2810 F. (12 numéros)
2253 : 2820 F. (12 numéros)
2254 : 2830 F. (12 numéros)
2255 : 2840 F. (12 numéros)
2256 : 2850 F. (12 numéros)
2257 : 2860 F. (12 numéros)
2258 : 2870 F. (12 numéros)
2259 : 2880 F. (12 numéros)
2260 : 2890 F. (12 numéros)
2261 : 2900 F. (12 numéros)
22

ASIE

APRÈS DES ENTRETIENS DÉCEVANTS AVEC LES DIRIGEANTS CHINOIS

M. Shultz annonce à Séoul une augmentation des crédits militaires américains à la Corée du Sud

Venant de Pékin, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, est arrivé le dimanche 6 février à Séoul où il a eu le soir même un premier entretien avec son homologue sud-coréen, M. Lee Bang-Suk. M. Shultz a réitéré

à cette occasion le soutien des Etats-Unis à la Corée du Sud et promis que l'administration américaine allait s'efforcer de débloquent en faveur de ce pays des crédits supplémentaires d'équipements militaires.

Avant de quitter Pékin, M. Shultz avait lui-même laissé entendre que ses entretiens avec les dirigeants chinois s'étaient achevés qu'à des résultats modestes.

Pékin constate la persistance des différends

De notre correspondant

Pékin. - Si l'on avait pu se poser encore quelques questions sur le résultat des entretiens que M. Shultz venait de mener pendant quatre jours avec les dirigeants chinois, Pékin s'est empressé, dimanche 6 avril, de balayer les dernières doutes. La visite du secrétaire d'Etat, si elle n'a sans doute pas été totalement inutile dans la mesure où elle a fourni l'occasion d'une franche explication, n'a pas radicalement modifié les données des relations sino-américaines.

« Les différences demeurent », a déclaré l'agence Chine nouvelle. A commencer par celles existant au sujet de Taiwan. Rien, jusqu'à présent, n'indique, en effet, que les différends qui, du point de vue de Pékin, se dressent entre les deux pays avant l'arrivée de M. Shultz, aient été réduits.

Le secrétaire d'Etat a paru être le premier convaincu de la modestie de ce résultat. D'une grande circonspection, il s'est contenté, au cours de sa conférence de presse finale, d'expliquer « l'espoir » que sa visite pourrait avoir « aidé à une meilleure compréhension et à l'établissement d'une confiance mutuelle ». On était loin du ton résolument optimiste qu'avait adopté ici même M. Haig en juin 1981.

Concrètement, les résultats de ce premier contact en terre chinoise entre M. Shultz et les dirigeants de Pékin, sont des plus maigres. Comme son prédécesseur l'avait déjà fait, il y a dix-huit mois, le nouveau secrétaire d'Etat a invité M. Zhao Ziyang, le premier ministre chinois, à se rendre aux Etats-Unis. Celui-ci, poliment, a accepté une fois de plus le principe de ce voyage, tout en exprimant le vœu que les « obstacles » existant dans les relations entre les deux pays n'empêcheraient pas finalement la réalisation de ce projet. Si l'idée malgré tout, aboutit, la date de septembre serait, indique-t-on, la plus probable. Les Chinois, de leur côté, ont renouvelé leur invitation au président Reagan, mais, à l'approche des échéances présidentielles américaines cette offre risque fort d'apparaître, à Washington, comme un cadeau empoisonné.

Un peu plus sérieuse pourrait être l'éventualité d'une visite à Pékin, dans le courant de cette année, de M. Weinberger, le secrétaire américain à la Défense. Sans s'engager fermement, M. Shultz a indiqué qu'« il s'agit-là, assurément, d'une possibilité ». La question paraît avoir été abordée au cours de l'entretien que le secrétaire d'Etat a eu avec le général Zhang Aiping, le nouveau ministre chinois de la Défense. Rencontre, non prévue dans le programme initial. M. Shultz n'a pas été très bavard sur cet échange de vues, assurant seulement que la question d'éventuelles ventes d'armes par les Etats-Unis à la Chine n'avait pas été évoquée. De source américaine, on précise que les deux parties ont simplement examiné les possibilités de développer les contacts entre militaires des deux pays.

La discrétion de M. Shultz cache-t-elle des intentions plus sérieuses ? En ce domaine ultra-sensible, l'administration américaine devra, en tout cas, faire preuve de beaucoup de doigté dans ses rapports avec Pékin si elle ne veut pas passer plus de porcelaine qu'elle ne l'a fait jusqu'à maintenant.

Il existe désormais entre les dirigeants chinois et l'actuelle équipe dirigeante aux Etats-Unis un problème de confiance dont on ne voit pas très bien comment il pourrait être rapidement résolu.

De la question de Taiwan...

Tout tourne, encore et toujours, autour de la question de Taiwan. M. Shultz était arrivé à Pékin avec l'intention affichée de tenir ce problème « à l'arrière-plan » de ses conversations avec ses hôtes chinois. Tout indique, à commencer par ses propres déclarations, qu'il a échoué dans cette tentative. « Taiwan était et demeure un problème », a-t-il déclaré, précisant que la question avait été mise sur le tapis « à plusieurs reprises » pendant les entretiens. En même temps, il a réaffirmé que les Etats-Unis avaient pris, dans le communiqué d'août dernier, des engagements quant aux ventes d'armes au régime nationaliste et qu'ils les respectaient.

Pékin est-il prêt à se satisfaire de tels propos ? En déclarant que ce

qui comptait, c'était « les actes effectifs et non les paroles crues et les promesses », l'agence Chine nouvelle paraît avoir répondu à la question. Les interlocuteurs chinois de M. Shultz ne peuvent qu'avoir été déçus par son ferme refus d'entrer dans une discussion sur l'interprétation du communiqué du 17 août.

« Je n'étais pas venu ici pour négocier ce texte », a déclaré sans détour le secrétaire d'Etat. Le problème, et M. Shultz le sait parfaitement, est que Chinois et Américains font des lectures divergentes de ce communiqué « conjoint ». Les Etats-Unis s'engagent effectivement à « réduire en quantité et en qualité » leurs livraisons d'armes à Taiwan, mais ils considèrent que leur attitude en ce domaine sera fonction du maintien du problème de la réunification du continent avec l'île dans un cadre pacifique. Pour avoir exprimé un tel point de vue, M. Reagan avait eu droit, l'an dernier, à une belle volée de bois vert de la part de Pékin. Les dirigeants chinois estiment, au contraire, quant à eux, qu'établir un tel lien est une manifestation d'« hégémonisme ».

La question du retour de Taiwan à la mère-patrie étant une affaire qui ne regarde personne d'autre que les Chinois eux-mêmes. « Tout ce que ce problème ne sera pas résolu », écrit dimanche Chine nouvelle, « est hors de question qu'une confiance mutuelle s'établisse entre la Chine et les Etats-Unis, et que les relations bilatérales puissent se développer sur une base saine ».

De plus, M. Shultz, pour justifier les ventes d'armes de son gouvernement, s'étant expressément référé au Taiwan Relations Act, document lé-

gislatif d'ordre strictement américain, qui définit la nature des liens entre les Etats-Unis et l'île, Pékin, désormais, demande l'« annulation » de ce texte. Exigence évidemment inacceptable pour M. Reagan, comme probablement pour toute autre administration américaine.

Le même dialogue de sourds paraît avoir eu lieu sur nombre d'autres questions bilatérales. L'agence Chine nouvelle, dans son commentaire de dimanche, a reproché, en effet, aux Etats-Unis de pratiquer une politique « discriminatoire et restrictive » à l'égard de la Chine dans « les échanges économiques, commerciaux, culturels et techniques ». C'est, de la sorte, pratiquement tout le spectre des relations entre les deux pays qui est en cause.

... aux transferts de technologie

La question des transferts de technologie paraît, entre autres, avoir fait l'objet de discussions plutôt laborieuses. M. Shultz, qui a profité de son séjour à Pékin pour tancer sévèrement les hommes d'affaires américains mécontents des obstacles dressés en ce domaine par Washington, ne paraît guère avoir donné d'indices d'une plus grande libéralisation. Les Chinois les plus vives pourraient se produire au sujet des projets d'achat par la Chine d'une station terrestre d'observation météorologique et de plusieurs ordinateurs, le tout représentant une somme d'une cinquantaine de millions de dollars. Une éventuelle coopération nucléaire dans le domaine civil paraît toujours entravée par les résistances de Pékin à ac-

AMÉRIQUES

Paraguay

Le parti du général Stroessner aurait recueilli 90 % des suffrages

De notre envoyé spécial

Asuncion. - Comme sa machine de propagande l'a répété tout au long de la campagne, le général Alfredo Stroessner et son parti Colorado arrivent largement en tête des élections générales du dimanche 6 février au Paraguay.

Immuable depuis bientôt trente ans, le rituel s'est déroulé sans accroc majeur, d'autant que le temps était au beau fixe et que des dispositions spéciales avaient été prises pour interdire la vente d'alcool, le port d'armes et les réunions publiques, de même que les spectacles, en cette journée électorale. Selon les milieux officiels, les Paraguayens se sont rendus massivement aux urnes. Il est vrai que les récalcitrants sont passés d'une amende et qu'il est fort mal vu de ne pas accomplir son devoir civique.

D'après le parti officiel, le président Stroessner recueillerait 919 533 voix, les libéraux-radicaux 58 076 et les libéraux 32 935. La formation au pouvoir aurait ainsi atteint son objectif, en remportant 90 % des suffrages.

Aucune surprise n'est à attendre pour la répartition des sièges au Parlement, puisque la loi prévoit de toute manière l'attribution des deux tiers des mandats au parti Colorado et le tiers restant à l'opposition.

A Ciudad-Présidente-Stroessner, le parti officiel s'est adjugé 16 020 voix contre 31 seulement à ses adversaires. Le président a fait mieux à Colonia-Stroessner, où il a recueilli 5 555 suffrages, soit la totalité des bulletins de vote. Visiblement satisfait en déposant le sien dans l'urne, le héros du jour a déclaré que « les électeurs exerçaient leur droit avec un véritable enthousiasme et que, par leur vote, ils témoignaient de la démocratie et de la liberté existant dans le pays ».

Mais, dès l'ouverture du scrutin, le candidat du parti libéral-radical, M. Enzo Doldan, avait dénoncé des cas de fraude, en signalant que, dans certaines localités, il n'y avait même pas de bulletins de son parti. Ces al-

légations ont été aussitôt démenties, les autorités assurant que des dispositions avaient été prises pour « réparer cette lacune ».

Seule note discordante dans ce chœur bien réglé, l'opération-retour tentée par un groupe d'exilés a été étouffée dans l'œuf. Comme prévu, les quatorze proscriptions qui avaient été prises pour empêcher la venue de réfugiés de Buenos-Aires ont été strictement appliquées et renforcées vers les frontières. Des mesures de sécurité avaient été prises aux frontières et à l'aéroport d'Asuncion, où les journalistes ont été tenus à distance respectueuse des opérations. La délégation de personnalités bannies comprenait M. Luis Resck, président du parti démocrate-chrétien, des représentants du parti libéral radical authentique, du mouvement populaire Colorado (une dissidence de la formation officielle) et des syndicalistes en exil.

Par ce geste, les contestataires voulaient attirer l'attention « sur le régime tyrannique qui opprime le peuple paraguayen ». « Si Stroessner est tellement sûr de son électorat », a déclaré M. Resck à son retour à Buenos-Aires, « pourquoi ne nous a-t-il pas laissés rentrer dans notre pays ? » A soixante-dix ans, l'homme fort du Paraguay a donc réussi une nouvelle fois à prolonger son mandat jusqu'en août 1988. Si, depuis bientôt trente ans, il a assuré une stabilité très personnelle à son pays, les incertitudes s'amoncellent à mesure que s'approche le problème de sa succession.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

● Six députés français, arrivés en mission au Nicaragua, se sont rendus, samedi dans la zone atlantique où vivent les Indiens Miskitos évacués en janvier 1982 des rives du fleuve Coco, à proximité de la frontière avec le Honduras, en raison des affrontements entre l'armée sandiniste et des contre-révolutionnaires. Vendredi, les six députés s'étaient rendus à Jalapa, dans le nord, où

El Salvador

L'ARCHEVÊQUE DE LA CAPITALE DÉNONCE LES BOMBARDEMENTS DES OBJECTIFS CIVILS PAR L'ARMÉE

Deux cent cinquante-huit civils ont été tués ces derniers jours dans les opérations menées par l'armée contre les guérilleros du Front Farabundo-Martí de libération nationale (F.M.L.N.), a affirmé, dimanche 6 février, l'archevêque de San-Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas. Le prélat a demandé la fin des « bombardements sans discrimination » de l'armée contre les villages occupés par la guérilla dans les départements du Morazan, de Chalatenango et d'Usulután.

Le retour, dimanche, de quinze mille habitants de Berlin, dans le département d'Usulután, qui avaient fui lors des combats de la semaine dernière, a aggravé une situation déjà préoccupante. Les responsables de la Croix-Verte craignent une épidémie de typhoïde. La ville ne compte plus aucun médecin ni aucune infirmerie.

Fouillant parmi les décombres, de nombreux habitants affamés et terrorisés errent dans les rues de la cité ravagée par un bombardement aérien. Cette ville, hier calme et prospère, à 113 kilomètres à l'est de San-Salvador, n'est plus qu'un amas de ruines.

On apprend, d'autre part, que deux officiers et un sergent de l'armée américaine ont été relégués de leurs fonctions au Salvador, à la suite de l'incident au cours duquel un conseiller militaire américain a été blessé (le Monde du 5 février). La mission à laquelle participait ce dernier, le sergent Stanley, avait un caractère « opérationnel », alors que « les conseillers américains n'ont pas le droit de participer à de telles opérations », souligne une déclaration faite au Pentagone. — (A.F.P., Reuter.)

opèrent les ex-gardes somozcistes à partir de leurs bases au Honduras. La délégation, conduite par le député socialiste Jean Natiez, comprend également MM. Adrien Zeller (non-inscrit), François Mortelette et Georges Labazée (P.S.), Loïc Bouvard (U.D.F.) et Mme Jacqueline Frayse-Cazalis (P.C.F.). — (A.F.P.)

Belgique

Aucune organisation n'a revendiqué les attentats contre l'ambassade de France et Air France

De notre correspondant

Bruxelles. - Aucune organisation n'avait encore revendiqué, dans la nuit du 7 février, les deux attentats commis dans la soirée du 6 contre l'ambassade de France et les bureaux d'Air France. Les milieux policiers inclinent, provisoirement du moins, à soupçonner un lien entre ces actions dans la capitale belge et l'incarcération de Klaus Barbie à Lyon. Cela tout simplement parce que l'on ne voit guère pour quelles raisons des activistes corse, basques ou iraniens, par exemple, se seraient manifestés à Bruxelles.

Si les deux bombes ont provoqué des dégâts assez considérables, elles n'ont pas causé de victimes. Seule une passante a été légèrement blessée par des éclats de verre lors de la seconde explosion devant les bureaux d'Air France, en plein centre. Encore est-il à noter, qu'il s'est produit vers 22 h 30, aurait-il pu être beaucoup plus meurtrier à l'heure de la sortie des spectacles.

L'ambassade de France est située boulevard du Régent, au milieu de ce qu'on appelle ici la « zone neutre », où se trouvent le Parlement, la résidence du premier ministre, et où les manifestations sont interdites. Elle est l'objet d'une surveillance toute particulière. La bombe, qui a éclaté vers 22 h 30, a complètement arraché le portail de l'ambassade et fait éclater toutes les vitres du voisinage. Les locaux de la représentation française à la commission européenne, qui jouxtent ceux de l'ambassade, ont également été touchés, ainsi qu'une annexe de l'ambassade des Etats-Unis.

A l'heure de l'attentat, l'ambassadeur, M. Roger Vauvry, ne se trouvait pas dans sa résidence, où il est arrivé avec son épouse un quart d'heure après l'explosion. A l'intérieur de l'immeuble, un garde a, selon ses propres termes, été sérieusement « secoué » par la déflagration. Selon M. Vauvry, l'ambassade n'avait pas reçu de menaces particulières, en dehors de celles que toutes les repré-

sentations diplomatiques ont l'habitude d'enregistrer périodiquement. Tout de suite après l'attentat, le quartier a été bouclé par des gendarmes en uniforme de combat sans que ces mesures policières aient permis d'appréhender le moindre suspect ni de découvrir des indices concernant les auteurs du forfait.

JEAN WETZ.

Roumanie

UNE TENTATIVE DE COUP D'ETAT MILITAIRE AURAIT ÉTÉ DÉJOUÉE FIN JANVIER

Des officiers de l'armée roumaine auraient été exécutés après une tentative de coup d'Etat à Bucarest à la fin du mois de janvier, rapporte, ce lundi 7 février, le correspondant à Vienne du Times. Il cite des rumeurs non confirmées qui circulent dans les milieux diplomatiques de la capitale roumaine.

« Si ces rumeurs étaient avérées, elles seraient l'indice d'un profond malaise au sein de l'armée roumaine, qui se sentait délaissée par le régime communiste, dit-il. Il serait beaucoup plus direct que l'imposition de la loi martiale en Pologne. Une tentative de coup d'Etat, ajoute le Times, « serait certainement accueillie avec inquiétude par les directions des partis du bloc soviétique au moment où elles font face à une aggravation de la crise économique ».

[Ce qui est certain en tout cas, c'est que l'armée roumaine n'a pas subi de frustration depuis la façon dont elle est traitée. Elle est davantage utilisée à des tâches civiles dans des usines et des travaux agricoles qu'à des fins militaires. La situation économique plus que précaire de la Roumanie a fait que, ces dernières années, l'armée a dû gérer un déficit budgétaire important.]

Etats-Unis

Un nombre croissant d'Américains jugerait excessives les dépenses militaires

De notre correspondant

Washington. - Un grand débat sur la défense est en cours aux Etats-Unis. Il ne porte ni sur la stratégie ni sur le choix des armes, mais sur la somme à dépenser. Question simple : peut-on accroître davantage les crédits du Pentagone, comme le demande M. Reagan, alors que les programmes civils vont être réduits et que le déficit budgétaire bat tous les records ?

Une réponse intéressante est apportée par un sondage C.B.S.-New York Times, réalisé en janvier et publié dimanche 6 février. On constate que les Américains sont moins convaincus qu'il y a un an de la nécessité d'un réarmement massif. Soit parce qu'ils commencent à douter du retard militaire des Etats-Unis ou de son importance, soit parce que le beson et les canons leur paraissent peu compatibles dans la situation économique actuelle.

Seules 11 % des personnes interrogées pensent que Washington ne consacre pas assez d'argent à la défense ; 25 % jugent raisonnables les exigences de M. Reagan, mais 48 % les trouvent excessives. Quand on leur demande d'indiquer le meilleur moyen de réduire le déficit budgétaire, 63 % de ces Américains désignent la défense (contre 48 % il y a un an).

Autre chiffre significatif : près de la moitié des « sondés » estiment que la puissance militaire des Etats-Unis est égale à celle de l'U.R.S.S. M. Reagan s'efforce à démontrer le contraire depuis deux ans.

Depuis l'arrivée de M. Reagan au pouvoir, le budget militaire a augmenté d'un tiers. Il serait multiplié par deux et demi d'ici à 1988 si le président accomplissait un second mandat et obtenait du Congrès tout ce qu'il demande.

Pour justifier cet accroissement massif, la Maison-Blanche et le Pentagone ne manquent pas d'arguments. On les retrouve sous la plume de M. John Tower, président de la commission des forces armées du

Sénat, qui a publié le 6 février une « défense du budget de la défense ».

Entre 1960 et 1980, estime ce républicain influent, les dépenses sociales des Etats-Unis ont augmenté de 300 % en termes réels, alors que le budget du Pentagone restait le même. Les Soviétiques, entre-temps, s'armaient à outrance, au point d'acquiescer une supériorité dans le domaine stratégique comme dans le domaine conventionnel.

Dans les années 60, alors que les Etats-Unis jouissaient d'une supériorité militaire incontestée, leur budget militaire s'élevait en moyenne à 9 % du produit national brut, pour un M. Tower. Aujourd'hui, avec une supériorité soviétique, le budget de M. Reagan ne représenterait que 7 % du P.N.B.

Le secrétaire à la Défense, M. Caspar Weinberger, a adopté de son côté une attitude intransigente. Il affirme que toute réduction des crédits militaires mettrait en jeu « la sécurité de la nation ».

Celui qu'on surnomme « Cap le Contain » lorsqu'il était directeur du budget sous M. Nixon - il tailait alors dans toutes les dépenses - agace beaucoup d'hommes politiques. Certains commencent à suggérer à demi-mot son remplacement. N'est-il pas « brisé le consensus sur la défense », rât le déploiement du missile MX, tendu les relations avec Israël par une animosité excessive ?

Jusqu'à une date récente, M. Weinberger était l'homme le plus influent du cabinet. La nomination de M. Shultz au département d'Etat a un peu modifié cette situation. Mais « Cap » le Californien conserve des relations étroites avec le président.

L'intransigence de M. Weinberger peut n'être que tactique, pour permettre ensuite de marchander avec le Congrès pour le budget 1984. Mais si elle doit se poursuivre et donner lieu à des affrontements, on le rendra responsable de la rupture du « consensus sur la défense », qui avait permis à M. Reagan, jusqu'à l'année dernière, d'obtenir presque tout ce qu'il réclamait.

ROBERT SOLÉ.

EUROPE

Espagne

Les socialistes ne négocieront pas avec les indépendantistes basques

M. Fernando Moran, ministre espagnol des affaires étrangères, a déclaré, la semaine dernière, devant une commission du Sénat, à Madrid, que le « manque de coopération » de la France dans la lutte contre le terrorisme produisant parmi les Espagnols une « irritation profonde, justifiée et légitime, que le gouvernement socialiste partage ». Il a estimé que cette attitude était une séquelle de la position française consistant à voir dans le terrorisme une lutte du peuple basque pour son autonomie, « ce qui n'est plus vrai depuis l'avènement de la démocratie », a-t-il dit.

De notre correspondant

Madrid. — Les négociations tripartites sur la pacification du Pays basque proposées par le président du gouvernement autonome de Vitoria, M. Garikio, ont pris fin avant même d'avoir commencé. Après l'attente au hameau-grenade commis le 2 février au soir, au sud de Saint-Sébastien, qui a coûté la vie à un garde civil et à un blessé deux autres, les socialistes ont fait savoir qu'ils se refusaient désormais à discuter avec Herri Batasuna. Cette coalition proche de l'ETA militaire — qui a revendiqué l'attentat — devait constituer leur interlocuteur avec le P.N.V. (parti nationaliste basque).

La proposition de M. Garikio, qui avait paru audacieuse. Pour la première fois depuis 1978, lorsqu'une tentative de négociation secrète entre l'ETA et le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Martín Villa, avait échoué, les forces politiques au pouvoir à Madrid et à Vitoria semblaient sur le point de dialoguer avec les indépendantistes. Mais, avant même l'attentat de mercredi, les obstacles se sont multipliés. Herri Batasuna a exigé que des journalistes soient présents du-

THERRY MALINAK.

Hongrie

CRÉATION DE ZONES FRANCHES POUR ATTIRER DES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

Pour tenter de gagner davantage de devises fortes sur les marchés occidentaux, la Hongrie a créé, depuis le début de l'année, des zones franches de production. Aucune taxe ne sera perçue dans ces zones sur les matières premières et les produits semi-finis importés pour la partie de la production qui sera exportée. La part de la production vendue sur le marché intérieur hongrois sera, en revanche, passible de ces taxes. De plus, les lois et règlements hongrois sur les salaires, les prix et les investissements ne s'appliqueront pas dans ces zones franches.

Jusqu'à présent, selon le *Financial Times*, seule une firme américaine a profité de cette possibilité pour créer avec la société hongroise

THERRY MALINAK.

Turquie

Une nouvelle vague de purges menace l'Université

De notre correspondant

Ankara. — Est-ce le début d'une nouvelle opération de purges dans l'enseignement supérieur ? Après l'élimination, le 1^{er} février, d'un couple de professeurs progressistes de l'université technique de la mer Noire à Trabzon, à la suite d'une demande formelle émanant du commandant local de l'état de siège, le 3 février, trois autres universitaires, cette fois à Ankara, ont connu le même sort. Il s'agit de MM. Tuncer Bulutay et Yalcin Kucuk, tous deux économistes, et de M. Burhan Cahit Unal, physicien. Ces trois professeurs titulaires étaient connus pour leurs idées de gauche, mais s'étaient opposés dans le passé aux menées terroristes.

D'ores et déjà, des rumeurs circulent à Ankara, selon lesquelles quatre-vingt-dix autres professeurs de dix autres établissements seraient sur une liste de « non désirables ». L'éviction directe par les autorités militaires de membres de l'enseignement supérieur serait naturellement susceptible de creuser davantage le fossé existant entre les milieux intellectuels et l'armée au pouvoir. En novembre dernier, près de cent cinquante jeunes professeurs, assistants pour la plupart et donc non titulaires, s'étaient vu exclure de leurs établissements selon l'appréciation des doyens et des recteurs, appréciation aidée par le conseil d'enseignement supérieur (*le Monde* du 18 novembre 1982).

D'autre part, au dixième jour de la suspension de leur organe par le commandant de l'état de siège d'Istanbul, les dirigeants du journal de centre gauche *Cumhuriyet* sont plus qu'inquiets : le quotidien, qui devait être imprimé à partir de février en effet, comme les principaux journaux turcs, grâce à de nouvelles machines récemment acquises, risque d'être et déjà de graves difficultés financières, s'il n'est pas bientôt autorisé à repartir à raison de 80 000 exemplaires par jour.

Le rédacteur en chef de *Cumhuriyet*, M. Nadi, dont le père fut le fondateur de ce journal républicain, fer de lance du kémalisme il y a cinquante-neuf ans, ainsi que M. Gonensin, responsable de la rédaction, ont été convoqués le lundi 31 janvier par le procureur militaire d'Istanbul, qui leur a notifié qu'une enquête était ouverte à leur encontre en raison d'un éditorial, rédigé par M. Nadi, paru le 23 janvier. Selon le procureur, l'éditorial en question serait de nature à « perturber l'ordre public », doit être réprimé par l'article 311 du code pénal turc. Le procureur militaire ira-t-il jusqu'à incriminer formellement un journaliste aussi prestigieux que M. Nadi, qui

pions du kémalisme, ont jugé l'article de M. Nadi pour le moins comme un défi ouvert. En effet, le pouvoir souhaite garder de près le contrôle de la période de transition vers la démocratie.

Tous ces développements rendent de plus en plus inquiets les milieux intellectuels, modérés et progressistes à la fois, qui s'attendaient, au contraire, à un certain assouplissement du régime. L'éditorialiste du quotidien *Milliyet* (centre) s'est montré soucieux, en des phrases feutrées, d'attirer l'attention du pouvoir sur la nécessité de préserver la liberté de la presse, « l'un des fondements de la démocratie ».

En effet, après l'adoption par le peuple, à une majorité écrasante, de la nouvelle Constitution, en novembre dernier, la commission chargée de préparer le projet de la nouvelle loi sur les partis politiques vient pratiquement de terminer ses travaux. Bien sûr, débattu à l'Assemblée, ce projet sera voté d'ici au début de mars prochain, après quoi les nouveaux partis pourront se constituer librement.

Le respect absolu par les militaires du calendrier du retour à la normale est cependant contrarié par le comportement de certains responsables de commandements régionaux. Et cela risque d'être interprété comme le signe d'une certaine tension au sein de l'armée.

ARTUN UNSAL.

L'état de siège en chiffres

De notre correspondant

Ankara. — La direction de coordination de l'état de siège, dépendant de la présidence de l'état-major général, a publié un tableau général des activités des tribunaux militaires entre le 26 décembre 1978 (date à laquelle l'état de siège a été mis en application) et le 31 décembre 1982. Selon ces statistiques officielles, 23 059 personnes se trouvent incarcérées dans l'ensemble du territoire, dont 630 placées sous garde à vue, 18 205 inculpées en cours de jugement et 7 224 condamnées. 55,7 % de ces détenus appartiennent à l'extrême gauche, 12,2 % à l'extrême droite, 18,5 % sont présentés comme « séparatistes » et 12,5 % comme indéterminés. Le communiqué indique en outre que 29 404 personnes ont été condamnées depuis fin 1978, dont une partie sont à présent libres, après avoir purgé leur peine.

Le nombre de condamnations à perpétuité prononcées durant la même période s'élève à 118 : 116 autres personnes ont été condamnées à la peine capitale par les tribunaux militaires, mais « seulement » 16 de ces condamnations ont été exécutées. Cependant, selon des statistiques mises à jour par des journalistes, le nombre des exécutions de militaires armés s'est élevé, jusqu'au samedi 5 février, à 23 (18 à l'extrême gauche, 6 à l'extrême droite et 1 militant arménien) ; 12 condamnés de droit commun ne relevant pas de la justice militaire ont également été exécutés durant la même période.

Il est aussi indiqué que quelque 38 910 dossiers ont été traités par les tribunaux militaires. Ceux-ci ont prononcé 9 868 acquittements et 13 806 condamnations ; 6 003 autres dossiers sont actuellement examinés.

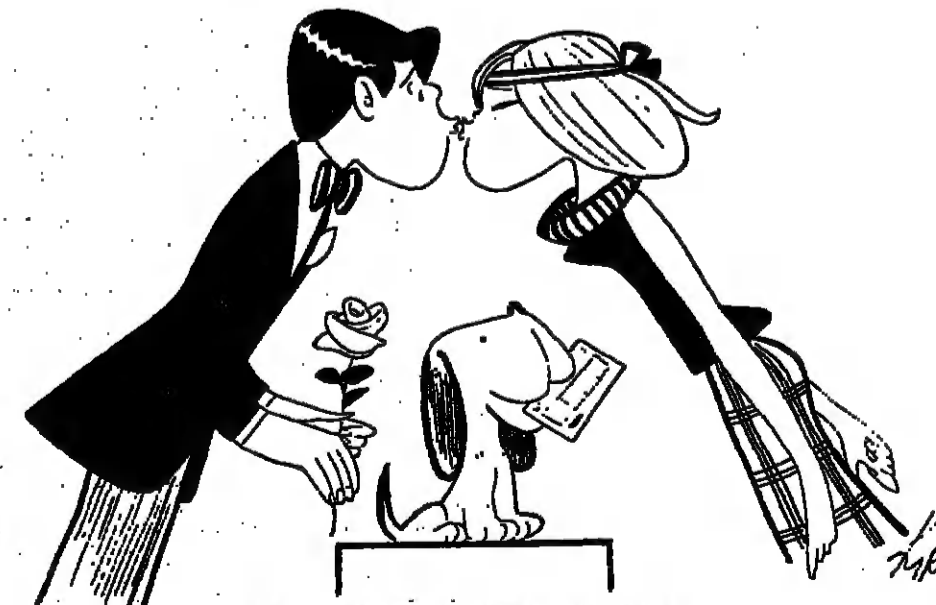
A.U.

Le ministre turc de la justice, M. Montes, a donné sa démission, vendredi 4 février. Il a indiqué qu'il était hostile à un projet gouvernemental selon lequel l'administration des maisons d'arrêt et prisons civiles, assurée actuellement par le ministère de la justice, serait dorénavant confiée au ministère de

l'Intérieur. Ce dernier n'était jusqu'alors responsable que de la protection extérieure de ces établissements pénitentiaires par des unités de gendarmerie. Le ministre démissionnaire estime qu'un tel changement offre moins de garanties aux détenus. — (Corresp.)

Supercagnotte de la saint valentin

20 000 000 de F



9 FEVRIER

clôture des jeux mardi 8 février (après-midi)

découvrez La TUNISIE

CIRCUIT OASIS

par personne, à partir de : **2.980 F**

En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien

PARIS TOURS

14, rue d'Antin - 75002 PARIS
Tél. (1) 266.45.74

Demandez notre brochure 83 (autres possibilités de vacances)

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Ancient directeurs : Hubert Beauvillier (1954-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : du Monde, 5, rue de la Harpe, PARIS-13^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 537.
ISSN : 0395 - 2037.

Halte au Vol

serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHÉ
ou **PICARD**

Matériel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10

+
4 goulons d'acier
anti-dégondage

+
renforcement
du bâti bois par
1 cornière en acier

+
3 cornières anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

+
1 barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE
(limitée)
(au lieu de 3-350 F)
3.200 F TTC
Pose et dépt. compris
PARIS-BANLIEUE

PARIS PROTECTION
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS

566.65.20

CREDIT GRATUIT
6 Mois

AIR AFRIQUE
TARIFS
VISITE

ABIDJAN Aller-retour
4085 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

BRAZZAVILLE
Aller-retour
4900 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

NIAMEY Aller-retour
3590 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

NOUAKCHOTT
Aller-retour
3195 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

Il y a 21 Tarifs Réduits. Il y en a sûrement un pour vous. Alors, consultez Air Afrique ou votre agence de voyages habituelle.

Pour découvrir l'Afrique Noire, la Compagnie Air Afrique vous propose toute une gamme de tarifs réduits. En plus du tarif visite à 55 % de réduction, valable même si vous voyagez seul, il y a des tarifs pour les jeunes, pour les familles, pour le 3^e âge...

* Prix valables au 1^{er} Nov. 1982 et soumis à certaines conditions d'application.

L'inculpation

La bataille judiciaire commence

Extrus depuis samedi 5 février à la prison du fort Montheau à Lyon, Klaus Barbie, ancien chef de la section IV du Sicherheitsdienst (S.D.) allemand dans cette ville, de 1942 à 1944, s'est entretenu notifiant aussitôt une inculpation de crimes contre l'humanité par M. Christian Riss, juge d'instruction chargé d'un dossier ouvert contre lui le 12 février 1982.

D'ores et déjà, on peut envisager sur le seul terrain de la procédure une

de ces batailles judiciaires comme en furent déjà menées naguère par la défense des anciens chefs et responsables nazis jugés en France, mais aussi en Allemagne. Il s'agit, en effet, de savoir ce qui peut encore être reproché à Barbie, déjà condamné à mort par contumace à deux reprises par le tribunal militaire de Lyon en 1952 et 1954, mais seulement pour crimes de guerre, c'est-à-dire convertis aujourd'hui par la traditionnelle prescription de vingt ans.

Ces deux dossiers retenaient à la charge de l'ancien S.S. des faits nombreux, le premier visant ses actions contre des résistants et des maquisards de la région de Saint-Claude (Jura). Le second concernait plus généralement les opérations lyonnaises et inculpait alors à Barbie les meurtres de 4 342 personnes, la déportation de 7 591 Juifs et l'arrestation de 14 311 résistants.

De La Paz à Lyon

Muré dans son silence

Il est près de 20 heures à La Paz, ce vendredi 4 février. Une foule de curieux et, surtout, de journalistes de tous pays - un officiel bolivien les chiffre à cinq cents - encombre l'esplanade, face à l'entrée du pénitencier San-Pedro. Une foule où se murmurent les bruits les plus divers. Klaus Barbie, toujours emprisonné de l'autre côté des murs, sera-t-il libéré, sans autre formalité, ou expulsé vers Lima, la capitale du Pérou frontalier ?

La première hypothèse est en vogue : le montant de l'escroquerie de 10 000 dollars, commise il y a huit ans contre la compagnie minière bolivienne et pour laquelle il a été incarcéré le 25 janvier, ne vient-il pas d'être réglé par son avocat, intérêts et frais de justice compris, grâce à l'aide de la communauté allemande ? La mise en liberté n'a-t-elle pas été signée par les autorités judiciaires et les formalités de levée d'écrou ne sont-elles pas en cours ? De plus, le flux sur les intentions du jeune gouvernement de gauche ne cache-t-il pas ses hésitations ? D'ailleurs une expulsion vers le Pérou, ne serait-ce pas aussi une manière de libération ?

Vaines rumeurs. Le secret qui les alimente, loin d'être l'alibi d'une incertitude gouvernementale, se révèle, bien plutôt, comme l'indice d'une fermeté. Le contrat dont Barbie est l'enjeu semble avoir été conclu de longue date et, d'embellie, avec la France. Et ce qui paraît un coup de théâtre - la date, la forme, l'argument juridique - n'est guère qu'une question d'opportunité. Sur place, les journalistes l'apprendront à leurs dépens. Le périple de Barbie vers l'Hexagone a en effet pour prologue une savante mise en scène policière. « Le gouvernement bolivien a roulé dans la farine des centaines de reporters », résumait des témoins directs, qui, de ces mésaventures, font le récit suivant.

20 h 20 devant la prison San-Pedro. Une jeep se rapproche de la porte principale, entourée d'un cordon de sécurité. Par-dessus le parapet, on voit un visage cerné par un cache-col et un bonnet sur la tête, un homme est amené et rapidement embarqué. Démarrage rapide, avec, dans la foule, plusieurs voitures de journalistes. Première course de vitesse, première fausse piste. L'esplanade est désormais plus clairsemée.

20 h 45. La radio bolivienne annonce dans un flash spécial que Barbie est à l'aéroport international. De quoi convaincre le plus sceptique. Toutefois, certains journalistes tiennent bon. Aussi leur servira-t-on vers 21 heures la nouvelle énigme. Une jeep et une autre voiture de police stationnent à l'entrée de la prison. Sortent successivement deux hommes, chacun la tête couverte d'une couverture, qui, séparés, sont répartis dans les deux véhicules. Démarrage de concert, tandis qu'une

jeep bloque une des rues empruntées, après leur passage.

Lequel est le bon ? Les véhicules se séparent, sont rejoints par d'autres qui zigzaguent et brouillent les itinéraires. Au bout du compte, une petite colonne de quatre automobiles, après avoir pris la direction du lac Titicaca, oblique vers la base aérienne militaire, dont le terrain est contigu à celui de l'aéroport international. A cette étape, Barbie suit le motif de son expulsion, mais n'en connaît pas la destination. Il est confiant et pratiquement certain que ce ne sera pas la France et croit même, selon des témoins directs, pouvoir rejoindre Miami. Quant au motif : expulsion par le gouvernement d'un « étranger en situation irrégulière », Barbie ayant acquis en 1957 la nationalité bolivienne en présentant de faux documents au nom de Klaus Altman-Hansen.

Quatre Français à bord

22 h 30, heure de La Paz. Altman-Barbie monte dans un avion de transport Hercules C-130, immatriculé CP-1564, aux couleurs de la Bolivie (rouge, jaune, vert). A bord, outre les cinq hommes d'équipage, une dizaine de personnes en civil accompagnent le futur prisonnier de la France. Des Boliviens, bien sûr : deux agents du ministère de l'Intérieur chargés de surveiller Barbie, un médecin pour veiller à la santé de cet homme de soixante-dix ans bien-tôt, et trois ou quatre journalistes de la télévision. Mais aussi des Français : quatre exactement, quatre « policiers », disent des témoins, sans qu'on sache exactement leur service d'origine. Selon certaines informations, il pourrait s'agir d'agents de la D.G.S.E. - donc dépendant du ministère de la Défense - arrivés en début de semaine à La Paz.

Curieux voyage. Entre six et sept heures de vol, debout ou accroupis sur le plancher métallique : il n'y a pas de siège. Boliviens et Français se parlent pas, car, de part et d'autre, on ne maîtrise pas la langue du voisin. Conversation par signes, pour une allumette, un cigare... Épaules courbées, tête baissée, un manteau couleur bleue à capuche sur un pantalon beige clair, Barbie ne dit mot. Ce flegme et cette attitude hautaines qu'on lui sait coutumière semblent s'accompagner d'une certaine résignation.

Destination Guyane, sans escale. 6 h 15 à l'aéroport de Rochambeau, près de Cayenne. Atterrissage au petit jour et sous la pluie, vingt-deux minutes après avoir demandé l'autorisation d'atterrir. Tous feux éteints, l'avion Hercules va stationner dans la zone militaire de l'aéroport. Après plusieurs minutes d'attente, une fourgonnette 4 L Renault de couleur blanche, ayant à son bord deux hommes en civil, vraisemblablement

des policiers, se dirige dans sa direction. Ces deux civils conversent avec quelques membres de l'équipage. Une fourgonnette bleue de la gendarmerie les rejoint. Elle revient en sens inverse, vers la zone civile. Cinq à six gendarmes en descendant, encadrent Barbie. Commissaire de la République en Guyane, M. Claude Silberrain, est accompagné du procureur de la République : ils s'installent à Barbie le mandat d'arrêt lancé contre lui, tandis que les gendarmes procèdent officiellement à son interpellation. L'homme réagit peu et répond, d'un ton résigné, « le strict minimum, pas davantage », puis se mure dans son silence. Le « scénario » était établi de longue date, laissent entendre les autorités.

Transfert d'un avion dans un autre, de l'Hercules bolivien à un DC 8 français. Un appareil du Cotam (commandement du transport aérien militaire), arrivé dès le 2 février à Cayenne, celui-là même qui transportait Klaus Barbie. En fin d'après-midi, une première manifestation s'est déroulée à Lyon même, près du « veilleur de pierre » de la place Bellecour : dans les deux cas, les témoignages des survivants se voient « dignes » mais n'empêchent pas la manifestation d'un certain « soulagement ». « Ce n'est pas leur tête que l'on veut, mais leur langue », est une formule de M. Eigeldinger (matricule 38 008 à Buchenwald) résumant le souhait dominant des anciens résistants et déportés présents à Satalos : savoir.

Des Boliviens jusqu'en France

Destination Lyon. C'est, juridiquement, dans l'ordre des choses : le mandat d'arrêt international avait été lancé le 3 novembre 1982 par un juge d'instruction lyonnais, M. Christian Riss, après l'ouverture d'une instruction pour « crimes contre l'humanité » sur la foi de nouveaux témoignages de résistants et de déportés. Près de neuf heures de vol. Aux rumeurs boliviennes de la veille succèdent celles, françaises, sur l'aéroport de retour.

Impatience déçue : aucun témoin extérieur ne verra l'ancien chef de la Gestapo avant que le portail en fer de la prison Montluc, à Lyon, se referme sur le passage de deux fourgons de la gendarmerie, samedi 22 h 25, heure française. Volant dans l'espace militaire aérien, le DC 8 se pose peu après 20 heures sur la base militaire d'Orange, là où personne ne l'attendait. L'avion continuera vers Paris, avec à bord ses passagers boliviens, mais sans Barbie, qui sera transféré par hélicoptère Puma à la base aérienne militaire de Corbas, à l'est de l'agglomération lyonnaise. De là, à 21 h 30, il est emmené sous bonne escorte et à allure très réduite à la prison Montluc, sans passer par l'étape habituelle des prévenus qui voient prononcer leur mise sous écrou au palais de justice de Lyon.

Une précaution décidée en raison de l'incident qui s'était déroulé vers

18 h 40 dans le hall de l'aéroport de Lyon-Satolas.

Une femme âgée de quarante-quatre ans, originaire d'Oullins, est interpellée alors qu'elle traverse le hall, une carabine 22 long rifle chargée dissimulée sous une couverture bleue à carreaux blancs. Née en 1939, elle avait été internée au camp de Drancy en 1944 pendant trois mois en compagnie de ses parents. En proie, selon des témoins policiers, à une « émotion intense », elle indique qu'elle voulait « faire justice elle-même ». Elle est remise en liberté dans la soirée.

Une révolte individuelle qui contraste avec le calme des quelques cinquante anciens déportés et résistants qui avaient « laissé leurs banderoles dans leurs voitures » et qui souhaitaient « témoigner » à l'arrivée de Klaus Barbie. En fin d'après-midi, une première manifestation s'est déroulée à Lyon même, près du « veilleur de pierre » de la place Bellecour : dans les deux cas, les témoignages des survivants se voient « dignes » mais n'empêchent pas la manifestation d'un certain « soulagement ». « Ce n'est pas leur tête que l'on veut, mais leur langue », est une formule de M. Eigeldinger (matricule 38 008 à Buchenwald) résumant le souhait dominant des anciens résistants et déportés présents à Satalos : savoir.

Dernier acte du périple : M. Christian Riss, juge d'instruction, les procureurs Berthier et Foulletier, ainsi que le bâtonnier en exercice, M. Alain de La Servette, attendent à la prison Montluc Klaus Barbie, placé dans un secteur « non pénitentiaire ». L'interrogatoire est bref. Après le questionnaire d'identité, l'inculpation de « crimes contre l'humanité » lui est signifiée. Placé aussitôt sous mandat de dépôt, Barbie répond en allemand à des questions traduites par deux interprètes, mais il semble, selon un témoin, « comprendre le français ».

« Les questions de fond n'ont absolument pas été abordées », indique le bâtonnier Alain de La Servette. Klaus Barbie est apparu très « fatigué », voire « prostré » aux témoins qui l'ont rencontré à l'intérieur de la prison. « Fatigué comme un homme de soixante-dix ans qui subit le contre-coup de longs voyages aériens, les effets du changement d'altitude et du décalage horaire », a précisé prospectivement le bâtonnier. Toutefois son état de santé - il a été examiné par un médecin de l'administration pénitentiaire - n'imposait pas des mesures particulières : le prévenu Barbie est devenu le prisonnier Barbie, dans le respect total des normes judiciaires françaises. Il est 1 heure passée, dimanche matin.

Enquêtes d'EDMOND FRÉDÉRIC (à Cayenne)
LAURENT GRELSAMER, EDWY PLENEL
CLAUDE RÉGENT (à Lyon) et ALAIN ROLLAT

De là vient la première difficulté. Plus de vingt ans s'étant écoulés depuis les condamnations par contumace pour ces faits apparentés au droit commun, Klaus Barbie ne peut plus les voir aujourd'hui invoqués contre lui. Sa situation est ainsi exactement comparable à celle de l'ancien milicien lyonnais Paul Touvier, condamné à mort lui aussi par contumace il y a plus de vingt ans, et qui ne peut donc être inculpé aujourd'hui que pour des actes ignorés à l'époque par la justice et susceptibles d'être qualifiés crimes contre l'humanité, les seuls tenus depuis 1964 par la loi française pour imprescriptibles.

Aussi bien s'agit-il pour la justice de posséder des charges susceptibles d'être qualifiées crimes contre l'humanité mais surtout qui aient échappé à l'attestation de ceux qui établissent les dossiers de 1952 et de 1954. C'est

Une négociation

« morale, politique et amicale »

Klaus Barbie a perdu. La tortionnaire de Jean Moulin et le responsable de la mort de tant d'autres - juifs et non-juifs - a retrouvé les godailleries froides de la forteresse de Montluc, où il faisait, entre 1943 et 1944, couler le sang chaud de ses victimes. Son expulsion et son transfert ont conclu, selon l'un des acteurs de ce « retour » en France du « boucher de Lyon », une « négociation morale, politique et amicale ». Jamais, en effet, les conditions n'avaient été aussi favorables pour que la France obtienne l'expulsion de Barbie.

La Bolivie d'abord. M. Hernan Siles Zuazo, dirigeant d'une coalition de gauche, a accédé au pouvoir le 10 décembre 1982. La Bolivie revenait ainsi à y a quelques mois à la démocratie, repoussant ses démons et tout un cortège de coups d'État et de régimes autoritaires. Souhaitant améliorer son image de marque, se réinsérer dans la communauté internationale et bénéficier d'une aide économique et financière large, le gouvernement de Siles Zuazo peut être dit disposé, par un geste symbolique, à montrer à l'opinion publique internationale un nouveau visage.

La France, ensuite. Une France conduite par la gauche, qui a vu avec sympathie le président Siles Zuazo devenir président de la République. Une France qui n'a pas oublié le cas de Klaus Barbie (réfugié en Bolivie depuis plus de trente ans), dont le France avait déjà demandé l'extradition, en 1972. Barbie reste dans les mémoires. Le meilleur signe en est que M. Mitterrand, le jour de son accession à la présidence de la République, se rend au Panthéon, où il s'incendie, notamment, devant le tombeau contenant les cendres de Jean Moulin, arrêté et torturé par Barbie. Dans l'entourage de M. Mitterrand même, M. Gaston Defferre, n'a pas oublié. M. Jean Monnet, avec qui il avait longtemps conversé le matin même de son arrestation, ni Barbie, M. Robert Badinter n'a pas oublié à Lyon, fut déporté à Auschwitz et qu'il ne revit plus.

Entre la France et la Bolivie, les conditions sont donc favorables. La France, pour certains, se doit de reprendre contact avec la Bolivie. En novembre 1982, M. Serge Karsfeld, président des fils et filles de déportés juifs de France, se rend à l'Élysée pour « ranimer les énergies ». Une parole diplomatique s'engage alors qui ne sera, bien sûr, comme plus tard, l'Élysée et le ministère des Relations extérieures sont les acteurs principaux des négociations. Les approches sont délicates. La Bolivie a le sentiment d'être l'objet de pressions,

même discrètes, alors même qu'il existe, pour beaucoup de Boliviens, un contentieux non apuré entre les deux pays. Une sorte de dette. Rappelons simplement l'assassinat de l'ambassadeur de Bolivie en France, à Paris, le 11 mai 1976, dont les auteurs n'ont jamais été arrêtés.

Ces difficultés sont très probablement surmontées grâce aux relations privilégiées existant entre l'ambassadeur de France à La Paz, M. Raymond Césaire, et le président Siles Zuazo, depuis le coup d'État de 1980. A l'Élysée, on apprécie le travail de M. Césaire nommé à ce poste par M. Giscard d'Estaing. M. René Dabry, chargé de mission auprès de M. Mitterrand, est intervenu pour que ce diplomate soit décoré de la Légion d'honneur.

La négociation - « morale, politique et amicale » - sera déterminante. L'aspect juridique du dossier est en effet moins positif pour la France. La demande d'extradition des autorités françaises doit arriver par la valise diplomatique le 4 février. Mais l'examen de celle-ci sera à l'évidence très long. Il n'existe pas de convention entre les deux pays. Au surplus, la Cour suprême qui examinera la demande française n'est pas favorable au président Siles Zuazo et il est fort peu probable qu'elle donne son accord à l'extradition de Klaus Barbie.

Dans ces conditions, un autre scénario prend forme. Paris sait qu'il faut plus espérer en une expulsion qu'en une extradition. La « partie diplomatique », aboutira finalement à l'arrestation, le 25 janvier, de Klaus Barbie, accusé d'une escroquerie contre la compagnie minière de l'État bolivien, en 1968. « Arrestation-prétexte » qui permet au gouvernement de La Paz d'avoir sous la main, Barbie.

Il reste dès lors à la Bolivie, à la République fédérale d'Allemagne (R.F.A.), qui a demandé l'extradition de Barbie en mai 1982, et à la France à se mettre d'accord. La R.F.A. accepte que Barbie soit expulsé vers la France. La Bolivie doit alors prendre sa décision. C'est chose faite à la fin du mois de janvier, au plus tard le 1^{er} février, avant que M. Pierre Mauroy ne parte en Guyane. Pour sa préparation dans la plus grande discrétion. La garde des Sceaux étudie avec soin, les conditions dans lesquelles les droits de la défense pourront être normalement assurés à l'interpellé. Un DC-8 est envoyé en début de semaine à Cayenne. Les autorités boliviennes attendront que M. Mauroy ait gagné la Martinique pour expulser Barbie qui vient tout juste, par l'intermédiaire de ses hommes de loi, de verser les dix mille dollars qu'il devait à la Bolivie.

Sur l'ensemble de ces négociations, les autorités françaises ont choisi pour l'instant le silence. « L'important, la seule chose qui compte, c'est que Barbie soit à présent en France », dit-on.

Un vaincu impénitent

(Suite de la première page.)

En trente ans, les rangs de ceux qui pouvaient le perpétuer se sont éclaircis, et les survivants ne pouvaient guère maintenir qu'une évocation des temps du malheur, conscients qu'ils étaient de leur isolement et de leur vanité qu'il pouvait y avoir à raconter à l'extérieur ce qui ne paraissait plus devoir être reçu comme des histoires d'anciens combattants.

Que voulaient au reste des millions d'enfants, nés après ces drames, ou adultes d'aujourd'hui ? Le soin paraissait bien laissé à l'histoire de leur transmettre, s'ils en éprouvaient le besoin, les éléments d'appréciation. Ainsi, durant deux décennies, jusqu'au début des années 70, on vécut entre le pardon plus ou moins accordé et l'oubli au plus officiel, officiellement, on soutenait toujours qu'il ne devait pas, lui, être consenti.

Et s'il est vrai que l'on juge encore, qu'il est, dans les délais d'une prescription non encore couverte, quelques tortionnaires tardivement retrouvés, tel un Jacques Vassier, interprète à la Gestapo d'Angers, que la Cour de sûreté de l'État condamna à mort, et qui se retrouve aujourd'hui en réclusion perpétuelle, on apprendait que, à la faveur de

grâces présidentielles, certains, et non des moindres, de ceux qui les avaient précédés au prétoire, tels Oberg et Knochen, tel encore Paul Touvier, l'ancien de la milice de Lyon, avaient retrouvé la liberté. Les protestations à ces nouvelles n'émanaient jamais profondément de ceux pour qui on ne pouvait transiger avec l'impénitent.

L'heure des contre-offensives

Cependant, le combat commençait à s'engager entre ceux qui, à la faveur de cette époque de lassitude, commençaient à remettre en cause la réalité des témoignages recueillis, à juger que les choix faits pendant les années d'occupation pouvaient tenir plus du hasard que de motivations profondes et que, en fin de compte, l'idée qu'on avait du nazisme relevait seulement d'idées reçues trop vite, et ceux pour lesquels, au contraire, il devenait urgent de mettre la hache à une telle déviation.

Ainsi vint le moment des contre-offensives. Mais il convient d'observer que celles-ci se fondèrent surtout sur le génocide des juifs et la contribution qu'avaient pu apporter à ses concepteurs des Français, miliciens ou non, préfets ou secrétaires gé-

raux, hauts fonctionnaires ou ministres. Le non d'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité permit ainsi l'ouverture de procédures nouvelles, telles celles contre M. Jean Leguay, délégué à la police de Vichy en zone occupée, de M. Pierre Bouquet, qui en était alors le secrétaire général, et, plus récemment, le 19 janvier, contre M. Maurice Papon, ancien secrétaire à la préfecture de la Gironde, entre 1942 et 1944. C'est dans ce contexte qu'il faut donc bien situer aujourd'hui l'affaire Barbie. Elle éclipse assurément l'une et l'autre et pourrait, dans une certaine mesure, être pour la France ce que fut l'affaire Eichmann pour Israël, dans une certaine mesure seulement. L'opinion française ne vitra assurément pas l'affaire Barbie dans les mois à venir comme l'opinion israélienne a vécu, en son temps, l'affaire Eichmann jusqu'à son épilogue.

Ce qui reste commun entre elles, c'est d'abord, évidemment, l'impénitence dont parent bénéficier les deux hommes réfugiés l'un et l'autre dans cette Amérique latine, terre d'asile complaisante et plus encore champ de relâche dans des pays où leur passé, loin de les déservir, leur offrait, sinon un nouvel exercice de leurs compétences, du moins une sérénité qu'ils pouvaient croire perpé-

tuelle. C'est aussi, peut-être, l'incalculable mépris de leurs origines dont seuls les « dégauchés » l'adhésion à ce régime nazi qu'ils devaient servir, l'un et l'autre : l'un, en comptable et gestionnaire d'une extermination hors du commun, vécut en bureaucrate ; l'autre, en homme de police sur le terrain, dont toutes les victimes survivantes disent que le plaisir éprouvé à infliger les coups et la torture l'emportait sur l'instinct de pitié, l'instinct dont d'autres purent faire preuve dans cette même chasse à la Résistance et aux juifs. Pourvoyeurs des camps et des fosses communes l'un et l'autre donc, mais dans des registres différents.

Les dossiers vont donc se rouvrir. Il ne faut pourtant pas s'y tromper. Klaus Barbie, dans les comportements comme les propos, en Bolivie ou dans ses autres refuges, montrait qu'il demeure attaché à ce qu'il lui ne va pas masquer, dans la mesure de ses moyens, de contre-attaquer. Conscient que la France d'aujourd'hui a révisé l'image du pays symbole d'une résistance unanime, qu'elle est de plus en plus soucieuse de savoir, qu'elle a en souffrir a posteriori, comment « tout cela a pu arriver », il jouera sa dernière partie avec des cartes vraies ou biscornues qui lui permettront de compromettre,

de diviser, de raviver les feux mal éteints.

La difficulté sera précisément de mesurer à leur exacte valeur la portée de ses coups. Car tout permet de penser que ce n'est pas un vaincu résigné à reconnaître seulement ce que fut sa funèbre puissance, mais un ennemi pour qui la guerre continue.

Le pourquoi du nazisme

Que ce soit sur l'affaire de Caluire, sur l'origine des informations qui lui permirent d'arrêter, le 21 juin 1943, Jean Moulin et ses compagnons ; que ce soit sur l'aide qu'il put recevoir par les refuges de juifs, pour les dénonciations permettant la prise d'otages et les exécutions, comme ces fusillades de La Doua ; que ce soit même sur la facilité avec laquelle il put réaliser des actions sanglantes menées jusqu'à l'été 1944, il faut savoir que en vérité ne sera pas forcément la vérité. S'il a pris de l'âge, ceux qui restent pour la contredire ont pris aussi et bien de leurs compagnons sont morts.

Pour que le procès à venir soit véritablement une contribution à l'histoire, il faudrait donc que se dimensionne de ce à quoi, durant le temps d'une fin de semaine, on a pu

avoir l'impression qu'il était ramené. Il ne suffit pas d'entendre dire et redire - parce qu'il le faut bien, parce que, hélas ! c'est trop souvent le seul moyen de fixer l'attention - comment il frappait, s'acharnait, de peindre le sadique mettant des hommes en sang en présence d'une femme qu'entre deux volées de nerf de bœuf ou de coups de poing il embrassait à bouche que veux-tu.

Il faut bien, au-delà, tenter de rechercher pourquoi le système, le nazisme, a pu voir advenir à lui, pour un tel travail, un homme qui tint sa place avec un pareil plaisir. C'est contre ce système que se battaient aussi les résistants, sachant ce qu'il était, sachant aussi ce qu'il leur réservait en cas de capture.

Mais le procès de Klaus Barbie, tortionnaire en retraite forcée, ne saurait se ramener à sa seule personne. La France de la guerre d'Algérie aurait-elle pu, au reste, s'en offrir la leçon ? Et aujourd'hui, en un temps où les méthodes qu'il employa, importées sous d'autres cieux, continuent de faire florès, comme le rappelle, année après année, les rapports d'Amnesty international, voilà encore qui peut faire dire à Barbie dans son for intérieur qu'il n'est malheureusement pas un vaincu.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

JP 11/11/83

de Klaus Barbie

*** LE MONDE - Mardi 8 février 1983 - Page 7

donc cette perspective et avec ce souci qu'a été ouvert à Lyon l'information dont est chargé M. Christian Riss.

Il semble que cette information soit fondée sur trois éléments qui n'auraient pas été retournés à l'origine : une rafle parmi les personnels des ateliers de la S.N.C.F. à Oullins (Rhône), l'arrestation et la disparition d'une quarantaine d'enfants juifs réfugiés à Liden (Als) après la déportation de leurs parents, enfin une opération du S.D. allemand de Lyon qui entraîne quatre-vingt arrestations.

Il est vraisemblable qu'un-déjà de ces trois chapitres d'autres points apparaîtront à la faveur de nouveaux témoignages. Encore faudra-t-il que les faits nouveaux qu'ils pourraient mettre en lumière entrent dans la définition que donne l'article 6 de la Charte du tribunal militaire à Nuremberg signé le 8 août 1945, des crimes contre l'humanité : « L'assassinat, l'exter-

mination, la réduction en esclavage, la déportation et tous autres actes inhumains commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécution pour des motifs politiques, raciaux ou religieux ».

C'est dire que le crime contre l'humanité est formellement distingué du crime de guerre et qu'en le définissant les auteurs de la charte entendaient bien viser ce qui, au-delà des infractions aux lois de la guerre, qui ne sont jamais l'apanage d'un seul, constitue l'un des fondements particuliers du régime nazi pour qui pouvait exister des « autres races » des sous-hommes, juifs, tziganes et autres « associés ».

Quels seront maintenant les avocats dont Barbie va faire choix pour jouer sa dernière partie ? Il est évident que la présence samedi soir de M. Alain de la Serrette, bâtonnier en exercice du barreau de Lyon, au

moment de la notification des inculpations, a été surtout symbolique d'une manifestation du droit de tout inculpé à une défense. C'est sans doute en Allemagne que Barbie va choisir ses avocats en sachant que ne manquent pas les spécialistes pour une cause comme la sienne. Il lui faut des conseils avisés du droit international et même du droit bolivien puisque déjà semble apparaître chez certains juristes, comme le professeur Jean-Claude Soyier, dans le *Figaro*, du lundi 7 février, une contestation sur la légalité de son expulsion. C'est-à-dire que la situation juridique est bien plus complexe qu'elle a pu l'être pour les procédures engagées contre MM. Jean Legay, ancien délégué à la police en zone occupée et Maurice Papon, ancien secrétaire général de la Glacière de 1942 à 1944, l'un et l'autre n'ayant jamais quitté la France et surtout n'y ayant jamais été mis en cause judiciairement, le premier avant le 12 mars 1979, le second avant le 19 janvier dernier. — J.-M. Th.

Le gestapist Au service de Himmler

L'homme que les jurés de la cour d'assises du Rhône auront à juger est né le 25 octobre 1913 à Bad-Godesberg, dans le district de Bonn. Son père, qui fut employé de bureau avant de devenir instituteur, mourut à l'âge de quarante-cinq ans des suites de blessures reçues lors de la première guerre mondiale. Après avoir fréquenté jusqu'à l'âge de onze ans l'école communale, où enseigna son père, Klaus Barbie entra au lycée Friedrich-Wilhelm, à Trèves. Depuis avril 1933, il est inscrit aux Jeunesses hitlériennes. En 1934, il est bachelier. Plutôt que d'entreprendre des études universitaires, il se porta volontaire pour le service du travail (*Arbeitsdienst*), qu'il accomplit de la fin avril à la fin octobre 1934, à Niebul, dans le Schleswig-Holstein.

C'est au début de l'année suivante qu'il entre en contact avec les services de sécurité d'Himmler, *reichsführer* des S.S. En septembre 1935, Klaus Barbie devient S.S., sous le matricule 272/284, et est affecté au service central du S.D. section IV D, à Berlin. Il y reste deux années, puis est muté au service central du S.D., à haut département Ouest des S.S., à Düsseldorf. C'est en mai 1937 qu'il s'inscrit au parti nazi, et reçoit la carte portant le n° 4.883 085.

En avril 1939, Klaus Barbie se fiance avec Regina Margareta Wilms, une jeune femme de vingt-trois ans qui vit à Düsseldorf. Insérée au parti, elle travaille à la crèche de l'organisation des femmes nazies. Le mariage a lieu à Berlin, le 25 avril 1940. Cinq jours avant la déclaration de la guerre.

En mai 1940, Klaus Barbie est nommé au grade d'*Hauptsturmführer* le 9 novembre 1944, Klaus Barbie est remis à la disposition du S.D. de Dortmund. Intégré par les Américains, puis, selon certains, engagé dans leurs services secrets, Klaus Barbie avait acquis la nationalité bolivienne en octobre 1957, sous le pseudonyme d'Altman, six ans après son arrivée, en mai 1951, dans ce pays.

J.-M. D.-S.

Zélé et minutieux

« Un bon camarade, aimant la vie... C'est de la sorte que le dossier personnel établi en octobre 1940 par le Gestapo note Klaus Barbie. On peut y lire aussi que l'homme a un comportement personnel « bon » et « rigide », qu'il se montre en toutes circonstances « discipliné » et « impeccable », que sa situation de famille est « ordonnée » et sa situation de fortune « en ordre ». Il est doté d'une vivacité intellectuelle se situant « dans la bonne mesure » et d'une aptitude à la compréhension jugée « bonne », que renforcent une volonté et une détermination « développées ». De culture et d'éducation « bonnes », ce « collaborateur zélé et minutieux » dans lequel ses supérieurs n'ont pu trouver aucune « faiblesse particulière », possède, selon eux, « un jugement clair » et de « solides capacités de jugement ». « Un Homme sûr », conclure la note.

Comment Klaus Barbie a-t-il tenté par le passé de justifier son action ? En janvier 1972, à Lima, il déclare que « participer à une guerre comporte des risques, même si on n'a fait que son devoir ». La même année, il se dépeint comme « un vieux national-socialiste » qui n'a pas « changé d'idée » trente années plus tard. En mai 1973, il se dit « plus fier de ce qu'il a fait » que peut l'être Willy Brandt qui a trahi l'Allemagne sous l'uniforme norvégien. La même année, il dira encore : « Je ne reconnais pas les crimes de guerre. Il n'y a ni libération ni humanité. Il n'y a ni bien ni mal... Je suis un SS, c'est tout. On n'avait pas le choix, c'est un professionnel choisi par Hitler. » Pour conclure par : « Je ne suis pas un fanatique mais un idéaliste ».

Un sadique

M. Raymond Aubrac, qui fut interrogé par Barbie après le coup de filet du Calvados, garde ce souvenir : « Les sévices étaient toujours les mêmes. On était menotté, les mains dans le dos ou sur la ventre. Il questionnait et cognait. Il reprenait toujours la même question, par exemple : où sont les armes ? Et il cognait de nouveau à la matraque, au gourdin ou à la cravache. Moi, je m'évanouissais à chaque fois. J'étais rapidement réveillé à coups de pied dans les côtes ».

Le martyr de l'enfant juif

Lyon. — Mme Alice Vansteenberghe avait trente ans. Arrêtée le 5 août 1944, torturée puis déportée, elle souffrit encore des sévices infligés par les membres de la Gestapo lyonnaise (elle a eu cinq véritables caresses). Elle se souvient de « minuscules colifants » de la prison Montluc, où elle était enfermée avec onze autres codétenues ; des séances d'interrogatoire que menait Schmitt, l'adjoint de Barbie. Ce dernier « allait de salle en salle, surveillant les opérations, venant voir si Schmitt ne torturait pas excessivement ».

Elle se souvient aussi des grilles que « l'on chauffait devant les cheminées — en plein

été — pour les appliquer sur la plante des pieds de son chef de réseau ». Un épisode lui est particulièrement marqué : « J'ai vu Barbie le soir de mon arrestation arracher un petit garçon juif des bras de sa mère. Ce petit garçon très bien, très propre, avec ses cheveux blonds retenus par une barrette, on ne l'a jamais revu, ni sa mère qui a fait partie du convoi pour Auschwitz du 11 août 1944 ».

Aujourd'hui, Mme Vansteenberghe refuse l'oubli. Elle souhaiterait pouvoir témoigner devant la justice, « ne serait-ce qu'à cause de ce petit enfant juif ». — C. R.

Les années d'après guerre

UN ENTRETIEN AVEC SERGE ET BEATE KLARSFELD

De l'agent américain au « conseiller » bolivien

M^{rs} Serge Klarsfeld, avocat au barreau de Paris, et sa femme Beate consignent leur vie à faire en sorte que les atrocités commises en leur nom de *Hitlerjugend* ne soient pas oubliées. Leur combat pour la mémoire s'appuie sur des dossiers épais et précis. Beate Klarsfeld, qui a la double nationalité française et allemande, agit « en tant qu'Allemande et non-juive ». M^{rs} Klarsfeld, dont le père est mort à Auschwitz, agit en tant que président des fils et filles de déportés juifs en France. Ce sont eux qui ont retrouvé Klaus Barbie en 1971.

« Lorsque les forces armées américaines pénétrèrent en Allemagne, à la fin de la guerre, Klaus Barbie est en poste à Dortmund dans la police nazie. Il est alors interné à Oberursel. Et puis on le renvoie en 1947, lorsque Beate Klarsfeld établit que Klaus Barbie n'a fait qu'un avec Klaus Barbie. Qu'a-t-il fait entre 1945 et 1971 ? »

— Au départ, il devient agent américain comme beaucoup d'agents de la Gestapo qui sont recyclés dans les activités anticomunistes, les Soviétiques faisant peut-être de même dans leur zone. Il y a plusieurs exemples de criminels nazis devenus agents à la Libération : Hans-Dietrich Ernst, chef de la Gestapo d'Angers, quatre fois condamné à mort en France par contumace, est devenu un agent anglais et a été arrêté en zone soviétique ; un autre grand criminel, dont je ne peux pas encore donner le nom, qui était l'un des plus célèbres tortionnaires de la Gestapo, a travaillé pour la France en zone soviétique.

— Barbie faisait le même travail pour les Américains. A une époque, par exemple, il a recherché des renseignements sur la Roumanie, au moment de la « guerre froide ». Il a pu remplir des missions périlleuses en Union soviétique. Il vivait en Allemagne sous divers noms d'emprunt. Cette vie a été troublée parce que, d'une part, il a commis un vol de bijoux qui a attiré l'attention des autorités policières allemandes. C'était en 1947, il y a la proche de René Hardy, en France, qui est accusé de trahison.

— René Hardy est soupçonné d'avoir caché les Allemands, et Barbie en particulier, sur les traces de Jean Moulin, chef de la Résistance. Il sera accusé de ce crime deux procès en 1947 et 1951.

— Un juge d'instruction délègue alors une commission rogatoire et un commissaire de la D.S.T., Louis Bibes, se rend en Allemagne à trois reprises, dans les locaux de l'armée américaine. Il interroge Barbie en présence d'officiers américains, après un arrangement avec le lieutenant White. C'est à ce moment qu'un autre juge, instruisant une autre affaire, s'adresse à lui : « Vous êtes la direction de la justice française, à Baden-Baden, pour qu'elle demande la livraison de Barbie aux autorités américaines. Barbie est un criminel de guerre, le n° 239 sur la liste n° 1 établie en 1944 par les Alliés. Il n'y a pas de réponse ».

Le département d'Etat

— Finalement, on apprend que les autorités américaines le protègent. Alors, cela monte d'un cran. L'ambassadeur français auprès du commandant en chef français demande à son homologue américain la livrai-

son de Barbie. La réponse est toujours dilatoire. La conclusion des autorités françaises en Allemagne est que Barbie est un agent qui travaille pour les Américains et qu'ils ne veulent pas le livrer. Arrive encore une demande : la France intervient pour que Barbie soit témoin à une audience. Une proposition de marché a lieu. Cela n'a jamais été dit. Les Américains déclarent en substance : nous voulons bien que Barbie vienne en France témoigner contre René Hardy, mais nous y posons des conditions. Premièrement, que Barbie revienne en zone américaine. Deuxièmement, que la durée du séjour en France soit limitée et que sa protection physique soit assurée. Le gouvernement français refuse ce marché. Furieux, il s'adresse à son ambassadeur à Washington, en mai 1950, pour qu'il demande l'extradition de Barbie. L'ambassadeur fait savoir que les Américains n'arrivent pas à localiser Barbie. C'est la cession du département d'Etat. Ce qui veut dire que, à ce moment-là, les Américains ont poussé Barbie en dehors de l'Allemagne. D'une part, parce que l'Allemagne est devenue autonome en 1949 et, d'autre part, parce qu'il y a un mandat d'arrêt déposé contre Barbie. Il quitte donc l'Allemagne, devenu trop gênant, pour l'Argentine et, de là, gagne la Bolivie.

— Certaines personnes, en dehors des Américains, savent-elles alors qu'il est Klaus Barbie ?

— Je sais que des Allemands d'Amérique du Sud pensaient que c'était Danneberg, chef de la section antijuive de la Gestapo. Ils savaient que c'était un criminel de guerre nazi. A mon avis, le S.D.E.C.E. (Service de contre-espionnage français) devait savoir aussi que Altman était Barbie. Avant que nous le découvrions ! Cela me paraît déconcertant que ce soit des gens comme nous qui l'ayons découvert.

— D'autres Allemands le savaient, mais qui étaient plutôt de son côté.

La cavale nazie

— A partir de 1950, Barbie travaille-t-il toujours pour les Américains ?

— A mon avis non. En 1950, il s'établit comme homme d'affaires. Il crée une société. Il s'associe même, parait-il, à un juif. Il avait certainement été appelé en Bolivie par le M.N.R., Mouvement national révolutionnaire, qui s'installait au pouvoir en 1952. A cette époque, il serait venu avec un autre Allemand et des Croates. Ils se sont établis à La Paz et ont travaillé dans la police politique. Les Croates ont dû repartir vers le Brésil. Lui est resté. A-t-il continué son travail dans la police ou, à la limite de l'homme d'affaires, a-t-il donné des conseils ? C'est moins clair. Je crois qu'il avait été appelé pour mettre au point un système de transmission ou d'écoutes. C'était son métier : il était policier. Ayant de l'argent et la police ne payant pas beaucoup, il s'est occupé d'affaires et a commis des escroqueries.

— Depuis que Beate Klarsfeld a publiquement établi qu'Altman, c'est Barbie, en 1971, les choses sont-elles plus précises ?

— Depuis 1971-1972, on s'est surtout attaché à savoir s'il avait l'intention de quitter la Bolivie, s'il avait envie de partir dans un coin perdu. Il est arrivé deux ou trois fois que les circonstances l'aient obligé à démissionner. On a envoyé quelqu'un qui a pu reprendre la piste, savoir où

il était. C'est tout. Nous sommes loin d'être un service. Nous avons des gens introduits dans l'entourage de Barbie. Il est délicat d'en parler.

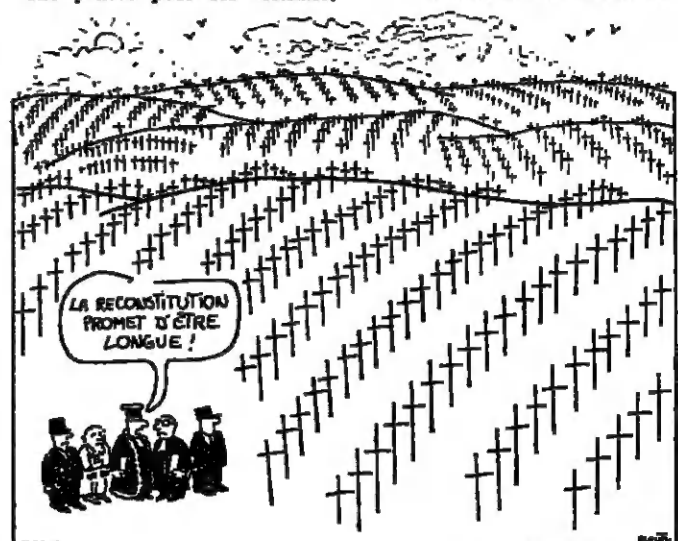
— Lors du changement de pouvoir en Bolivie, il aurait dû se méfier.

— Il s'est cru réellement protégé par l'environnement bolivien et il a perdu le sens du danger. Il voulait rester. Sa femme et son fils sont morts là-bas. C'est un homme de famille. Il n'a jamais une pensée pour ses victimes.

mais il est très prévenant pour les siens.

— Au fond, une de ses grandes joies (nous le savons par des témoignages), c'était qu'il n'avait « pas été eu ». Maintenant, on l'a eu. Et ça, c'est quelque chose qu'il doit supporter très mal. Pas pour sa personne, mais parce qu'il représentait le criminel nazi non repenti, la cavale nazie, et que, malgré tout, ça prend fin.

Propos recueillis par LAURENT GRELSAMER.



(Dessin de PLANTU.)

L'homme de La Paz

M. Yvon Le Bot, chercheur au C.N.R.S. et spécialiste de la Bolivie, nous a adressé le témoignage suivant :

Klaus Barbie ne revient pas d'une retraite modeste et cachée en Bolivie, et encore moins d'une fuite quotidienne et sans fin comme celle d'un Mangelé, par exemple.

Depuis que sa véritable identité avait été révélée il y a une dizaine d'années, il menait une vie relativement publique, avec toutefois des activités mal connues sur lesquelles il est à souhaiter que son procès en France jette aussi quelque lumière. Il continuait, en effet, de se comporter de s'exprimer et d'agir en nazi dans son pays d'adoption. En tenant compte — mais à peine — des intermittences de la vie politique bolivienne.

Entre ses séjours dans sa maison de Cochabamba ou ses voyages discrets dans des pays voisins, on pouvait le voir dans les rues de La Paz, aux abords de l'appartement des amis qui l'hébergeaient près de l'Alliance française, en fin d'après-midi au café du club La Paz, rendez-vous d'une partie de la classe politique, ou encore au club allemand.

Les témoignages ne manquent pas au sujet de ses agissements et des incidents qu'il a parfois occasionnés : en 1970, il se présente avec sa femme et six personnes armées — des Allemands, semble-t-il — à la Pena Naira, cabaret folklorique hanté d'autres temps par la chanteuse chilienne Violeta Parra et halte obligée des touristes français dans les Andes. Vers la même époque, sa présence à l'aéroport de La Paz en même temps qu'un groupe de Français donne lieu à un esclandre. Une autre fois, il ouvre sa porte à des journalistes nord-américains... pour les livrer ensuite à la police bolivienne, qui les retient prisonniers pendant huit jours.

Il y a à peine six mois, il rendait encore visite, dans son palais présidentiel, au général Vidosa, dernier en date des chefs d'Etat militaires, « pour régler un problème administratif », a-t-il assuré. Lorsque celui-ci fut remplacé, le 10 octobre, par M. Siles Zuazo, l'actuel président civil, qui fit aussitôt connaître ses intentions à son égard, on pouvait s'attendre que Barbie cherche à se réfugier dans un pays voisin. Il n'en fit rien. On l'aperçut encore en octobre dans l'artère principale de la capitale, flanqué

comme à l'habitude de son garde du corps, et on put lire dans la presse bolivienne des déclarations dans lesquelles il contestait aux autorités boliviennes le droit de l'expulser ou de l'extrader, menaçait de faire des révélations sur la collaboration en France durant l'Occupation et comparait son rôle à Lyon à celui d'un Français devenu célèbre et qui fut en rapport avec la guérilla du « Che » en Bolivie en 1967 ! Cette attitude de défi, tous ceux qui, comme moi, ont eu l'occasion de le croiser dans les rues de La Paz ont pu le lire dans ses yeux.

En sécurité

Klaus Barbie n'est pas un vieillard rapetissé que des bras vigoureux sont venus enlever à l'attente possible d'une mort prochaine. Sans doute, ces derniers mois, la mort accidentelle de son fils et celle de sa femme (enterrée en décembre dans le très exclusif cimetière allemand de La Paz) sont-elles pour quelque chose dans son apparente résignation. Mais son comportement et ses déclarations donnent à penser qu'il continuait, jusqu'à son arrivée sur le sol français, à se sentir en sécurité grâce à d'importantes « protections » dans la colonie allemande en Bolivie (qui compte toutefois aussi des éléments antinazis, émigrés d'avant-guerre) et dans les cercles militaires.

Les journaux ont fait état d'informations selon lesquelles Barbie — et sa Compagnie transmaritime bolivienne, qui fut la raison sociale officielle dans un pays qui n'a pas de mer — avait déjà l'appui du général-président Barrientos, le réorganisateur de l'armée bolivienne dans les années 60 ; de la livraison d'armes par cette compagnie à l'armée chilienne sous Allende ; de la présence du tortionnaire nazi comme conseiller auprès du ministre de l'Intérieur sous la dictature de Barner (1971-1978), qui rejeta la première demande française d'extradition...

Plus récemment encore, on mentionne aussi des liens possibles avec le groupe cosmopolite néonazi des Francs de la mort et avec les auteurs présumés de l'attentat de Bologne, Pier Luigi Fagelli et Stefano Della Chiesa, très actifs dans la dépression déclenchée par la dictature de García Meza, et avec la mafia de la cocaine...

Publié par
Centre d'Éducation Permanente
de l'Université de Paris I
STAGES D'ANGLAIS
Lieu : Sorbonne
Durée : 60 heures à partir du 14 mars 1983
(deux fois deux heures par semaine)
Conditions : différents niveaux — Test gratuit
Coût du stage : 2 200 francs
Renseignements :
14, rue Cujas 75006 PARIS
Tél. : 329-12-13, 329-75-23
postes 33.17 et 35.08

L'INCUPLATION DE KLAUS BARBIE

LES RÉACTIONS EN FRANCE...

Dans la majorité

M. MAUROY : aucun esprit de vengeance

M. Mauroy a fait, dimanche 6 février, en Martinique, la déclaration suivante : « Klaus Barbie, qui était sous le coup d'un mandat d'arrêt lancé par la justice française, a été expulsé du pays où il se cachait. Il a été interpellé par les autorités françaises, inculpé et écroué. En prenant la décision de faire interpellé Klaus Barbie, le gouvernement français n'a obéi à aucun esprit de vengeance. »

« Il a eu simplement un double souci : d'une part, permettre à la justice française de faire son œuvre, d'autre part, être fidèle au souvenir des heures de deuil et de lutte par lesquelles la France a sauvé son honneur. Il faut que les Français et les Françaises n'oublient pas cette histoire qui est la leur. Il faut que les jeunes générations sachent ce qui a été alors vécu pour être prêtes à toujours sauvegarder la dignité de leur patrie et plus encore la dignité de l'homme. J'ajoute que tout homme demeure, tout au long de son existence, responsable de ses choix et de ses actes. C'est, là encore, une des conditions de sa dignité. »

Le P.C.F. : Que les tragédies de l'histoire ne se renouvellent pas

M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., déclare au nom de son parti : « Le parti communiste français se félicite que le nazi Klaus Barbie, responsable de crimes contre l'humanité dans notre pays, soit traduit devant la justice française sur la demande du gouvernement. Klaus Barbie fut l'assassin de Jean Moulin, fondateur du Comité national de la Résistance, de Max Barel, fils de notre regretté commandant Virgile Barel et de milliers d'autres patriotes et résistants. Cinquante ans après l'arrivée de Hitler au pouvoir, ce retour sur les lieux du crime ravive les mémoires et la vigilance pour que les tragédies de l'histoire ne se renouvellent pas. »

M. CAILLAVET : rétablir la peine de mort pour des cas semblables

M. Henri Caillaud (M.R.G.), sénateur du Lot-et-Garonne, a déposé sur le bureau du Sénat une question écrite demandant le dépôt d'un projet de loi rétablissant la peine capitale pour les crimes contre l'humanité. Considérant qu'il « est salutaire que Klaus Barbie passe enfin en jugement avec toutes les garanties d'une justice indépendante », M. Caillaud demande au garde des sceaux « de déposer sans délai devant le Parlement, à l'exemple d'Israël, un projet de loi rétablissant la peine de mort pour les crimes commis contre l'humanité ».

Selon le sénateur, ce projet « accorderait ainsi aux jurés et magistrats qui composeront la cour d'assises compétente non une possibilité de vengeance, mais une absolue liberté d'appréciation de l'échelle des peines, conformément aux règles admises lors du procès de Nuremberg ». Pour M. Caillaud, « l'indignité souffrance des victimes du nazisme et l'honneur porté à leur mémoire restent une exigence de la morale et du cœur ».

M. GASTON DEFFERRE, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a évoqué l'expulsion de Klaus Barbie en ces termes : « Il a été condamné par contumace. Il est bon maintenant qu'il puisse être jugé contradictoirement et que les familles de ceux qu'il a arrêtés et torturés, puissent faire entendre leur voix. Certains résistants, eux-mêmes qui l'ont connu, pourront dire ce qu'il en pense. » M. Gaston Defferre a aussi rappelé l'arrestation de Jean Moulin pour laquelle Klaus Barbie est impliqué. « J'ai eu une longue conversation avec Jean Moulin, a-t-il dit, le matin du jour où il avait rendez-vous à Coluire, le jour où il a été arrêté. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour le dissuader d'aller à ce rendez-vous, car je savais que quelques imprudences avaient été commises, et mon instinct me disait qu'il pourrait y avoir, ce jour-là, un véritable drame. »

Dans l'opposition

MME VEIL : le procès d'une idéologie plus que d'un homme

Mme Simone Veil, ancien président du Parlement européen, a déclaré qu'« il faut faire le procès de l'idéologie nazie beaucoup plus que de l'homme lui-même ». « De toute façon, il sera condamné à une peine qui ne peut être absolument pas proportionnelle au fait, a-t-elle précisé, dimanche 6 février, sur Antenne 2, parce qu'elle s'intègre dans un phénomène idéologique. Ce n'est pas tellement l'homme qu'on a voulu mettre en cause, mais surtout l'idéologie dont il se réclamait encore », a-t-elle ajouté. Mme Veil, qui considère que « les crimes contre l'humanité s'inscrivent beaucoup plus dans un souci d'histoire que dans le souci de vengeance par rapport à un homme », estime enfin que le procès de Klaus Barbie « ne concernera pas seulement la justice française, mais qu'on le regardera depuis tous les pays qui ont été occupés et depuis Israël ».

M. JACQUES CHIRAC : juger dans la sérénité, mais avec fermeté.

M. Jacques Chirac s'est félicité, dimanche, de l'expulsion de Klaus Barbie vers la France et a souhaité que « la justice soit rendue dans la sérénité, mais avec fermeté ». M. Chirac a considéré qu'il était « souhaitable que la justice finisse rendue dans cette affaire ».

M. FRANCISQUE COLLOMB, maire de Lyon : « Au moment où Klaus Barbie va devoir enfin rendre des comptes à la justice française dans la capitale de la Résistance, il est bon que les Lyonnais, avec toute la France, se souviennent des heures tragiques de l'Occupation. Il est salutaire que notre jeunesse sache à quel point les conséquences peuvent être terribles des dictatures. En tout cas, Klaus Barbie, dans un pays libre, a d'ores et déjà commencé à bénéficier, lui, des garanties judiciaires et des chances qu'il n'a pas laissées à Jean Moulin et aux autres victimes de la nuit nazie. »

... ET A L'ÉTRANGER

Les Allemands sont soulagés que le criminel de guerre ait été livré à la France

Bonn. — L'arrestation de Klaus Barbie n'a pas causé moins d'émotion en Allemagne qu'en France. Tous les journaux consacrent des colonnes entières à l'ancien chef de la Gestapo de Lyon et à ses forfaits, comme à ses activités en Bolivie. Ils remarquent que le scénario de remise de Barbie aux autorités françaises n'a pas grand-chose à voir avec une procédure d'extradition. Ce qui permet au ministère fédéral des affaires étrangères de déclarer qu'on aurait préféré à Bonn que Barbie soit livré à la R.F.A.

Il semble que, de son côté, le ministre de la justice de Bavière ait des velléités de demander à la France d'extrader Barbie vers l'Allemagne, mais tout ceci n'est pas sérieux. Les Allemands n'avaient aucune envie de mettre la main sur Barbie qu'ils n'auraient pu juger que sur un seul cas : l'affaire Kemmler (1), et qui s'en serait tiré, dans la pire des hypothèses, avec une peine ultra-légère. La justice allemande d'après-guerre a montré trop de mansuétude envers les criminels nazis pour qu'on puisse lui faire confiance si elle avait à juger Barbie.

De notre correspondant

Si les Allemands sont donc soulagés d'avoir échappé à l'extradition de Barbie, ils appréhendent les sentiments que vont répandre le procès et le défilé des horreurs commises sous l'égide de la Gestapo. Car c'est une chose de savoir qu'elles ont eu lieu et c'en est une autre de le voir remises en pleine lumière, sur la scène de l'actualité.

Comment n'être pas « anti-allemand » face aux crimes d'un Barbie ? Et pourtant, il y a eu entre-temps le patient tissage des liens franco-allemands, entre une France généreuse et une Allemagne démocratique. L'épreuve du souvenir sera-t-elle surmontée ? Du côté allemand, on paraît s'attendre à un procès équitable, « clinique », sans effets de manches, mais les faits relatés à la barre débordent de toutes parts ce souci de sérénité. C'est pourquoi la *Frankfurter Rundschau* écrit, ce lundi 7 février, que, si le procès de Barbie ouvre de vieilles blessures, il sera bon de penser que « ce sont justement les compagnons de route de Jean Moulin

qui, après la guerre, firent les premiers pas vers la réconciliation franco-allemande ».

Mais il n'y a pas que le resserrement français qui puisse ressortir de l'ombre. Le correspondant de *Die Welt* à Paris se demande « s'il n'y aura pas un peu de gêne, un peu de malaise dans les sentiments de ceux qui menèrent le combat. N'auraient-ils pas préféré que Barbie disparaisse quelque part entre les Andes et l'Amazonie, pour devenir une sorte de légende dont on se serait contenté, plutôt que de relancer l'histoire très compliquée et pleine de contradictions de la Résistance, et de compromettre à nouveau le rapprochement franco-allemand ? ». Et l'auteur de conclure cependant : « L'arrestation de Barbie met le point final à la seconde guerre mondiale. Maintenant seulement la France se sent libre. »

ALAIN CLÉMENT.

(1) La famille de Kemmler, résident français victime de Barbie, s'était adressée aux autorités de l'Allemagne fédérale pour obtenir justice. C'est sur ce cas que l'Allemagne fédérale appuyait pour demander l'extradition de Barbie à la Bolivie.

Jérusalem propose de contribuer à l'enquête

Jérusalem. — Toute la presse israélienne consacre une très large place à l'affaire Barbie. Dans les milieux politiques comme dans l'opinion publique, on exprime une vive satisfaction en notant souvent que le rappel des crimes du « boucher de Lyon » est une valeur de « témoignage » d'autant plus importante que le monde entier vient d'avoir l'occasion de se souvenir « avec le cinquantième anniversaire de l'arrivée au pouvoir des nazis ».

En quittant Israël pour un voyage en Europe, le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, a déclaré le 7 janvier : « Je suis évidemment satisfait que l'un des plus connus parmi les criminels nazis puisse être traduit devant un tribunal en France et que justice soit rendue. » Soulignant qu'il souhaitait un châtiment à la mesure des crimes commis, M. Shamir a indiqué que le cas de Klaus Barbie permettait de signaler une fois de plus que de nombreux criminels de guerre vivaient encore impunément dans différents pays. Auparavant, le porte-parole du ministère des affaires étrangères avait déclaré qu'il ne s'agissait pas « d'assouvir un besoin de vengeance, mais de considérer cet aboutissement d'un processus judiciaire comme une mise en garde contre un possible renouvellement d'événements aussi tragiques... ».

Les Israéliens font, bien sûr, un rapprochement entre l'incarcération de Klaus Barbie et la capture en Argentine d'Adolf Eichmann, l'un des principaux responsables de la déportation des juifs sous le III^e Reich, qui avait été condamné à mort et exécuté en Israël en 1962. Pour les Israéliens, le procès de Barbie sera inévitablement une justification de celui d'Eichmann dont l'enlèvement par les services secrets de l'Etat juif avait été critiqué aux Nations unies à l'époque.

M. Gideon Hausner, qui fut le procureur d'Eichmann et est actuellement directeur du Musée de l'Holocauste et de l'Institut Yad-Vashem à Jérusalem, a déclaré : « L'exemple donné par la Bolivie doit être médité par les autres pays qui abritent encore des dirigeants nazis. » M. Hausner a fait allusion au cas du docteur Joseph Mengele, « l'ange de la mort », qui se trouvait actuellement au Paraguay, et fut le médecin d'Anschütz, auteur de meurtreries « expériences » sur les déportés et notamment les enfants. M. Hausner estime que le procès de Barbie permettra de « faire comprendre aux jeunes générations un passé toujours proche ».

Un porte-parole du ministère de la justice à Jérusalem a indiqué qu'Israël n'avait pas encore reçu de la part de la France de requête officielle pour la fourniture d'informations au sujet de Barbie. Mais il a déclaré que son ministère comme d'autres institutions israéliennes (l'Institut Yad-Vashem ou le musée de la Diaspora qui disposent d'archives considérables) sont disposés

De notre correspondant

à fournir leur aide pour l'instruction du procès et à faciliter le témoignage des victimes de Klaus Barbie, qui se trouvent en Israël. Il a ajouté que l'Etat d'Israël pourrait éventuellement demander l'extradition de Klaus Barbie, mais en précisant que cette demande ne devrait être faite qu'après le procès en France.

Le plupart des éditeurs de la presse israélienne font remarquer que, quarante ans après les faits, il n'est plus question de vengeance mais, comme l'écrit le *Davar*, de « donner à la justice une valeur éducative ». Le *Jérusalem Post* estime pour sa part : « Certes, les an-

nées passent, mais il est encore temps de porter, pour la mémoire de l'humanité, un jugement moral sur les meurtriers nazis et leurs collaborateurs. » Le journal rappelle et constate le point de vue de M. Veil qui, dans une récente interview au *Monde*, mettait en doute (le *Monde* daté 23-24 janvier), certains aspects des procès qui peuvent être aujourd'hui intentés aux criminels de guerre ou à leurs collaborateurs. Le *Jérusalem Post* enfin signale que parmi d'autres dirigeants nazis qui se cachent encore de par le monde, se trouve un certain Alois Brunner, l'un des adjoints d'Eichmann, qui aurait trouvé refuge en Syrie.

FRANCIS CORNU.

Dans la presse

EN GRANDE-BRETAGNE

Pour les journaux britanniques à l'exception du *Sun*, quotidien populaire qui a le plus fort tirage, consacré, ce lundi 7 février, un article de première page à l'incarcération de Barbie à Lyon.

DAILY MIRROR (travaille) : Pas de pardon. « Quarante ans est une longue période pour attendre que justice soit faite. Mais les crimes de Klaus Barbie, le boucher nazi de Lyon, étaient trop terribles pour être pardonnés. (...) La leçon qu'il faut tirer de Klaus Barbie n'est pas seulement qu'il ne peut pas être absout, c'est aussi qu'il ne faudra jamais oublier ce qu'il a fait. »

GUARDIAN (libéral) : Un procès transcendant. « Le procès de Barbie promet d'être aussi traumatisant pour les Français que celui d'Eichmann l'a été pour les Israéliens et aussi instructif pour les Juifs et les non-Juifs. L'histoire d'Israël a été pour les Allemands de l'Ouest. »

FINANCIAL TIMES (libéral) : Horreur de l'histoire. « La France a l'air partie pour revivre dans les mois à venir toute l'horreur et tout l'horisme de l'occupation allemande. »

DAILY TELEGRAPH (conservateur) : Réexamen. « Le procès va encourager les Français à réexaminer la conduite de leur compatriotes pendant les années de l'occupation nazie et de la collaboration de Vichy. (...) Personne, excepté peut-être quelques nazis pétrifiés et terrés quelque part en Amérique du Sud, ne versera de larmes pour Klaus Barbie. »

DAILY EXPRESS (conservateur) : Et Poi Poi ? « Qui a dû prendre des comptes ? (...) Et Poi Poi, le boucher du Cambodge, condamné comme responsable de la mort de deux millions de ses compatriotes ? (...) Il est toujours reconnu par l'ONU comme

le chef du Cambodge (...) Il faut la capture d'un nazi vieillissant pour se rappeler au rêve d'un monde qui voulait dénoncer le mal et le punir où qu'il fut commis. »

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

BILD AM SONNTAG (conservateur) : Barbie aurait préféré la R.F.A. « Klaus Barbie ne croyait pas qu'il serait extradé et qu'il devait l'être, il aurait vraiment préféré que ce soit vers la République fédérale. (...) Bonn a fait des efforts pour obtenir l'extradition du criminel de guerre. Mais ce n'était visiblement pas de gaieté de cœur. »

EN U.R.S.S.

TASS : responsabilité américaine. « Le criminel nazi doit être châtié pour ses crimes monstrueux à l'encontre de l'humanité et ses règlements de comptes personnels avec les patriotes de la résistance française. » Dans un autre article, daté de New-York, l'agence soviétique mentionne d'autre part les affirmations de M. Dabringhaus, un ancien membre des services de contre-espionnage américains, sur la chaîne de télévision américaine N.B.C. selon lequel Barbie a été un informateur payé par les services de renseignements américains et ajoute : « Les États-Unis portent la responsabilité du fait que le criminel fasciste Klaus Barbie, coupable du meurtre de milliers de Français patriotes et combattants de la résistance, au cours de la seconde guerre mondiale, fait réviser pendant de longues années à échapper à un juste châtiment. »

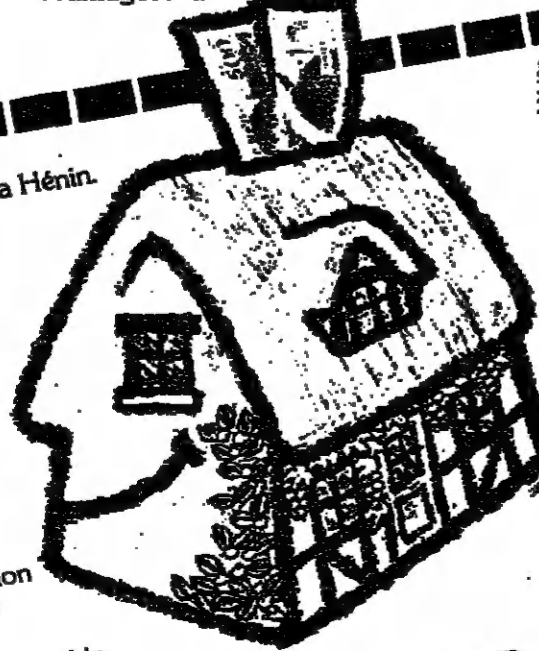
Découvrez LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE ses activités, ses collections, ses expositions en vous abonnant à sa REVUE (1982, 4 numéros : 120 F) Spécimen sur demande : 58, rue de Richelieu, 75002 Paris tél. : 260-74-51

Un prêt à 9,5% pour tous projets immobiliers? C'est possible avec nous.

Compte épargne projets immobiliers: une innovation de la Banque de La Hénin.

Jusqu'ici les prêts à taux réduits n'étaient réservés, par le moyen de l'épargne logement, qu'à l'acquisition de la résidence principale. Aujourd'hui, la Banque de La Hénin vous propose un système semblable, pour le financement de votre résidence secondaire ou de n'importe quel projet immobilier: une épargne qui rapporte 5% et un

prêt garanti après 18 mois au taux exceptionnel de 9,5%, avec possibilité de prêt complémentaire. Vous pourrez ainsi réaliser votre projet en un temps record et dans des conditions particulièrement avantageuses.



Coupon à adresser à : Banque de La Hénin, Direction Commerciale, 16, rue de la Ville-Evêque, 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15.

Nom _____
Adresse _____
Téléphone _____
Souhaite : ☐ recevoir une documentation ☐ Compte Epargne Projets Immobiliers ☐ un entretien avec un responsable de La Hénin

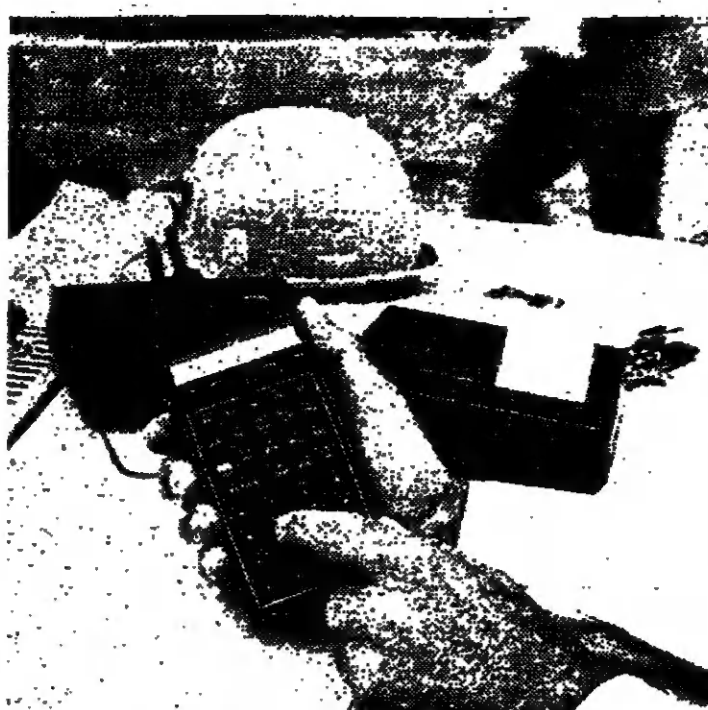
Banque de La Hénin
La Banque-orchestre de l'immobilier
Siège social 10, rue de la Ville-Evêque, 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15.

CHEVEUX A PROBLÈMES
PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :
• pellicules, décolorations, cheveux secs, cassants ;
• démangeaisons, etc.
Il importe que les cheveux restent sains.
APPELÉZ SANS TARDER :
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP
Bordeaux (49-06-34) - Brét - Grenoble (49-21-41) - Lille (51-24-19) - Limoges (34-15-20) - Lyon (838-06-78) - Marseille (49-29-97) - Montpellier - Mulhouse (45-90-88) - Nancy (332-91-88) - Nantes (49-74-57) - Reims (49-65-74) - Rennes (30-16-88) - Rouen (73-08-22) - Saint-Etienne (39-10-78) - Toulouse (93-65-30) - Toulouse (23-29-84).
Pour les cabinets associés, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni artificiellement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur treillis ultra-légers de conception soignée. Entretien soigné et régulier.
PROTHÈSE BRIDGECAP
75001 PARIS
4, rue Castiglione
(1) 260-38-84

Ordinateurs personnels: choisir le bon outil.



Calculateur professionnel série 10. Existe en version "gestion" et en version "calculs mathématiques et techniques".



Systèmes de calcul personnel de la série 40. Les astronautes de la navette spatiale Columbia en ont utilisé un pour leur navigation. Il existe 5.999 autres programmes.



Ordinateurs portatifs de la série 70. Fonctionnant sur batterie avec une mémoire extensible, ils peuvent faire, partout, tout ce que fait un ordinateur de table.



Ordinateurs de la série 80. Offrent un très grand nombre de possibilités : graphiques, tableaux grand format, gestion de fichiers et communication n'en sont que quelques aspects.



Ordinateurs de bureau de la série 100. Associent la puissance de traitement de mots, nombres ou graphiques, la capacité d'accès aux fichiers d'un ordinateur central, à la simplicité d'un ordinateur personnel.



Ordinateurs techniques personnels de la série 200. Leur architecture 16 bits offre aux ingénieurs et aux techniciens la puissance dont ils ont besoin, plus toutes les possibilités de dessin, calcul et de tests, dans un volume très réduit.

Si tout le monde faisait le même métier, tout le monde pourrait utiliser le même ordinateur personnel. Cependant, chacun souhaite un ordinateur adapté à ses besoins.

C'est pourquoi, nous avons élaboré la plus large gamme d'ordinateurs personnels — du calculateur de poche à l'ordinateur de table super-puissant — pour donner à chacun la possibilité de choisir l'outil qui lui convient.

Nous y ajoutons nos 15 ans d'expérience en informatique, un réseau de 21 bureaux commerciaux en France et un réseau de distributeurs. Parce qu'une partie de notre métier consiste à faciliter le vôtre.

Pour en savoir plus ou pour recevoir notre nouvelle brochure "Choisir le bon outil", envoyez votre carte de visite à Hewlett Packard Service Documentation, 91947 Les Ulis Cedex, ou téléphonez-nous (6) 907.78.25.

Les moyens de l'ambition.

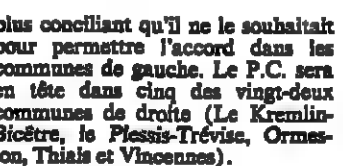


HEWLETT PACKARD

۱۵۱۵۱۵۱۵

communistes ; les socialistes perdent ainsi les suffrages « *milités* » de ceux qui, jusqu'alors, votaient pour la seule force en état de s'opposer avec quelques chances de succès au P.C. En mai 1982, les résultats des élections cantonales (un siège perdu dans le Val-de-Marne, aucun gain) — Seine-Saint-Denis et dans les Hauts-de-Seine, où le P.S. a moins de conseillers généraux — deux — de parlementaires — deux députés et un sénateur — sont venus remettre quelques idées en place chez les responsables socialistes : non, la droite n'a pas disparu d'Île-de-France ; non, les communistes ne seront pas facilement déracinés.

revanche, le P.C. réclamait — et a pratiquement obtenu — un partage à égalité des têtes de listes. Volonté de M. Marchais de montrer que sa direction pouvait obtenir plus que les autres ? Ou difficulté de la direction communiste d'imposer l'union des vieux militants du parti ? Toujours est-il que le P.S. a pu se montrer

[illegible]

Une commune étirée donc, diverse comme ses habitants, dont le nombre a chuté de 1078 à 1982. La population est passée de 38 700 habitants à 34 800. Elle a vieilli aussi. Et personne n'a le Gagny, comment résoudre ce problème. Les habitants à

Un sondage, officiel début décembre par la Sofres, pour le compte d'un journal communiste local, donnait 27 % de intentions de vote à la liste communiste, 25 % à la liste socialiste. Au deuxième tour, une liste menée par M. Fauriol obtint 52 % des suffrages, celle de l'opposition 48 %.

Mais, 32 % des personnes interrogées d'ici à l'été ont voté leur camp. C'est pour cette raison que M. Fauriol veut mener bataille à la fois pour la gauche et pour le rassemblement. Dans une interview, Gagny s'est un bon mot amusé : « Cette commune où la gauche doit de tous premiers tours, un succès de la droite au premier tour illustrerait un fait méconcomentement. Un fait même perdu par la gauche dans le milieu d'un sondage à l'égard de la politique nationale. Un succès serait, en outre, le fruit de trois d'entre nous : jeune qui a pourtant un statut de son statut après son arrivée de gestion nationale ».

OLIVIER SCHMITT.

Est-ce le bon choix ? L'avenir n'est pas certain. Mais quand les communistes ont été rattrapés par les républicains, ils n'ont pas renoncé à conquérir plus tard, comme Antony, Pantin ou Cligny-sous-Bois. L'expérience des adjoints socialistes à des maires communistes, à Roissy-sous-Bois, par exemple, prouve que la partie n'est pas perdue. Mais il est si difficile à jouer : le droit et la coutume donnent une autorité incontestable au maire, tandis que soient les rapports de force au sein de son conseil ou de son bureau municipal.

À Sevran, les socialistes mesurent la difficulté de s'opposer à un homme qui les ont soutenu pendant six ans ; on revanche, à Noisy-le-Grand, leur absence de la mairie ne leur a pas permis de préparer des militants à

Maison mère : RICHARD DAUS & Co, Bankiers, Frankfurt am Main
Membre du groupe : ARAB BANKING CORPORATION, BAHREIN
CAYMAN ISLANDS, FRANCFORT, LIMA, LONDRES, MILAN, MONACO, NEW YORK, SINGAPOUR

ILC **INTERNATIONAL
LANGUAGE CENTRE**
20 passage Dauphine
75006 Paris - TEL. 01 47 33 11 11



TOUS MODES - TOUTES DESTINATIONS
Téléphone : 070 10 10 10

Le Monde

société

RELIGION

POUR LA PREMIÈRE FOIS A GENÈVE

Le dialogue théologique Nord-Sud a pu s'engager

L'équilibre de la chrétienté est en train de se renverser : désormais, la plus grande proportion de catholiques et de protestants vivent non en Europe ou en Amérique du Nord, mais en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Depuis une dizaine d'années, des théologiens du tiers-monde sont engagés dans un effort concerté pour débarrasser l'expression chrétienne de ses empreintes et de ses connotations par trop occidentales.

Au cours d'un colloque qui vient d'avoir lieu à Genève, les théologiens du tiers-monde et leurs confrères occidentaux ont engagé le dialogue. C'était la première manifestation publique en Europe d'un mouvement qui, pour le moment, se tient en marge des institutions.

Congrès théologique peu ordinaire : pour discuter, sur l'invitation de l'Association œcuménique des théologiens du tiers-monde, le thème « Pratiquer la théologie dans un monde divisé » a réuni des théologiens du premier et du tiers-monde. Les participants, pour la plupart, ne sont pas des universitaires, mais des militants ouïers, des féministes, des militants pour la paix, des travailleurs sociaux ; non seulement des hommes, mais aussi, dans une proportion presque égale, des femmes - dont beaucoup de jeunes : non seulement quelques théologiens patentés d'Europe et d'Amérique, mais aussi quelques grands noms de la « théologie de la libération » et de la « théologie noire » ; enfin, des pasteurs, des prêtres, des religieux, des sœurs.

Une conviction commune pour ces quelques quatre-vingts participants d'origines si diverses : la foi en Jésus-Christ ne peut s'accommoder de la culture et de l'injustice qui régissent le monde ; il faut réviser de fond en comble le « faire » et le « dire » de la théologie. L'objectif est de rendre la théologie accessible à tous, de lui donner une portée universelle.

A la différence de ses homologues politiques et économiques plus près des sommets que de la base, ce dialogue Nord-Sud de la théologie a pu se réunir sans incident. En soi, c'est un événement. Il y a dix ans, une première tentative de dialogue entre théologiens du premier et du tiers-monde s'était soldée par un échec retentissant, en mai 1973, au Conseil œcuménique des Eglises, à Genève.

Une cinquantaine de théologiens européens et américains parmi les plus connus et les plus ouverts, avaient écouté, médusés, quatre théologiens du tiers-monde leur parler d'être les alibis de l'ordre établi, qui écrase le monde non occidental et leur enjoindre de se retirer de l'oppression.

L'irruption du tiers-monde

Créé trois ans après, en 1976, lors d'un colloque réuni à Dar-Es-Salaam (Tanzanie), l'Association œcuménique des théologiens du tiers-monde (A.O.T.T.M.) a organisé, depuis cette date, trois autres colloques consacrés à l'étude du développement des théologies dans chacun des continents du tiers-monde. Accra (Ghana) en 1977, Colombo (Sri-Lanka) en 1979 et Sao-Paulo (Brésil) en 1981 - et, sous le titre éloquent « L'irruption du tiers-monde : un dialogue à la théolo-

gique », une rencontre des trois continents en 1981, à New-Delhi. Aucun théologien occidental ne fut admis à ces quatre colloques.

La déclaration publiée à la suite du colloque de New-Delhi était la clef de la « non-exclusion » : « Pour le tiers-monde, la théologie traditionnelle a été aussi altérée qu'altérée. Elle n'a pas motivé les chrétiens à réagir contre le mal que représentent le racisme, le sexisme, le capitalisme, le colonialisme et le néo-colonialisme. Elle a échoué à comprendre les religions, les cultures et les traditions indigènes, et elle n'en a pas approché avec respect » (1).

En inaugurant la manifestation à Genève, le secrétaire général au Conseil œcuménique des Eglises, M. Philip Potter - lui-même originaire des Antilles - a déclaré : « L'Association fait sienne cette analyse de l'A.O.T.T.M. en déclarant : « Il faut que nos frères et sœurs chrétiens comprennent que nous n'avons pas d'autre possibilité que de nous engager et de faire de la théologie à partir de notre réalité d'un refus totalitaire du plan de Dieu pour l'humanité et pour la création ».

A Genève, malgré quelques confrontations parfois violentes, l'ensemble des délégués du premier monde (représentant treize pays d'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Canada), ont montré qu'ils avaient compris cette option des théologiens du tiers-monde. Ceux-ci, à leur tour, se sont déclarés surpris par la sérieux et l'étendue des luttes pour la libération en Occident. En définitive, il y avait bien eu le colloque de Genève, mais bien mieux la preuve de la maturité de la jeune « théologie du tiers-monde » et de l'impulsion nouvelle à l'élaboration, sur la base de la « Lettre aux sœurs et frères des communautés chrétiennes », publiée à l'issue de la réunion, d'une théologie européenne de la libération (2).

MARLENE TUININGA.

(1) Les déclarations publiées à la suite des colloques de l'A.O.T.T.M. ont été éditées en français par la C.E.S. Lebre, 9, rue Guénégaud, 75006 Paris. Tél. : 753-33-75.

(2) Pour tous renseignements complémentaires, on peut s'adresser au Groupe français pour une théologie européenne de la libération, 20, rue Jean-Colly, 75015 Paris. Tél. : 753-33-75.

Du 2 au 9 mars
JEAN-PAUL II SE RENDRA EN AMÉRIQUE LATINE
Cité du Vatican. (A.F.P.). - S'adressant dimanche 6 février à quelque cinq mille pèlerins réunis à la place Saint-Pierre, Jean-Paul II a déclaré : « J'ai la joie de vous annoncer que dans les dix prochains jours du mois de mars, si Dieu le veut, je me rendrai en visite pastorale auprès des communautés chrétiennes de Costa-Rica, Nicaragua, Panama, El-Salvador, Guatemala, Honduras, Belize et Haiti, acceptant l'invitation qui m'a été adressée par les évêques et les autorités civiles de ces pays ».

Le premier jour, le 2 mars, à San-José-de-Costa-Rica, j'aurai le réconfort de rencontrer les évêques et les pasteurs de l'Amérique centrale et de quitter l'Amérique centrale. Je m'arrêterai dans la cathédrale de Notre-Dame des Secours prêtres des évêques du Conseil épiscopal latino-américain (Celem), qui se trouve à Port-au-Prince (Haïti) pour leur assemblée générale. Jean-Paul II s'est déjà rendu trois fois en Amérique latine, en 1979 au Mexique, en 1980 au Brésil, et en 1982 en Argentine.

ÉDUCATION

LA RÉFORME DES COLLÈGES

Les organisations d'enseignants et les associations de parents précisent leurs positions

En rendant publiques, mardi 7 février, les premières mesures du travail des enseignants et la rémunération de leur travail.

Pour la C.F.D.T. et son syndicat enseignant, M. Michel Totat, secrétaire nationale, juge très positives la démarche du ministre et « sa volonté de passer à l'action dès 1984 ».

Les principales organisations des parents d'élèves approuvent les décisions prises par le ministre. Il n'en est pas de même pour le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC). Les responsables de ce syndicat estiment que les propositions de M. Legrand « ne tiennent pas compte de la réalité de l'enseignement, de la dignité des enseignants et de la complexité de la tâche pédagogique ».

Le Syndicat national des enseignants (S.N.I.-P.E.G.C.) déclare : « Le ministre a eu l'initiative de nous consulter sur la base d'une réforme de l'enseignement élémentaire, ce qui est une erreur ».

Enfin la Confédération nationale des parents d'élèves (C.N.P.E.) déclare : « Nous sommes en faveur d'une réforme qui, sous l'égide d'une pédagogie, n'est qu'une opération politique ».

« Recherches professeur de français-latin-grec »

(De notre correspondant.)

Marseille. - Le recteur de l'académie d'Aix-Marseille dans la région de la Provence, a demandé la candidature, de fournir un professeur de lettres classiques pour remplacer un enseignant en congé de maladie, les parents d'élèves du lycée Louis-Armand recherchent un professeur de français-latin-grec pour leurs enfants des classes de cinquième, quatrième, troisième. Adresser les candidatures aux associations des parents d'élèves du C.E.S. Louis-Armand, boulevard Louis-Armand, 13073 Marseille, qui transmettront au recteur.

Le recteur de l'académie d'Aix-Marseille dans la région de la Provence, a demandé la candidature, de fournir un professeur de lettres classiques pour remplacer un enseignant en congé de maladie, les parents d'élèves du lycée Louis-Armand recherchent un professeur de français-latin-grec pour leurs enfants des classes de cinquième, quatrième, troisième. Adresser les candidatures aux associations des parents d'élèves du C.E.S. Louis-Armand, boulevard Louis-Armand, 13073 Marseille, qui transmettront au recteur.

Le recteur de l'académie d'Aix-Marseille dans la région de la Provence, a demandé la candidature, de fournir un professeur de lettres classiques pour remplacer un enseignant en congé de maladie, les parents d'élèves du lycée Louis-Armand recherchent un professeur de français-latin-grec pour leurs enfants des classes de cinquième, quatrième, troisième. Adresser les candidatures aux associations des parents d'élèves du C.E.S. Louis-Armand, boulevard Louis-Armand, 13073 Marseille, qui transmettront au recteur.

DU JUS DE POMME A L'ÉCOLE

Un accord est intervenu entre les responsables de l'Alcof (1) et plusieurs recteurs. Il permettra de distribuer aux écoles françaises des bêtises de jus de pomme. Le jus de pomme, produit par la F.O.E.A. (Fédération des producteurs de jus de pomme), est distribué gratuitement aux écoles. Les parents d'élèves ont le droit de demander la distribution de jus de pomme à leur école. Le jus de pomme est distribué gratuitement aux écoles. Les parents d'élèves ont le droit de demander la distribution de jus de pomme à leur école.

(1) Association française des comités économiques fruitiers et légumes.

Manifestation en faveur de l'enseignement privé. - Quelques deux mille personnes venues des départements de la Gironde, du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne et de la Dordogne ont défilé, mardi 7 février, dans les rues de Sainte-Foy-la-Grande (Gironde) à l'appel de l'Association des parents d'élèves de l'enseignement libre. Les représentants de la municipalité de Sainte-Foy-la-Grande, qui refuse de participer aux dépenses de fonctionnement des établissements privés élémentaires, ont reçu une délégation de manifestants.

RECTIFICATIF. - La titularisation des maîtres auxiliaires. L'omission d'une ligne a rendu incompréhensible l'article paru à la titularisation des maîtres auxiliaires (nos éditions du 3 février 1983). Le plan de titularisation a été révisé. Dix mille maîtres auxiliaires ont été titularisés en 1983.

SCIENCES

Fresques bouddhiques au Museum de Paris

De notre correspondante

Pékin. - Il n'est pas donné à beaucoup de personnes qui entreprennent un voyage en Chine de pouvoir se rendre dans l'oasis de Dunhuang pour y admirer les célèbres fresques bouddhiques qui ornent, depuis le début du cinquième siècle, les parois de ce site niché au fin fond du désert. La chance nous a été faite, grâce à l'initiative du Museum national d'histoire naturelle de Paris, dont une délégation vient de séjourner en Chine pour la signature du contrat définitif, les Français pourront contempler ces fresques d'art chinois contemporains de plus de deux mille ans à exécuter. C'est au Jardin des plantes, à Paris, dans la salle d'expositions temporaires de la galerie de zoologie, que ces fresques seront exposées pendant six mois, du 13 février au 17 août 1983. Mené par M. Jean Dorst, directeur du Museum et membre de l'Institut, le délégué qui comprendra aussi les deux commissaires de l'exposition, M. Pierre Tanguy-Lautier et M. Pierre Colombel, ont vu à Pékin pour leur étude ce projet qui est en préparation depuis plus de dix ans et qui sera dans le programme

d'échanges culturels franco-chinois.

Les visiteurs de l'exposition auront le plaisir de découvrir plus de 800 mètres carrés de relevés de fresques bouddhiques couvrant une période de mille ans (du quatrième siècle au quatorzième siècle). Ils auront le loisir de cheminer dans une des quatre cent quatre-vingt-seize grottes ornées de Dunhuang - la grotte n° 248, reconstruite, qui date des Wei de l'Ouest (535-556). Cette reconstruction d'un lieu considéré comme le premier grand centre artistique du bouddhisme chinois sera complétée de sept statues faites de terre modelée et séchées selon une technique propre à la statuaire de Dunhuang.

L'exposition présentera aussi des minéraux ayant servi de colorants de base pour la réalisation des fresques et d'animaux naturalisés de la faune figurant dans ces peintures. Des manifestations culturelles accompagneront l'exposition : concerts de musique traditionnelle chinoise, démonstrations de peinture et de calligraphie, spectacles de danse et de l'Opéra de Pékin, enfin, conférences et projections de films archéologiques.

AINITA RIND.

JUSTICE

Une mère criminelle

Christine Leroux, vingt-huit ans, a été condamnée, vendredi 4 février, à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre de ses trois enfants par la cour d'assises de Rouen. La jeune femme avait tué, le 28 août 1980, ses trois enfants, âgés de deux, quatre et six ans, en mettant le feu à leur lit, alors qu'elle envisageait de divorcer de son époux, M. Bouhaid Dakkaoui.

Une affaire simple, selon l'avocat général, dont l'opinion était partagée par le président des assises, M. Noël Montelli, qui a mené les débats avec une implacable impartialité. Christine Leroux a perdu sa mère à sa naissance, a été élevée dans une famille nourricière et a travaillé dans des foyers à quatorze ans, quittant l'hôtel et suivant des garçons. Des garçons que elle a rencontrés dans la rue, précise M. Montelli, des Arabes. Vous disiez qu'ils étaient les seuls à comprendre les femmes. - Le frère jumeau de Christine, Patrick, renchérit : « Pour se marier, elle aurait pu prendre un Français ! » Mais il ajoute : « Elle avait ses enfants, elle n'a pas voulu les éliminer ».

Trois affaires de meurtre

Un chauffeur-livreur, âgé de quarante ans, M. Gérard Morlet, habitant Paris, a été inculpé d'un meurtre à la pueuse et écorché à la maison d'arrêt de Fresnes, le 29 janvier. Ce homme, chez qui les policiers ont découvert deux mineurs en fugue qu'il avait recueillis, a aussi avoir été bégayé dans autres mineurs. Il s'agit d'Alain, dix ans, qui avait disparu pendant trois jours, en septembre dernier, après une promenade solitaire dans Paris, et Paolo, treize ans, dont les parents n'ont jamais eu nouvelles depuis le 20 juillet 1982.

D'autre part, un professeur de mathématiques du lycée Jules-Ferry

de Terrasson (Dordogne), M. Gossard, trente ans, marié et père de deux enfants, a été écorché, le mercredi 2 février, sous l'inculpation de correspondance, à la maison d'arrêt de Périgueux, ainsi que l'un de ses amis âgé de vingt ans. Les deux hommes sont accusés d'avoir abusé l'un des élèves de cet établissement, une jeune fille d'origine maghrébine, âgée de quinze ans.

Enfin, près de trois cents personnes ont participé, le 2 février, à l'appel de la F.E.N. et de la C.F.D.T. devant le palais de justice de Troyes (Aube), pour protester contre le maintien en détention, depuis le 6 novembre, d'un détenu de la rue (Aube), M. Patrick Dufré, vingt-six ans, marié et père d'un enfant. M. Dufré a été arrêté par des habitants du village où il enseigne de s'être livré à des abus fréquents à l'école. Le 11 janvier, la cour d'appel avait confirmé son maintien en détention.

Explosions en Corse

Trois explosions à l'explosif ont été commises en Corse, au cours de la nuit du samedi 5 au dimanche 6 février. A Pietrascia, localité du Nord de l'île, une charge de haute puissance a endommagé légèrement un bar appartenant à M. Antoine Lénard, tandis qu'à Lucciana, à une dizaine de kilomètres au sud de Bastia, un magasin de meubles géré par M. Jean-Marc Tassinari a été sérieusement mis à mal. Enfin, près de Lucciana, deux engins de travaux publics appartenant à M. François Leoni ont été endommagés par des charges peu puissantes.

En outre, les gendarmes ont découvert, dans le sol du maquis, au sud-ouest de Bastia, une charge de haute puissance. Dans la nuit du 2 février, on avait trouvé à proximité de la charge un petit stock d'explosifs et de mèches lentes. Les explosifs pourraient provenir d'un vol commis en septembre 1981 à Borgo, dans un dépôt fournissant, entre autres, des travaux publics de l'île, vol au cours duquel près d'une tonne de dynamite avait été subtilisée.



MMMM... ET

1 MMM... Je dois apprendre l'anglais le plus rapidement possible, mon avenir professionnel en dépend.

2 MMM... Je désire apprendre à mon rythme.

ROUEN: 609.15.10. CHAMPS-ÉLYSÉES: 720.11.00. LA DÉFENSE: 773.68.16. NATION: 371.11.34. OPÉRA: 742.13.39. PANTHÉON: 633.96.77. SAINT-LAZARE: 522.22.23. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE: 973.75.00. VERNAILLES: 950.08.70.



ZIIP BERLITZ.

1 Et ZIIP BERLITZ. Immersion totale: 2 à 6 semaines de leçons particulières, 9 heures par jour et 5 jours par semaine.

2 Et ZIIP BERLITZ. Leçons particulières semi-particulières à votre cadence.

Gratuit le test d'immersion sans engagement de votre part.

BERLITZ

Reprint correspondence

[illegible]

de Tereza, em Dourados, Mato Grosso do Sul, morreu de câncer no pulmão, aos 56 anos, em 1997. O diagnóstico foi feito em 1994, quando ela estava com 53 anos, com sintomas de tosse e falta de ar. Ela morreu em 1997, com 56 anos, com o câncer no pulmão. Ela morreu em 1997, com 56 anos, com o câncer no pulmão.

The United Nations
 Human Rights Commission
 has adopted a resolution
 that calls for the
 immediate release of
 all political prisoners
 and the end of all
 forms of discrimination
 on the basis of race,
 religion, or political
 beliefs. The resolution
 also calls for the
 establishment of a
 commission of inquiry
 to investigate the
 human rights situation
 in the United States.
 The resolution was
 adopted by a vote of
 12 to 3, with 11
 abstentions. The
 United States was one
 of the three countries
 that voted against the
 resolution.

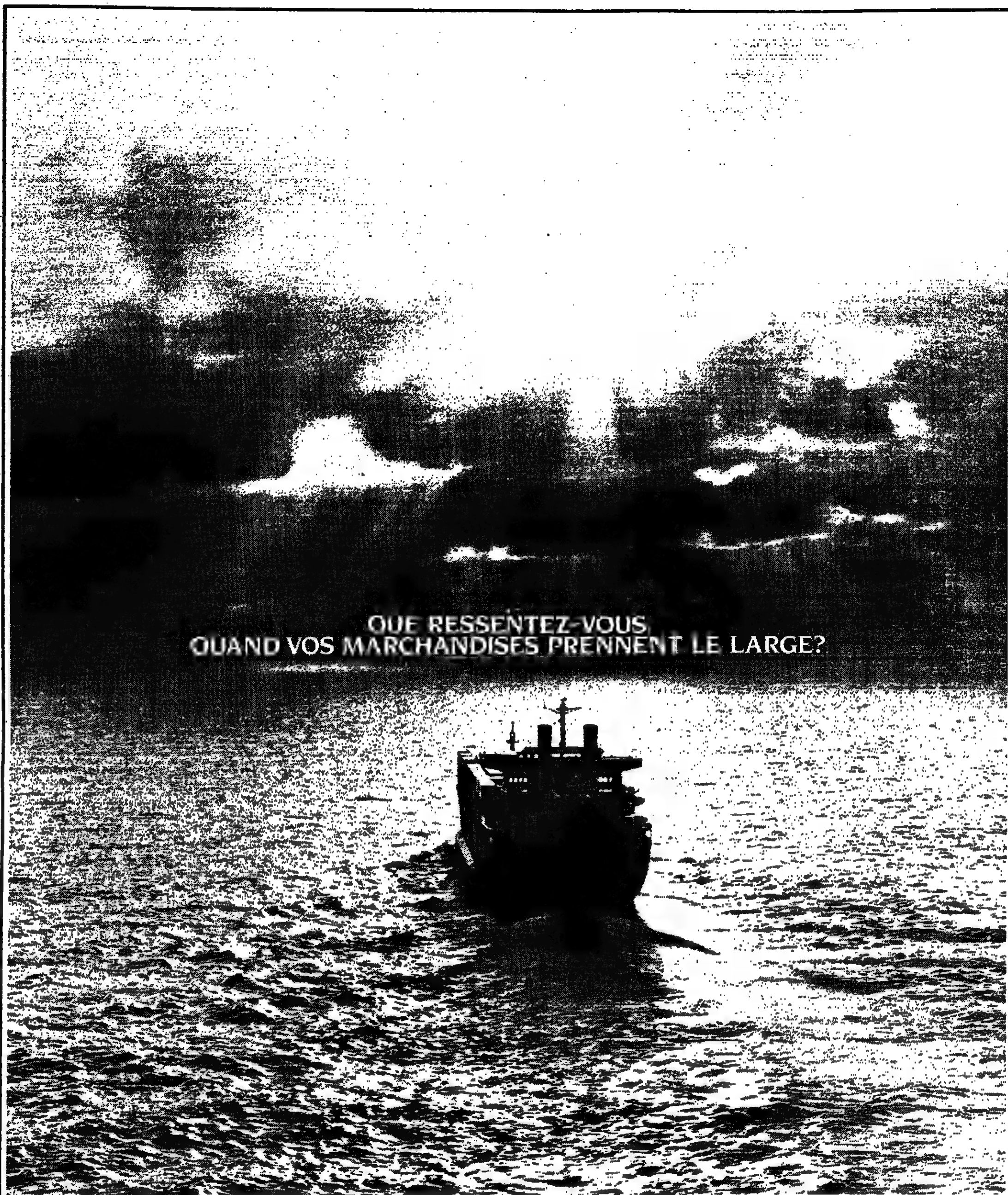
Explosions on Corso

[illegible][illegible]

P. BERLITZ

SECRET
SECRET
SECRET
SECRET
SECRET

BERLITZ



**QUE RESSENTEZ-VOUS
QUAND VOS MARCHANDISES PRENNENT LE LARGE?**

La sérénité... à condition que la compagnie maritime qui les transporte ait pour nom ACL. Savez-vous que l'Atlantic Container Line, précisément maintenant, est en train d'investir des centaines de millions de dollars dans une série de navires révolutionnaires? Pourquoi maintenant? Parce qu'il n'y a que l'innovation et le courage pour garantir l'avenir.

Les prochains navires ACL,
conçus pour l'Atlantique Nord,

matérialisent l'avance technologique dont vous avez besoin pour rester compétitifs.

Porte-conteneurs/rouliers,
doués d'une adaptabilité jamais vue,
ils vous permettent de
projeter en toute
confiance le transport
d'un conteneur ou de
mille, d'une grue
géante, d'une voiture
de collection.

Les ports touchés

Partenaire Français: Compagnie Générale Maritime

seront plus nombreux. Les délais encore plus brefs. Ajoutons qu'un simple geste doit suffire à vous délivrer de tout souci depuis la porte de votre usine jusqu'à celle de vos clients. Nous sommes parfaitement conscients, en effet, que vos produits sont aussi les nôtres. De même que vos marchés. C'est dans leur propre avenir que nous investissons.

ACL

Atlantic Container Line No.1 on the North Atlantic

CINÉMA

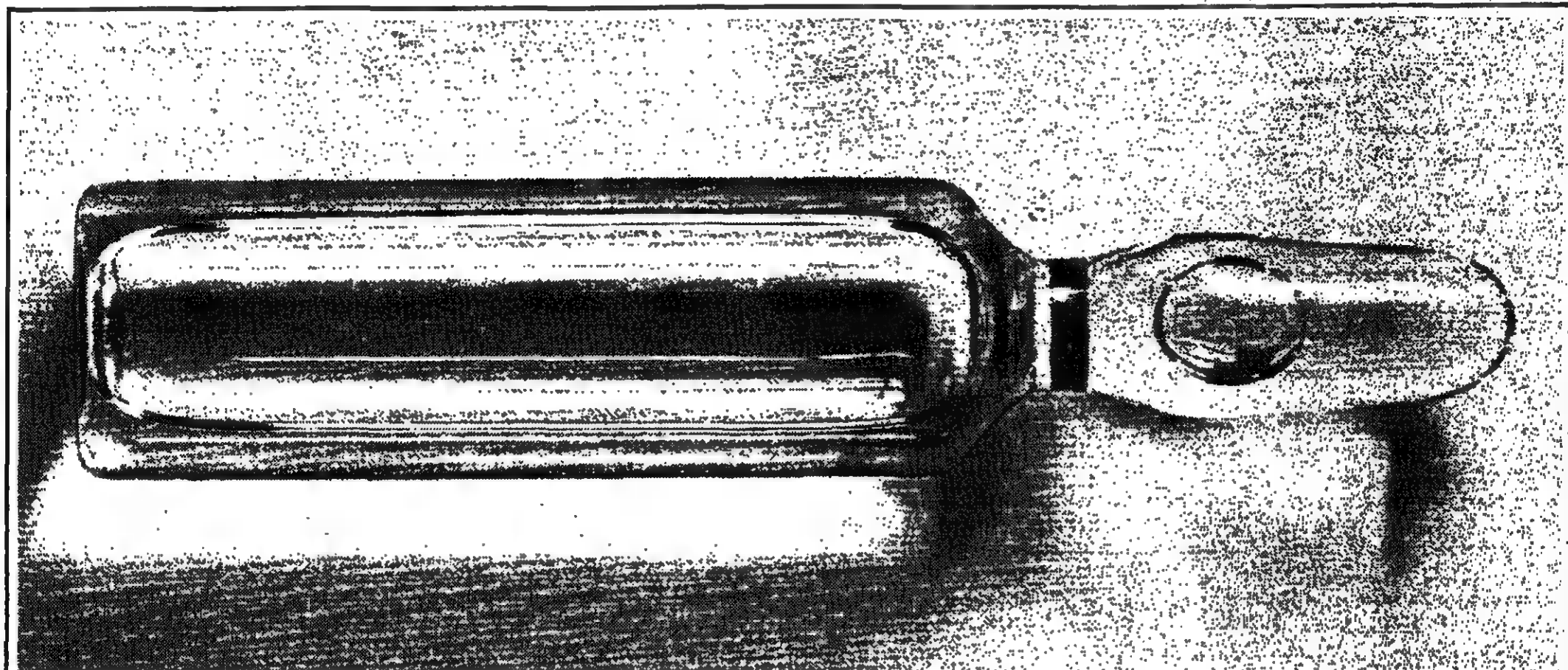
LA FUGITE EN AVANT de Christian Zerbib

150

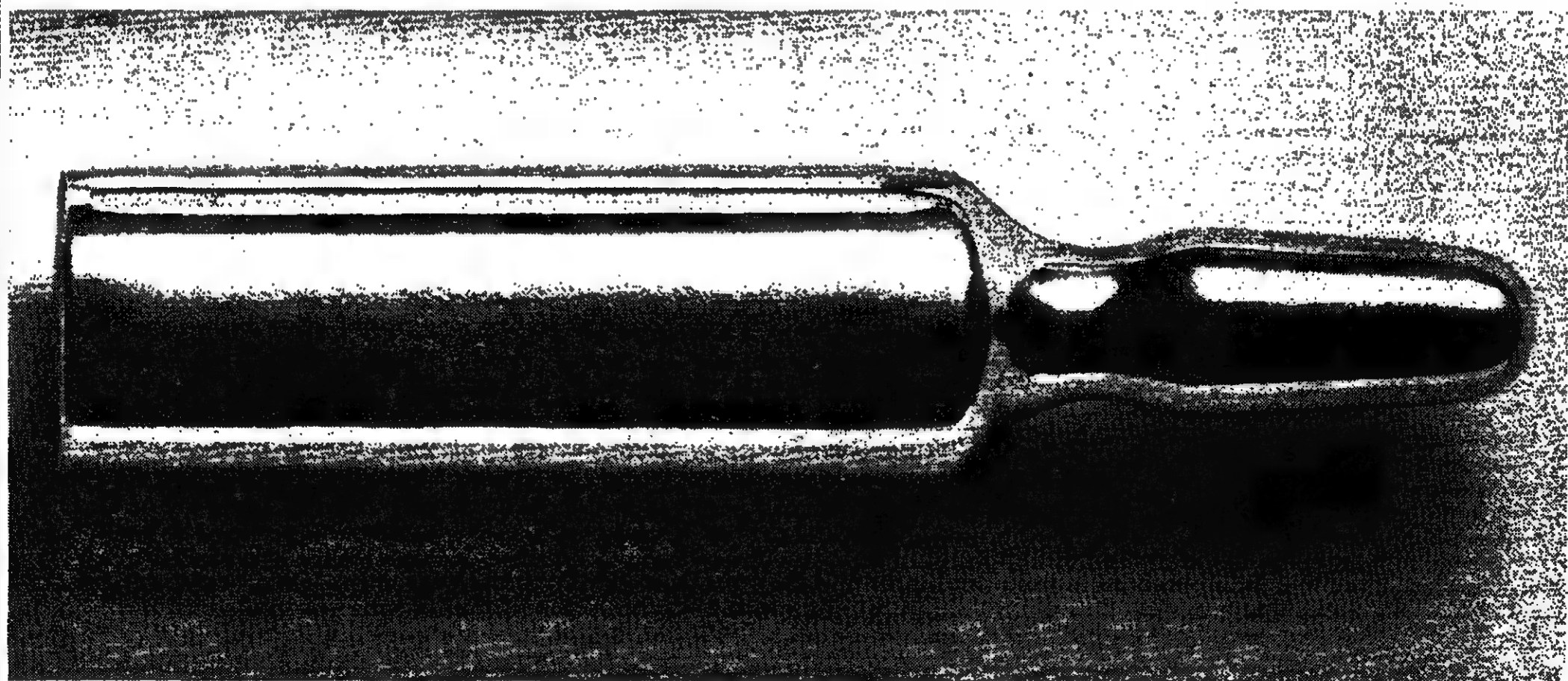


Que savez-vous du verre?

A performances égales, l'ampoule du haut coûte 971,03 FF de moins.



Cette ampoule, réalisée à partir de nos cannes de verre neutre FIOLAX®, est fabriquée par des entreprises spécialisées pour l'industrie pharmaceutique, dans le monde entier.



A elle seule, la matière première de cette ampoule (8 grammes de platine) coûtait 971,20 FF (cotation officielle au 8 novembre 1982). L'ampoule en verre neutre FIOLAX® revient à peine à 0,17 FF.

L.C. & B.

Chaque jour, on sauve de nombreuses vies humaines par l'injection de médicaments comme les antibiotiques ou l'insuline. La bonne conservation, donc l'efficacité d'un médicament, dépend essentiellement de son conditionnement.

Les parois d'une ampoule doivent être parfaitement imperméables aux gaz, comme l'oxygène. L'ampoule ne doit présenter aucun pore, car certains composants du médicament pourraient s'y fixer. Et le matériau utilisé pour l'ampoule ne doit provoquer aucune réaction chimique qui puisse altérer le médicament.

Seulement deux possibilités.
Seuls deux matériaux remplissent

toutes ces conditions: le platine et le verre spécial neutre FIOLAX® de SCHOTT-RUHRGLAS. Le verre a encore sur le platine un énorme avantage: il est transparent et permet donc les contrôles visuels obligatoires pour les médicaments liquides.

FIOLAX® n'est qu'un exemple des propriétés particulières que nous pouvons donner au verre. Et les possibilités de ce matériau sont loin d'être épuisées: nous travaillons sans cesse à des projets de recherche et à de nouveaux produits.

Le Groupe Schott:

34 entreprises avec 40 centres de production répartis dans le monde, plus de 250 agences de distribution

en France et à l'étranger. Le catalogue SCHOTT comporte plus de 50.000 articles et la Société réalise un chiffre d'affaires annuel de 3,5 milliards de francs.

FIOLAX® est une marque déposée de SCHOTT GLASWERKE, Mayence.

SCHOTT FRANCE
6, rue des Bateliers, 92110 Clichy



SCHOTT

Nous perfectionnons sans cesse le verre.

La reprise amér...
de la Maison Blanc

Pour que l'...

Saoudite: un « cou...
qui pourrait réus...

450 171 171

Le Monde

ECONOMIE

La reprise américaine serait plus forte que la Maison Blanche ne veut encore le dire

QU'EN compte pas trop sur l'Etat-Unis... servir l'économie... Si une reprise est jugée certaine ici et là, il n'est pas sûr que l'emploi devienne plus dynamique. L'administration Reagan prévoit, en effet, une hausse du produit national brut de 1,4 % en 1983, ce qui permettrait à peine de rattraper la baisse de l'année dernière (-1,8 %), baisse la plus forte depuis 1938. La croissance serait de 1 % au premier trimestre, de 2 % au deuxième, puis de 3 % au troisième et au quatrième. Cela n'empêcherait pas le taux de chômage de tourner autour de 10,4 % en décembre 1983, soit 10,8 % douze mois plus tôt.

Un tel tableau, les Etats-Unis ne se résignent pas sur les importations. Poussés par les syndicats, les chercheurs, au contraire, limitent au maximum le déficit de leur commerce extérieur. Celui-ci a atteint 42,7 milliards de dollars en 1982, il pourrait être beaucoup plus fort cette année - on avance le chiffre gigantesque de 75 milliards - si le taux de change ne se modifie pas sensiblement. Le bilan des paiements américains a elle-même été de 8 milliards de dollars en 1982, après deux années d'excédents.

Une fois n'est pas coutume : le gouvernement est accusé de noircir le tableau. Les instituteurs privés ne prévoient pas, en moyenne, une croissance de 2,5 % en 1983. Certains avancent même le chiffre de 5,9 %, faisant valoir que les lendemains de récession surprennent toujours par leur vitalité.

Excusez ou non, la grande prudence de la Maison Blanche s'explique par des méseventures antérieures : les collaborateurs de M. Reagan craignent de perdre toute crédibilité en décevant de

nouveau Américains, alors qu'une bonne surprise pourrait être montée en épingle, exploitée politiquement.

Les signes de reprise se manifestent depuis quelques semaines, ou du moins de fin décembre. En décembre, les ventes industrielles ont augmenté de 4,8 %, ce qui est le plus fort gain mensuel depuis deux ans et demi et laisse prévoir une relance de la production en janvier. On le doit pour l'instant aux équipements industriels. Les chiffres significatifs : les dépenses ont augmenté de 4,5 % et les ventes de 4,8 % en rapport à l'année 1982. Enfin, dans l'automobile, la production de janvier est supérieure de 40 % à celle de janvier 1982. On a rappelé des chômeurs pour la première fois depuis longtemps, même si les ventes restent toujours très faibles.

Quant à son emploi, la reprise ne sera pas due aux investissements. Les sociétés américaines envisagent de consacrer encore moins d'argent qu'en 1982 au développement de nouvelles entreprises. Le département du Commerce évoque cette baisse présumée à 5,2 %, en 1983. On compte sur plusieurs autres facteurs.

Les stocks industriels ont beaucoup augmenté pendant la longue récession, et il faut les regarnir. En outre de dépenses supplémentaires, qui ont retardé le démarrage de l'automobile, mais son individualité, profiteront de la baisse des prix. Enfin, un nouvel allègement de 10 % de l'impôt sur le revenu des personnes physiques doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet prochain.

Quant aux obstacles... on se demande toujours comment le Réserve fédérale (FED) et les marchés financiers vont réagir à un déficit budgétaire évalué à 208 milliards

de dollars en 1983. Ne seront-ils pas tentés, chacun à sa manière, de freiner la reprise vers le haut, par crainte d'une relance de l'inflation ?

La FED a clairement fait savoir qu'avec de tels déficits on ne doit pas compter sur elle pour abaisser davantage les taux d'intérêt. Mais tout ne permettant pas une reprise vigoureuse, car trop élevée par rapport à la hausse des prix. N'est-elle pas déjà assoupli son calcul de la masse monétaire, laissant les liquidités en circulation croître de 50 milliards de dollars en janvier ?

La Maison Blanche adopte, en fait, une position moyenne, cherchant à faire passer à la fois : la hausse des dépenses et le Congrès à réduire le déficit budgétaire, favoriser quand même la reprise économique, rassurer les milieux financiers sur son engagement antinflationniste. C'est un exercice difficile. Au moins la FED n'est-elle plus étiquetée par le gouvernement : M. Reagan veut de lui adhésions des investisseurs publics.

Comment réduire le déficit ? C'est la grande question à Washington. Le Congrès exerce de fortes pressions sur M. Reagan pour l'amener à ralentir l'accroissement des dépenses militaires. Il y arrivera sans doute. Mais la Maison Blanche pourrait céder sur une autre question, celle, aggravant le déficit : le programme de lutte contre le chômage par des travaux publics. Un tel projet coûterait, selon ses promoteurs, entre 5 et 10 milliards de dollars.

Les stocks industriels ont beaucoup augmenté pendant la longue récession, et il faut les regarnir. En outre de dépenses supplémentaires, qui ont retardé le démarrage de l'automobile, mais son individualité, profiteront de la baisse des prix. Enfin, un nouvel allègement de 10 % de l'impôt sur le revenu des personnes physiques doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet prochain.

Quant aux obstacles... on se demande toujours comment le Réserve fédérale (FED) et les marchés financiers vont réagir à un déficit budgétaire évalué à 208 milliards

ROBERT SOLÉ.

L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES LOIS AUROUX

Il reste beaucoup à faire pour relancer la négociation sociale

Les lois Auroux entrent dans les faits... dans les entreprises. A la date du 4 février, toutes celles qui emploient plus de deux cents salariés devaient obligatoirement avoir engagé des négociations sur la mise en œuvre du droit d'expression des salariés. C'est également cette année qu'entre en vigueur l'obligation de négocier annuellement dans les entreprises où existent des sections syndicales. La négociation sociale va-t-elle ainsi retrouver un certain dynamisme ?

Qui, en France, a peur de la négociation sociale ? A première vue, personne. Alors que peut à la discussion collective recouvre ses droits la régulation, tentant d'être progressive, les derniers feux des conflits, les partenaires sociaux se sont rencontrés, un niveau national, qui a dialogué, favorisé il y a par la puissance publique, peut se révéler plus fructueux pour abaisser l'âge de la retraite que pour réformer l'assurance-chômage. Au lendemain d'une année qui a vu la suspension, pendant quatre mois, de la loi de 1950 sur la libre discussion salariale, les entreprises ont été constituées en plusieurs sections syndicales d'organisations représentatives, sont désormais tenues à une obligation annuelle de négocier sur les salaires réels, la durée et l'organisation du temps de travail. Aussi, dit-on, le gré gré, les syndicats et patronats devraient avoir cette année un peu plus de goût à la négociation sociale ?

Tout paraît annoncer une période plus saine. Les entreprises de plus de deux cents salariés avaient jusqu'au 4 février 1983 ouvert 90 négociations sur les modalités de la mise en œuvre du droit d'expression des salariés. Par ailleurs, les entreprises ont été constituées en plusieurs sections syndicales d'organisations représentatives, sont désormais tenues à une obligation annuelle de négocier sur les salaires réels, la durée et l'organisation du temps de travail. Aussi, dit-on, le gré gré, les syndicats et patronats devraient avoir cette année un peu plus de goût à la négociation sociale ?

Certes, depuis son arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement prône la négociation permanente.

Rendez-vous manqué

Depuis 1978, la C.F.D.T. elle-même a développé ce thème. M. Mitterrand a ainsi vu dans le changement de 10 mai 1981 la possibilité de construire une « société nouvelle ». A la société autoritaire où l'on se décide d'en haut, expliquait-il, le Syndicalisme le 2 avril 1981, dans le secret des cabinets ministériels et des conseils d'administration, la C.F.D.T. veut substituer une société où le social sera pris en compte, où la négociation sera la règle, où la loi sera la consultation de tous les intéressés, une pratique habituelle.

En 1982, toutes les conditions auraient pu se réunir pour susciter un grand renouveau de la négociation collective. Or, si le gouvernement a indéfiniment développé la concertation, il a manqué ce rendez-vous. La plupart des grandes entreprises sociales ont été promulguées par ordonnance. Et le blocage des salaires, avec l'encadrement qui a suivi, n'a pas vraiment favorisé, malgré les quatre-vingt-cinq mille salariés du secteur public, la consultation de tous les intéressés. Existait-il une volonté à négocier, à ne pas modifier les comportements, à ne pas abandonner aucune parcelle du pouvoir, à ne pas se prêter au jeu du compromis ? Comme le disait M. Raymond Soubie, ancien conseiller social de M. Barre, lors d'un colloque de la Droite sociale, en octobre 1982, « personne n'est explicitement hostile à la négociation collective », mais « la proposition à négocier n'est pas toujours la même ». La plus naturelle des organisations syndicales, les patronales, ou des employeurs.

Etait-il nécessaire de transformer la proposition en obligation pour que la négociation se développe ? Si l'on en croit l'analyse du service études du ministère du travail (1), le système conventionnel n'est pas encore à un stade avancé. Au niveau national, 111 conventions collectives sont en vigueur, 40 d'entre elles plus de la moitié des salariés du secteur privé. En 1981, 657 conventions conventionnelles (un peu moins qu'en 1980), la plupart portant sur les salaires, ont été

conclues. Globalement, note l'étude, la proportion d'établissements marqués par des points de départ de négociation collective est de 76,9 %. Dans l'industrie, cette proportion d'établissements marqués, de 1972 à 1981, de 62,1 % à 83,3 %, le pourcentage de salariés couverts passant de 44,6 % à 74,6 % à 90,4 %.

Si depuis le début de 1980 le nombre de conventions conventionnelles a augmenté, la négociation conventionnelle n'a pas marqué des points de départ de négociation collective. C'est très sensible quand on descend à la branche d'entreprise : seulement près de 10 % des établissements de dix salariés et plus déclarent appliquer une convention ou un accord propre à l'entreprise ou à la branche (2). Un million et trente-trois mille salariés, soit 11 % des salariés, sont couverts par des conventions conventionnelles. C'est un peu moins d'un salarié sur deux, ni d'un accord d'entreprise, ni d'un accord professionnel.

Il y a donc beaucoup à faire pour relancer la dynamique de la négociation collective. On ne peut pas exclure le système conventionnel. Paradoxalement, la sortie de la spirale des salaires a permis de bécotter quelques salariés. Pour la première fois, un accord national sur les salaires a été conclu. Le secteur cafés-hôtels-restaurants, on s'attaque maintenant à la branche du travail. Sur les quatre-vingt-cinq mille salariés de la branche, plus de dix mille salariés ont des salaires réels en hausse.

D'autres progrès ont été réalisés. Dans les sociétés d'intérêt, en quête d'une convention collective, un protocole d'intérêt sur l'indemnisation de la maladie vient d'être signé. L'alimentation a été le détail (deux cent quatre-vingt mille professionnels et six cents mille salariés), par exemple, les ministères Auroux et Delella, jetés les uns d'un projet d'accord global ouvrant la voie à des conventions collectives. Dans les branches, soixante-dix-huit accords ont été conclus en 1982 sur la réduction de la durée du travail, monnaie d'échange contre des équipements pour l'utilisation des équipements que sur la difficile question de la compensation salariale, les partenaires sociaux savaient faire preuve de souplesse.

MICHEL MATHIAU, *(Lire la suite page 22.)*

Pour que l'OPEP ne se disloque pas...

L'échéec, le 24 janvier à Genève, de la conférence de l'OPEP marquait-il la fin d'une troisième « choc » pétrolier à rebours ? Pour la première fois depuis 1973, l'opinion a pu constater que les hausses des prix du pétrole ne signifiaient pas la fin de l'entente. Les signes contradictoires émis depuis la réunion de Genève par les diverses parties prenantes du marché ne permettent cependant pas une interprétation aisée. Quels buts poursuit l'Arabie Saoudite ? Le rôle des compagnies pétrolières dans ces circonstances ? Et celui des pays producteurs n'appartenant pas à l'OPEP ?

Mme Agnès Chevallier, chargée de mission au Centre d'études prospectives et d'informa-

tions internationales (CEPI), et M. Jean-Marie Chevallier, professeur de sciences économiques, tentent de répondre à ces questions. Leurs analyses s'appuient sur une étude des prix du pétrole et des prix du marché pétrolier. Elle n'est donc pas exhaustive. Au contraire, il est probable que l'Arabie Saoudite - qui joue un rôle central au sein de l'OPEP - fera tout pour éviter le déclenchement d'une guerre des prix, pouvant mener à un effondrement durable de ceux-ci. De même y-a-t-il peu de chance que les compagnies, dont les stratégies à moyen et à long terme sont basées sur l'hypothèse d'une hausse des prix, tentent d'encourager un mouvement à la baisse.

Ces analyses sont fondées sur les travaux effectués par Agnès Chevallier et Jean-Marie Chevallier dans le cadre du projet de l'Institut de l'énergie (I.E.) et de l'Institut de l'économie mondiale (I.E.M.) en collaboration avec l'Institut économique et juridique de l'énergie de Grenoble (1).

(1) Une série d'études réalisées dans ce cadre, se présentant les principaux pays producteurs et consommateurs d'énergie (Etats-Unis, Japon, U.R.S.S., Arabie Saoudite, Iran, Irak, Koweït, Chypre) ainsi que les compagnies pétrolières, ont été publiées par la Documentation française sous le titre « Les grands acteurs de la scène énergétique mondiale », Economie et Prospective internationale, n° 11, troisième trimestre 1982.

Arabie Saoudite : un « coup de poker » qui pourrait réussir

par AGNÈS CHEVALLIER

A la conférence de Genève (22-24 janvier 1983) est venu à l'ordre du jour un échec : cette fois encore, les négociations des pays membres ne sont allées sans arrêt de politique commune. L'Arabie Saoudite est cependant particulièrement vivante. D'abord parce que la répétition des échecs augmente la probabilité d'une baisse du prix du pétrole ; mais surtout cette dernière rupture est venue de là où on l'attendait le moins, de l'Arabie Saoudite. Comment expliquer que ce pays traditionnellement considéré comme prudent et modéré se soit lancé dans un véritable « coup de poker » dont l'enjeu pour l'économie mondiale pourrait être capital ? Comment comprendre qu'après avoir soutenu le prix du pétrole pendant près d'un an, les Saoudiens et leurs voisins du Golfe aient provoqué la rupture au moment même où un accord sur de nouveaux quotas de production paraissait acquis ?

Rappelons que les pays de l'OPEP avaient déjà adopté, en mars 1982, un plafond de production et des quotas par pays afin de résister aux pressions à la baisse des prix particulièrement fortes alors : au premier trimestre 1982 l'écart entre le prix officiel de l'Arabian light (fixé à 34 dollars le baril depuis octobre 1981) et son prix sur le marché spot était de 5,50 dollars par baril. Mais les quotas fixés alors n'étaient à l'évidence qu'une pre-

mière étape : la production devait être limitée à 7,5 millions de barils/jour. Ce chiffre était fortement en deca du niveau d'exportation officiel (10,5 millions de barils/jour) et très inférieur au potentiel du pays. L'Arabie Saoudite, en particulier, était encore très élevée au regard des besoins financiers respectifs des différents pays membres, par exemple de l'Irak, qui pratiquait des rebais de 10 à 15 % sur le marché. Ce fut surtout le cas au cours de l'automne 1982, quand le prix du pétrole atteignit son minimum.

L'Arabie Saoudite a-t-elle ainsi joué une part de plus en plus importante des effets de la stagnation, ce « sacrifice » profitant d'ailleurs, au moins au début, à l'Irak, qui était opposé au gouvernement saoudien, l'Irak et la Libye. Cela n'était cependant pas fait pour favoriser les discussions lors des conférences de juillet et de décembre.

Au total, toutefois, le prix moyen auquel s'effectuaient les achats de pétrole par l'OPEP n'était pas très en dessous de ce qu'aurait voulu la moyenne des prix officiels, et l'on pouvait considérer que l'OPEP, et plus encore l'Arabie Saoudite, avait réussi à maintenir le prix nominal.

(Lire la suite page 23.)

Compagnies : une baisse durable des prix du pétrole nuirait à leurs intérêts

par JEAN-MARIE CHEVALLIER

Au moment où la hausse du prix du pétrole a atteint son paroxysme, le monde commence à s'interroger sur la position des compagnies pétrolières face au marché. Une baisse durable des prix ? De quelles armes disposent-elles pour agir sur la situation ? Un bref regard sur les grandes compagnies nous permet de constater beaucoup de bénéfices du mouvement de baisse de la dernière décennie : entre 1960 et 1981, le chiffre d'affaires des douze plus grandes firmes pétrolières du monde est passé de 61 à 560 milliards de dollars, tandis que leurs profits passaient de 5 à 26 milliards de dollars. Ces douze compagnies appartiennent à un groupe de vingt premières firmes mondiales alors que ce n'était le cas que de dix d'entre elles (1).

Ainsi, malgré les nationalisations, l'augmentation du chiffre d'affaires au brut, la diminution de leur activité de raffinage et de la demande, elles ont réussi à augmenter, sur un rythme plus rapide que le reste de l'économie, leur chiffre d'affaires, leur cash flow et leur puissance financière.

Les résultats, plus médiocres, de 1982, ont été nullement en contradiction avec cette évolution qui s'explique, en partie au moins, par la mise en œuvre d'une stratégie remarquable d'adaptation à la demande fondée

sur trois principes majeurs : priorité aux hydrocarbures, développement contrôlé du charbon, souplesse d'adaptation à l'évolution de la demande.

La plupart des grandes compagnies pétrolières sont présentes, plus ou moins activement, dans les principales filières énergétiques. Le pétrole et le gaz sont évidemment la source essentielle de leurs profits et la cible majeure de leurs investissements (plus de 90 %). Parmi les énergies, le pétrole et le gaz ont en effet les deux seuls qui soient susceptibles de conférer à qui les possède une rente sans mesure sur les profits que l'on peut trouver ailleurs.

Prenons, pour illustrer cela, le cas d'une compagnie comme Conoco, absorbée en 1981 par Du Pont de Nemours. Conoco présente la particularité de partager son activité à 50/50 entre le pétrole et le charbon. L'expansion des profits entre 1971 et 1980 montre que le profit issu du charbon est de 3 cents/baril équivalent pétrole en 1971, de 50 cents en fin de période après avoir atteint un chiffre maximum de 75 cents en 1976, net exceptionnel.

(Lire la suite page 23.)

(1) Ces douze compagnies sont dans l'ordre : Exxon, Shell, Mobil, Texaco, B.P., Solar, Standard of Indiana, Gulf Oil, Arco, Conoco (Du Pont de Nemours), C.F.P. et Elf-Aquitaine.

FF 0,17 FF

étranger. Le catalogue comporte plus de 1000 produits. La Société réalise un chiffre annuel de 3,5 milliards.

trique déposée au S.O.F.

ICE 92110 Cligny

CHOTT

Nonnonons le verre.

la Règle & Calcul distributeur agréé IBM

ordinateur personnel IBM

votre deuxième petit écran

La Règle & Calcul
 65/67 Bd St-Germain
 75001 Paris
 Tél. 325.66
 Tél. 2200646 ETRAV
 1303 RAC

NOTES DE LECTURE

par Alfred SAUVY

EDMOND MALINVAUD. - Théorie macroéconomique. - II. Évolutions conjoncturelles

Le second volume de l'œuvre magistrale (que l'on souhaite pourvu de quelques compléments logiques du premier (analysé le 17 novembre 1981), consacré aux contraintes physiques sur la production et à la croissance. Trois tableaux, ici, sur les sujets traités, faisant les chapitres 7, 8 et 9 : l'équilibre, le terme, l'inflation, les fluctuations conjoncturelles et politiques.

Dictée par un scrupule scientifique extrême, la méthode suivie part d'un cadre exogène, défini (comme il ne l'est jamais) par la théorie. Cette plate-forme le droit de construire et, éventuellement, de conclure. Les équations sont naturellement nombreuses, mais simples (quelques différentielles, quelques intégrales). Tout le départ et c'est lui seul que porter les critiques.

Le développement extérieur est, volontairement, de côté, ce qui peut surprendre, dans les circonstances du moment, mais il s'agit, rappelés-le, d'un exercice qui peut moduler la suite.

Plus troublant est le globalisme : l'offre, comme la demande, est désespérément singulière. Plus que nos auteurs tiennent, la plus en plus, à leur diversité. Cette observation nous incite à penser (c'est encore un simple cadre de réflexion) que mieux valait que Keynes n'eût pas insisté (pour la pratique, d'ailleurs) d'autres auraient pu servir). Notre auteur, lui, alors trouvé, lui-même, le thème et l'aurait largement dépassé. Sans doute aurait-il été moins sensible à la notion du multiplicateur, qui, dans les circonstances actuelles, prend parfois une tournure tragique.

Plus troublant est l'infortune qui peut étreindre les économistes. Dépassant l'abstraction et leur réflexion, certains d'entre eux pensent pouvoir indiquer, du moins, conseiller fermement la voie à suivre. Rien de tel ici, bien au contraire : le souci, sinon le remède, d'une simplification, jugée un peu inévitable, plutôt d'élucider les remous. Dès lors, nous sommes, à l'instar de l'auteur, de parier d'un exercice qui est un exercice de répétition provisoire.

Toujours dans le premier chapitre, qui débouche inévitablement sur la notion de chômage et la rigidité des prix, il est justement l'occasion sur la principale rigidité, celle qui éloigne le plus du mécanisme libéral classique ; d'autres rigidités pour être étudiées, ce qui conduirait,

même pour la production, la notion d'élasticité, plus efficace que l'usuelle « trompeuse » capacité de production.

Sur l'inflation, sujet peut-être présenté de façon un peu moins minutieuse que le précédent, retenu non seulement la notion d'anticipation, inspirée par la théorie des jeux, quelques nouvelles. Cependant, peu mis en valeur l'allègement, si intense, de l'endettement du principal créancier, l'État. Précieux, en revanche, les développements qui s'opposent à la thèse facile de l'inflation-oreiller, accélération. La comparaison avec un toxique vient alors à l'esprit.

La troisième partie, non moins riche, tout serait à citer, et c'est le regret que nous limitons nos commentaires aux (prudentes) sur les prévisions et les prévisions qu'elles permettent. Nous sommes déjà bien mis en garde, quand surgit soudain le risque de voir l'ensemble d'équations dicter deux solutions, que nullement à l'exclusion, une telle réponse prête aisément à l'humour.

Ce n'est qu'un éclair : politique budgétaire, politique monétaire et le livre ramènent à l'air libre ou, plutôt, sur la terre.

Recueillons-nous donc un peu et mesurons la portée d'un tel ouvrage : l'inquiétude profonde de l'homme moderne devant la création sociale, l'incertitude et, jour en jour, plus complexe, les politiques ne sont que trop souvent le coup d'épée d'Alexandre. L'œuvre totale, les échecs étant, pour le moment, hors d'attente, l'exercice s'avère souverain. Celui-ci, la matière d'un enseignement, heureux les jeunes appelés à profiter d'un tel entraînement, si conventionnel qu'il puisse paraître parfois. Ils auront toujours, au moins, de leur carrière, l'occasion de trancher, sans trop trembler, sur la main.

Doivent-ils être les seuls ? Nous pensons que les chefs d'entreprise et bien d'autres peuvent trouver dans ce livre leur profit à de tels jeux, ce terme étant, bien entendu, loin d'être péjoratif.

Éditions Dunod. Collection sous la direction de M. Hicrche. Paris 1982. 24 cm. 384 pages. 120 F.

CLAUDE MOUTON et PHILIPPE CHALMAIN (et divers). - Les marchés internationaux des matières premières.

Le monde, ces dernières années, a connu, mondiales, et un monde aussi, d'elles, de producteurs, consommateurs, négociants, courtiers, juristes, banquiers,

administratifs. C'est la troisième que nous présentons les données du séminaire « Matières premières et échanges internationaux », organisé par le CREMAP (Centre de recherches sur les marchés des matières premières). En raison de la diversité des sujets et du nombre des auteurs (vingt-trois), le déroulement est plus vivant que logique, l'intérêt est partout.

Dans la première partie, méthodes et techniques (sept articles dont financiers), retenons le rôle de la puissante C.F.T.C. américaine (Commodity Future Trading Commission) et la notation « commodity bonds ». L'essai, forme nouvelle d'indexation, propre à faciliter les recherches minières. Cette partie se termine par un concret, la fourniture de blé à l'Égypte (Ph. Bilouin, J.-P. Samuel et le maître du jeu Ph. Chalmain).

C'est la deuxième partie, les intervenants qui est présentée en partie, et déjà apparaît les de cartel ; dénouement un exemple, si symbolique, le sucre (J. Graham et P. Genestoux).

La troisième partie, l'environnement, s'ouvre sur une, plus curieuse que convaincante, comparaison à la circulation, place de l'Étoile. Plus substantiel, l'essai, en espoir, le fonds commun des matières premières, appelé à faciliter les rapports Nord-Sud.

Les embarras, les États socialistes, particulièrement sur les accords internationaux (Mar. Lavigne), par leur qualité de fournisseurs et d'acheteurs, aussi par la divergence entre intérêts et ceux du tiers-monde, dont ils entendent, cependant, être différenciés.

Quant à l'arme alimentaire (Ph. Chalmain), épicée plus d'acier, elle se limite à l'embargo des États-Unis sur le blé en 1980.

Cinq articles sur l'Étoile terminent ce recueil si riche, où nous sommes un peu étonnés de ne pas rencontrer la CNUCED à chaque alinéa.

Economica, Paris 1982. 24 cm. 307 pages. 125 F.

JEAN-LUC POJEL. - Le bifteck de soja. - Une solution au problème alimentaire mondial ?

Cette nouvelle version d'un mémoire, présenté à l'École des hautes études en sciences sociales, est une regrettable lecture de notre littérature contemporaine. Le public en litote au prétendu bifteck de pétrole de Laverà (ou le pétrole qui fournissait, d'ailleurs, que l'éner-

gie). Les États-Unis, la bibliographie est assez abondante et, nos jours, figurent, de façon discrète, les protéines végétales texturées (P.V.T.).

Au cours de l'opération, la riche végétale, le soja, qu'après le maïs, l'Europe essaie d'acclimater, mais sans succès jusqu'ici.

Très éclairante, la partie technique malheureusement trop vite la place à des vues effectives, qui rappellent quelque peu les reproches prodigués naguère contre la révolution verte, qui a sauvé l'Asie du jeu ; que la défense de ses intérêts prête à critique, pour surprendre, mais il est à craindre qu'une vue trop systématiquement idéaliste ne prenne le sur l'objectif fondamental : « Nourrir les hommes ».

Bibliographie large, sans mention de Marcelin Berbelot. L'Harmattan. Paris 1982. 21,5 cm. 167 pages. 60 F.

JACQUES MAIRESSÉ (et divers). - Emploi et chômage. - Avant-propos de J. Mairesse.

Autour du maître d'œuvre sont réunies quelques études (que l'éditeur n'a pas jugé utile de nous présenter, mais dont l'attaché à l'INSEE paraît forte) pour traiter d'un sujet qui, dans le pays, se fait l'unanimité que par un point : la nécessité de vaincre le grand fléau social.

Des sept auteurs (dont l'un, malheureusement, en anglais), la première impression qui se dégage est le très faible recours à l'expérience, reproche formulé contre les universitaires, qui plus fondé nous l'endrait d'ailleurs, dont le métier est de saisir les faits dans leur filon ; recherche, par exemple, sur les pays qui semblent avoir réussi (Suisse, Autriche, Luxembourg et peut-être la Suède), non plus que sur les moins réussis (Angleterre, Canada, États-Unis, Australie, Espagne). Nous retrouvons, par contre, en toile de fond, les vieux classiques renouvelés, de J.-M. Keynes et, à l'abord, nous sommes frappés : « La théorie de Keynes est une incantation, comme la prétendent ses esprits en mal d'originalité (sic), mais elle est incomplète et ne rend pas compte des phénomènes essentiels » (E. Malinvaud). L'humour par euphémisme, dit-on, britannique.

Précisément, dans l'ouvrage nous paraît l'absence de M. Salas, la stabilité d'un important secteur y est déclinée, mais la stabilité de l'ensemble. Seulement,

jusqu'à présent, c'est l'évolution inverse que nous avons assistée. L'immobilité économe, dans un ensemble mouvant, a reporté sur le reste le soin de mobiliser. A tout le moins, cette question centrale est-elle matière à observation minutieuse, sans préjugé.

De façon générale, les divers auteurs partent, comme tout le monde, de la population active actuelle et s'efforcent de trouver le moyen de procurer un emploi à chacun, d'assurer son « insertion » dans l'ensemble. Autant cette attitude se justifie à l'échelon national, chez les praticiens (Agence de l'emploi, etc.), autant elle est une fois émise, pour la nation, en effet, le but de l'économie n'est pas, comme pour l'individu, l'emploi, mais la satisfaction des besoins privés et publics. Or, dans ce recueil, si estimable, même l'article intitulé « Besoins d'emploi », ne le fait pas. Dans ces conditions, logique devient l'expression « créer des emplois », que ne peut, certes, éviter M. Le Garrec, mais dont les économistes statisticiens devraient finir par se détacher.

Aussi vieille que la réflexion elle-même, la réflexion sur le problème de l'emploi ne peut progresser que si le point de départ est juste et si le souci de bonne réputation des auteurs. Suivons, du reste, M. Malinvaud : « Le développement actuel de la théorie macro-économique présente un grand intérêt pour ceux qui ont à étudier les politiques de lutte contre le chômage ». L'idée exprimée se prête aisément à la réciprocité. L'espoir est là et la réussite peut enfin pointer, comme le jour sort de la nuit.

Fondation nationale des sciences politiques. Paris 1982. 24 cm. 182 pages. 32 F.

JEAN CLUZEL. - Les pouvoirs publics et l'artisanat.

Remarquable présentation d'un secteur vital, toujours oublié et trop souvent considéré comme attaché, mais aussi la disparition. Celui qui a tant contribué, dans le Bourbonnais et les alentours, à une large diffusion des connaissances économiques et sociales montre que tout en s'opposant à l'aliénation, si souvent dénoncée ailleurs, l'artisanat satisfait un grand nombre de besoins et rétablit un maillage divers équilibré. Le travail artisanal dénoté ici, à diverses reprises - est-il spécifié, - doit être libéré par la répression que par allègement des charges sociales.

Librairie générale de droit et de jurisprudence. Paris 1982. 22 cm. 212 pages. 35 F.

Publicité

Ordinateur personnel en vue chez les distributeurs agréés IBM.

06 - Alpes-Maritimes
COMPUTERLAND NICE
avenue Léon Béranger
06700 Saint-Laurent-du-Var
(93) 07.01.12

POINT MICRO
Nouvelles Galeries
Centre Commercial Cap 3000
06700 Saint-Laurent-du-Var
(93) 31.24.40

ECU INFORMATIQUE
Le Phébus
27, av. de Nice
06800 Crois-de-Cagnes
(93) 20.58.48

13 - Bouches-du-Rhône
COMPUTERLAND PROVENCE
1, av. de Corinthe - Marseille
(91) 78.02.03

POINT MICRO
Nouvelles Galeries
Centre Commercial Bourse
2, rue Bir-Hakeim - 13001 Marseille
(91) 91.91.58

ECU INFORMATIQUE
Résidence Sextius
111 Victor Coq
13100 Aix-en-Provence
(42) 27.11.48

11 - Côte-d'Or
LASOBIKOR
7, rue Monge - Dijon
(77) 30.08.70

31 - Haute-Garonne
SOUBIRON
9, rue J.F. Kennedy - 31000 Toulouse
(61) 21.64.39 / 21.04.57

34 - Hérault
ECU INFORMATIQUE
41-43, bd Berthelot - Montpellier
(67) 92.52.58

35 - Ille-et-Vilaine
COMPUTERLAND BRETAGNE
13, av. du Mail - 35000 Rennes
(83) 54.47.12

IMATIC
51, rue du Puits Mauger - 35000 Rennes
(83) 30.52.82

38 - Isère
POINT MICRO
Nouvelles Galeries
Centre Commercial Grand Place
38000 Grenoble
(76) 09.70.08

51 - Mayenne
MAINE INFORMATIQUE
Route de Mayenne - Laval
(41) 63.06.11

44 - Loire-Atlantique
ORDIRAMA
29, Guist'hau - Nantes
(40) 20.56.20

45 - Meurthe-et-Moselle
POINT MICRO
49, rue des Ponts - 54000 Nancy
(81) 337.18.85

RANDOM
18, rue Mercy - Longwy
(81) 22.80.11

56 - Morbihan
COMPUTERLAND BRETAGNE
2, rue Léo Le Bourgo - 56100 Lorient
(87) 21.51.92

57 - Moselle
CEBA (OBBO)
57, chemin Saint-Eloi - 57050 Metz
(81) 730.17.30

59 Nord
SIVEA
21 bis, rue Valmy - Lille
(91) 57.88.43

60 - Oise
CEBA
43, rue Carnot - Beauvais
(41) 448.20.83

63 - Puy-de-Dôme
CEDIS INFORMATIQUE
19, G. Flaubert
Clermont-Ferrand
(78) 91.24.15

67 - Bas-Rhin
CEBA
A, route des Romains
67200 Strasbourg-Koenigshoffen
(88) 29.54.55

IMATIC
7, rue du Marais Vert
67000 Strasbourg
(88) 22.50.22

69 - Rhône
CEDIS INFORMATIQUE
125, avenue de Saxe - 69003 Lyon
(71) 895.41.87

ECO INFORMATIQUE
50, cours Vitton - Lyon
(71) 824.31.18

ESPAC INFORMATIQUE
27, cours Lafayette - Lyon
(71) 864.16.06

POINT MICRO
R.S.B. BUREAUTIQUE
Groupe Cigel
108, cours Gambetta - Lyon
(71) 869.43.13

74 - Haute-Savoie
CEBA (D.S.A. MICRO)
15, rue A. Ligé
Annemasse
(50) 91.91.01

77 - Seine-Maritime
SCRIPTA INFORMATIQUE
130, rue Jeanne-d'Arc
Terny-en-France
(35) 71.04.64

78 - Yvelines
OPEN
3, rue des Frissonnets - Albi
(81) 54.14.48

85 - Vendée
MICRO-FORUM
12, rue Paul Doumer
85000 La Roche-sur-Yon
(51) 05.20.04

91 - Région Parisienne
POINT MICRO
BHV Rivoli
82, rue de Rivoli - Paris
(1) 274.97.14

LA REGLE A CALCUL
1, bd Saint-Germain - Paris
(1) 274.97.14

ALFA MICRO
63, bd des Batignolles - Paris
293.04.09

ECO INFORMATIQUE
92, rue Saint-Lazare - 75008 Paris
281.29.03

OCTET MICRO ORDINATEUR
35, rue la Boétie - 75008 Paris
(1) 274.97.14

POINT MICRO
16, rue la Boétie - 75008 Paris
(1) 274.97.14

SIVEA
31, bd des Batignolles - 75008 Paris
522.70.86

COMPUTERLAND PARIS III
8, rue Bleue - 75009 Paris
500.00.80

L.T.A.
13, rue Lafayette - 75009 Paris
281.13.13

M.I.D.
11 bis, rue la République
75011 Paris
(1) 274.97.14

COMPUTERLAND PARIS-EST
125, bd Voltaire - 75011 Paris
379.21.01

COMPUTERLAND PARIS XV
Centre Commercial Mouton
16, rue Linois - 75015 Paris
576.76.78

K.A.
212, rue Lacourbe - 75015 Paris
533.13.50

L.T.A.
8, rue de l'Arrivée - 75015 Paris
(1) 274.97.14

SIDEG
170, rue Saint-Charles - 75015 Paris
557.79.12

ORDIRAMA
83, av. de la Grande-Armée
75016 Paris
501.98.12

L.T.A.
154, rue Cardinet - 75017 Paris
627.23.57

RANDOM
75, rue Péreire - 75017 Paris
227.59.20

IMATIC
92, rue Charles de Gaulle
92200 Neuilly
747.11.26

CENTRE DE VENTES IBM
Tour Maine Montparnasse
33, avenue du Maine
75015 Paris
538.74.47

Liste au 31.1.83



L'ordinateur personnel IBM : l'autre petit écran.

IBM
IBM FRANCE DIFFUSION

Jeune 150

REPRODUCTION INTERDITE

	Ligne	Ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La semaine	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de publications.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR DE FABRICATION

Un groupe industriel français recherche un RESPONSABLE DE FABRICATION pour l'une de ses sociétés situées dans l'Euz. Rattaché au Directeur Général il assurera la gestion complète d'un atelier de 1.000 personnes des moyens logistiques et comptables. Ce poste s'adresse à un Ingénieur d'environ 35 ans ayant une expérience comparable de l'animation d'une unité de production fabriquant des produits en série. Le lieu d'emploi se situe dans une ville de Province permettant la pratique du ski. Adresser C.V., photo et prétentions s'él. 11889 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

VILLE D'ORLÉANS
(+ 140.000 habitants
2100 agents,
recrute d'urgence un

DIRECTEUR

ou un
SOUS-DIRECTEUR

pour la mise en place d'un
Service de Services
Administratifs
Sous-Directeur
conditions de recrutement et
grilles indiciaires de la Direction
Générale Adjoint de 20.000 à
40.000 francs.
Expérience souhaitée.

Adresser candidatures et curriculum vitae à M. le Maire, Centre Municipal, place de l'Esplanade, 45000 Orléans.
Pour tous renseignements, tél. (02) 42-23-74.

Groupe international de tout premier plan fabriquant et commercialisant des composants électroniques recherche pour une de ses divisions

UN DIRECTEUR D'USINE

MISSION:

Dépendant du Directeur Général, il gère opérationnellement un centre de profit, dont il assume la responsabilité des résultats dans le cadre d'objectifs budgétés.

MOYENS:

Une équipe pluridisciplinaire, jeune et expérimentée. Le support permanent et efficace des Directions fonctionnelles de la Division. Un équipement automatique perfectionné et renouvelé. Un cadre et des conditions de travail attractifs et motivants dans une unité à taille humaine (250 personnes).

PROFIL:

INGENIEUR AM - ENSI ou équivalent ayant 10 ans d'expérience industrielle, de préférence dans le domaine des composants électroniques ou électromécaniques, dont au moins cinq ans responsable d'une unité de fabrication. Dans cette fonction, il a prouvé sa maîtrise en matière de réduction de coûts, d'amélioration de la qualité et du service client. Une compétence à décider et à gérer rigoureuse, nécessaire, ainsi que l'aptitude à la communication à tous les niveaux. Anglais indispensable.

Le poste à pourvoir est situé dans une région touristique du littoral Nord-Ouest. Il offre une opportunité de développement pour un candidat à fort potentiel.

Envoyer CV, photo et prétentions s'él. 60231 à CONTESSÉ PUBLICITÉ - 20, rue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01. Discretion assurée.

LE PARLEMENT EUROPEEN

envisage de recruter un

DIRECTEUR DES FINANCES (M/F)

chargé de diriger, sous l'autorité directe du Directeur Général de l'Administration, du Personnel et des Finances, une importante unité administrative.

LES CANDIDATS DEVONT: ☐ avoir fait des études universitaires sanctionnées par un diplôme, de préférence en sciences économiques et financières ou posséder une expérience professionnelle garantissant un niveau équivalent; ☐ avoir des connaissances du règlement financier applicable au budget général de la Communauté européenne ainsi qu'une bonne connaissance de l'informatique; ☐ posséder une expérience de plusieurs années en matière de gestion financière; ☐ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communauté européenne (français, allemand, grec, néerlandais, anglais, français, italien, néerlandais) et une bonne connaissance d'une autre de ces langues. La connaissance d'autres langues officielles de la Communauté européenne sera prise en considération; ☐ être ressortissant d'un des Etats membres de la Communauté européenne; ☐ être âgé entre 35 et 50 ans.

Lieu d'affectation: LUXEMBOURG. Rémunération afférente au grade A2 du Statut des fonctionnaires des Communautés européennes.

Le numéro du Journal officiel mentionnant les conditions d'admission peut être obtenu en demandant la référence "Avis de recrutement n° PE/11/83" au Bureau d'Information du Parlement européen, 298, boulevard de la Woluwe - 1200 BRUXELLES ou au Service de Recrutement du Parlement européen B.P. 1611 à LUXEMBOURG.

DATE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES: 28 février 1983.

Directeur de Production CHIMIE

250/300.000 F an

Un important GROUPE CHIMIQUE souhaite renforcer le potentiel de sa Direction Industrielle. Dans ce but il envisage de recruter un Ingénieur d'environ 35 ans pour la codiriger dans un premier temps la Direction de Production (150 pers.) de l'un de ses sites travaillant à son compte et situé en PROVINCE. Le poste implique une expérience de gestion de la production, une bonne capacité à l'analyse et à la prise de décision, des connaissances Process.

Envoyer votre CV sous réf. M 1026 B aux consultants de GFC chargés de cette recherche. 354, rue de Valenciennes 75015 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

Expérimenté dans le transport international maritime, il dépendra directement du Directeur Général, et devra être de nationalité française, connaître l'anglais, et si possible, l'allemand.

Transmettre C.V. avec lettre de motivation et photo: sous n° T 038.193 M à REGIE-PRESSE 85 rue Réaumur, 75002 Paris.

Nous prions nos lecteurs répondant à nos ANNONCES DOMICILIÉES de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, ainsi qu'il s'agit de la Régie Publicité ou d'une agence.

Je cherche pour mon client, maison internationale de la branche alimentation et soin des animaux domestiques,

directeur

pour la France. Le poste requiert une personnalité dynamique faisant preuve d'initiative, de sensibilité et d'esprit inventif et offre une carrière internationale dans un secteur plein d'avenir.

Fonctions principales: - contact personnel avec les gros clients - acquisition de nouveaux clients - réalisation des mesures d'impulsion à la vente et application des stratégies de marketing - diriger un team déjà existant

Nous exigeons: - formation commerciale et marketing - expérience dans la vente, de préférence du secteur biens de consommation; des connaissances spécifiques de l'alimentation pour animaux domestiques seraient un avantage - plusieurs années de pratique dans la direction - don d'enthousiasme et de motivation; forte personnalité et capacité de travailler dans un team - langues: français parfaitement; bonnes connaissances d'allemand - âge idéal: entre 35 et 45 ans

Nous offrons: - grande responsabilité et indépendance - poste de confiance - poste susceptible de développement dans une maison bien établie et appréciée de la clientèle - lieu de travail: Paris

Veuillez adresser vos offres avec curriculum vitae, lettre d'accompagnement manuscrite et copies de certificats à l'adresse ci-dessous, assurée.

Dr. oec. publ. Franz Suter Marketing- und Unternehmensberatung Landenbergstr. 6, 8001 ZÜRICH, Suisse



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX RECHERCHE POUR SES AGENCES D'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE DES

CADRES CONFIRMES EN TRANSIT, CONSIGNATION ET MANUTENTION MARITIME

Pour tous ces postes une expérience de l'Afrique est souhaitée, ainsi que la connaissance de l'anglais. Outre une rémunération attractive, les postes offrent de nombreuses possibilités d'avancement propres au personnel expatrié.

Adresser curriculum-vitae et photo d'identité s'él. 8080 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75083 PARIS 13ème 02 qui transmettra.

SAE

recherche pour ses chantiers au MOYEN-ORIENT

1 PROGRAMMEUR spécialiste en langage BASIC sur APPLE

La mission : assister le Directeur Administratif, sur le chantier, dans sa gestion du Personnel.

L'homme : il a quelques années d'expérience en programmation. Attiré par la vie d'équipe sur les chantiers à l'étranger il veut faire carrière.

Adresser votre CV, sous référence P.G.A. au Service Recrutement S.A.E. 32, avenue de New-York 75784 Paris cedex 16

Assistant export Moyen-Orient

Société construction serras métalliques recherche pour le Moyen-Orient

Jeune assistant export administrativo-commercial

Parfaitement bilingue français-anglais. Langue maternelle. Rémunération départ : 100 F rapide évolutive. Ecrire manuscrit (+ photo) à

L. justet psychologue 84000 AVIGNON

NIGER

CADRE COMPTABLE financier

DECS et expérience comptable. Expérience expatriation, disponible rapidement. Avantages expatriés. Adresser lettre manuscrite et prétentions.

Ecrire s'él. 7.885 à Monde Publicité, services 5, rue de la France, 75001 PARIS.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

SAUVY

agréés IBM

personnel IBM écran.

DIRECTIONS

Une des premières entreprises industrielles françaises du littoral méditerranéen, recherche

SON DIRECTEUR DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES

Il sera chargé de l'animation de la gestion, d'une équipe de personnes à fort pourcentage d'ingénieurs et techniciens hautement qualifiés, concevant et réalisant des ensembles complexes destinés à des marchés porteurs. Rattaché directement au D.G., il aura l'ensemble des attributions classiques de la fonction et aura l'avantage de la créer. Un facteur d'expérience et d'envergure personnelle sera donc impérativement exigé au regard de l'importance des responsabilités proposées. Adresser votre dossier de candidature complet, avec CV, références et prétentions, sous référence à BAILLY CONSEIL qui l'étudiera en toute discrétion.

BAILLY CONSEIL
171 avenue Hoche
92100 Boulogne-Billancourt

notre directeur du marketing 220 000 F/an, Sud de Paris

Une grande entreprise du secteur chimique cherche un directeur du marketing. Le poste comprend les fonctions habituelles d'études de produits, de marchés, de prix, et d'autres, plus originales, en matière de communication.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes (30 ans minimum) cadres brillants, diplômés HEC, ESSEC, Sup de Co, ayant atteint le niveau de chef de groupe chez un fabricant de produits de consommation de standing (cosmétiques, par exemple) dans une chaîne de grands magasins, ou dans la VPC et capables de travailler quotidiennement en anglais.

M. J. LEYMARIE, nous remercie lui-même (réf. 425 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75002 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Directeur commercial

220 000+

Filiale d'un important groupe pétrolier, nous recherchons sur le territoire de la France des représentants auto, principalement dans les stations

et renforçons notre structure en créant le poste de directeur commercial, en relation directe avec le directeur général.

Il participera à la définition de la politique commerciale, à partir d'une analyse de marché. Il élaborera et lancera les actions permettant d'atteindre les objectifs et suivra le déroulement et les résultats de ces actions. Il informera et stimulera la force de vente, environ cinquante personnes, en liaison avec les centres régionaux qu'elle dépend opérationnellement.

Nous voyons à ce poste un homme réfléchi et d'action, capable d'intégrer le marketing et la promotion ainsi que l'animation opérationnelle des ventes.

Il a besoin d'une formation universitaire supérieure et une expérience dans les produits de grande consommation ou les services.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse en discrétion. Merci d'envoyer sous référence 4738M, 1 rue de Berni - 75008 Paris.



**Bernard Julhiet
Psycom**

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

annonce parlée*

Directeur d'exploitation

Gestion - Organisation - Finances

Administration de matériel technique Comptabilité (ou les deux)

L'un des tout premiers groupes français de distribution de matériel électrique C.A. 8 milliards de frs. 4000 personnes. recherche pour succéder le Directeur Général de sa filiale régionale en "Picardie Ile de France". C.A. 100 millions. 130 personnes, un cadre de direction d'un professionnalisme éprouvé et de formation supérieure.

Il pilotera l'ensemble des aspects non commerciaux de la vie de l'entreprise: il en conduira la mutation informatique, il concevra et développera les outils de gestion et dirigera les services financiers et comptables dans la perspective de la mise en œuvre de l'adoption de l'entreprise aux évolutions des marchés.

* Pour informations complémentaires et rendez-vous éventuel, téléphones au 763.11.15, de 9 h à 18 h. Réf. 1305.

SVP Information Carrière

7 rue de Logelbach 75017 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois internationaux emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)

SAE

FRANCE ET ETRANGER - 20.000 personnes - 7,3 milliards C.A. H.T. en 1981

s'adresse aux

INGENIEURS DEBUTANTS JEUNES INGENIEURS

- Vous recherchez une formation : nous vous proposons une carrière.
- Vous souhaitez l'autonomie : nous vous offrons des responsabilités.
- Vous désirez construire : nous vous donnons les moyens d'entreprendre.

Nous accueillerons dans les mois qui viennent 40 à 50 d'entre nous.

Les postes sont pourvoir :
■ en région parisienne
■ en province (toutes régions)
■ à l'étranger (Arabie saoudite - Irak ...)

Envoyez votre candidature en précisant l'affectation souhaitée (Réf. IND):
■ A E - Service Recrutement 32, avenue de New York 75784 PARIS CEDEX 16

MISSION DE DEUX ANS AUPRES DU GOUVERNEMENT D'AFRIQUE NOIRE PROJECT FINANCING EXPERT

VOTRE MISSION :
Coordonner les activités des planificateurs et des financiers pour la mise en œuvre d'une politique homogène d'approche des bailleurs de fonds internationaux.

VOTRE ACTIVITE JOURNALIERE :
Mettre les données de projets élaborés par les planificateurs et les ministères techniques sous une forme directement utilisable par les organismes financiers internationaux.

VOTRE AVENIR :
Une carrière de consultant financier international.

- Pour que vous puissiez vous joindre à nous, il faut :
- Que vous ayez au moins dix ans d'expérience de projet financier acquis auprès de banques et d'organismes financiers internationaux ;
 - Que vous ayez travaillé en AFRIQUE auprès de hauts responsables ;
 - Que vous ayez une formation financière et économique, niveau docteur ou grandes écoles ;
 - Que vous parliez le français et l'anglais ;
 - Que vous ayez au moins quarante ans.

NOUS SOMMES UN GROUPE INTERNATIONAL DE SOCIÉTÉS DE CONSEILS EN DEVELOPPEMENT RAPIDE (C.A. QUADRUPLE EN 8 ANS).

Envoyer C.V., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE, N° 1 038 233 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL recherche

AUDITEUR SENIOR CHEF DE MISSION

Intégré au Siège Parisien du Groupe, il assurera les missions d'Audit Financier, comptables et opérationnelles, des filiales en majeure partie d'AFRIQUE et d'ASIE. Ce poste requiert une formation financière et comptable supérieure (ESCP) ou équivalente en cours. Une expérience d'Audit de 3 à 5 ans en Entreprise ou dans un Cabinet spécialisé est indispensable. Pratique courante de l'anglais.

Il implique une large autonomie et une disponibilité importante pour des déplacements fréquents à l'étranger. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et complétée par des indemnités de déplacements. Le poste offre des perspectives d'évolution intéressantes au sein du Groupe.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite, CV + photo à No 1011, L'Opéra Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

UN BTS - UN DUT TECHNIQUE OU EQUIVALENT !

REJOIGNEZ DOWELL SCHLUMBERGER

Présents dans plus de 80 pays, nous ouvrons aujourd'hui nos portes à de jeunes candidats de nationalité Algérienne ou Tunisienne. Très vite, ils prendront des responsabilités sur nos chantiers de forage et tout de suite, nous leur offrons une ambiance particulièrement stimulante où le physique et intellectuel ainsi qu'une forte motivation pour le service sont indispensables.

Cibataires de préférence. Permis de conduire indispensable. Anglais courant. Adressez votre dossier de candidature (CV, photo) à DOWELL SCHLUMBERGER - 17, Bd Mohamed El-Bachir - ALGERIE - ALGERIE - DOWELL SCHLUMBERGER - route de Gabès, Km2 SFAX - TUNISIE.



Cabinet international
spécialisé dans les pays du Tiers-Monde
recherche pour missions (3 mois - 3 ans)
en Afrique Francophone

- réf.1 : Economistes - Planificateurs
- réf.2 : Agronomes Tropicaux
- réf.2bis : Agro-économistes
- réf.3 : Organisateurs (Administration/Technique)
- réf.6 : Fiscalistes et Codes Investissements
- réf.7 : Experts Entreprises Publiques
- réf.8 : Négociateurs d'Entreprise (Banques d'Affaires)
- réf.9 : Experts Hydrauliciens / Génie Rural

pouvant justifier 5 à 10 ans d'expérience dont pays du Tiers-Monde
Conditions motivantes pour candidats de qualité.

Adresser CV à IGTAD
6, rue Jean Goujon 75008 Paris

GABON recrute

PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
DE LA REPUBLIQUE GABONAISE
recherche pour la rentrée

Professeurs d'enseignement technique et technologique titulaires d'un des diplômes suivants :

- Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.P.E.T., C.A.P.E.T., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :
- Constructions métalliques.
- Mécanique automobiles.
- Mécanique entretien.
- Electronique.
- Construction mécanique (domaine industriel).
- Dessin de bâtiment.
- Froid, climatisation.
- Electronique.
- Plomberie, installations sanitaires (BP + expérience).
- (BTS minimum).

Pour enseignement dans lycées et collèges, capitale et province.

Avantages pour tout personnel :
Logement assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités, avantages familiaux, voyages vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour acomptes d'exercice de 5 ans après diplôme (tout pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui :

- B.P. Indice 195 = 2.872 F.
- B.T.S. ou D.U.T. Indice 325 = 4.285 F.
- C.A.P.E.T. Indice 359 = 4.435 F.
- C.A.P.E.T. Indice 665 = 7.685 F.

Adressez candidatures avant le 15 mars 1983 au Service Culturel, Ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raspail, 75016 Paris

(comprenant lettre manuscrite, 2 photos, copie certifiée conforme des diplômes, C.V., copie certifiée conforme, état des services officiels ou certificats d'exercice, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil, fiche individuelle pour célibataire, certificat médical, copie certifiée (recto-verso) de la carte d'identité, copie du diplôme de baccalauréat certifiée conforme).

Tout dossier non strictement conforme ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

N.B. - Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)



l'agence spatiale européenne

recherche
pour son Centre de Recherche et de Technologie spatiales
situé à Noordwijk aux Pays-Bas

DES INGENIEURS

Ingenieur Systèmes radar embarqués qui sera notamment chargé de la définition, de la conception, du développement et de l'installation de l'altimètre radar pour le programme européen de télédétection.
Ingenieur analyse et mise en œuvre de mission de satellites notamment dans les domaines de l'orbite, de la restitution de l'altitude, optimisation des données, d'orientation et de changement d'orbite.
Ingenieur Systèmes qui participera à la définition des objectifs de mission et de mesure du radar altimètre du Programme de télédétection, à la gestion des études de systèmes et à la préparation des spécifications du système de satellite notamment dans le domaine du radar altimètre. Il définira la philosophie d'ensemble en matière de collaboration du système et les méthodes pour la vérification des performances de l'instrument.
Ingenieur responsable de la plate-forme du satellite pour le Programme de télédétection. Il sera chargé du contrôle des spécifications de la plate-forme de stabilisation tri-axiale et du suivi des activités d'approvisionnement et d'essai de cette plate-forme.
Les candidats devront être titulaires d'un diplôme universitaire et d'une expérience dans les domaines concernés.

UN CONTROLEUR DE PROJET

Les fonctions du contrôleur de projet sont de mettre en place et d'appliquer des procédures de planification et de contrôle des tâches, d'assurer une vue complète du calendrier et des coûts du projet. Il élaborera également les plans de coût, budgets, prévisions d'effectifs, et sera responsable de l'élaboration des rapports sur les coûts et les rapports d'avancement technique.
Les candidats devront avoir un diplôme universitaire, justifier une première expérience de l'application des méthodes de contrôle de projet à des projets aérospatiaux.

UN NEGOCIATEUR-ADMINISTRATEUR DE CONTRATS

Le candidat retenu sera chargé de la préparation des appels d'offres, de l'évaluation des propositions, de la négociation ainsi que de la préparation et de la négociation des grands contrats d'étude, de développement et d'approvisionnement dans le domaine des satellites et de la technologie spatiale.
Il sera amené à travailler avec les industries spatiales des 14 pays membres ou associés de l'Agence.
Ce poste est réservé à un candidat de formation supérieure juridique et/ou économique ayant déjà une certaine expérience en matière de marchés internationaux.
Il devra être préparé à de fréquents déplacements en Europe.

Les candidats à tous ces postes doivent posséder une bonne connaissance de l'anglais ou du français et une connaissance pratique de l'autre de ces deux langues.

Les conditions de travail sont celles des Organisations Internationales. Elles comprennent, outre la rémunération, une indemnité d'expatriation, des allocations familiales, des régimes de sécurité sociale et de retraite. Les frais de déménagement sont remboursés.
Prévoir un curriculum vitae et une lettre de motivation au Chef du Personnel, ESTEC, Keplerlaan 1, Postbus 1700 Noordwijk, Pays-Bas.

GABON recrute PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE DE LA REPUBLIQUE GABONAISE recherche pour la rentrée 1983-1984

PROFESSEURS :

P.E.C.C. licenciés, maîtres et certifiés pour enseignement 2^e degré général et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement musical et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et provinces. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

INSTITUTEURS :

Titulaires du C.A.P. primaire pour enseignement 1^{er} degré, capitale et provinces.

Avantages pour tout personnel : Logement assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités, avantages familiaux, voyage vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour un an de service de 5 ans après diplôme (sans paye) le plus élevé, état des services officiels à l'appel :

- Instituteurs indice 350 = 4.534 F
- P.E.C.C. indice 380 = 4.835 F
- Licenciés indice 350 = 4.535 F
- Maîtres indice 515 = 6.185 F
- Certifiés indice 665 = 7.685 F

Adresser candidatures avant le 15 mars 1983 au Service Culturel, Ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raphael, 75016 Paris (compenser lettre manuscrite, 2 photos, copie certifiée conforme état de service officiels ou certificats d'exercice, copie certifiée conforme des diplômes, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil, fiche individuelle pour les colibataires, certificat médical, copie certifiée (recto-verso) de la carte d'identité, copie du diplôme du baccalauréat certifié conforme).

Tous les documents sont à fournir en double exemplaire.

N.B. - Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

SOCIÉTÉ recherche PROGRAMMEURS

GAP 2, Inter soft avec 2 ans minimum d'expérience. Ces postes sont pourvus pour une mission à durée limitée. A Tte de la Réunion.
Téléphone (1) 789-95-06 pour renseignements avec M. GAGNONNET.

Recherchons FILLE AU PAIR pour l'Allemagne fédérale. Entrez : Hôtel de la 3, rue de l'Église, PARIS-17^e arrondissement 92-53, à 11 h. Société FRANCE-BAGUETTE.

Groupes importants recherche pour une de ses filiales en AFRIQUE (secteur agricole).

CADRE DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

DECS en Afrique 3 à 4 ans d'expérience. Anglaise souhaitée.
Adresser C.V. et prétentions sous n° 50.080 CONTINENTAL Publications, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 quai 11.

Lyon Stipais de Los Angeles

PROFESSEURS :

Sciences, philosophie, mathématiques, histoire-géographie, sciences naturelles, physique-chimie.

INSTITUTEURICES.

Envoyer C.V. et photo, 3251 Overland Avenue, Los Angeles California 90034.

For the LONDON AMNESTY INTERNATIONAL

requires a FRENCH LANGUAGE PROGRAMME ATTACHE

English or French translation of the monthly newsletter and news releases; revision of texts; coordination with

REQUIRED: French mother tongue. Professional experience as senior translator or reviewer. Capacity to work in small team. Acquaintance with legal and diplomatic language an asset.

SALARY: £ 8.780 p.a. (fixed).

Write to personnel office AMNESTY INTERNATIONAL, 10, Southampton Street WC2E 7HF - LONDON before Feb. 15.

IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE recherche pour Paris Afrique Noire francophone 1 200 TECHNICIEN

Ingenieur ou technicien BTS spécialisés divers avec expérience outre-mer.
Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé avec photo et prétentions à L.T.P. sa/réf. 8 784 31, bd Bonne Nouvelle 75083 PARIS Cedex 02.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

La Commission des Communautés Européennes

organise un concours pour

administrateurs

(m/f)

à Luxembourg et Bruxelles:

- A. pour conception, réalisation et assistance technique de systèmes informatiques dans des domaines très divers;
- B. comme ingénieur pour les systèmes d'exploitation et de télétransmission.

Conditions d'admission:
□ être ressortissant d'un des Etats membres; □ avoir moins de 32 ans; □ diplôme universitaire ou expérience post-universitaire d'au moins 3 ans appropriée; □ connaissance approfondie d'une des langues des Communautés; □ connaissance satisfaisante d'une autre.
Le formulaire de candidature obligatoire peut être obtenu, en

rappelant la référence COM/A/374, auprès de:
□ Bureau de Presse et d'Information, 61 rue des Belles-Feuilles, F-75782 Paris Cedex 18; ou:
□ Commission des Communautés Européennes, Division "Recrutement", rue de la Loi 17, B-1049 Bruxelles.
Date limite pour l'envoi des candidatures: 18 mars 1983.



emplois régionaux

Ingenieur électronicien Bureau d'études



Filiale du Groupe MATRA, PICART LEBAS, située à St-Quentin développe et fabrique des systèmes d'intercommunication et d'autocommunication électroniques.
Dans le cadre du développement de réseaux systèmes radio, nous recherchons un ingénieur en électronique et développement, notre direction "Recherche et Développement" souhaite renforcer et recruter : un jeune ingénieur en études systèmes radio.

Dans un premier temps, intégré à l'équipe projet radio, vous serez chargé de l'analyse du produit puis la prise en charge du transfert technologique. Vous participerez aux études, au développement et à la mise au point.

S'agissant d'un produit développé au niveau de la branche TELECOM, vous assurerez l'interface sur le plan des études entre les différents services concernés.

Ingenieur électronicien : vous avez de bonnes connaissances en VHF + UHF en logique.

La première expérience acquise en bureau d'études, dans de contrôle n'en sera plus appréciée.

Vous avez le sens de l'organisation du concret, la communication et une grande responsabilité techniques.

Basé à St-Quentin en Yvelines jusqu'en Septembre 83, ce poste sera ensuite transféré à Châteaufort.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. L 16 à T.P.L. La Boissière - Service du Personnel - B.P. 89 - 28200 CHATEAUDUN.

PICART LEBAS



un jeune assistant financier, HF, filiale de Groupe international, Basse-Seine.

Vous avez 28 ans minimum, une formation supérieure, deux à trois ans d'expérience en cabinet comptable, en entreprise ou dans une entreprise industrielle et maîtrisez l'anglais.

Devenez l'adjoint du contrôleur financier d'une société de mécanique à pointe en Basse-Seine (1000 personnes - 550 M de CA) et appartenant à un groupe international.

Vous participez à l'établissement du plan financier, à la consolidation des comptes, au reporting mensuel. Vous élaborez et suivez les budgets des filiales commerciales France et Europe et assurez la liaison permanente avec le siège US.

Notre consultant, M. M.C., vous recommande de lui écrire à Paris (réf. 4160 LM).

La CRCAM de la Haute-Savoie cherche pour Annecy, le responsable de sa division «études commerciales»

Avec de trois collaborateurs, il sera chargé de développer de nouvelles (produits, formation) et améliorer l'activité commerciale de la division sur le terrain, en développant l'utilisation de l'informatique.

A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure ESC ou équivalente, une première expérience du marketing et les qualités d'un homme de communication : imagination, esprit de synthèse et sens de la négociation.

Notre consultant, M. B. ROQUES, vous recommande de lui écrire à Lyon (réf. 832 LM).



ALEXANDRE TIC SA
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

MEMBRE DE SYNTec



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

SAINT ETIENNE - ORGANISME MUTUALISTE
recherche

Responsable des prestations financières

[Complément assurance maladie, prévoyance, retraite]

- Sa formation : Maîtrise ou Licence de Droit (Droit de S.S.) niveau équivalent.
- Son expérience : au moins 5 ans dans un service même nature, de préférence en Mutualité.
- Sa responsabilité : liaison les Sociétés réassurées groupements d'Entreprises. Encadrement 25 personnes. Gestion développement des activités à caractère financier. (réf. 1)

Responsable des relations sociales

- Sa formation : Maîtrise ou Licence Droit Droit du Travail S.S.)
- Son expérience : au moins 10 ans dans une Entreprise de plus de 500 personnes.
- Sa responsabilité : Gestion administration du personnel (3 conventions) (réf. 2)

Responsable des œuvres sanitaires et sociales

- Sa formation : Ecole de Santé Rennes, Etudes Supérieures (Droit + IAE ou ICG). Droit la Santé Publique ou niveau équivalent.
- Son expérience : au moins 10 ans établissements à caractère sanitaire social.
- Sa responsabilité : superviser la gestion le développement des Œuvres Sociales (actuellement au nombre de 10 dont 340 lits d'hospitalisation). (réf. 3)

Adresser référence, CV + photo + prétentions + lettre manuscrite précisant poste COFAP - 40, de Chabrol - 75011 PARIS, qui transmettra.

**Les Hommes de Personnel
nouvelle génération**

Ce sont ceux qui ont découvert au travers de leurs expériences que la clarté, la franchise, l'équité étaient leur meilleur allié. C'est le nécessaire fondement toute politique sociale aujourd'hui.

Ce sont aussi tous ces jeunes ingénieurs et universitaires que, il y a quelques années, les grands groupes industriels ont entrepris de sensibiliser à la fonction personnel en leur faisant faire leurs premières armes en usine. Par cette présence dans les ateliers auprès de la base, ils ont appris l'art et la manière dialoguer à tous les niveaux. Ils ont compris que c'était là le seul moyen de rapprocher des points de vue aussi différents que ceux de l'encadrement préoccupé d'une production à sortir et des salariés aspirant à être entendus.

C'est l'un de ces hommes que nous voudrions voir rejoindre notre équipe de responsables de personnel. Une équipe soudée faisant vivre, dans la chimie, au sein d'un groupe industriel de taille moyenne, très profitable et désireux aujourd'hui bien passer la crise, une politique de personnel volontariste.

Il se verra confier, dans un premier temps, le service du personnel d'une usine située à 200 kms au nord de Paris. Cinq cents personnes réparties en un grand nombre de sous-groupes à la culture propre : ceux des labos, ceux de l'entretien, ceux de tel type de production ou de tel autre, ceux en travail posté. Tout en étant le proche collaborateur Directeur de l'usine, il assumera, à la tête d'un service d'une dizaine de personnes, la totalité de la fonction.

Les candidatures à ce poste seront étudiées rapidement par les consultants cabinet de recrutement CLEAS qui connaissent bien notre entreprise. Si vous vous sentez concernés par notre approche et si vous avez, bien sûr, déjà une expérience de chef de personnel écrivez-leur sous référence 192 M.

CLEAS

6, place de la République Dominicaire - 75017 PARIS. Tél : 267 38 11

NEYRPIC
GROUPE CREUSOT-LOIRE
GRENOBLE

Neyrpic l'un des leaders mondiaux pour équipements hydroélectriques : turbines hydrauliques - vannes - conduites forcées. Neyrpic est aussi fabricant composants nucléaires.

INGÉNIEURS MÉCANO-SOUDAGE
CONFIRMÉS

parlant anglais et si possible Espagnol ou Portugais

ESSAIS SOUDAGE
Le Responsable du Centre

Chargé d'animer le développement la fonction Progrès dans le domaine du Soudage, cet ingénieur Grandes Ecoles (spécialisation ESS) apprécierait sa responsabilité des essais et veillera à l'application recte en atelier des méthodes mises au point. Déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

MÉTHODES

1 Ingénieur Développement

Chargé de l'amélioration des méthodes de fabrication (qualité, coût...), il suivra la mise en application de la FAO. Cet ingénieur créatif, ouvert, dynamique, pourra être affecté effectuer des transferts de technologie nos licenciés étrangers, avec des déplacements (ou même détachements de 2 à 3 ans) à l'étranger.

CONTRÔLE NON DESTRUCTIF
L'Adjoint au Chef de Section Contrôle

Chargé de l'assister dans toutes ses activités techniques (contrôles non destructifs, métallurgiques - traitement des anomalies) et de gestion (dossiers de qualification, de contrôle, gestion de la Section). Le poste convient à un jeune ingénieur débutant ou quelques années d'expérience Mécano-Soudage ou Contrôle.

Envoyer candidature et curriculum vitae NEYRPIC, Service Gestion Boîte Postale 75 - 38041 GRENOBLE CEDEX.

Cii Honeywell Bull

recherche pour la Direction Financière de l'usine d'Angers, le

**CHEF DU SERVICE
COMPTABILITE ANALYTIQUE**

- Vous :
- un diplôme d'une école d'ingénieur ou de gestion
 - une expérience concrète approfondie des techniques modernes de comptabilité analytique dans une grande entreprise industrielle
 - volonté d'utiliser efficacement l'informatique
 - fait la preuve de vos capacités à animer une équipe de professionnels (environ 15 personnes)
 - minimum 30 ans

Nous vous proposons de prendre la responsabilité du service comptabilité analytique de l'usine d'Angers (fabrication de notre gamme d'unités-centrales : 3.000 personnes).

- Vous serez responsable de :
- la mesure de l'activité économique
 - l'établissement des prix de revient
 - la gestion financière des stocks.

- Vous aurez à travailler étroite liaison :
- les responsables de fabrication
 - le contrôle de gestion et
 - l'ensemble des services de l'usine.

Envoyer candidature à B. SOLIER - Cii Honeywell Bull 331, avenue Patton 49005 ANGERS

IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE PARA-PHARMACIE (Rattachée à un grand groupe diversifié) préparant d'avenir, propose un poste de :

Chef de Produit

grande consommation.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation commerciale (H.E.C. - E.S.S.E.C. - SUP. de Co...) AYANT UNE EXPERIENCE DE 2 à 3 ANS DANS LA FONCTION L'Anglais serait apprécié.

Les perspectives d'évolution, les en place prometteuses pour un candidat de valeur.

Le poste à pourvoir Bourgogne, ville universitaire.

Les candidats intéressés enverront leur CV détaillé, photo (retournée) prétentions s/réf. 12104 LM

JEAN REGNIER Publicité

39, rue de l'Arcade 75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DU SUD-OUEST recrute

**INGÉNIEUR
GÉNIE CHIMIQUE**

- 3-4 ans d'expérience.
- Intéressé par les problèmes de mise au point et automatisation processus de fabrication.
- Connaissance des problèmes de mécanique des fluides et techniques de régulation.

Ce poste à technique conditionne directement le développement de l'activité de l'entreprise.

Envoyer C.V. détaillé + prétentions + photo sous n° 59681 à CHATELAIN Publicité, 101, avenue de l'Opéra - 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PAULSTRA

APPLICATIONS MECANQUES DU CAOUTCHOUC cherche

JEUNES INGENIEURS D'ETUDES

Pour son centre technique de Chateaudun

Vous ingénieur Grande Ecole mécanique, débutant ou ayant une première expérience, de préférence dans le domaine de la mécanique de vibration.

Vous aimez le travail en équipe et pratiquez bien l'anglais.

Nous vous confierons la responsabilité de la conception et du développement de pièces nouvelles et de familles de produits nouveaux.

Notre Groupe offre des perspectives variées de carrière des candidats de valeur.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre candidature PAULSTRA - Département Recrutement - sous réf. 72 M - 2, rue Balzac 75008 PARIS.

**Prendre la
responsabilité commerciale
d'un groupe d'agences.**

Organisme bancaire - Caen

Organisme bancaire en pleine expansion, 2 au minimum ans pouvant justifier d'une expérience fonction similaire une de directeur d'agence bancaire.

Ils seront chargés de suivre d'assister un d'agences leur développement commercial.

Lieu de travail CAEN : nombreux déplacements régionaux.

La rémunération sera fonction l'expérience.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo réf. LM 5011 à notre Conseil qui étudiera candidature en toute discrétion.



57, rue de Richelieu
75002 PARIS

IMPORTANT SOCIETE 80 km Nord de Paris recherche

**ingénieurs
électriciens**

DEBUTANTS

- spécialité électronique, informatique
- connaissances mini-informatique appréciées.

Anglais et/ou Allemand souhaité.

Envoyer lettre manuscrite, Curr-Vitae, photo (retournée) en indiquant prétentions sous la référence 53.493

PUBLICITE ROGER BLEY

101, rue Réaumur, 75002 Paris

CHARPENTES MÉTALLIQUES

Par sa structure, son C.A., ses réalisations, notre entreprise est l'une des premières en France. Comme fer de lance de nos réalisations export, nous recherchons un

INGÉNIEUR DE PROJETS

Responsable de l'unité Devis, il sera en particulier chargé des études destinées aux U.S.A. et au Proche-Orient. Il sera aussi conseiller pour la réalisation des travaux. Le salaire proposé est à la mesure des responsabilités et, pour l'avenir, ce poste est un véritable tremplin de carrière. Les candidats, expérimentés, devront connaître les normes anglo-saxonnes de la construction, parler couramment anglais et savoir manipuler la mini-informatique. Si vous voulez venir vivre en Touraine, envoyez photo et coordonnées sous la référence LM 314 à notre conseil :

Gilles DELALANDRE
CONSEIL EN RECRUTEMENT
46, rue de la République - 37000 TOURNAI

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

L'ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE

Établissement industriel de mécanique
dépendant du Ministère de la Défense

recherche, pour son

BUREAU INFORMATIQUE et ORGANISATION

Un ingénieur CHEF DE PROJET pour la gestion de la production, chargé de concevoir et mettre en place les applications informatiques concernant les stocks et les approvisionnements.

Formation : Diplôme d'ingénieur avec spécialité informatique de gestion ou Maîtrise d'Informatique appliquée à la gestion (MAG).

Débutant : Première expérience sur matériel IBM - C.I.C.S. serait appréciée.

Les candidats, de nationalité française, envoient leur curriculum vitae et leurs prétentions à :

A.R.E.
B.P. 504, 42328 ROANNE.

LA VILLE D'AMIENS

recrute

1 Chargé d'études
spécialisé

Placé directement sous la responsabilité du Directeur de l'Aménagement, l'agent sera chargé des opérations d'implantation et d'expansion d'activités économiques. Niveau requis : maîtrise en économie, expérience minimale de 5 ans dans le traitement des problèmes économiques relevant de son domaine. (candidatures avant le 28 février 1983).

1 CHARGÉ DES
QUESTIONS SOCIALES

Au sein de la Direction de l'Aménagement, l'agent assurera le suivi du PLAN SOCIAL d'une opération de réhabilitation d'un quartier (suivi des études préliminaires, des études de réalisation et de la conduite d'opérations). Une expérience dans un domaine similaire est indispensable. (candidatures avant le 28 février 1983).

Adresser candidatures et C.V. à :
MAIRIE D'AMIENS
B.P. 2724, 80027 AMIENS Cedex.

roset

leader français du mobilier
contemporain de haut de gamme
propose à un

JEUNE CADRE
COMMERCIAL
à fort potentiel

d'être l'ADJOINT de son DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur, HEC, ESSEC, ESCP, qui secondera le Directeur Commercial dans toutes ses activités pour évoluer de façon autonome vers de larges responsabilités impliquant des missions allant de la participation à l'élaboration de la politique commerciale et à la mise en œuvre de la stratégie commerciale jusqu'à la mise en œuvre de la politique commerciale. Quelques années d'expérience acquises dans la distribution des biens de consommation apparaîtront comme un atout certain, mais les qualités d'homme d'action ainsi qu'une personnalité de valeur seront les éléments déterminants face à ce poste d'avenir au sein d'une société particulièrement performante. Résidence près du Siège de la Société, à BRIORD, dans la commune de l'AIN à 10 km EST de LYON.

Ecrire au CABINET GATIER 32 rue
Eugène IZARD LYON 69003.

Cabinet Gatier

INDUSTRIE DU BOIS

travaillant en 3 x 8 recherche

SON RESPONSABLE
LOGISTIQUE

Ce poste de Cadre, nécessitant une bonne connaissance de la Production, de la Planification, des Problèmes de Transports, a pour but le commandement et la mise en œuvre de l'organisation.

Pratique de la langue allemande appréciée. IL FAUT ASSURER : le Planning, la Production, les Expéditions et les Affrètements, les relations avec le service commercial et les services douaniers.

Lieu de travail :
Ville de la Haute-Saône
à proximité des Vosges.

Rémunération intéressante.

Avantages sociaux.

Adresser lettre et CV manuscrit, photo et prétentions à No 60275 à l'Opéra
Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui tr.



Responsable administratif et financier 230.000 F

La filiale française d'un groupe international, spécialisée dans la commercialisation d'une gamme de machines performantes dans le domaine de la micro-informatique, recherche un responsable administratif et financier. Sous l'autorité hiérarchique du directeur général et en liaison fonctionnelle avec le responsable financier européen, il prendra en charge l'ensemble des problèmes comptables, budgétaires, de reporting, le contrôle budgétaire... Il aura pour mission de superviser la gestion commerciale et financière de la filiale. Il sera assisté dans ses fonctions par une équipe de 10 personnes. Ce poste s'adresse à un candidat doté d'une formation supérieure type ESC + DECS ou équivalent, ayant acquis une expérience professionnelle de la gestion d'un groupe d'au moins 5 ans au sein d'un groupe anglo-saxon ou dans un secteur d'audit. Il sera familiarisé avec l'outil informatique et maîtrisera la langue anglaise. Ce poste, basé à Paris, peut offrir à terme une réelle perspective d'évolution. Les candidats intéressés doivent adresser leur CV détaillé et une photo à :

Adresser renseignements et CV manuscrit sans l'envoi préalable d'un dossier. Adresser C.V. en rappelant la référence :

PA Conseiller de Direction S.A.

3, rue des Gravières - 92000 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

100 Km Ouest Paris

JEUNE INGENIEUR AM
ou équivalent

Notre unité (150 personnes - 80 MF de C.A.) est l'une des usines d'un groupe français au niveau international spécialisé dans l'emballage et leader dans sa profession.

Nous recherchons un ingénieur débutant, ou 2 à 3 ans d'expérience en production, entretien, méthodes, et s'intégrant dans une entreprise performante.

Rattaché au responsable technique, dont il est appelé à prendre la succession, il se verra confier, dès son premier temps, les responsabilités de l'entretien, du matériel et des travaux neufs.

Perspectives d'évolution de carrière à l'intérieur du groupe. La pratique de l'anglais ou de l'allemand sera appréciée. Les entretiens se tiendront directement sur le site.

Adresser, sous pli fermé, 537/M, lettre manuscrite, CV, détaillé et photo à J.M. LEGRAND

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, bd René Lemaître 72000 LE MANS
LE MANS - ANGERS - LIMOGES

contrôleur de gestion
SPORT ET LOISIRS

Notre entreprise, en Vallée du Rhône, leader sur son marché, emploie la fabrication et commercialisation de ses articles, plus de 400 personnes et réalise un C.A. de 130 MF dont 15 % à l'export. Nous recherchons notre Contrôleur de Gestion pour dynamiser les systèmes élémentaires mis en place tant en gestion qu'en informatique.

En position fonctionnelle, il rapporte à la Direction. Ses objectifs immédiats sont : en contrôle de gestion, faire fonctionner les procédures à tous niveaux, analyser les informations sur la production et les prix de revient et mener toute mission ; en informatique, introduire la rigueur dans l'exploitation et en réduire les coûts.

Dans l'année, il devra proposer et mettre en place un contrôle de gestion performant et le plan informatique, en étant l'interface du service avec les autres services.

Le candidat doit avoir une formation technique ou commerciale, une expérience en organisation ou en contrôle de gestion, un milieu industriel et avoir participé à la définition et à la mise en place d'applications informatiques.

La rémunération est motivante pour une fonction qui pourra être élargie selon les capacités du candidat.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 117 à :
ORES MEDIA
4, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS



Trésorier

200 000 F Grenoble

C'est dans le cadre de notre expansion que nous créons un poste de trésorier de la distribution et des prévisions de trésorerie des sociétés du groupe.

Vous serez responsable des échanges de trésorerie entre les sociétés et avec le réseau bancaire de bord des rapports mensuels, vous contrôlerez la gestion de la trésorerie du groupe, interviendrez au titre que directeur auprès de nos centres de profit et assurerez bien sûr les relations bancaires au niveau central.

Vous devez avoir une formation comptable type DECS ou équivalent, vous devez avoir la preuve d'une solide pratique de la trésorerie, vous devez avoir le goût du travail d'équipe.

Nous vous apporterons la garantie d'un groupe industriel important dépassant 2 milliards de francs pour un effectif d'environ 6 000 personnes et une plus grande qualité de la vie : pistes de ski, deux piscines.

Merci d'envoyer vos dossiers de candidature à notre Conseil d'Administration LM/276.



Ressources
& Développement

6, rue Casimir Delavigne - 75008 PARIS



Ingénieur d'affaires export 230.000 F

Grande exportation - La filiale d'un groupe important, leader mondial dans la production de produits industriels de haute technicité, recherche, pour renforcer ses structures, un ingénieur affaires export. Rattaché au directeur de la division, et dans le cadre d'une large autonomie, il aura pour mission de promouvoir la vente de produits techniques et aura pour mission d'identifier les besoins d'achats, de négocier les commandes auprès d'une clientèle de haut niveau (ministère, direction de l'équipement, entreprises, etc.) d'ingénierie (mécanique, commerciale, économique, techniques et juridiques). Ce poste s'adresse à un candidat titulaire d'un diplôme de 30 ans, justifiant d'une expérience dans la négociation commerciale impliquant des contacts de haut niveau. Ce poste est basé dans une entreprise commerciale et industrielle d'équipement, soit dans une filiale d'ingénierie. La pratique de l'anglais et de l'espagnol est indispensable. La rémunération est basée sur l'expérience et le potentiel du candidat retenu, mais dans l'ordre de 230 000 francs. Réf. A.2347M.

Adresser renseignements et CV manuscrit sans l'envoi préalable d'un dossier. Adresser C.V. en rappelant la référence :

PA Conseiller de Direction S.A.

11, boulevard du 11 Novembre - 92000 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable marketing 180.000 F

Grande distribution - Une jeune entreprise à forte croissance (25% par an), spécialisée dans la conception et la distribution d'équipement destiné à améliorer l'exploitation et la gestion des supermarchés, recherche son responsable marketing pour assurer le développement de ses nouveaux produits. Il sera l'interface entre la direction générale et la direction de la grande distribution. Il aura pour mission de rechercher l'information sur le terrain, d'élaborer la promotion auprès des clients et de collaborer avec les services techniques pour la conception des produits. Il participera à la réalisation d'une communication interne. Enfin, il devra assurer la responsabilité commerciale de leur communication et leur communication interne. Ce poste est basé à Paris et s'adresse à un candidat âgé d'au moins 25 ans, titulaire d'un diplôme supérieur type ESCA, disposant d'une expérience réelle d'ingénieur ou d'industriel dans le domaine de la grande distribution. Il devra être capable de travailler grand public. La connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération est basée sur l'expérience et le potentiel du candidat retenu, mais dans l'ordre de 180 000 francs. Ce poste est basé à Paris et s'adresse à un candidat âgé d'au moins 25 ans. Réf. A.2347M.

Adresser renseignements et CV manuscrit sans l'envoi préalable d'un dossier. Adresser C.V. en rappelant la référence :

PA Conseiller de Direction S.A.

11, rue des Gravières - 92000 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ITT COMPOSANTS ET INSTRUMENTS

Dans le cadre de l'expansion
de sa Division Electromécanique
recherche

INGENIEUR CHEF DE PROJET

formation A.M. - ENSI - IMNA ou équivalent

pour son Département Recherche et Développement

À ce titre, il sera responsable de l'étude de nouveaux produits, de leur conception jusqu'à leur industrialisation dans le respect du cahier des charges qu'il a lui-même défini, sous le plan technique (matériaux et procédés de fabrication) que son chef de service lui aura défini.

CETTE FONCTION NECESSITE :

- une expérience confirmée en mécanique et notation fonctionnelle,
- des connaissances solides en électricité et électromécanique,
- le sens de l'organisation et des responsabilités humaines,
- le sens de la valeur économique,
- une expérience industrielle d'environ 10 ans.

La pratique de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'allemand est un atout supplémentaire.

Notre entreprise offre de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Poste situé en France Comté.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. No 60.260
à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

L'agence de DUNKERQUE
de la BANQUE LOUIS-DREYFUS

recherche un

EXPLOITANT
CLIENTÈLE
PARTICULIÈRE

pour développer et gérer une clientèle de particuliers de bon niveau.

Nous lui demandons :

- une expérience de plusieurs années de fonction et notamment de la gestion d'un portefeuille (conseil et traitement sans mandat)
- un tempérament commercial appuyé sur des connaissances techniques (ITB apprécié)
- si possible la connaissance de la place ou de la région.

Nous lui offrons :

- le potentiel de développement d'une banque privée
- l'assistance au siège des services spécialisés réputés
- une évolution de carrière possible à Paris ou dans d'autres implantations régionales.

Envoyez lettre manuscrite et CV détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la Banque Louis-Dreyfus, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FAMICREDIT

Nous sommes un Etablissement Financier spécialisé dans le crédit à la consommation. Nous faisons partie d'un Groupe bancaire privé international et nous recherchons immédiatement

Chef de produits senior

Rapportant au Directeur commercial, ce cadre sera responsable de la fonction marketing de la société ; il participera à l'élaboration de la politique commerciale, à la définition des produits et services nouveaux, au suivi des opérations déjà en place en relation avec notre agence publicitaire. Nous retiendrons un candidat de formation supérieure, connaissant bien les techniques et le langage du marketing, avec une expérience de plusieurs années sur le marché de la consommation ou des services aux particuliers. Anglais courant nécessaire. Poste basé à Dijon.

réf 1

Chef de département agents

Ce département basé à notre siège social en plein développement ; le responsable devra prospecter, animer un réseau de distributeurs agréés, distinct des agences traditionnelles. Ce poste suppose une bonne connaissance des produits de crédit particuliers, d'excellentes qualités commerciales et de gestion. De fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir. Il s'agit d'un poste d'avenir pour un candidat ayant les qualités requises.

réf 2

La rémunération attachée à chacun de ses 4 postes est attractive, de plus s'y ajouteront les avantages traditionnels de la profession.

Adresser candidature manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à : Frank de Bucy BP 449 - 21000 Dijon.

Directeur de notre agence de Grenoble

Ce poste nécessite une formation supérieure et une première expérience réussie de quelques années dans des fonctions à caractère commercial ainsi que la capacité de diriger une équipe de 5 ou 7 personnes. La connaissance du crédit à la consommation serait un plus. Ce poste peut constituer une étape vers d'autres responsabilités à moyen terme.

réf 3

Pour notre Division Crédit,

Jeune diplômé à fort potentiel

Cette offre s'adresse à des candidats ayant une formation de haut niveau (grande école scientifique type Centrale, ESSEC etc.) et désireux de faire carrière dans un groupe financier. Nous prévoyons d'intégrer le candidat retenu dans nos activités relatives à l'évaluation des risques de crédit, ceci en liaison avec les instances techniques appropriées du Groupe. Ce poste suppose l'aptitude et le goût de l'analyse statistique, la capacité de mener à bien des projets complexes et de communiquer de manière articulée avec l'ensemble des fonctions de la société. La réussite conditionne une évolution des responsabilités vers de plus hauts niveaux. Anglais courant indispensable. Poste à pourvoir à Dijon.

réf 4

Premier groupe coopératif français, Ouest de la France, recherche pour sa société de service en organisation et informatique (75 personnes).

UN CHEF DE PROJET

- Ingénieur ou universitaire (M.I.A.G.) capable d'animer une équipe de 5 à 10 analystes-programmeurs, pour étude et réalisation de projets sur la base de cahiers des charges en matière de gestion des moyens humains (434/2 sous V.S. 1, 40 X.F.D.P. 11).
- L'expérience C.I.C.S., D.I.1 et la pratique de L.C.P. Weslar représentant des atouts complémentaires.
- La possibilité d'effectuer d'autres fonctions à l'intérieur d'un groupe réalisant 10 milliards de C.A. se conjugue à l'intérêt d'une carrière informatique de haut niveau en province.

Adresser C.V. et photo, n° 7690 LE MONDE P.B. service annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANT GROUPE D'ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son SIÈGE SOCIAL SITUÉ RÉGION OUEST UN COLLABORATEUR EXPÉRIMENTÉ

Pour succéder le Responsable de son service juridique. Une expérience réussie dans cette branche d'activité serait appréciée.

Il sera répondu à toutes candidatures contenant C.V., photo et prétentions. n° 1 038 206 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

Entreprise agro-alimentaire Charente recherche CHIEF SERVICE COMPTABLE ET INFORMATIQUE

Formation : Programmeur Cobol sur Philips P 430 ; Comptable confirmé du D.E.C.S. Expérience : Minimum 5 ans en entreprise. Adresser C.V. avec photo et prétentions à : M. P. B. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Banque Populaire de l'Auvergne et de la Corrèze

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

parmi des candidats

- Diplômé d'enseignement supérieur, maîtrise Sc. Eco., E.S.C.A.E. ou diplômes équivalents ;
- Ayant 2/3 ans d'expérience bancaire, de préférence en exploitation.

Lettre manuscrite, photo, C.V. détaillé et prétentions à adresser à : BANQUE POPULAIRE DE L'Auvergne et de la Corrèze, DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES, 18, boulevard Jean-Moulin, 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX.



Groupe CGE

Nous sommes leader mondial dans notre spécialité : les accumulateurs alcalins - Produits techniques très élaborés dont les utilisations industrielles sont multiples : éclairage - aéronautique - téléphone - océanographie.

Nous recherchons un :

RESPONSABLE EXPORT

Chargé de l'animation, du suivi de la clientèle et de la prospection sur le secteur des PAYS DE L'EST. Vous êtes Ingénieur Electricien, vous avez une expérience de la vente de produits industriels sur des marchés qui constituent une part importante de notre activité EXPORT. Vous parlez anglais couramment, votre connaissance de l'Allemand serait appréciée.

Si vous souhaitez faire partie d'une équipe gagnante.

Adresser votre C.V. avec référence A.40.61 à SAFT Direction des Ressources Humaines 119, rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS-PERRET

MERLIN GERIN GRENOBLE

recherche

AGENTS TECHNIQUES INFORMATIQUES

CONFIRMES

REQUIS : soit, MITRA - 11 SOLAR - micro-processeurs, 16 BITS, soit une application informatique industrielle de conduite de process automatique.

FORMATION : analyse, programmation et mise au point de logiciels intégrés à des équipements d'automatique.

FORMATION : DUT informatique Institut programmation.

Adresser C.V. détaillé à MERLIN GERIN Division électronique/M4 38050 - GRENOBLE Cedex



CPIO COMPAGNIE DES PRODUITS INDUSTRIELS DE L'OUEST NANTES

2.200 personnes - 3 usines - 530 millions de C.A. Notre Division Plastique qui utilise 4.000 T de matières premières par an est équipée de 75 presses de 40 à 1.700 T. Nous développons notre activité et nous proposons un poste à :

JEUNE INGENIEUR

Formation mécanique, Arts et Métiers, ENSI, etc... pour travailler dans notre Bureau d'Etudes de pièces. Rattaché directement au responsable et en relations constantes avec les clients, il prend en compte l'analyse de leurs besoins, pour définir les meilleures caractéristiques des pièces, au meilleur coût, tout en respectant les impératifs de style. C'est un poste qui demande des idées, du goût, des initiatives.

Merci d'adresser C.V., photo, prétentions s/n° 1938 à Madame A. GABRET 11, rue François - 44200 NANTES.

HAUTE-NORMANDIE

Importante société parisienne recherche

JEUNE ACHETEUR QUALIFIÉ

Se présenter en emballages (verre, métal, carton, papier) et en matières premières, matières d'une expérience d'acheteur dans un service similaire, lui permettant de seconder l'acheteur responsable du service achats. Anglais lu, parlé indispensable, allemand apprécié. Envoyer C.V., photo et prétentions à J.M. Haves, B.P. 907, 76023 Rouen Cedex.

Chargé (e) d'études Fonction personnel

Nous recherchons, afin de l'intégrer à notre service du personnel, un chargé d'études particulièrement motivé, qui prendra en charge les domaines suivants :

- Définition et mise en œuvre de notre Politique de rémunération.
- Etude et application dans l'entreprise de la Législation du travail.
- Mise en place et suivi des statistiques et Tableaux de bord sociaux.

Nous souhaitons une formation juridique supérieure complétée par un IAE ou un diplôme de Sciences Politiques.

Une première expérience réussie dans les domaines décrits ci-dessus, constituera un atout essentiel pour ce poste.

Poste à pourvoir à Valence



Ecrire sous référence 3518 à Crouzet S.A. Service du Personnel 26027 Valence Cedex

gestion exploitation

Marseille

Un établissement financier recherche l'expert du Service d'Exploitation.

Les candidats seront sélectionnés d'assistance et de contrôle de l'exploitation quotidienne des produits de l'établissement.

Ce poste nécessite un titulaire du B.E.C. ou équivalent, ayant l'esprit de gestion. Le candidat retenu devra justifier de 3 à 5 ans d'expérience, en particulier dans l'animation d'une équipe. Il aura des connaissances techniques dans les applications informatiques et des facilités de contact. Ce poste est à pourvoir immédiatement.

Adresser votre CV avec une lettre manuscrite, sous la référence 14032/M à A. Coffin, Sema-Selection, 6, rue du Havre 13008 MARSEILLE

sema selection Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Opinion 150

REPRODUCTION INTERDITE

piou régionaux

UN CHEF DE PROJET

RECHERCHER GROUPE D'ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

INCOLLABORATEUR EXPERIMENTE

Service agro-alimentaire Charente

SERVICE COMPTABLE ET INFORMATIQUE

(e) d'études en personnel

formation juridique supérieure

formation dans les domaines

formation à Valence

rouzet

action exploitation

été financier

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU NORD

recherche pour son siège social
10, avenue Foch à LILLE

UN CHEF DE SERVICE DES AFFAIRES INTERNATIONALES

MISSIONS :

- Contribuer, avec les services concernés du Département des Engagements, à la promotion et au développement des Affaires Internationales, dans le cadre de la politique définie par la Caisse Régionale.
- Suivre et appliquer la réglementation des changes, avec connaissances approfondies spécialement en matière de financements internationaux.
- Apporter une assistance technique au réseau d'agences de l'établissement et à ses clients.
- Animer, coordonner et contrôler l'activité du Service en ce qui concerne notamment les opérations bancaires avec l'étranger.

PROFIL :

- Formation économique, juridique, comptable ou financière de niveau supérieur.
- Expérience acquise dans le domaine des affaires internationales.
- Connaissances linguistiques approfondies au niveau du financement des entreprises.
- Connaissances de l'anglais nécessaire et de l'allemand souhaitable.

QUALITÉS :

- Adapté à l'encadrement et aux responsabilités.
- Sens développé du risque.
- Goût et expérience commerciale pour participer activement à la prospection d'une nouvelle clientèle.
- Esprit de synthèse.

Adresser lettre de motivation manuscrite avec curriculum vitae et photographie à :
Monsieur le Directeur de la
CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU NORD
10, avenue Foch - 59000 LILLE.

Telemecanique

Pour soutenir l'expansion de ses activités électroniques

AUTOMATES PROGRAMMABLES ET VARIATION DE VITESSE

INGÉNIEURS :

- ANALYSTES**
Expérience développement Logiciels CFAO électronique S1
- ANALYSTES PROGRAMMEURS**
Expérience Développement Logiciel Application process. Régul. S5
- QUALIFICATION LOGICIEL**
Expérience Développement Logiciel S2
- DÉVELOPPEMENT**
Expérience Puissance + Microprocesseurs (ENSEETH-INGP...) V1

ANALYSE DE DÉFAILLANCES
Électronicien - expérience composants électroniques compétences physico-chimiques Responsable labo-évaluation-expertise TC

SPÉCIALISTE ANALOGIQUE
10 ans expérience process Régulation microprocesseur.

TECHNICIENS :

- DÉVELOPPEMENT MATÉRIEL**
BTS - DUT expérimentés.
• Electronique Puissance + Microprocesseur V2
• Analogique - Régulation - Alimentation... H14
- ANALYSTES PROGRAMMEURS**
Expérience développement Logiciel d'application, process et logiciels de CFAO S6
- MÉTHODES INDUSTRIALISATION**
BTS - DUT expérimentés
Elaboration (HARD et SOFT) produits microprocesseurs et/ou Analogiques IND

La division électronique est implantée dans le Sud-Est. Siège et centre de recherche à Sophia-Antipolis Valbonne. Établissements de production à Grasse et Carros-le-Broc près de Nice.

Adresser : lettre manuscrite, C.V., photographie, diplômes et prétentions en rappelant la référence.
Telemecanique Electrique - Direction du Personnel - Route Lucioles - Sophia-Antipolis 06565 Valbonne.

Pour structurer son SERVICE JURIDIQUE
Importante Société d'Expertise Comptable régionale NANTES recherche

JURISTE CONFIRMÉ (E)

- Expérience droit des affaires.
- Dynamisme et sens des responsabilités.

Bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand souhaitable.

Adresser lettre de motivation manuscrite avec curriculum vitae et photographie à :
Monsieur le Directeur de la
CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU NORD
10, avenue Foch - 59000 LILLE.

Colmar

CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CAISSE RÉGIONALE DU HAUT-RHIN

Adjoint au Responsable Commercial

Il s'agit d'un poste de renforcement du réseau commercial. Vous serez au service des clients, Responsable Commercial. Vous serez chargé de la promotion, publicité de 5 personnes et prendrez progressivement, un rôle opérationnel d'animation des chefs de bureau et des équipes commerciales. Vous participerez au plan annuel d'action commerciale, proposerez la répartition des objectifs, suivrez le tableau de bord des bureaux et aiderez les équipes dans la conquête du marché. Ce poste nécessite un esprit d'innovation et d'organisation, d'excellentes capacités d'animation. Il s'adresse à un candidat, âgé de 32 ans environ, diplômé d'une école supérieure de commerce ou équivalent, ayant 3 ou 4 ans d'expérience en la fois marketing et terrain. La connaissance du secteur bancaire serait un avantage. Merci de nous faire parvenir, en C.V. détaillé mentionnant votre niveau actuel et rémunération actuelle, à M. de LAVERGNE, qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Sésé-CEGOS, Tour Chénoua, 92516 BOULOGNE.

Sésé CEGOS

sepro LA-ROCHE-SUR-YON (Vendée)

Constructeur d'équipements industriels pour l'automatisation du travail de la tôle et des plastiques.

N°1 français dans la spécialité, connue pour son secteur ROBOTIQUE.

Ingénieur d'affaires

Electromécanicien, A.M., INSA ou équivalent

Expérience 3 ans environ. Après une période de formation, assurée par nos soins, il sera chargé :

- d'analyser les besoins des clients,
- de présenter les devis,
- de participer directement à la mise en service des équipements,
- d'assurer le suivi en clientèle.

Ce poste nécessite une formation technique, comporte de nombreuses déplacements et des déplacements courts durée en France et en Europe.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 1067M à
DIRECTION DU PERSONNEL - SEPRO - 87 11 - LA-ROCHE-SUR-YON CEDEX

Banque Populaire d'Armorique

Banque Coopérative et Régionale (Paris-Brest)

recherche pour animer une équipe chargée de conduire des analyses et des études et de former des profils d'implantations ou d'améliorations des circuits et procédures en intégrant le développement des techniques informatiques.

ORGANISATEUR

Rattaché au Directeur de l'Organisation, ce cadre aura la responsabilité de l'animation et de la coordination d'une équipe d'organismes et de techniciens.

Qualités recherchées : esprit créatif, sens du possible, rigueur, initiative, habitude du dialogue.

Formation de base : techniques de l'organisation, expérience de quelques années en cabinet ou entreprise.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 3426 à nos collègues - 48, rue Saint-Ferdinand - 75017 PARIS.

AGEN

Importante Société de Distribution à multi-enseignes

CONTROLEUR DE GESTION COMPTABLE

pour suivre les procédures et les systèmes de gestion de la branche ainsi que d'un rôle de coordination d'organismes et de techniciens.

La tâche suppose :

- un esprit d'analyse et de synthèse accurate et des qualités de formation,
- la maîtrise des techniques de gestion comptable et financière,
- la connaissance des procédures de gestion comptable et financière,
- la connaissance des techniques de gestion comptable et financière.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 3426 à nos collègues - 48, rue Saint-Ferdinand - 75017 PARIS.

ADJOINT DIRECTION GENERALE AVIGNON

P.D.G. (voyageant beaucoup) d'une moyenne entreprise construction métallique en pleine expansion et à l'exportation.

licencié en droit

30 ans minimum, parlant anglais, chargé de la Gestion du Personnel, de l'Organisation Générale, des missions commerciales ponctuelles (litiges, relations publiques) etc...

Rémunération 150.000 F.

Adresser lettre de motivation manuscrite avec curriculum vitae et photographie à :
M. JUSTET
PSYCHOLOGUE
18 rue des Grottes
84000 AVIGNON

Orthophoniste

Diplômé (e) pour exercer notamment auprès de jeunes sourds profonds.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 1067M à
DIRECTION DU PERSONNEL - SEPRO - 87 11 - LA-ROCHE-SUR-YON CEDEX

Sur littoral méditerranéen

CNIM INDUSTRIES

Importante société d'ingénierie thermique et de réalisations d'ensembles des en main recherche

INGÉNIEURS THERMIENS

diplômés grande école ENST, ECP... débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Anglais ou parlé.

Adresser lettre de candidature sous référence 702 à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

E.S.C. Commercial d'usine

Société réputée d'Ennoblement Textile

Roanne

s'attacherait la collaboration d'un JEUNE E.S.C. aux problèmes techniques. Il sera chargé d'assurer les relations technico-commerciales avec les fournisseurs et clients depuis la prise de commandes jusqu'au suivi de leur réalisation.

Rémunération départ : 100 000 F.

Adresser lettre de motivation manuscrite avec curriculum vitae et photographie à :
M. JUSTET
PSYCHOLOGUE
18, rue des Grottes
84000 AVIGNON

COLLABORATEUR

pour encadrer le service technique et administratif de la recherche.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 1067M à
DIRECTION DU PERSONNEL - SEPRO - 87 11 - LA-ROCHE-SUR-YON CEDEX

Degrémont

LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT D'EAU

recherche des personnes pour le développement et le conditionnement des produits chimiques pour le traitement de l'eau.

jeune Ingénieur Technico-Commercial

PRODUITS CHIMIQUES POUR LE CONDITIONNEMENT D'EAU

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 270 à
DEGREMONT Direction Relations du Travail
183 avenue du 18 Juin 1940 - 92500 RUEIL-MALMAISON.

	Largeur	Largeur T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Largeur/m. L.	Largeur/m. L.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,80	39,95
IMMOBILIER	33,80	39,95
AUTOMOBILES	33,80	39,95
AGENDA	33,80	39,95

* Diffusés selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ENGINEERING INTERNATIONAL RECHERCHE

Filière d'un puissant groupe industriel, nous exportons des usines et des installations dans le monde entier. Nous recherchons pour notre Siège Social, proche de Paris la Défense

INGENIEUR INSTRUMENTATION

Cet ingénieur diplômé, familiarisé avec les techniques numériques orientées vers applications instrumentation Automatismes, possède une expérience de 5 ans acquise dans la réalisation d'ensembles industriels chez un Constructeur.

Il sera responsable de la partie automatisation instrumentation grands projets.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire pour ce poste qui peut impliquer de courts déplacements en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 59993 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

steria

En région Parisienne, cette unité opérationnelle du STERIA, un leader Européen en ingénierie informatique et électronique (1300 personnes, 400 MF de CA), a spécialisé ses activités en :

Productique Simulation Automatique Commutation

Pour poursuivre son développement elle recherche :

JEUNES INGENIEURS

Informaticiens et Electroniciens

de formation : Ecoles d'ingénieurs, Doctorat, etc.

Si vous êtes intéressé par ces techniques et souhaitez voir votre activité professionnelle évoluer dans les domaines MARITIME, AEROSPATIAL, TRANSPORTS TERRESTRES, DEFENSE INDUSTRIE.

Ecrivez à :

J.C. NARCONTI
STERIA INGENIERIE
de l'Europe
75111 VELIZY

steria

Intermédiaire Financier

SON SERVICE « OBLIGATIONS » UN RESPONSABLE DU MARCHE SECONDAIRE

- Economique + Mathématiques
- Capacité à Haut Niveau.
- Tempérament vendeur.

La préférence sera donnée à un titulaire confirmé.

Envoyer lettre, curriculum vitae, photo et prétentions sous n° T 038.196 M, à REGIE-PRESSE 11, rue Réaumur, 75002 PARIS.

200 salariés
1.000 intervenants
13 centres en France

Pour des actions de :
**Formation.
Diagnostic.
Intervention en Entreprise.**

LE CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES
INDUSTRIELLES recherche
pour son développement :

10 INGENIEURS DE FORMATION H.F.

pour ses établissements de
PARIS (SUD), LYON, BORDEAUX, NANTES
STRASBOURG, AIX-EN-PROVENCE, NANTES

Ingénieur diplômé, vous avez une expérience industrielle confirmée, et vous souhaitez aujourd'hui l'enrichir en développant votre carrière dans le domaine de la formation.

Si cette perspective, qui permettra d'intégrer votre acquis antérieur dans un champ d'action plus vaste, vous intéresse, écrivez-nous !

Nous vous présenterons les activités de nos ingénieurs de formation, comment nous concevons leur responsabilité sur des projets de la conception à la réalisation et ce que recouvre l'INGENIERIE DE FORMATION, le DIAGNOSTIC et l'INTERVENTION en ENTREPRISE.

Depuis 25 ans le C.E.S.I. travaille avec les ENTREPRISES et les POUVOIRS PUBLICS nationaux et régionaux. Nombreux sont ceux et celles qui peuvent vous en parler.

Envoyer votre candidature, CV + lettre manuscrite à :



LECOMPTÉ-LIEGOIS
17, avenue de Tourville
75017 PARIS

Le groupe Lyonnais des Eaux spécialisé dans la distribution d'eau potable et les services (C.A. 12 Milliards 45000 personnes) renforce ses équipes d'ingénieurs pour faire face à son développement tant en France qu'à l'étranger et recherche :

Jeunes ingénieurs grandes écoles

Ces ingénieurs débutants (première expérience appréciée) se verront confier après formation en France ou à l'étranger les tâches de la Distribution de l'Eau Potable ou du Traitement des Eaux Usées.

- étude et réalisation de travaux d'extension de réseaux et / ou d'installations de traitement
- définition des programmes de traitement de l'eau potable ou des eaux usées
- contrôle du bon fonctionnement des usines de traitement
- surveillance et entretien des réseaux

Outre les capacités techniques évidentes nous apprécierons chez les candidats les qualités humaines indispensables pour assurer les meilleures relations tant avec les équipes de travail qu'avec les Collectivités Locales, les Administrations ou les abonnés avec lesquels ils seront en contact. Une bonne connaissance de l'Anglais et/ou de l'Espagnol sera recherchée pour la plupart des postes à pourvoir. La rémunération proposée sera de l'ordre de 120.000F par an.

Ecrire avec C.V. et prétentions à : D.E.E. - Direction du Personnel et des Ressources Humaines - 45, rue Corneille - 69600 CEDEX 16.



groupe lyonnais des eaux

DANS LE CADRE DE SON PROGRAMME
DE COOPERATION TECHNIQUE
LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

cherche

DES EXPERTS FRANCOPHONES EN TECHNOLOGIES RURALES

(recherche, formation, production,
création de petites entreprises).

Les experts, qui travailleront et vivront
en milieu rural, devront posséder :

- Une expérience de plusieurs années dans les pays en voie de développement, avec responsabilité des programmes de technologie rurale (matériels agricoles, rural, transformation/conditionnement, stockage, produits alimentaires, habitat, outillages artisanaux, etc.).
- Une formation supérieure en génie rural, construction mécanique, avec des connaissances confirmées et justifiables dans les autres domaines spécifiés ci-dessus.

Les candidats sont priés d'envoyer un C.V. complet au :
Bureau de correspondance du B.I.T. à Paris,
205, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS.



GENERAL MOTORS FRANCE

Recherche

agent comptable

formation : BTS ou DUT
(finances - Comptabilité)

Bonne connaissance de la langue anglaise

Libre immédiatement

Adresser CV détaillé et prétentions

Service du Personnel - Mme LAIGNEL
56/68, av. Louis Roche
92231 GENNEVILLIERS Cedex - Tél. 790.70.41

SOCIETE EXPORTATRICE 250 PERSONNES
EN PLEINE EXPANSION

recherche pour

PARIS et ZONE INDUSTRIELLE SUD

RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES ET DES SERVICES GENERAUX 160 - 100 000 F

Directement rattaché à la Direction Générale, il couvrira l'ensemble de la Fonction Personnel et la gestion des Services Généraux.

Interlocuteur des partenaires sociaux, il maintiendra et développera les procédures et la politique du personnel. Il possède une très bonne connaissance de la législation sociale et du milieu industriel de production mécanique ainsi que des techniques de gestion du potentiel humain. Homme de 35 ans environ, de formation supérieure, mais surtout homme terrain, il dispose de grandes qualités de contact et un fort dynamisme.



Adresser C.V. + photo + lettre actuelle au Cabinet
Claude VITET 20, rue de la Trinité 75001 Paris
référence 83118. Une confidentialité est
garantie.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
RÉGION PARISIENNE

recherche

INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

CENTRALE - A.M. ou EQUIVALENT

40 ans minimum
ayant expérience confirmée acquise dans l'industrie mécanique et la

DIRECTION DE PRODUCTION

Cet ingénieur aura un rôle essentiel au sein du département dynamique et effectuant des recherches dans le domaine

PRODUCTION

et supportant une aide technique aux entreprises.

Ce poste implique :

- d'être un homme de réflexion et de terrain ;
- de savoir animer une équipe d'ingénieurs ;
- la connaissance de l'anglais lu et parlé.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 59.567, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



Recherche de cadres

Paris

Pour son développement, le département de PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale française de PA INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS (1.200 personnes dans le monde), cherche, pour Paris, un consultant de haut niveau. Après une période d'intégration, il prendra progressivement en charge la gestion puis le développement d'un portefeuille clients, assurera l'intégrité des relations avec les clients dont il sera responsable, faisant appel aux techniques d'approche les plus modernes (campagne d'annonces, relations directes...). Ce poste peut convenir qu'à un diplômé d'enseignement supérieur, âgé de 31 ans minimum, justifiant d'une expérience du recrutement de cadres et/ou de la gestion du personnel, acquise soit en cabinet, soit en entreprise. Le salaire annuel sera fonction des compétences offertes. Ecrire à J. MOUNIER, Réf. A062M

Adresser C.V. en rapportant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1 rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

REPRODUCTION INTERDITE

	La semaine	La semaine
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,00	27,04
IMMOBILIER	62,00	61,67
AUTOMOBILES	62,00	61,67
AGENDA	62,00	61,67
PROP. COMM. CAPITALUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	ENCADRÉES	La semaine
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	13,00	15,42
AUTOMOBILES	13,00	15,42
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de perçages.

OFFRES D'EMPLOIS

Importante Société Automobile
dans les Yvelines
recherche

1 FORMATEUR POUR CHEFS D'ENTREPRISE

Il sera chargé au sein d'une équipe de la
conception et de l'animation des stages.
FORMATION : école supérieure de com-
merce option gestion financière.
Connaissances approfondies en droit com-
mercial.

EXPERIENCE : bancaire ou service finan-
cier d'une entreprise ou audit au sein d'un
cabinet d'expertise.

Pratique de la formation et animation
des groupes si possible.

Déplacements fréquents dans toute la
France.

Langue allemande et connaissance infor-
matique appréciées.

Envoyer : CV, photo et prétentions à
WANDER S.A., 60214 Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

WANDER S.A.

filiale alimentaire du Groupe SANDOZ,
recherche

UN(E) JEUNE CHEF DE PRODUIT

pour s'occuper d'une ligne de panification.
Le (la) candidat(e) doit être diplômé(e)
de l'enseignement supérieur (type HEC, Sup. Co.)
et avoir acquis une expérience d'environ
2 ans dans le domaine des produits de grande
consommation.

Anglais courant indispensable.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à
WANDER S.A., 60214 Contesse Publicité,
20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

OFFRES D'EMPLOIS

PARJOMARI

Paris

ORGANISATION ET CONTROLE COMPTABLE

Une étape dans une carrière de gestionnaire

Rattaché à la Direction du Budget et de la Gestion Industrielle le titulaire du poste est chargé d'établir
l'interface entre les comptabilités d'établissement et le contrôle de gestion.

En position fonctionnelle il intervient avec un expert et une approche d'organisateur (rationalisation
des procédures en liaison avec l'organisation informatique) et de contrôleur (analyse des coûts, des
stocks, etc.) dans le but d'optimiser les outils de gestion de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un candidat (27 ans maximum, diplômé de l'enseignement
économique supérieur option finance-comptabilité (+ DECS, possédant déjà une expérience
professionnelle de l'outil comptable et si possible des procédures de révision. Cette expérience
peut être acquise en entreprise ou en Cabinet Comptable).

Qualité des compétences techniques, une bonne maîtrise de la communication et de dialogue avec
des équipes de gestion et du sens du dialogue.

La taille du Groupe et les perspectives de développement de carrière sont de nature à attirer
une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous
réf. M6453 RA.

EGOR PROMOTION

63 rue de Pontieu 75008 Paris

egor

Matériel Médico-Chirurgical

ADJOINT AU DIRECTEUR EXPORT

Un technicien français en forte expansion développe plusieurs gammes de
produits à usage unique destinés à l'hôpital et à la prescription.

La progression constante de ses ventes à l'exportation (+20 % en 1987) le conduit à
rechercher un adjoint au directeur export.

Sous son autorité il prend en charge le réseau d'agents européens en proposant les
objectifs et les moyens à mettre en œuvre pour le développer (prospection, mise en
place de nouvelles structures commerciales, promotion des ventes, formation et
animation des agents).

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure scientifique ou
commerciale. Il justifie d'une expérience réussie au contact d'un réseau d'agents
étrangers, si possible dans le domaine médico-chirurgical.

L'anglais courant est indispensable.

Le poste est basé à Paris mais nécessite une grande disponibilité (50 % dépla-
cement). Les perspectives d'évolution à l'intérieur de l'entreprise constituent une
opportunité pour un candidat de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 12508 J à

EGOR BIOMEDICAL

8, rue de Berni 75008 Paris

egor

OFFRES D'EMPLOIS

PARJOMARI

Paris

CHEF DE SECTION

Comptabilité Générale Siège

Au sein de la Direction de la comptabilité, le titulaire du poste sera chargé de suivre la comptabilité
générale de l'établissement par le biais du Groupe ARJOMARI auquel sont rattachés certains
services.

Au-delà de la tenue des écritures (système informatisé) et de la production des états compa-
ratives permettant l'établissement du bilan, il assure les procédures et le dialogue avec le service de
finances afin de lui fournir des informations fiables et exploitables.

Nous souhaitons rencontrer un candidat (homme ou femme) minimum 30 ans, possédant une
formation (niveau L ou S) et par expérience, une bonne maîtrise des travaux de comptabilité
générale. Cette expérience a pu être acquise en entreprise ou en Cabinet Comptable.

Les conditions offertes et les possibilités de développement de carrière au sein du Groupe, sont de
nature à attirer une personnalité confirmée.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous
réf. M 6453 P, à

EGOR PROMOTION

63 rue de Pontieu 75008 Paris

egor

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Une des premières banques mondiales, dans le cadre de son
Plan Informatique, recherche un

CONCEPTEUR SYSTEME

Au sein d'une petite équipe, il participe à l'élaboration d'un moniteur
transactionnel généralisé mettant en œuvre

- la définition d'un langage de haut niveau,
- les standards de présentation des utilisateurs.

Le système à créer s'inscrit dans un projet de décentralisation du
traitement de l'information bancaire.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur grandes écoles diplômé et
ayant déjà une première expérience dans la conception de logiciels à
base chez un éditeur ou une SSCI.

Un esprit créatif et la synthèse sont indispensables pour réussir dans
cette fonction.

De grandes possibilités d'évolution de carrière sont offertes dans le groupe
à des candidats de valeur.

Le poste est basé à Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 12508 J à

EGOR INFORMATIQUE

63 rue de Pontieu 75008 Paris

egor

GROUPE INDUSTRIEL

recherche pour sa
Direction financière à Paris

CADRE COMPTABLE CONFIRME

ATTACHE AU CHEF DU DEPARTEMENT COMPTABLE

Pour le chef du département
dans diverses activités :

- effectuer des missions de contrôle dans les unités compa-
tables du groupe afin de vérifier la bonne application des
règles et/ou de faire valoir la doctrine ;
- effectuer des missions ponctuelles d'assistance dans les
unités comptables du groupe ;
- participer à l'élaboration des règles et procédures compa-
tables ;
- préparer la consolidation des comptes des filiales étran-
gères ;
- assurer le contrôle financier d'activités diverses ;
- suivre les dossiers particuliers.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur.
Une expérience professionnelle de 5 à 10 ans est nécessaire.
Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions sous
réf. M 12508 J à Contesse Publicité 20, avenue
de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL
EN INFORMATIQUE
(680 personnes - C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel
de taille internationale

dans le cadre de l'expansion de son activité
« PRODIGES DE GESTION »
recherche pour ses bureaux de

SI CLOUD et LILLE

INGENIEURS INFORMATIENS

ayant de 0 à 2 ans d'expérience pour assurer
les travaux suivants :

- avant vente de logiciels de gestion ;
- extension et maintenance des logiciels ;
- développement de logiciels spécifiques.

La connaissance des logiciels de base de
DIGITAL ou des langages de programmation
seraient appréciées.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, bureaux de la Colline
92213 St Cloud Cedex

GROUPE BANCAIRE FAH

recherche

pour son Département des

CREDITS SPECIAUX

jeune gestionnaire

Niveau : BAC + 2 - I.U.T. Gestion - B.P. banque ou équivalent.

Expérience nécessaire de quelques années dans une fonction similaire.

Adresser C.V., prétentions et photo à No 11111 COFAP

40, rue de Chabrol 75010 Paris qui transmettra.

Une carrière pour jeunes ingénieurs (généralistes, chimistes)

Ce groupe de chimie lourde (9 usines) a toujours mis sur l'investis-
sement technologique. Il est, aujourd'hui, à la pointe dans son do-
maine. Pour assurer son développement futur, il recherche de
jeunes ingénieurs motivés et performants.

Il leur sera confié, dans un premier temps, des missions ponctuelles
puis, rapidement, des responsabilités plus importantes dans des do-
maines variés comme : procédés, l'entretien ou la production. Les
techniques sont multiples, la formation est en continu.

Ces opportunités peuvent intéresser de jeunes ingénieurs de haut
niveau, généralistes ou chimistes, souhaitant une première
expérience, rejoindre une entreprise leur permettant d'envisager une
rapide évolution de carrière.

Envoyer C.V. et photo à : Ingénieurs, 11111, 11111, 11111
leur dossier sous la référence 11111.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE du SYNTec

CONTROLE DE GESTION : TOUT EST A FAIRE...

Un CA de 900 millions de francs, une politique très axée sur l'exporta-
tion nous sommes rattachés depuis peu à un important
anglo-saxon, chef de file du monde mondial dans le domaine des
produits chimiques : vous êtes déjà compétent dans les structures d'exporta-
tion. Cette nouvelle expérience nous amène à modifier l'organisa-
tion financière et comptable au Siège de notre société en relation avec
nos 3 usines.

Une charge lourde mais passionnante vous attend : rattaché au Direc-
teur Financier, vous allez mettre en place les nouvelles structures
comptables (général, analytique), le reporting, la consolidation des
comptes, les prévisions de trésorerie, les relations avec les banques,
les tableaux de bord, la réduction de l'harmonisation des procédures.

Formé dans une grande école de commerce + DECS, vous venez de
vivre quelques années au sein d'un cabinet d'audit anglo-saxon
placé par une expérience opérationnelle en entreprise. Vous avez pu
vous familiariser avec l'outil informatique pendant cette période.

Dans un contexte international comme le nôtre, une bonne connais-
sance de l'anglais est fortement requise.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil,
merci d'adresser rapidement votre lettre de motivation et votre CV à :
Rudolph von Kersfeldt, en précisant la réf. M 234
à TEG - 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.
à qui nous avons confié cette recherche.

The
Executive
Group

Une division de SYSTEMA

Large French engineering company
Paris based
has openings for English mother tongue

Technical translators French to English

Ideal candidates would have a background in
either of the following areas:
- electrical, electronics and/or instrumentation,
- nuclear or conventional power station
construction and operation.
Diploma from a technical translating school an
advantage desirable.

Additional experience desirable.
French working papers a must for non-EEC
nationals.

Please apply with salary requirements and
photograph under reference 2447 to Médi-
system, 104, rue Réaumur, 75002 Paris.

FLONIC

recherche pour renforcer le potentiel et développer la conception
d'appareils à microprocesseurs utilisant à mémoire
électroniques :

Agents techniques électroniciens

niveau DUT

Analystes-programmeurs

niveau DUT

Option microprocesseurs : postes à débutants ou ayant une première
expérience.

Ils offrent de réelles perspectives d'évolution au sein de notre

Branche systèmes de paiement

au sein du groupe International.

Merci d'adresser votre lettre de motivation et votre CV à :
du Personnel, FLONIC,
420 rue d'Estienne d'Orves 93100 Colombes.

FLONIC

Schlumberger

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

informaticiens grandes écoles

sema informatique est la Division Informatique de **sema metra**, groupe européen de conseil, d'étude et d'ingénierie (800 MF CA, 3500 personnes). Elle a contribué largement à l'élaboration de la méthode MERISE, dont l'emploi se généralise dans la conception de grands systèmes informatiques de gestion. Elle recherche des ingénieurs diplômés de grandes écoles pour les postes suivants :

consultant méthodes informatiques (réf. 10389/M)

Ayant 5 ans d'expérience et une très bonne maîtrise de CICS/DL1 ou IDSII/TDS, le candidat créatif a le goût des contacts et de l'animation d'équipe. Il sera appelé à intervenir tant que conseil formateur méthodes auprès des clients de **sema**.

chef de projet (réf. 10390/M)

Le candidat déjà 4 ans d'expérience dans l'encadrement de la conception et la réalisation d'applications transactionnelles utilisant l'un des systèmes de bases de données classiques.

analyste (réf. 10391/M)

Il a un à deux ans d'expérience en informatique de gestion. Il sera appelé à participer à la conception d'importants systèmes.

Pour ces postes, une formation à la méthode MERISE est prévue. Un enrichissement de connaissances dans des domaines diversifiés de l'informatique et de réelles possibilités d'évolution rapides de carrière sont offerts à des candidats de valeur.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, en précisant la référence à J. Hajage, Sema-Sélection : Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92130 MONTRouGE

sema selection

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

La Filiale du Groupe Crédit Agricole chargée du développement et de la mise en place des moyens de paiement (cartes à paires magnétiques, terminaux de paiement, d'autorisation...) recherche pour assurer le développement rapide de ces systèmes qui impliquent une réelle maîtrise dans les techniques les plus avancées des technologies de télécommunications

Deux spécialistes «Matériels» (micro informatique et électronique) réf. A4

un Spécialiste «Logiciel» (systèmes de télécommunications) réf. A5

un Spécialiste «Organisation» (procédures de gestion et d'exploitation) réf. A6

Diplômés d'une grande école ou de l'université, vous avez une première expérience réussie, informatique ou en organisation. Nous vous proposons d'exercer votre capacité d'innover et de développer (dans votre spécialité) des systèmes originaux au sein d'une équipe en relation avec l'ensemble du groupe et les industriels. Compte tenu de la nature des projets que vous serez confiés, ce poste vous ouvrira de larges horizons sur la vie du groupe. Postes transférés à Saint Quentin en Yvelines (78).

Adresser CV, photo, salaire et prétentions en précisant la réf. du poste à CNCA - Gestion des Personnes - 91120 Paris Bruny



BANQUE PARIBAS

L'Inspection Générale recherche pour missions France et Etranger

Collaborateurs de haut niveau

- bonne expérience l'inspection bancaire et l'appréciation des risques,
- travaux développés contacts,
- anglais indispensable.

Jeunes diplômés

- grandes écoles (HEC, ESSEC, Sup Co Paris), Sciences Po, Sciences Eco...
- bonne maîtrise de l'analyse et du diagnostic,
- langues vivantes.

Larges possibilités de développement au sein du groupe. Candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être adressées (s/réf. IG) à la Direction des Ressources Humaines de la Banque PARIBAS - 141 - 75001 PARIS CEDEX 02.



Groupe CGE

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN CHEF DE SERVICE

Nous sommes leader mondial dans un créneau de Produits à haute technicité : accumulateurs alcalins.

Ils sont utilisés dans l'Aéronautique, le Ferroviaire, l'Armement, les secours, le processus industriel et toutes les fois que la fiabilité du besoin énergétique est primordial.

Vous avez une expérience réussie d'au moins 5 ans dans le développement de produits techniques vous souhaitez élargir vos responsabilités et votre activité.

Placé sous l'autorité du Directeur d'un de nos Centres de Profit 230 MF - 1000 personnes, vous l'assisterez pour résoudre les problèmes techniques à l'utilisation de nos produits, vous apporterez une contribution active à l'adaptation de ces produits au besoin du Marché.

Sur ce poste, vous prendrez la mesure de vos aptitudes commerciales et relationnelles, vous préparerez des possibilités d'intérêt de carrière.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Adresser votre C.V. s/réf. A. 32.52 à SAFT Direction Développement Ressources Humaines 119, rue du Président Wilson - 92300 LEVALLOIS-PERRET.

INGENIEURS TRAVAUX, "passez de l'autre côté de la barrière !"

promogim vous propose de devenir **INGENIEURS MAITRE D'OUVRAGE**

PONTS, T.P., ENSAM, ENSI... 2 à 5 ans d'expérience minimum à Paris et à Tours

Maître d'ouvrage, vous avez bien lu ! C'est le travail d'un maître d'ouvrage que nous vous proposons. Vous serez maître architecte, maître d'œuvre et des entreprises. En un mot, vous serez le patron des opérations. C'est vous qui déciderez du rythme des travaux, c'est vous qui déciderez du paiement. C'est sur vous que repose la responsabilité totale du chantier. Nous nous sommes engagés auprès de nos clients. Et nous comptons sur vous pour faire respecter les engagements, tant au niveau des délais, que de la qualité et des prix. Vous êtes le capitaine du "vaisseau-chantier" et vous avez la responsabilité de le faire arriver à bon port, à l'heure, et en bon état.

Notre Directeur des Travaux attend avec impatience votre candidature.

Ecrivez-lui à PROMOGIM - 9, avenue du Friedland - 75008 PARIS, sous référence PS (C.V. et photo).

Promogim construit des villages de maisons et des immeubles collectifs. Plus de 12.000 logements en 10 ans. Notre croissance est régulière et rapide. Le créneau que nous avons choisi est celui des programmes réalisés en prêts aidés par l'Etat (P.A.P.). PROMOGIM, Groupe S.C.R.E.G., 1er Groupe français de Bâtiment et Travaux publics, a un capital social de 100.000.000 F.

promogim



Entreprise nationale d'installation électrique à taille humaine du Groupe de la Lyonnaise des Eaux et de l'Eclairage

recrute dans le cadre de ses activités diversifiées :
Electricité dans l'Industrie
Electricité dans le Tertiaire
Automatisme - Informatique industrielle
Eclairage public - Réseaux électriques
Maintenance

Dans ses diverses Exploitations Régionales décentralisées

**RESPONSABLES DE SECTEUR
INGENIEURS D'ETUDES
ET CHARGES D'AFFAIRES**
(débutants et confirmés)

**CONDUCTEURS DE TRAVAUX
TECHNICIENS - PROJETS**

Pour Région Parisienne

RESPONSABLE ACHATS

Env. lettre manuscrite, CV, avec prétentions, Région souhaitée à :
Direction exploitation
Centre d'affaires Paris-Nord
B.P. 201 - 93183 LE BLANC MESNIL cedex



COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS
(100 personnes - C.A. de 130 millions de Francs)
spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels d'optique, recrute

2 chefs de services commerciaux

► APPLICATIONS CIVILES réf. 500
► APPLICATIONS MILITAIRES réf. 501

Formation Supérieure technico-commerciale (si possible électronique) ou deux ans d'expérience des professionnels de la vente, en France, l'exportation, d'appareils et systèmes techniques de pointe. Une expérience minimum de 10 à 15 ans est nécessaire.

Adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) au responsable la région à Mme SUSINI Chef du Personnel à CILAS Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.

Le Groupe Lyonnaise des Eaux spécialisé dans la distribution de l'eau potable et les Services (C.A. 12 milliards - 45000 personnes) recherche

Assistant chef service trésorerie

Seconde année d'ITB ou titulaire d'un DECS ou du Brevet Professionnel en banques, ayant déjà une expérience bancaire ou d'un service trésorerie

Il participera à toutes les opérations de gestion de la trésorerie de la société - mère et de la holding.

En contacts fréquents avec les banques et les trésoreries des sociétés du Groupe, il aura pour mission de gérer les excédents et d'opérer aux opérations de couverture.

Le salaire sera fixé en fonction des compétences.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à S.L.E.E. Direction du Personnel et des Ressources Humaines 45, rue Cortambert 75769 Paris Cedex 16.



groupe lyonnaise des eaux

Chef de service du personnel

IMPORTANT ORGANISME DU SECTEUR TERTIAIRE, siège à Paris, nombreuses délégations régionales, recherche son Chef de Personnel.

Ce poste conviendrait à un candidat qualifié disposant :

- d'une formation supérieure et préférence licence en droit (spécialisation droit du travail - CLOP ou CELSA appréciées);
- d'une expérience de 5 à 8 ans environ de la fonction acquise si possible dans le tertiaire ou bancaire.

Sa mission : l'ensemble des aspects : recrutement, gestion administrative et prévisionnelle, recueil des besoins, plan de formation, intéressant et évolutif nécessitant des qualités de rigueur et de contact.

Lieu de travail : Paris.

Ecrire sous n° 405 CM.

4 rue Massenet

Paris



OFFRES D'EMPLOI

COUPE VICTOIR

JEUNES

ORGANISATEUR

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

responsable de promotion d'opérations

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE VICTOIRE

Un des premiers groupes situés dans le 8^e cherche à renforcer son département organisation et recruté :

2 JEUNES ORGANISATEURS

de formation supérieure.

Ils acquerront leur première expérience professionnelle durant 2 à 3 ans en assistance auprès des organisateurs en place.

Les études d'organisation abordant le plus souvent sur des applications informatiques, ils connaîtront l'outil informatique.

Les nombreux contacts avec les utilisateurs démontrent une bonne aptitude aux relations.

Adresser C.V., photo, prétentions sous réf. J.O. à l'attention de Mme IMBERT 82, rue de la Victoire - 75009 Paris

PARIS

un groupe européen d'assurances

recherche pour la Direction FRANCE

LE RESPONSABLE DU SERVICE SINISTRES

Rattaché au Chef du Département I.A.R.D., il supervisera un service de 20 personnes et sera le représentant de la Compagnie auprès des organismes professionnels. Diplômé d'études supérieures - Maîtrise de droit - Excellent juriste, le candidat devra avoir au minimum 5 ans d'expérience dans une Compagnie d'assurances et dans un poste similaire. Le poste implique des qualités de rigueur, de jugement et d'aisance sociale.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous référence 59600 à Chantal Publicité 20, rue de l'Opéra - 75041 Paris cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISES COMPTABLES et de COMMISSARIAT aux COMPTES

recherche

ASSISTANTS

(expérience 1 à 2 ans de Cabinet)

Formation Supérieure + D.E.C.S. complet exigés

IL EST OFFERT :

- une chance certaine aux examens par la diversité des missions proposées.
- (Paris ou Région) l'expérience essentiellement,
- une promotion dans la fonction des compétences,
- une rémunération évolutive.

Env. C.V. et prétentions à : Cabinet TUILLET & Co 22, rue de la Banque 75002 PARIS

Société d'Economie Mixte d'Aménagement Région Parisienne recherche

Un responsable de promotion d'opérations

Ce cadre, de formation supérieure, sera chargé d'assurer notamment la promotion de terrains aménagés à vocation industrielle. Des capacités de négociation et de commercialisation sont indispensables pour le poste. Salaire de départ de 120 à 150 000 F annuels, réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser candidature manuscrite, CV et photo sous réf 9295 à Média-System, 104 rue Réaumur 75008 Paris qui transmettra.

chef de service comptable (CL V)

BANQUE DE DEPOTS PRIVEE

Notre banque, une des premières banques françaises privées (200 personnes - 15 agences), recrute un Chef de Service comptable. Ce collaborateur, rattaché au Sous-Directeur des Services Comptables, se verra confier l'encadrement du personnel du service (10 personnes), le contrôle des activités : comptabilité générale, administrative de certains produits bancaires (bons de caisse, comptes à terme, cautions, etc.), et certaines déclarations fiscales (T.V.A., retenues à la source, ...) et participera à l'élaboration des résultats analytiques périodiques et des simulations C.C.B. Ce poste convient à une personne de 35 ans environ, de niveau DECS, ayant une expérience de comptabilité acquise dans une banque de dépôts. Le développement rapide de la banque rend le poste évolutif. Le poste est basé à PARIS 8^e.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 243.82 à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

CB Chantal Baudron s.a.

MCB Société Electronique

Ingénieur

diplômé Electricité pour DIRECTION DIVISION "Conception" de Réseau

Responsabilité des Etudes, Fabrication, Commercial - Large autonomie - Expérience indispensable et/ou l'indispensable.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo 11, rue Pierre Lhomme 93100 Courbevoie

IMPORTANT SOCIÉTÉ recherche pour son siège social Paris Sud

CHEF du PERSONNEL et des SERVICES GENERAUX

Le candidat aux qualités et expériences lui permettant d'exercer ses fonctions dans un établissement d'environ 400 personnes à forte proportion de cadres (direction générale, financière, services commerciaux).

Gestion - Recrutement - Relations avec les partenaires sociaux en liaison avec le Secrétaire Général et le Directeur du Personnel.

Ce poste est offert à un candidat de formation supérieure ayant au moins 10 ans d'expérience. Connaissance des conventions de la métallurgie appréciée.

Adresser C.V., prétentions et photo s/réf. 60625 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Groupe distribution composants électroniques 4 sociétés - 150 personnes - 180 millions de C.A. - Gentilly

Recherche :

Chef de Service Comptable

sup. de CO., DECS ou équivalent

Sous l'autorité du directeur financier il aura la responsabilité de la comptabilité de l'ensemble des sociétés pour lesquelles il assurera également le contrôle de la gestion. Responsable de la gestion de la trésorerie et du suivi clients, il sera chargé de la mise en œuvre de la comptabilité analytique et des budgets. Ce poste peut convenir qu'à un candidat ayant une compétence affirmée en informatique (comptabilité tenue à temps réel), ayant acquis une expérience en entreprise ou au sein d'un cabinet d'expertise comptable. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétention sous référence 71637/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres - 92516 Boulogne Cedex

Sélé CEGOS

SOCIÉTÉ 1400 PERSONNES 120 INGENIEURS

offre à

2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

Grande Ecole (un confirmé et un débutant)

des postes d'étude et mise au point d'instruments et systèmes (métrologie, analyse d'images, etc) mettant en œuvre des techniques de pointe en micro-informatique, asservissement, optique électronique.

Ces postes conviendront à des ingénieurs ayant un travail pluridisciplinaire, techniquement évolutif et débouchant sur des réalisations concrètes.

Adresser C.V. détaillé à **SOPELEM** 125, Bld Davout 75020 Paris.

DARTY recherche pour ses Sociétés de Service Après-Vente de la Région Parisienne

CONTRÔLEURS de GESTION

Ils auront pour mission de coordonner et superviser la gestion de ces unités décentralisées, de poursuivre la mise en place de l'outil informatique et du contrôle budgétaire.

Ce poste évolutif requiert des qualités de dialogue, de méthode et le goût de l'analyse des chiffres.

Il sera confié de préférence à des CADRES ayant reçu une formation type ESC et ayant une expérience de 3 ans acquise soit en PME, soit en audit.

Écrire à DARTY Direction du Personnel Boîte Postale n° 54 - 93140 BONDY.

Bureau Veritas

Société internationale recherche

un analyste-programmeur de gestion

5 ans d'expérience COBOL, BASIC. Connaissant le matériel IBM VM/CMS pour conception et réalisations de programmes, gestion commerciale, prévisions.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et photo actuelle sous référence n° 8 à Direction CCS - 92307 LEVALLOIS-PERRET

GROUPE INTERNATIONAL DE TRADUCTION TECHNIQUE LEADER EN TRADUCTION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

recherche pour sa filiale française

UN DIRECTEUR UN ATTACHÉ COMMERCIAL

VENDEUR CONFIRMÉ

Pour ces deux postes, une bonne connaissance de l'informatique et de l'anglais écrit et parlé est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature en ANGLAIS en précisant vos prétentions à : R. T. 836 137 M A RÉGIE PRESSE 85 bis, rue de la République, 75002 PARIS.

CENTRE DE RECHERCHES de l'Ouest Parisien recrute un

Ingénieur bureau d'études

PROFIL A & M

Son activité sera également répartie entre :

- la conception et la mise au point de moyens d'essais (prototypes et modifications des machines existantes, ...)
- mettant en œuvre des techniques diverses (mécanique, électromécanique, mécanique des fluides, thermodynamique, optique, vide, haute température, ...)
- la fonction travaux neufs et entretien : il collabore au plan des travaux, met au point les dossiers et les appels d'offres, contrôle les chantiers.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 4521 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

THOMSON-CSF

Notre Département RCM, plus de 3000 personnes, en forte expansion, souhaite renforcer ses équipes dans le secteur études radars

INGENIEURS ELECTRONICIENS

ayant une première expérience industrielle et par conséquent :

Les Ingénieurs participent à la conception d'ensembles radars aéroportés ou, compétences techniques, sens à l'organisation, goût des contacts, assurent une évolution vers des postes de responsabilité de plus en plus élevés.

Adresser C.V. et photo sous réf. MM à J.CANCES - Service du Personnel 68, avenue Pierre Brossollet 92242 Malmaison cedex.

THOMSON

Etre le Chef du Personnel de L'USINE

NOUVELLE

Un poste dans lequel vous pourrez faire preuve de créativité à un niveau d'organisation des idées, un poste dans lequel vous devrez montrer rigueur et concret, enfin, un poste dans lequel vous pourrez utiliser pleinement l'ensemble de votre acquis en matière de gestion du personnel (200 personnes dont 100 journalières). Vous dépendrez de la Direction Générale, pleinement concernée par votre fonction et désireuse d'innover. Nous souhaitons confier cette responsabilité à un homme ou une femme de 32 ans environ, ayant du recul de l'expérience dans les contacts et un esprit méthodique.

formation supérieure vivement souhaitée + 5 ans d'expérience dans tous les domaines de la fonction, éventuellement en tant qu'Adjoint(e).

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à Eric DELAFON, L'Usine Nouvelle - 59, rue du Rocher 75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LCT
Laboratoire Central de Télécommunications
recherche

ingénieurs grandes écoles
ESE - ENST - ENSEEHT - ECP - ENSERG

- pour participer à des études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

► **ingénieurs électroniciens**
débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. TC

► **ingénieurs logiciel temps réel**
débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. CF

pour renforcer des équipes en matière de communications optiques.

► **ingénieurs pluridisciplinaires**
(INSA ou équivalent)
plusieurs années d'expérience concrète exigées dans les domaines suivants :
- conception mécanique et conception de sous-ensembles optiques
- relation avec le bureau d'études,
- intégration de prototypes d'équipement électrique, suivi des projets. réf. RJ

Pour les postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en rappelant la référence du poste à LCT - BP 40 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.

Pompes Salmson
GROUPE THOMSON

Nous réalisons un chiffre d'affaires à l'exportation, 50% plus qu'il y a trois ans, et nous comptons bien demeurer aussi performants. Spécialistes d'une technique que nous maîtrisons, nous avons une très bonne image de marque auprès de nos clients industriels et de distributeurs. Nous étendons notre clientèle d'exportation. Ruell-Malmaison, nous recherchons :

Responsable de Marché
Ecole Supérieure de Commerce
pour développer nos produits et animer nos agents en Europe et ultérieurement aux U.S.A. Une expérience de produits semi-industriels, mieux encore, dans le domaine du matériel, est considérée comme un atout majeur.

Ingénieur Technico-Commercial
Formation d'Ingénieur Généraliste
pour établir des relations suivies avec une clientèle essentiellement industrielle (agro-alimentaire, chimie, etc.). Les connaissances techniques et les paramètres de la préparation et de la réalisation des produits seront appréciés.

Une expérience commerciale export d'au moins 3 ans est requise pour faire face aux responsabilités qu'impliquent ces 2 postes qui s'adressent à des hommes de caractère, entrepreneurs et ayant un bon esprit d'équipe. Anglais courant et langue souhaitée (allemand de préférence).

Très larges perspectives d'évolution.

Veuillez adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 301217 à ORION - 35, rue du 11 novembre 1918 - 75008 Paris - qui garantira réponse et discrétion.

INGENIEUR CONSULTANT
176 - 220 000 F Proche banlieue Sud
Formation et Conseil en Informatique

Un ingénieur expérimenté dans le domaine de formation, d'assistance et de conseil aux utilisateurs de systèmes d'information, et dans la formation d'utilisateurs informatiques aux techniques de l'informatique sera recruté en tant qu'INGENIEUR CONSULTANT. Au sein d'une équipe de dix personnes, il sera d'abord responsable de l'animation des équipes techniques informatiques et des utilisateurs des micro-ordinateurs non informaticiens (dirigeants, cadres, employés). Cette responsabilité s'étendra à la mise au point de la méthodologie de l'information. Il participera à la conception et au développement des programmes informatiques, à la mise au point de la bureautique (conception, utilisation, problèmes d'insertion) dans les entreprises et les administrations. La formation supérieure, les écoles ou universités, le candidat retenu, d'au moins 30 ans, aura acquis une expérience professionnelle en informatique. Ecrire la réf. 301217 à :

GRH conseils
3, rue de Ségur - 75007 PARIS -
Discrétion.

Importante entreprise de travaux publics présente dans 26 pays recherche pour son Siège à LA DEFENSE

un cadre administratif JURISTE

Le candidat retenu sera titulaire d'une maîtrise de droit affaires. Il sera intéressé par le droit international et le droit fiscal. Il aura une expérience de quelques années, si possible dans des travaux publics. Il parlera Anglais et Espagnol. Il sera chargé d'étudier et négocier les clauses juridiques des contrats à l'étranger.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 6052 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75001 Paris 02 - qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICES
Plusieurs établissements en France
CA 75 millions de francs
recherche pour son siège à PARIS un

RESPONSABLE DE DÉPARTEMENT GESTION-COMPTABILITÉ

LE POSTE : missions et responsabilités :
- Optimisation du système de gestion et de comptabilité.
- Amélioration des procédures.
- Établissement et suivi du budget.
- Suivi des dépenses.
- Établissement des comptes trimestriels et annuels.
- Élaboration de comptes d'exploitation consolidés et bilans.
- Animation d'une équipe de 6 personnes.
Rattaché au Directeur Financier, il a une relation fonctionnelle directe avec le Directeur Général.

LE CANDIDAT : son profil :
- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans et possédant dans une société de services.
- Participation à la mise en place d'un système informatisé de gestion d'entreprise.
- Ecole de commerce option Finances Comptabilité ou équivalent + DECS souhaité.

Envoyer lettre manuscrite + curriculum vitae à :
Madame LECOMTE LIEGEAIS,
17, avenue de Tourville, 75007 PARIS.

PEABODY
Société leader Antipollution
recherche

pour la Direction Technique de sa Division Air (banlieue sud-ouest Paris)

JEUNE INGÉNIEUR D'ÉTUDES
CALCULS DE STRUCTURES

- CALCULS en vue de l'optimisation des poids des structures.
- ÉTUDES de dimensionnement des structures pour la division.
- Étude C.A.O.

POSTE VOULU ÉVOLUTIF
Ingénieur type A.M. ENI, 1984.

EXPERIENCE (2 à 5 ans) de CALCULS DE STRUCTURES avec bonne connaissance des moyens informatiques (Fortran), acquise en entreprise, B.E. et/ou engineering.

Discrétion absolue. Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo à :
Sté PEABODY FRANCE
Service du Personnel
rue Elie-Tricot - B.P. 34
75372 Paris Cedex.

DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT
IMPORTANT DE SES VENTES DE SYSTÈMES D'INFORMATIQUE
INDUSTRIELLE (PROCESS CONTROL)

FOXBORO FRANCE S.A.
recherche

UN INGÉNIEUR D'APPLICATION

QUALIFICATIONS REQUISES :
- Expérience réelle de l'installation et des systèmes informatiques de contrôle-commande des procédés industriels (ou formation de haut niveau en automatique).
- Expérience des langages de programmation haut niveau (Basic ou Fortran), et de procédés industriels (chimie, papier, industrie alimentaire).
- ANGLAIS COURANT.
- Lieu de travail : Saint-Ouen-l'Aumône (zone industrielle de Cergy-Pontoise) et éventuellement des séjours de courtes durées en France et à l'étranger.

Caractéristiques : voir photo et prétentions à :
FOXBORO FRANCE S.A.
95004 CERGY-PONTOISE CEDEX
à l'attention de M. C. MULLER.

CABINET FISCAL PARIS
RECHERCHE

fiscaliste

Collaborateur et animateur du cabinet.
2 ans d'expérience minimum.

Une connaissance concrète et approfondie des problèmes fiscaux et comptables est nécessaire.

Adressez C.V., lettre man., et rémunération souhaitée, à Mme VIDAL,
76, boulevard Victor-Hugo, 93000 NEUILLY,
qui transmettra.

ORGANISME DE RECHERCHE DU SECTEUR PUBLIC
recherche

INGÉNIEUR GÉOPHYSICIEN

Chargé du développement de la sismologie active et passive.
Sondes utilisées en forage profond.
Déplacements fréquents.
Anglais indispensable.
Débutant ou quelques années d'expérience.

Ecrire sous n° 254.793 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Rémusat, 75002 Paris.

Telemecanique
les solutions de progrès

11.000 personnes dont 26 % à l'étranger
22 Usines en France - 6 Usines à l'étranger - Filiales Commerciales dans 28 Pays - C.A. 3,5 Milliards en 1981

Un des leaders européens des constituants pour les industries industrielles utilisant des techniques avancées dans les domaines :

ÉLECTROTECHNIQUE - ÉLECTRONIQUE AUTOMATISME - PNEUMATIQUE

LA DIRECTION RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT recrute pour son unité de NANTERRE (92)

INGÉNIEUR RESPONSABLE Études Matériaux plastiques & de leur transformation

IL ANIMERA UN GROUPE D'ÉTUDES À DOUBLE VOCATION :
- Information fine de l'évolution de tous matériaux plastiques existants ou arrivant sur le marché mondial.
- Étude des technologies de leur transformation AUTOMATISÉE adaptée aux produits « TÉLÉMECANIQUE » et approche par le calcul de leur pertinence économique.
Très compétent en recherche et le développement procédés, il devrait DEVENIR L'EXPERT « TÉLÉMECANIQUE » de sa spécialité.

INDISPENSABLE
• INGÉNIEUR diplômé GRANDE ÉCOLE, parlant ANGLAIS
• EXPÉRIENCE INDUSTRIELLE
- DE L'INJECTION DES THERMOPLASTIQUES ET DES THERMODURCISSEABLES
- acquise en MÉTHODES (orientées à la fabrication)
• Connaissances en AUTOMATISMES DES PROCÉDÉS

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo à : 5008

SC sélection conseil
10, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE DE SAISIE D'INFORMATION - PARIS CENTRE

Petit groupe (30 personnes) dynamique, solidement ancré sur un marché à vocation internationale et à des produits originaux, nous avons fait leurs preuves depuis quinze années, recherche pour faire son expansion rapide.

un technicien principal électronicien ou ingénieur "maison" H/F

pour diriger et coordonner les travaux d'application de Techniciens Electroniciens et participer au développement de produits nouveaux.

Le candidat a 3 ou 4 ans minimum d'expérience dans les réalisations sur microprocesseurs (8086 INTEL, en particulier) et maîtrise des langages MOTOROLA et Z80 ZILOG appréciés. Il connaît le traitement et le transport de l'information (connexions aux systèmes TELECOM), les langages ASSEMBLEUR ET BASIC et possède des notions sur PASCAL, COBOL, FORTRAN. Il a une certaine expérience de la communication et une bonne connaissance de l'anglais.

Si vous souhaitez évoluer dans un cadre sympathique, en plein essor, envoyez CV et prétentions à :
Jacques MOHIER, PAJ CONSEIL
2, rue des Dardennes 75017 PARIS
sous la référence S 122.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

Le CREDIT AGRICOLE MUTUEL
réalise son Réseau National de Transmissions de Données
pour renforcer son équipe Support Technique de Réseau recherche

Ingénieur Télécom
pour diriger l'équipe Support Technique Réseau. réf. A7

Ingénieurs Réseau
réf. A8

expérimentés pour animer une équipe de haut niveau chargée de concevoir et réaliser des logiciels, effectuer les recettes (matériels, logiciels, documentations), participer au déploiement et à l'évolution du réseau et conseiller les porteurs.

Lieu de travail : Saint Quentin en Yvelines (78).
Adressez CV, photo, salaire et prétentions en précisant la réf. du poste à :
CNCA Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

Important groupe de distribution alimentaire recherche

CHEF DES COMPTABILITÉS
220 000 F +

• Dépendant directement du Directeur Financier, il sera rapidement amené à diriger les comptables (comptabilité analytique, générale, fournisseurs, filiales) d'un effectif de 60 personnes.
• Formation supérieure DECS minimum.
• 8 à 10 ans d'expérience.
• Poste basé en banlieue Sud.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 8611 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Heider, 75009 PARIS, qui transmettra.

Je tiens à...

هك ان النصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE INDOSUEZ

recherche
pour l'Organisation de l'Informatique son
RESEAU EXTERIEUR en rapide expansion,

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

Ref.: 291/M
qui exercera des missions de conseil et d'assistance.
Diplômé de l'enseignement supérieur scientifique,
il aura quelques années d'expérience dans
développement d'applications bancaires.

UN ORGANISATEUR

Ref.: 292/M
qui participera à la conception de nouvelles procédures
et aux missions d'assistance à l'Organisation.
Diplômé de l'enseignement supérieur, il aura de bonnes
connaissances techniques bancaires et
une aptitude à dialoguer avec les informaticiens.

Pour ces postes, basés à Paris, l'intégration sera
dans une équipe dynamique. Trois à quatre mois par an
déplacements à l'étranger à prévoir.
Bonne maîtrise de l'anglais nécessaire.
Rémunérations motivantes et larges perspectives
d'avenir en France ou à l'étranger pour
des candidats de valeur.

Ecrire en précisant la référence, à A.L. Conseil
102, Bd Malesherbes 75017 Paris
qui garantira discrétion et réponse.

ALconseil

JEUNES GENS

diplômés IUT, DUT ou niveau licence
de Math, sciences économiques

Un important Groupe de Sociétés vous
offre d'acquies une expérience comme

PROGRAMMEUR

avec évolution vers des postes de
CONCEPT de SYSTEME

Formation (ou complément de formation)

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer lettre manuscrite à No 100
PUBLICITE 20, av. Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GRANDE ENTREPRISE DE PRESSE

recherche
CHEF COMPTABLE
(MONTAIGU ou FEMME) EXPERIMENTE
Formation DECS soudeuse.
Parque des relations bancaires et expérience comptable
sur ordinateur spécialisé.
Adresser CV et prétentions par mail à :
ACTION AUDIOVISUEL, 12, rue du Mail, 75002 Paris, qui
transmettra n° 100.

LE CREDIT COOPERATIF

recherche pour sa
DIVISION CREDIT PROMOTEURS

CADRE HF

chargé de risques spéciaux
- suivi du déroulement des opérations d'habitat
- diagnostic et évaluation
- mise en œuvre des décisions prises

Compétences requises :
- connaissance du marché immobilier
- aptitude à apprécier la qualité des construc-
tions
- capacité à négocier avec les professionnels.
Nombreux déplacements en France.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo
et prétentions à N. 2725 - PUBLICITE
REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris

INGENIEURS-ELECTRONICIENS

anglais courant. réf. STEN 111

Importante Société berlinoise

INGENIEURS-ELECTRONICIENS

connaissances électroniques numériques microproces-
seurs. Débuteurs acceptés. réf. STEN 112

Envoyer C.V. en précisant la réf. de poste à
PUBLICITE REUNIES - 112, Bd Voltaire
75011 Paris qui transmettra.

NOUS SOMMES PREMIER CONSTRUCTEUR

FRANCAIS DE MATERIEL DE DETECTION
INCENDIE. NOUS TENONS A NOTRE INNOVATION
DE P.M.E. INDEPENDANTE.

Nous recherchons pour notre service
recherche et développement

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

compétent dans le domaine des micro-
processeurs (matériel et logiciels).
Débutant ou quelques années d'expérience.

Adresser C.V., photo, prétentions à
D.E.F. 20 rue de la République 93111 Villetaneuse

NUCLÉTUDES S.A.

ORSAY (91)

Seule Société en Europe spécialisée en développement
nucléaire d'équipements, systèmes et engins

recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

ESE ou équivalent, quelques années d'expé-
rience en BE pour :

- analyse de conception électronique (logique, micro-
logique) ;

- organisation et réalisation de projets de matériel
et équipements.

Formation complémentaire assurée par la Société.
Les candidats devront être de nationalité française
ou détenir des obligations militaires.

Scr. avec curriculum vitae et photo, à B.P. 117,
91144 LES ULIS CEDEX.

INDUSTRIA ROBOTIQUE

RECHERCHE

BTS OU DUT ELECTRONIQUE

NIVEAU IV2-IV3

attiré par le développement d'automatisme au
niveau d'une entreprise performante.

- Anglais exigé.

- Electro-techniciens et électro-mécaniciens
s'abstiennent.

Pour ce poste, adresser lettre manuscrite, C.V.
complet, photo et prétentions à :

INDUSTRIA

28, avenue Clara, 91144 Le Plessis-Trévise

Téléphone : 576-53-78 - Monsieur HUBERT.

AOP

SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTS DE MESURE DE PRÉCISION
ELECTRONIQUE APPLIQUÉE À L'INDUSTRIE
recherche pour son service de développement

DEUX CHEFS DE PROJETS

Responsables d'un projet, ils assureront l'encadrement d'une équipe
d'ingénieurs et de techniciens.
Ils seront chargés d'étudier et de développer une gamme complète
de produits dans leur spécialité.

1) En pyrométrie infrarouge

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs il possèdera une double
formation, physique et électronique, ainsi qu'une expérience
plusieurs années dans un service d'études.

2) En mesures électroniques

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs électroniques, il
possèdera 3 à 5 ans d'expérience dans l'étude et le développement
d'appareils électroniques de petite ou moyenne série ainsi que
certaines œuvres de circuits analogiques bas niveau et des microprocesseurs.

DEUX TECHNICO-COMMERCEUX

De niveau BTS ou DUT électronique

Ils seront chargés de visiter les entreprises pour vendre nos instruments
de mesure dans la région Parisienne et la Normandie -
Une expérience dans la vente est souhaitée.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi
à M. Pinlaud, AOP BP 301 - 92144 Puteaux Cedex 13.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE BATIMENT

en développant très rapidement à l'étranger recherche pour
le recrutement de son siège social de la banlieue EST de PARIS,
proche station M et RER

Un cadre administratif et financier

4 à 5 ans d'expérience.

Il aura sous l'autorité du chef du service gestion export, il sera intégré au sein
d'une équipe. Le cadre dynamique sera chargé du suivi des contrats
d'exportation en main.

Le poste consiste à gérer les dossiers et à mettre en place les crédits docu-
mentaires, crédits acheteurs et caution bancaire, en liaison avec les
organismes de financement, d'assurances et les exportateurs
(COFACE, DREE, etc.).

Niveau BTS Export ou équivalent. Commerce ou diplôme équivalent.

Langue anglaise courante (lu, écrit, parlé).

Il aura d'avenir avec possibilité à titre de promotion d'affectation ultérieure à
l'étranger pour 2 ans environ comme Responsable Administratif et Financier.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous pli fermé à M. P.A. Jonction
34, boulevard Hausmann 75009 PARIS qui transmettra.

Importante société d'ingénierie 5000 personnes

La Défense

Cost Controllers

pour ses contrats France et Export

Techniciens de formation, ayant acquis une expérience de 5 ans minimum
dans le cadre de grands projets France ou Export (pétrochimie, sidérurgie...) dont une
partie en chantiers.

Dans les équipes chargées de la réalisation des projets, ils participeront :

- à l'élaboration d'une méthodologie ;

- à l'analyse et à la conception des supports informatiques.

- à la mise au point des programmes.

Anglais apprécié.

Adresser C.V. + photo + prétentions, sous pli fermé, à M. 2401 mentionner sur
l'enveloppe, à Media-System, 104 rue Réaumur 75001 Paris.

UNE ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

recherche

UN ORGANISATEUR

Paris.

Pour faire face au développement de ses activités, cette association
est amenée à réorganiser l'un de ses services (mise en place d'un
système conversationnel).

Sous l'autorité du responsable de ce service (25 personnes), et en liai-
son avec le secrétaire général, l'Organisateur sera chargé pour mission
d'analyser l'existant, proposer des solutions mieux adaptées puis
les mettre en œuvre et d'en assurer le suivi; il jouera auprès des
employés du service et des clients un rôle de formation et d'informa-
tion. Il sera l'interlocuteur du service informatique.

De formation supérieure scientifique ou éventuellement technique,
le candidat retenu aura au moins deux ans d'expérience en
organisation (dans une banque par exemple) et des connaissances
en informatique.

Ecrire sous référence 290/M à A.L. Conseil

102, Bd Malesherbes 75017 Paris

qui garantira discrétion et réponse.

ALconseil

Juriste confirmé

160 000 F

Prendre en charge la coordination, l'animation et le contrôle de l'activité d'un secrétaire
juridique. Ce dernier, composé de 3 juristes, a pour missions essentielles la préparation
et l'organisation des conseils et assemblées de sociétés, l'étude des formalités liées à leur vie
sociale, l'entretien des relations avec les instances externes concernées.

Vérifier la conformité de l'ensemble des dossiers et documents en émanant ; assurer la
liaison entre le Chef du Département Droit des Sociétés et ce secrétaire juridique.

C'est la mission que vous propose un des tout premiers groupes français de dimension
internationale, basé à Paris (Ecole).

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur en droit des affaires. Votre expérience
d'au moins 5 ans, acquise en entreprise ou en cabinet vous permet, par sa pluridisci-
plinarité en droit des sociétés, d'aborder l'ensemble des problèmes de ce domaine.

Elle vous a familiarisé avec la rédaction de documents divers, respectant aux exigences de la
rédaction de textes et confortés dans votre souci de rigueur et de méthode. Vous maîtrisez
parfaitement l'anglais.

Merci d'envoyer CV complet, lettre manuscrite sous pli fermé à M 114 C OC Conseil.

91 rue du Faubourg Saint Honoré,
75008 Paris, à qui nous avons
confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

Burroughs

Nous sommes le second constructeur mondial de l'industrie
Informatique et le troisième en France

Pour renforcer l'équipe de la Direction des Relations
Humaines, nous recherchons la ou la

responsable de la gestion informatisée du personnel

Titulaire d'un DUT d'informatique ou gestion, il ou elle sera
pour mission de développer les outils de gestion du personnel
en liaison avec l'informatique interne. A terme, une évolution
dans la fonction «personnel» est prévue.

Age : 22/25 ans

Lieu de travail : CERGY-PONTOISE

Merci d'envoyer dossier de candidature (C.V., photo et
prétentions) à : Jean-François LUCET - Burroughs - 8d l'Oise
95015 CERGY-PONTOISE Cedex.

CGEE ALSTHOM

ENTREPRISES ELECTRIQUES

recherche pour son Siège Parisien un

INGENIEUR

Pour le Département Marketing de nos activités

régulation, automatismes et contrôle - commande

des processus industriels

Il sera chargé de l'analyse de la demande et de l'offre sur ce marché
et participera à l'élaboration des cahiers des charges pour les gar-
mes des produits/systèmes du Groupe.

Il est ingénieur Grande Ecole, ayant acquis 5 à 10 ans d'expérience
chez un utilisateur ou un constructeur utilisant l'Anglais couram-
ment.

Applications industrielles des micro-processeurs, logiciels/temps
réel, systèmes de communication et instruments lui sont familiers.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous pli fermé à
à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Le Monde

économie

ÉTRANGER

Le contrôle des changes pour les étrangers est levé en Afrique du Sud

Johannesburg. — Moins d'un mois après avoir obtenu le statut de F.M.I., la plus grande somme de son histoire (11 milliards de francs), l'Afrique du Sud a levé le contrôle des changes pour les étrangers. C'est tout cas ce qui ressort des explications fournies par le ministre des finances, M. Owen Horwood, après l'annonce, le 5 février au Cap, de la suppression du contrôle des changes pour les étrangers, en vigueur depuis vingt-deux ans.

Aux termes des nouveaux règlements, applicables depuis lundi 7 février, les investisseurs non résidents en Afrique du Sud retrouveront l'entière liberté de déplacer leurs capitaux. Les entreprises, en particulier, les banques du pays, pourront transférer leurs profits sud-africains, voire retirer sans contrainte la totalité de leurs immobilisations au profit de l'apartheid.

Avant de la médaille, le contrôle des changes avait supprimé, les investisseurs étrangers devant débourser au tarif plein (environ 6,30 FF), et ne bénéficieront plus que de 15 % de réduction du tarif financier. Selon M. Horwood, compte tenu de la situation économique du pays, les investisseurs ne devraient pas tarder à venir en Afrique du Sud. Aucun chiffre n'a été cité, mais d'après le gouverneur de la banque centrale, M. de Kock, il y aurait eu, « ces der-

niers mois, de substantielles entrées de capitaux étrangers ».

L'argument qui, du F.M.I., s'opposait au succès de l'obtention du prêt sollicité par Pretoria, ainsi, « postérieurement », partiellement justifié. Certains, rappellent-ils, avançaient que la demande sud-africaine n'était pas fondée sur un besoin réel, mais avait essentiellement pour objectif de réamorcer la pompe à investissements étrangers en rétablissant un certain degré de confiance internationale.

De fait, les difficultés de la balance des paiements invoquées par Pretoria pour encaisser un milliard de dollars à privilège (environ 7 %) ont pratiquement disparu. Comme par enchantement. De 4 milliards de rands de déficit pour l'année dernière, les paiements s'achemineraient aujourd'hui, en petite année, vers un excédent de 1 milliard pour 1983.

La remontée des cours de l'or sur les marchés internationaux (1), dont l'Afrique du Sud est le principal pourvoyeur, n'y est pour rien.

Que les investisseurs annoncés aujourd'hui résultent ou non d'un accord avec le F.M.I., qu'elles s'expliquent par l'envol de l'or, la baisse des importations, la volonté de maintenir le rand à son niveau actuel, ou la volonté objective de ralentir l'inflation (15 % l'an), elles permettent de constater que le régime

notre correspondant

d'offrir un spectaculaire démonstration de confiance aux investisseurs politiques.

Le victorieux employé par les autorités, la mesure d'Etat pour présenter la mesure au public ne planer aucun doute à l'égard. « Un événement capital dans l'histoire financière », estime M. Horwood.

Certes, pour les citoyens sud-africains, le contrôle des changes n'est pas largement en place, mais il est allégé. Les résidents pour- ront désormais dépenser 1 000 rands (36 000 F) par an, au lieu de 4 000 (24 000 F) pour leurs vacances à l'étranger. Les investisseurs étrangers leur enveloppe annuelle de frais de voyage hors Afrique du Sud passer de 7 500 à 10 000 rands (61 700 F), et les familles installées à l'étranger pourront emporter avec elles 100 000 rands (617 000 F) au taux plein, et non plus « financier ».

Une décision politique

La portée de ces libérations ajustées n'est évidemment pas comparable au formidable impact psychologique attendu en bas lieu de la liberté réintroduite pour les capitaux. Mais que le Sud-Africain puisse ainsi, son budget vacances élargi, ressentir directement les premiers effets de la « confiance retrouvée ». Nul ne doute, en effet, qu'au sein des motifs rétroactifs de la pure technique financière la décision sud-

africaine comporte un caractère politique.

Pour en prendre la mesure, il suffit de rappeler que le contrôle des changes a été instauré en 1961, juste après les élections de Sharpeville, dans le Transvaal. A cette époque, la police blanche avait tiré sur les manifestants anti-apartheid, et les soixante-quinze d'entre eux. La plupart des leaders africains furent très vite arrêtés, leurs organisations interdites (Congrès national africain, Congrès panafricain, etc.) et l'ordre promulgué. Mais les capitaux étrangers n'ont pas pu profiter d'un marché intérieur exceptionnel (+ 12,1 %), ni la croissance du pays, plus vite que les marchés voisins étaient alors déprimés. Renault a ainsi à peine maintenu sa part de marché, tandis que celle de Peugeot S.A. régressait. Parallèlement, les pertes s'accumulaient : de l'ordre de 1,9 milliard de francs pour Renault (dont, il est vrai, 300 millions seulement dans le secteur de l'automobile strictement dit) et sans doute 2,5 milliards pour Peugeot. Ce dernier groupe ayant connu d'autres exercices déficitaires (6 milliards en trois ans), voilà qui pose la question de la survie du « lion » sochalien, du moins parmi les dix premiers constructeurs mondiaux. Toujours malade du rachat en 1978 de Chrysler Europe, son endettement à court, moyen et long terme approche 27 milliards de francs (36 % du chiffre d'affaires), alors que ses fonds propres ont fondus de moitié au cours des trois dernières années.

La vente, à la fin de 1982, des magasins Ravi pour 137 millions de francs et l'élargissement de la base quasi morte qu'était Matra-Automobiles — des décisions où certains voient la patte du numéro deux du groupe, l'ambitieux M. Jacques Calvet, récemment arrivé de la B.N.P. — ne sont plus à la hauteur des enjeux.

PATRICE CLAUDE.

(1) Début octobre, quand l'Afrique du Sud fit sa demande, l'once d'or valait 392 dollars, elle en vaut maintenant 500.

AFFAIRES

L'Etat et l'industrie automobile

(Suite de la première page)

Comment alors ne pas se faire quelque souci devant ces graves difficultés expliquées et mal maîtrisées par les syndicats, face à une situation industrielle des deux groupes nationaux fortement dégradée et un avenir bien incertain ?

Il est vrai que, si l'on se réfère aux statistiques, les pertes des deux groupes perdus : les grèves des usines (avec près de 100 000 voitures non produites de ce fait), un taux de change peu favorable depuis 1980 aux constructeurs français, la dispersion difficile des investissements importants des années précédentes (plus de 20 milliards pour Renault, près de 15 pour Peugeot de 1980 à 1982), le blocage des prix enfin, auront pesé sur la productivité et la compétitivité des groupes nationaux. Conséquence, ceux-ci n'ont pas pu profiter d'un marché intérieur exceptionnel (+ 12,1 %), ni la croissance du pays, plus vite que les marchés voisins étaient alors déprimés. Renault a ainsi à peine maintenu sa part de marché, tandis que celle de Peugeot S.A. régressait. Parallèlement, les pertes s'accumulaient : de l'ordre de 1,9 milliard de francs pour Renault (dont, il est vrai, 300 millions seulement dans le secteur de l'automobile strictement dit) et sans doute 2,5 milliards pour Peugeot. Ce dernier groupe ayant connu d'autres exercices déficitaires (6 milliards en trois ans), voilà qui pose la question de la survie du « lion » sochalien, du moins parmi les dix premiers constructeurs mondiaux. Toujours malade du rachat en 1978 de Chrysler Europe, son endettement à court, moyen et long terme approche 27 milliards de francs (36 % du chiffre d'affaires), alors que ses fonds propres ont fondus de moitié au cours des trois dernières années.

La vente, à la fin de 1982, des magasins Ravi pour 137 millions de francs et l'élargissement de la base quasi morte qu'était Matra-Automobiles — des décisions où certains voient la patte du numéro deux du groupe, l'ambitieux M. Jacques Calvet, récemment arrivé de la B.N.P. — ne sont plus à la hauteur des enjeux.

Quant à Renault, à peine moins endetté, relativement, que son concurrent — malgré une dotation en capital de 1 milliard de francs — l'Etat n'a pas pu intervenir pour le sauver de la part de l'Etat industriel, il ne peut plus se permettre de voir sa compétitivité encore entamée.

Des aides ponctuelles

Voilà pourquoi les grèves incessantes, déjà cinq cent mille voitures auraient été perdues depuis le 1^{er} janvier (la moitié de 1982 en un mois). De plus, l'accord salarial signé chez Renault — en pleine grève des peintres de Flins — qui aura sans doute un effet d'entraînement dans la branche, dépasse légèrement les objectifs du gouvernement (avec une augmentation de 21,7 % pour 1982-1983 contre 21,6 % prévues). Sans doute le dérapage est-il léger. Mais outre que l'accord comporte une sorte de clause de sauvegarde du pouvoir d'achat, il laisse la direction de la Régie le due au sur- plus que celle-ci ne pourra plus faire de concessions en cas de nouvelles revendications, sous peine d'affecter la politique de M. Delors.

Sans parler de l'intégrisme religieux dénoncé par M. Mauroy, et qui est sans doute l'un des facteurs de ces poussées de ferveur, les mouvements sociaux ont bien d'autres raisons (le Monde du 29 janvier).

Les pouvoirs publics réfléchissent donc au moyen d'éviter une trop grande altération de la compétitivité de l'industrie française. Non qu'ils préparent un « plan automobile » comme l'avait annoncé le chef de

L'Etat avant de se rétracter quelques jours plus tard au Salon de l'auto, — mais quelques actions spécifiques sont envisagées.

An demeurant, le lancement de la BX de Citroën, la 205 Peugeot du nouveau modèle promis pour chaque année par Renault, le rajoutement de la gamme en marche. Le succès de ces modèles et la poursuite d'investissements à hauteur de 7 % à 8 % de leur chiffre d'affaires seront déterminants pour l'avenir des deux groupes. Or il est évident que, si l'on ne peut pas attendre pour Renault, il sera plus difficile pour Peugeot. Et nul ne sait si la firme sochaliennaise, fort soucieuse de son indépendance — mais trop tentée pour poursuivre son effort même si la famille Peugeot joue, elle la toujours fait, son rôle d'actionnaire principal, — accepterait une aide de l'Etat. M. Parayre son président, déclarait au Monde en 1982 : « J'attends de l'Etat, non pas une aide, mais qu'il crée les conditions de fonctionnement des entreprises ». Il n'est pas sûr que telle soit toujours la position du groupe si qu'il ait une unité au sein de la direction sur la doctrine. Apparemment, une aide de l'Etat ne sera acceptée que si elle ne contrevient pas aux règles de la C.E.E.

L'adaptation de l'industrie automobile passe actuellement par la décompression des effectifs de la région parisienne. C'est là une des conséquences des grèves. Peut-être aussi une des causes. Un exemple : Renault, qui a largement entamé son effectif, par exemple, a perdu, en vingt-cinq ans, la moitié de son potentiel industriel et dix mille emplois. Les usines devront donc être proposées aux groupes français pour l'implantation dans les régions les plus touchées par la crise de certains ateliers des usines parisiennes. En outre, des prêts subventionnés vont être offerts pour une robotisation accrue de la production française. Enfin, la recherche, en matière notamment d'économies d'énergie — le véhicule 3 litres, sera poursuivie avec l'aide de l'Etat.

Mais la redressement financier passe plutôt par les prix que par l'investissement. C'est ce qui a justifié l'autorisation donnée aux constructeurs de relever, dès janvier, leurs barèmes de 2 % en moyenne. Du fait d'un renchérissement des voitures de 7,7 % en 1982 — soit 2 points de moins que le rythme de l'inflation, — les groupes escomptaient un tel rattrapage. D'autant que leurs coûts ont augmenté. Outre les salaires, le prix de l'acier a connu une hausse de 30 % en 1982 sous l'effet des décisions de la CEEA et de la dévaluation du franc, et il devrait encore subir une majoration de 18 % en 1983. L'an passé, le relèvement des prix de l'acier et des plastiques a absorbé 40 % du renchérissement des automobiles.

Alors qu'un point de hausse correspond à 600 millions de francs supplémentaires pour Renault et Peugeot, l'engagement de modération signé le 4 février par la branche et qui prévoit une augmentation maximale de 7,5 % du prix des voitures en 1983 — les français réclamaient 10 % — laisserait-il une marge suffisante ? Les pouvoirs publics s'approprient aussi à leur tour comme il se doit leur rôle d'actionnaire de Renault (dont la dotation en capital devrait toutefois être légèrement inférieure à celle de 1982). Mais, quoi qu'il en soit, il sera fort difficile aux deux groupes nationaux de retrouver l'équilibre financier en 1983. Les conflits actuels se poursuivront.

BRUNO DETHOMAS.

SI NOS AIRBUS ASSURENT AUJOURD'HUI 80 VOLS QUOTIDIENS, C'EST POUR DONNER DES AILES A VOS AFFAIRES



Transporter chaque jour, et très vite, aux mêmes heures, davantage de passagers se déplaçant pour leurs affaires impose d'augmenter régulièrement le nombre de places disponibles : s'équiper en conséquence, c'est aujourd'hui un des impératifs d'Air Inter.

Pour satisfaire la demande, la Compagnie Air Inter a fait passer sa flotte d'avions gros porteurs dont l'entrée en ligne s'effectue à une cadence accélérée : d'ici fin 83, ce sont 11 Airbus qu'Air Inter pourra mettre au service de ses clients.

C'est un formidable effort d'équipement, qui permet une redistribution des appareils de la flotte au profit de tout le réseau. Le résultat ? Des vols plus nombreux, plus accessibles, plus confortables, donnant à chacun la possibilité de mieux organiser sa journée.

Ce n'est qu'un des aspects du service Air Inter. Mais il fait bien comprendre pourquoi un nombre chaque jour plus grand de responsables choisissent Air Inter pour donner des ailes à leurs affaires.

AIR INTER

NOTRE MONDE C'EST LA FRANCE

les ICG des cadres performants

Institut de Contrôle de Gestion

- Une formation en management exclusivement réservée aux cadres dirigeants d'entreprise.
- Inscriptions en cours pour la promotion Jean Mermoz.
- Date limite : 1^{er} mars 1983.

Pour renseignements : Mademoiselle DELARUE, ICG 37 Quai de Grenelle - 75738 PARIS Cedex 15 Tél. 578 6152



Institut Français de Gestion

ATOLL

Industrie automobile

Le secteur automobile français est en pleine mutation. Les grands groupes comme Renault, Peugeot, Citroën et Fiat sont confrontés à une concurrence internationale de plus en plus féroce. Les défis sont nombreux : réduire les coûts, améliorer la qualité, développer de nouvelles technologies. Les entreprises doivent aussi faire face à des réglementations de plus en plus strictes, notamment en matière d'émissions polluantes. Malgré ces difficultés, l'industrie automobile reste un secteur dynamique et innovant.

les ICG les plus performants

Institut de Gestion

Le cours pour la formation de gestion est ouvert. L'institut propose des programmes adaptés aux besoins des entreprises. Les formations couvrent des domaines tels que la gestion financière, la gestion des ressources humaines, la gestion de la production. Les participants bénéficieront de l'expertise de professeurs expérimentés et de méthodes pédagogiques innovantes.

MACHINISME AGRICOLE

Une troisième voie possible entre « survivre diminué » et « mourir en se développant »

À la demande des ministères de l'Agriculture et de l'Industrie un groupe de travail, constitué pour l'occasion, vient de rendre publiques une série de recommandations pour améliorer la situation générale du secteur. Ce rapport concerne en fait essentiellement les nombreuses P.M.E. du machinisme. Un second groupe de travail planche,

lui, sur les structures industrielles, c'est-à-dire en fait sur la restructuration qui apparaît nécessaire dans les filiales des grands groupes multinationaux comme John Deere, International Harvester, Massey-Ferguson, ainsi que Renault, la crise du machinisme débouchant pour ces entreprises sur une surcapacité de production.

Pour le secteur pris dans son ensemble le diagnostic est le suivant : perte de plus de 17 000 emplois en huit ans, baisse du chiffre d'affaires en valeur réelle depuis 1974, baisse des exportations en volume depuis 1976, dégradation du taux de couverture des importations par les exportations.

Pour les P.M.E., qui composent le gros du bataillon des 490 entreprises de machinisme en France, le groupe de travail propose une première série de mesures, dont les principales sont de consolidation financière. Trente-quatre autres dispositions sont suggérées, qui pourraient être mises en œuvre par un groupe inter-industriel du machinisme agricole restant à créer.

« Les marges d'auto-financement des P.M.E. ne permettent plus, dit le rapport, de ne financer qu'une part chaque année plus faible des besoins d'investissement et de fonds de roulement. Les frais financiers dépassent 6 % du chiffre d'affaires. Les entreprises qui veulent maintenir leur niveau d'activité risquent d'être mises en difficulté et leurs besoins en fonds de roulement (environ 20 % du chiffre d'affaires) ne peuvent être couverts par des capitaux permanents. Une consolidation financière des entreprises du secteur paraît donc nécessaire pour leur faire sortir du dilemme fatal : survivre diminuées ou mourir en se développant. »

Pour ce faire, le rapport suggère plusieurs objectifs : diminution des frais financiers de 6,5 % à 4 % du chiffre d'affaires, augmentation des fonds de roulement à deux mois et demi d'activité, accroissement des fonds propres à hauteur de 65 % des capitaux permanents, investissements en recherche-développement pour accroître les exportations portés à 6 % du chiffre d'affaires, contre 3 % en 1981. Ce programme d'assainissement représenterait un apport de capitaux permanents de l'ordre de 1,5 milliard de francs, en trois ans. Plus précisément, le groupe de travail propose une aide des pouvoirs publics de 470 millions de francs, réservés dans un premier temps à l'assainissement financier des entreprises moyennes du secteur. Ensuite, entre 1983 et 1985, une enveloppe annuelle de 300 millions de francs serait affectée au redressement industriel. Cet effort se-

rait réalisé par le F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social). Pourrait s'y joindre l'IDFI (Institut de développement industriel), l'IDIA (Institut de développement des industries agro-alimentaires), les sociétés de développement régional et le Crédit agricole.

Les « grands » discutent

De côté des grands noms du tracteur ou de la moissonneuse-batteuse, les sommes en jeu sont plus considérables et les situations plus cruciales : Massey-Ferguson, International Harvester et Renault-motoculture perdent de l'argent, John Deere, en gagnant, se flatte de ne pas être en perte. Les sept entreprises multinationales installées en France réalisent 35 % du chiffre d'affaires de ce secteur. Les pouvoirs publics les pressent de s'entendre. Comme ce fut le cas pour l'automobile, l'heure est plus que jamais de rationaliser, d'allonger les séries, bref d'échanger des composants. Les responsables de Massey, Renault et I.H. reconnaissent qu'ils ont des discussions en ce sens, qui, pour certains, pourraient déboucher sur des accords en juin ou septembre. Mais tous insistent, I.H. en premier, qui est le plus malade au plan international et qui s'est déjà défilé de sa filiale française de génie civil (Yumbo), pour affirmer qu'il n'est pas question jusqu'ici d'autre concentration. Il n'est pas impossible que les pouvoirs publics soient plus ambitieux que les constructeurs en ce domaine, pour Renault notamment, dont un précédent rapport consacré à la recherche agro-alimentaire, initié par le ministère de la recherche et de l'industrie, voulait faire le noyau d'un groupement d'intérêt public. Il est vrai que les autres constructeurs, dont Massey-Ferguson, qui négociait de son côté avec le premier ministre de fait de son implantation dans la région lilloise, n'avaient pas à l'époque (printemps 1982) été consultés.

Deux exemples illustrent les négociations en cours : International Harvester serait intéressé à fournir des cabines de tracteurs à Massey-Ferguson, mais les problèmes d'adaptation aux modèles de l'autre marque et surtout celui du chevan-

chement des réseaux de distribution sont difficiles à résoudre. I.H. vendrait aussi volontiers des pièces de fonte à Renault, lequel pourrait lui fournir des ponts avant qui sont sa spécialité. Par contre, I.H. dément, ainsi que Renault d'ailleurs, qu'il y ait des pourparlers dans le domaine des moissonneuses-batteuses, domaine où I.H. dispose, dans son usine d'Angers, reprise à Brand, d'une confortable avance technique.

Alors qu'il insiste sur la nécessité d'accroître les capacités d'exportation des P.M.E., qui fabriquent les outils derrière tracteurs ou les matériels d'équipement et de stockage à la ferme, le rapport sur l'amélioration de la situation générale du machinisme évoque pas l'apport des réseaux de distribution internationaux des « grands », sur lesquels ces P.M.E. peuvent s'appuyer. Il est vrai que les différentes marques n'ont pas attendu la constitution d'un groupe de travail pour songer à s'associer à l'exportation avec les moyennes/grandes du machinisme agricole français.

JACQUES GRALL

M. ROBERT LEROY LAISSE A SON FILS LA PRÉSIDENCE DU GROUPE MAISON FAMILIALE

À la veille de son sixième anniversaire, M. Robert Leroy, fondateur il y a trente-quatre ans du Groupe maison familiale de Cambrai, prend de la distance avec ce qui est devenu le premier fabricant français de maisons individuelles. Il cède, en effet, la présidence de G.M.F.S.A. à son fils Patrick, âgé de trente-trois ans, entré dans l'affaire il y a neuf ans. M. Patrick Leroy sera assisté de M. Robert Héline, administrateur-directeur général, et de M. Pierre Deceuleire, directeur général. M. Robert Leroy, cependant, garde son poste de président du conseil de surveillance de CEMAP (Centre d'études, de management et de productivité), qui est la holding du groupe, et devient président de Fiofrance, établissement financier, filiale de G.M.F.S.A.

M. Robert Leroy cesse donc d'être un homme de terrain, directeur opérationnel, pour de réserver des tâches de surveillance. Préparation classique d'une succession en douceur dans une affaire familiale, lorsque le fondateur a subi, il y a un an, une grave opération cardiaque. Un peu moins classique dans une affaire où le capital de la holding est tout entier la propriété des salariés. Le Groupe maison familiale, qui emploie, dans un cadre juridique tout à fait capitaliste, deux mille cinq cents personnes, a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 4,7 milliards de francs.

(Publicité)

International public tender MONCION DAM project

The Instituto Nacional de Recursos Hidráulicos (Indrih) from the Dominican Republic, wishes to carry out the execution of the multiple purpose MONCION DAM Project over the Mao River.

Its main objectives are, the assurance of water supply for the area now being served, the enlargement of the irrigation area as a consequence of the increase of water supply through the rehabilitation of the existing system and, the generation of a considerable amount of hydroelectric energy.

For these reasons Indrih calls to an international public tender to all Companies with well known experience all over the world to present both a Technical And economic proposal for the construction of the MONCION DAM, of which its main characteristics are given below :

Type of D.	Nucleus
Enrockment volume in curtain	2,873,750 m ³
Volume of impermeable material in curtain	691,110 m ³
Height of DAM	121 m
Length of crest	282 m
Installed capacity	45 MW
Length of Tunnels	4,900 mts
Total Volume of Concrete	107 315 m ³

The proposal must be accompanied by an offer of financing for the total costs of the works including the provision and mounting of the electromechanical equipment and the general supervision of the construction. The financing offer must be supported by documents which will guarantee their validity.

All bidders will have to comply with law 322, that regulates the participation of foreign persons and/or companies in consultant and/or construction works in the Dominican Republic.

The specifications of the project can be obtained in the Office of the Comité de Licencias (Licitation Committee of Indrih) located at the centro de Los Hermanos, Santo Domingo, Dominican Republic, previous payment of RD. 500.00, not refundable, from February 14 of 1983 on, and the proposal should be presented not later than April 30 of 1983.

Ing. Romulo Vallejo Pradel
Director Ejecutivo del Instituto Nacional de Recursos Hidráulicos (Indrih).

LENTILLES DE CONTACT

La qualité OSIRIS : lentilles B et L, 1^{er} fabricant mondial
Les services OSIRIS : un ensemble de services unique en France.
Les prix OSIRIS : 450 F adaptation comprise, 480 F sans adaptation.
Avec ce bon ETUI - NECESSAIRE DE DÉPART GRATUIT. Jusqu'à 26.7.83.

OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES

BORDEAUX - 4 cours Alsace-Lorraine (56) 52.96.26
LILLE - 10 rue du Palais Rihoult (20) 54.42.78
LYON 6^e - 4 quai du Général Sarrail (7) 824.12.46
PARIS 1^{er} - 20 quai de la Magasinerie (1) 233.00.20
PARIS 8^e - 127 bd St Michel (1) 326.27.97
PARIS 8^e - 21 avenue de Friedland (1) 563.55.99

CHERCHER LA SOLUTION SANS AVOIR ÉCOUTÉ LE PROBLÈME, C'EST TRAVAILLER À L'AVEUGLETTE.

Les dirigeants du groupe d'assurances Lloyd's pourraient être contraints de rendre publics leurs intérêts financiers

Les vingt-sept membres du nouveau conseil d'administration du groupe d'assurances Lloyd's de Londres pourraient être obligés de rendre publics l'intégralité de leurs intérêts dans le monde des affaires, qu'ils aient une relation ou non avec l'assurance, ceci afin de mieux informer la communauté financière et d'éviter la répétition des scandales qui ont éclaté récemment.

Ainsi, l'an dernier, la grande société de courtage américaine Alexander et Alexander, qui avait racheté la firme britannique Howden, regroupant plusieurs « syndicats » d'assureurs du Lloyd's, a constaté, après coup, la disparition de 55 millions de dollars (420 millions de francs), investis sous forme de primes de réassurances au Panama et au Liechtenstein. Cinq di-

recteurs de Howden ont été licenciés et celui d'un des « syndicats », M. Ian Postgate, surnommé « Goldfinger » pour son génie des affaires, a été suspendu. L'affaire Howden a déclenché une série d'enquêtes sur le marché, qui a éclaboussé plusieurs « syndicats » et incité la Banque d'Angleterre à imposer au Lloyd's un nouveau président, M. Ian Davison, et un nouveau conseil d'administration.

En 1981, le Lloyd's a délivré pour 2,8 milliards de livres sterling (30 milliards de francs) de primes d'assurance et de réassurance et procuré, en 1981, 380 millions de livres (4 milliards de francs) en devises à la balance des paiements britanniques au titre des retraits « invisibles ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEPT MOIS	
	+ base	- base	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
SE-UL	7,6238	7,6278	+ 175	+ 285	+ 390	+ 435	+ 1065	+ 1269
Sch	5,7280	5,7268	+ 90	+ 130	+ 240	+ 295	+ 670	+ 868
Yen (100)	2,9215	2,9298	+ 120	+ 145	+ 280	+ 310	+ 895	+ 990
DM	2,8340	2,8360	+ 140	+ 150	+ 320	+ 345	+ 980	+ 1040
Fluka	2,2885	2,2930	+ 150	+ 165	+ 335	+ 360	+ 1010	+ 1095
F.R. (100)	14,3380	14,3970	+ 90	+ 45	+ 225	+ 30	+ 745	+ 280
F.S.	3,4410	3,4465	+ 245	+ 270	+ 550	+ 585	+ 1500	+ 1695
L.O. (100)	4,9325	4,9385	+ 245	+ 265	+ 795	+ 690	+ 2215	+ 1990
F. long.	10,6545	10,6670	+ 85	+ 160	+ 240	+ 355	+ 885	+ 1225

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/8	9	8 7/8	9 1/4	9 1/16	9 7/16	9 9/16	9 5/8
SE-UL	5	5	5	5	5	5	5	5
DM	4 1/2	5	4 1/2	5	4 1/2	5	4 1/2	5
Fluka	12	13	12	13	12	13	12	13
F.R. (100)	12	13	12	13	12	13	12	13
F.S.	16	19	16	19	16	19	16	19
L.O. (100)	10 3/4	11 1/2	10 3/4	11 1/2	10 3/4	11 1/2	10 3/4	11 1/2
F. long.	13	14	13	14	13	14	13	14

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Trop d'entreprises préfèrent vous parler de ce qu'elles font plutôt que d'être à l'écoute de vos besoins.

Un tel comportement n'est pas de mise chez Sperry. Notre domaine, c'est l'utilisation de la technologie avancée du micro-processeur, afin de concevoir des solutions originales aux problèmes complexes en matière d'informatique, de défense et d'aérospatiale.

Aussi commençons-nous toujours par écouter. En écoutant bien, on découvre qu'aucun problème ne ressemble exactement à un autre. C'est aussi le cas de sa solution.

Pour l'industrie, Sperry a développé un système de conception assistée par ordinateur et qui permet aux ingénieurs, à partir d'un terminal unique, de visualiser et tester leurs idées jusqu'au stade de leur production.

Pour les pilotes, nous avons conçu des simulateurs, contrôlés par ordinateur, qui les entraînent aux atterrissages

dans toutes les conditions, y compris de nuit sur un porte-avions soumis aux mouvements d'une mer agitée.

Et pour des gouvernements dans le monde, nous avons créé des systèmes informatisés qui peuvent tout faire, depuis la prévision des tremblements de terre jusqu'à la conception de modèles économiques.

La capacité d'écoute n'est pas une compétence technique en elle-même, mais c'est un outil indispensable à la technologie.

Si vous cherchez la meilleure solution à votre problème, adressez-vous à des gens qui écoutent avant de parler.

SPERRY

POUR NOUS, L'IMPORTANT EST DE SAVOIR ÉCOUTER.

© Sperry 1983. Pour recevoir un livret sur la bonne façon d'écouter, écrire à Sperry S.A., Dept MD16, 19 Rue François 1^{er} 75008 Paris.

SOCIAL

UNE ÉTUDE DU C.E.R.C.

Les modifications intervenues en 1982 rapprochent l'indemnisation des chômeurs français de celle des étrangers

Le chômeur français est-il mieux traité que ses homologues européens ou canadiens ? Oui, si l'on en croit une récente enquête du C.E.R.C. (1) qui compare les systèmes d'indemnisation du chômage en France, en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne, en Suède et au Canada. Cela dit, la situation des chômeurs français est moins favorable, en 1982, qu'elle ne l'était en 1980. Les modifications introduites, en 1982, en France comme en Grande-Bretagne ont eu, en effet, comme résultat de rapprocher l'indemnisation des chômeurs français de celle des chômeurs étrangers.

Le chômeur français est d'autant mieux indemnisé qu'il aura travaillé au moins un an avant la perte d'emploi et que son licenciement aura été prononcé pour raison économique.

● Avec moins de trois mois de travail, l'indemnisation est nulle en France, comme en Allemagne, en Suède et au Canada. Elle n'existe qu'en Grande-Bretagne où elle varie de 10 à 62 % selon le salaire et la situation de famille.

● Pour une durée de trois à six mois de travail, toujours inexistante en France, plus faible (13 à 18 %) qu'en Grande-Bretagne des précédents niveaux restent valables pour tous les autres cas, qu'en Allemagne (de 35 à 46 %) mais tout de même globalement plus élevée qu'au Canada (0 à 16 %).

● A partir de six mois de travail, les français atteignent leur rythme de croisière avec des taux variant de 54 à 76 %, qu'ils garderont pour une durée antérieure de travail de douze mois. Les Allemands augmentent d'un ou deux points leurs taux. Par contre, la Suède commence son indemnisation à partir d'une durée antérieure d'emploi de six mois et verse alors de 8 à 24 % du salaire. Les taux canadiens sont compris entre 12 et 28 %.

● Pour une durée antérieure d'emploi de douze mois, la Suède

augmente considérablement son taux d'indemnisation, 90 % pour un salaire ouvrier moyen et 29 % pour un salaire de cadre. La France, en seconde position maintient son indemnisation précédente, tandis que l'Allemagne majore de nouveau les taux d'1 ou 2 points. Les taux du Canada oscillent, de 23 à 56 %.

Si le chômage se poursuit au-delà d'une année, la compensation de la perte de salaire diffère à nouveau selon le temps de travail antérieur. Dans les conditions les meilleures, pour un ouvrier moyen, (douze mois de travail) la France reste en tête avec 52 à 66 % d'indemnisation (le taux dépendant de l'âge du demandeur), puis vient l'Allemagne (45 %), la Grande-Bretagne (32 %) et enfin la Suède (25 %). Le Canada n'accorde plus aucune indemnité au-delà d'une année.

Il y a quelques difficultés à établir ce type de comparaison car ces pays, au développement industriel comparable, conjuguent différemment les systèmes d'assurance et d'assistance dans leur protection sociale. Par exemple, en Grande-Bretagne, les mécanismes d'assurance et d'assistance sont intégrés et s'ajoutent pour garantir un « revenu minimum » au chômeur. En Suède et en Allemagne, l'assistance complète l'assurance. Au Canada, il ne s'agit que d'assurance. En France, le principe de l'assurance domine. Mais l'attribution d'allocations de fin de droits ou d'allocations forfaitaires relève de la notion de solidarité. Le système français, par exemple, peut accorder des allocations forfaitaires à des jeunes ou à des femmes n'ayant jamais travaillé.

Ch. Gr.

(1) L'indemnisation du chômage en France et à l'étranger : documents du Centre d'étude des revenus et des coûts, n° 62. En vente à la Documentation française, 29, Quai Voltaire, 75340, Paris cedex 07. Prix : 28 F.

(2) En Suède et en Allemagne fédérale, il s'agit de prestations d'assurance.

CONSOMMATION

Le premier Centre local d'information sur les prix fonctionne à Lille

De notre correspondant

Lille. — Le premier Centre local d'information sur les prix (CLIP) a été installé à Lille, vendredi 4 février, par M^{me} Catherine Lalumière, ministre de la consommation. Financé à part égale par le ministère et par la région et mis en place avec le concours des associations de consommateurs et de la chambre de commerce, le CLIP fournira régulièrement des informations sur les prix des produits de consommation courante.

Les prix seront relevés par une trentaine d'enquêteurs munis de « calculateurs », véritables terminaux d'ordinateur, dans quelque trois cents commerces de toutes catégories (de la grande surface à l'épicerie traditionnelle) choisis pour constituer un échantillon représentatif des centres de distribution de Lille et de sa proche banlieue. Les informations ainsi collectées dans la matinée sont aussitôt transmises pour être traitées sur ordinateur à Fontainebleau ; elles reviennent dans l'après-midi sous forme de tableaux affichant, outre un prix minimum et un prix maximum (les premiers relevés, font apparaître des prix variant de 1 à 3) un prix « économique » correspondant à celui pratiqué — ou non dépassé — par au moins un quart des commerces les moins chers.

Grâce à cette fourchette, le consommateur pourra comparer et ainsi éliminer de ses achats du jour tel ou tel produit dont le prix lui semblerait abusif par rapport à la moyenne. Le commerçant pourra lui aussi se situer par rapport aux autres. Cette transparence du marché souhaitée par le ministre pourrait être un élément de lutte contre l'inflation.

Les résultats des enquêtes devraient être diffusés sur les antennes de radio et de télévision régionales, et peut-être avec le concours de la presse quotidienne. Le coût de cette opération-pilote est évalué à 2 millions de francs pour la première année. Il comprend l'investissement en matériel (les calculateurs) et en logiciel (le traitement des informations) et les salaires des trente enquêteurs. Il devrait être possible de diminuer ce coût pour les cinq CLIP prévus par le ministère cette année.

Ces moyens importants ont suscité une protestation du syndicat C.F.D.T. de la concurrence et de la consommation : « Nous relevons encore les prix avec un papier et un crayon, explique-t-il dans un communiqué. On sous-équipes l'administration et ensuite on fait appel au privé. Les enquêteurs appartiennent en effet à une société de services.

Le Carnet des Entreprises

● CEM - COMPAGNIE ÉLECTRO-MÉCANIQUE

Le conseil d'administration de CEM - COMPAGNIE ÉLECTRO-MÉCANIQUE, réuni au Siège social le 3 février 1983, à la suite de l'acquisition par ALSTHOM-ATLANTIQUE de la participation majoritaire que détenait B.B.C.-BROWN BOVERI et C^o au capital de la Société, a nommé administrateurs, en remplacement de M. F. GRAPPOTE et des administrateurs d'origine B.B.C., démissionnaires,

MM. J.-P. DESGORGES
P. COMBEAU
P. LEGRAND
G. DALLERY
et M. NEGRE

Leur nomination sera soumise à la ratification de la plus prochaine assemblée générale. M. P. COMBEAU a été élu Président directeur général en remplacement de M. R. KOCH qui a donné sa démission de Président et d'administrateur.

Le Conseil, à l'unanimité, a nommé M. R. KOCH Président d'honneur.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33

ATTENTION décibels ! Protégez vos tympans

Le bruit, l'une des pires nuisances de nos modes de vie, peut être grave de conséquences. « EAR », filtre antibruit, mis au point aux U.S.A., d'après les progrès réalisés en acoustique, est facile à porter, agréable, se démonte en douceur dans l'oreille. Idéal pour le bureau, l'usine, le sommeil, la natation, il permet cependant la conversation. En pharmacie, ou renseignements : 273-30-34.

(Publicité)
L'A.C.I. PROPOSE :
240 étudiants de l'Académie Commerciale Internationale (école de la C.C.I.P.) et 25 journalistes se rendent en Martinique du 23 au 31 mai 1983 proposant leurs services à entreprises pour missions diverses :
- études de marché
- études d'implantation
- enquêtes, questionnaires
- campagnes promotionnelles
- P. L. V.
- prises de contacts, etc.
Pour tous renseignements :
contacteur Patrice Zana
766-51-34
43, rue de Tocqueville, 75017

(Publicité)
QUATRIÈME ROND-POINT DES CARRIÈRES
LES ANNONCES
QUELLE PLACE DEMAIN
DANS UNE STRATÉGIE DE RECRUTEMENT
Journée professionnelle d'étude, d'échanges et de prospective organisée par la CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT
avec la participation de l'ensemble des parties concernées : Supports de presse, Agences de publicité pour l'emploi, Annonceurs, Entreprises, Conseils en recrutement (par annonce et par approche directe) avec la collaboration de SYNTREC RECRUTEMENT de 9 h 30 à 17 heures à l'hôtel Inter-Continental (Adresse : 3, rue de Castiglione, 75001 Paris). Participation aux frais (déjeuner compris) 800 F par personne.
Pour tous renseignements : CSNCR, 30, rue Fabert, 75007 Paris. Tél. : 555.25.81.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 9,80 % 1979

Les intérêts courus du 26 février 1982 au 25 février 1983 sur les obligations Caisse Nationale de l'Énergie 9,80 % 1979 seront payables, à partir du 26 février 1983, à raison de 176,40 F par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon N° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,60 F (montant global : 196 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 29,38 F, soit un net de 147,02 F.

A compter de la même date, les 12 289 obligations comprises dans la série de numéros 089 800 à 102 088, sortis au tirage du 28 décembre 1982, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000,00, coupon N° 5 au 26 février 1984 attaché.

Ci-après, est rappelée la série de numéros d'obligations sortis au tirage antérieur :
- Amortissement 1982 : 450 756 à 461 947.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 12,50 % février 1980

Les intérêts courus du 25 février 1982 au 24 février 1983 sur les obligations Caisse Nationale de l'Énergie 12,50 % février 1980 seront payables, à partir du 25 février 1983, à raison de 562,50 F nominal, contre détachement du coupon N° 3 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 62,50 F (montant global : 625 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 93,71 F, soit un net de 468,79 F.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 14,80 % février 1981

Les intérêts courus du 16 février 1982 au 15 février 1983 sur les obligations Caisse Nationale de l'Énergie 14,80 % février 1981 seront payables, à partir du 16 février 1983, à raison de 666 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon N° 2 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 74 F (montant global : 740 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 110,95, soit un net de 555,05.

S.A.P.A.R. - Obligations à taux variable Août 1982

Les intérêts courus du 17 août 1982 au 16 février 1983 sur les obligations S.A.P.A.R. à taux variable Août 1982 seront payables, à partir du 17 février 1983 à raison de 366,29 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon N° 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 40,70 F (montant global : 406,99 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 61,02 F, soit un net de 305,27 F.

PARIBAS GESTION (SICAV)	
ACTIF NET	30-09-1982 31-12-1982
Répartition :	M.F. 620,21 M.F. 724,88
- Actions françaises	5,2 6,2
- Actions étrangères	34,9 47,8
- Obligations françaises :	
- convertibles	2,2 1,8
- autres	29,3 27,6
- Obligations étrangères	21,7 13,8
- Liquidités	6,7 2,8
Nombre d'actions en circulation	100 100
Valeur de l'action	1.793,473 1.794,289
	F 345,87 F 403,26

SOFINVEST (SICAV)	
ACTIF NET	30-09-1982 31-12-1982
Répartition :	M.F. 291,43 M.F. 406,72
- Actions françaises	11,2 10,7
- Actions étrangères	26,4 32,7
- Obligations françaises :	
- convertibles	0,2 0,1
- autres	40,3 37,4
- Obligations étrangères	15 13,3
- Liquidités	6,9 5,8
Nombre d'actions en circulation	100 100
Valeur de l'action	981,610 1.199,607
	F 297,06 F 338,59

CREDIT LYONNAIS EUROPEENNAIRES
Banque de Rome
Banque Hispano Américana
Commerzbank
SITUATION AU 4 JANVIER 1983
La situation au 4 janvier 1983 s'établit à 587 909 millions contre 583 131 millions au 30 novembre 1982. Au passif, les comptes d'instituts d'émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 31 243 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers à 227 003 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 201 467 millions de francs. Au total, les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers s'élèvent à 218 911 millions de francs. Les crédits à la Clientèle à 221 726 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 25 957 millions de francs.

Cette annonce est publiée à titre d'information.

CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
BEL 5.000.000.000
CREDIT A MOYEN TERME 1982-1992
Garanti Inconditionnellement par
LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Arrangé par
BANQUE NATIONALE DE PARIS

Dirigé par
BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.
BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A.
THE SUMITOMO BANK, LIMITED
(Japanese Coordinator)

Co dirigé et financé par
BANQUE BELGE POUR L'INDUSTRIE S.A./ORION ROYAL BANK Ltd
BANQUE DE PARIS ET DES PAYS BAS POUR LE GRAND DUCHE DE LUXEMBOURG S.A.
BANQUE NATIONALE DE PARIS (BRUXELLES)
NATIONAL WESTMINSTER BANK GROUP
MITSUBISHI BANK (EUROPE) S.A.
LLOYDS BANK INTERNATIONAL (BELGIUM) S.A.
RABOBANK NEDERLAND

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, BANQUE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
B.A.C.-C.O.B. PRIVATE SAVINGS BANK, BRUSSELS

BELGOLAISE S.A. BRUXELLES
CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE SUCCURSALE DE LUXEMBOURG
CREDIT LYONNAIS, AGENCE LUXEMBOURG
MANUFACTURERS HANOVER TRUST COMPANY
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE (Succursale de Luxembourg) - GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - THE TAIYO KOBE BANK (LUXEMBOURG) S.A.

B.N.P. BANK N.V.
CREDIT GENERAL S.A. DE BANQUE
INTERNATIONAL WESTMINSTER BANK PLC
(Brussels Office)
SAITAMA BANK (EUROPE) S.A.

Agent
BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A.

MARCHÉS

MARCHÉS FINANCIERS

**BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE**

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

ACTIF		Au 21-1-1983
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER		336 908
dont :		
Or		247 037
Disponibilités à vue à l'étranger		10 137
ECU		68 683
Avances au Fonds de stabilisation des changes		13 108
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR		5 260
dont :		
Comptes au Trésor public		
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT		214 825
dont :		
Effets escomptés		84 302
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FSCOM		69 426
5) DIVERS		5 220

PASSIF :		
1	BILLETS EN CIRCULATION	174 734
2	COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 048
3	COMPTE COURANT DU TRÉ- SOR PUBLIC	23 233
4	COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	81 571
	des :	
	Comptes courants des é- missionnaires relatifs à la constitution de réserves	26 948
5	ECU À LIVRER AU FOMC	84 781
6	RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 879
7	CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 285
8	DIVERS	9 836
	Total	636 451

LA VIE DE

RAIL-ÉQUIPEMENT. — Le capital va être augmenté par appel aux actionnaires, à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes, émises à 140 F pour un nominal de 100 F.

La souscription sera ouverte le 14 février 1983, les actions nouvelles portant jouissance du 1^{er} janvier 1983.

INDICES QUOTIDIENS (N° 100, base 100 : 31 déc. 1962)		
Valeurs françaises	104,3	2 fév.
Valeurs étrangères	105,2	
C ^o DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 31 déc. 1962)		
Indice général	103,9	4 fév.
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Effets privés du 7 février	12,9/16 %	
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
1 dollar (au yen)	239,40	4 fév.
	240,25	2 fév.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)
16, rue de la Harpe - 75005 PARIS

	20 jan.	4 fév.
Valeurs traités, à revenu variable	308,7	362,1
Valeurs dérogées	2507,8	2842
Reu 100 120 25 décembre 1972		
Valeurs traités, à revenu variable	125,5	124,4
Valeurs dérogées	339,3	343,8
Reu 100 31 décembre 1981		
Indice des valeurs traitées		
Ind. var. (base 100 au 31-12-1981) ..	103,4	107,4
Pyrénées G.A.P.	87,4	86,5
Midi-Pyrénées	84,9	85,5
Charente	100,3	100,5
Nécess. met. écon., v. pub. polit.	101,2	101,7
Construction métallique	96,4	97,9
Industrie électrique	128,7	132,3
Industrie et mécanique	102,8	108
Industrie des métaux et alliages	134,6	139,1
Agr. agro-alimentaire	92,6	96,9
Distribution	89,8	88,3
Transports	113,8	118,1
Services	120,5	118,2
Commerce	100,3	99,7
Industrie des machines et outillage	134,5	134,1
Industrie de l'énergie	114,3	112,9
Industrie de la chimie	112,5	113,2
Industrie de la métallurgie		
Reu 100 26 décembre 1980		
Valeurs traitées à revenu fixe (%)	100,0	100,0
Valeurs de l'Etat (%)	100,1	100,5
Valeurs de la collectivité (%)	100,5	100,8
Sociétés (%)	100,7	100,9
Reu 100 31 décembre 1972		
Ensemble gérées et sociétés (%)	98,3	98,3
Sociétés (%)	86,5	85,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Reu 100 31 décembre 1981		
Indice global	104,4	103,6
Produits de base	87,1	86,8
Construction	98,9	99,2
Industrie et mécanique	102,8	102,8
Métaux de cuivre, d'aluminium	111,6	108,4
Métaux de cuivre, non durables	117,3	117,7
Métaux de cuivre, durables	122,1	122,7
Services	97	97,3
Sociétés financières	120,1	120,7
Sociétés de la zone franc exploitant		
la zone franc	91	90
Services industriels	103,3	102,8
BOURSES REGIONALES		
Reu 100 31 décembre 1981		
Indice global	101,7	101,8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BAIL-ÉQUIPEMENT. — Le capital va être augmenté par appel aux actionnaires, à raison d'une action nouvelle pour deux anciennes, émises à 140 F pour un nominal de 100 F.

La souscription sera ouverte le 14 février 1983, les actions nouvelles portant jouissance du 1^{er} janvier 1983.

Les résultats financiers de l'exercice 1982 avoisineront 50 millions de francs, compte tenu de 11 millions de francs de produits exceptionnels, contre 25 millions de francs en 1981, ce qui permettrait d'augmenter le dividende.

DUMEZ. — Le chiffre d'affaires du groupe a atteint 8 milliards de francs en 1982 contre 5,67 milliards de francs en 1981, le carnet de commandes s'élevant à 18 milliards de francs.

B.S.N.-G.D. — Pour l'ensemble du groupe, le chiffre d'affaires consolidé de 1982 s'élève à 21,8 milliards de francs, en augmentation de 19,8 %.

OPTORG. - Les comptes de 1982 devraient être équilibrés, après une perte de 22,8 millions de francs en 1981.

BOURSE DE PARIS Comptant

4 FEVRIER

[illegible]

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pourrions plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. VU DE GAUCHE : « L'horizon masqué », par Hugues Bouchard ; « La nuit du temps », par Maurice Duverger ; « Parti et pouvoir », par Jean-Pierre Cot.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
 - ALGÉRIE : les autorités dénoncent une « campagne d'intoxication préméditée ».
3. DIPLOMATIE
 - 3. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : l'attentat contre le centre de recherche palestinien.
 - 4. ASIE
 - La visite de M. Shultz en Chine et en Corée du Sud.
 - 4. AMÉRIQUES
 - PARAGUAY : la victoire du parti du général Stroessner.
 - 4.5. EUROPE
 - ESPAGNE : les socialistes ne négocieront pas avec les indépendantistes basques.
 - TURQUIE : une nouvelle vague de purges menace l'université.

SOCIÉTÉ

12. RELIGION : pour la première fois à Genève le dialogue théologique Nord-Sud a pu s'engager.
- ÉDUCATION.
- SCIENCES.

POLITIQUE

- 10-11. La préparation des élections municipales : le débat sur la rigueur continue de diviser la gauche.

SPORTS

14. RUGBY. - Tournoi des Cinq Nations : la France bat l'Écosse 19-15.
- NATATION. - La réunion internationale de Boulogne-Billancourt.
- SKI. - Les Maîtres triomphent au Kandahar.

CULTURE

16. MUSIQUE : la rentrée de l'Opéra.
- 18-19. RADIO-TELEVISION. - VU : une douce écosse.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. La reprise américaine serait plus forte que la Maison Blanche ne veut encore le dire.
21. L'entrée en vigueur des lois Auroux.
21. Pour que l'OPEP ne se disloque pas...
22. L'implantation des syndicats après les élections aux chambres d'agriculture.
23. Le Nord-Est britannique : tentatives pour enrayer un profond déclin.
24. Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

ÉCONOMIE

42. ÉTRANGER : le contrôle des changes pour les étrangers est levé en Afrique du Sud.
43. AFFAIRES : une troisième voie possible pour le mécanisme agricole entre « survie dénuée et mourir en se développant ».

RADIO-TELEVISION (18) INFORMATIONS « SERVICES » (15) :
 Entraide : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
 Annonces classées (25 à 41) ; Programmes des spectacles (17-18) ; Carnet (19) ; Marchés financiers (45).

SOLDES D'HIVER
 LE BAZAR A TISSUS LE PLUS CHIC
 LE PLUS GRAND
 LE PLUS ÉTONNANT
TISSUS "COUTURE" ET "DÉCORATION" RODIN
 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

L'AFFAIRE DU « LISTING » INFORMATIQUE

La liste des 5 000 Français titulaires de comptes en Suisse aurait été découverte dès le mois de novembre

Une listing informatique, sur lequel figureraient les noms de cinq mille Français titulaires de comptes en Suisse, a été découvert au domicile de Richard Graziani, déjà condamné dans plusieurs pays pour trafic de devises.

Ce dernier qui fait l'objet d'une enquête pour escroquerie commise aux dépens d'un banquier helvétique,

aurait déjà proposé une partie de cette liste en octobre dernier, en échange d'un laissez-passer permanent.

Selon certains indicateurs, la découverte du listing, qui remonterait à novembre dernier, serait de nature à embarrasser les enquêteurs, qui cherchent, depuis plusieurs mois, à vérifier les indications fournies par la liste, très incomplètes et sybilliques.

De notre correspondant régional

Nice. - Selon la version recueillie dans les milieux policiers locaux, le listing de cinq mille noms de ressortissants français ayant déposé des fonds en Suisse, a été découvert au cours d'une perquisition opérée par la P.J. de Nice dans un appartement du nord de la ville, boulevard de la Madeleine, loué par Mme Gabrielle B..., de nationalité suisse.

Cette perquisition avait été décidée dans le cadre d'une enquête ouverte en octobre dernier au sujet d'une affaire d'escroquerie organisée par un repris de justice originaire de Bastia, Richard Graziani, âgé de quarante et un ans. Se disant mandaté par un groupe financier français pour réaliser une importante opération de transfert de capitaux, celui-ci serait parvenu à sous-

Des points obscurs

Ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire de la liste de Nice » présente bien des points obscurs. Selon

certaines sources, Richard Graziani aurait commencé, à la fin de l'été dernier, par faire des propositions à un poste frontalier, près de Menton, demandant non pas tellement une prime, mais surtout un laissez-passer permanent. En échange, il aurait fourni un début de liste, avec des noms sans adresse, et des indications sur des montants de transferts sans identité, le tout pratiquement inexécutable. Ces propositions n'auraient pas été prises au sérieux, émanant d'un individu considéré comme un « petit truand ». Puis, en novembre 1982, une liste plus complète a effectivement été trouvée au domicile de l'amie de Graziani, dans le cadre de l'enquête ouverte pour escroquerie commise par ce dernier en Suisse. Elle a, alors, été étudiée par quelques techniciens des douanes, en tout petit comité. Jusqu'à maintenant, le caractère sybillin des indications fournies n'aurait pas permis aux enquêteurs d'avancer beaucoup, mais il semble que l'annonce de la découverte de la liste, due à une fuite organisée ou accidentelle, soit

de nature à les gêner dans leurs recherches.

On sait qu'en l'absence de preuves formelles, comme celles découvertes dans le service « gestion de portefeuilles » de la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Direction nationale des enquêtes douanières (D.N.E.D.) se doit de réunir des indications en nombre suffisant pour confondre les fraudeurs, ce qui paraît pas être le cas.

Quant aux propos tenus par M. Jean Ziegler, selon lesquels ce serait la D.N.E.D. elle-même qui aurait obtenu la liste auprès d'informateurs français travaillant en Suisse, ils soulèvent le scepticisme de la presse helvétique. Selon nos confrères, l'afflux considérable des capitaux français en Suisse depuis le 10 mai 1981, aurait obligé les banques de ce pays à engager, effectivement, de nombreux informateurs, notamment français, auprès desquels Graziani a pu négocier l'achat d'une telle liste. Si la chose était exacte, elle serait de nature à embarrasser les banques suisses, et à ébranler vivement la confiance dans leur fameux secret bancaire, protégé par la loi helvétique elle-même, notamment vis-à-vis du fisc étranger. Pour les spécialistes il paraît bien étrange que les banquiers suisses, déjà alertés par les tentatives effectuées au début de 1980 par deux inspecteurs des douanes françaises, MM. Bernard Ruy et Pierre Schultz pour se procurer une telle liste auprès d'établissements helvétiques, aient permis à leurs informateurs d'avoir accès au saint des saints c'est-à-dire à la liaison entre les numéros de code et le nom des titulaires étrangers des comptes en dépôts. Mais tout est possible en définitive et en ce cas l'affaire risque de faire du bruit aussi bien en Suisse qu'en France. - F.R.

FERMETÉ DU DOLLAR : 7,03 F

Le dollar est resté ferme lundi 7 février sur les marchés des changes, se maintenant aux alentours de 7,03 F à Paris, 2,48 DM à Francfort et 240 yens à Tokyo. L'or, en revanche, a coté du terrain, le cours de l'once revenant de 500 dollars à 489 dollars.

● M. Gabriel Peronnet, ancien président du parti radical, ancien ministre, a été élu président de l'Association française pour les Nations unies en remplacement de M. de Kemourian, aujourd'hui ambassadeur aux Pays-Bas, élu président d'honneur. M. A. Lewin, ancien chef du service des Nations unies au Quai d'Orsay, est vice-président.

● Responsabilité du constructeur de l'Amoco-Cadiz confirmée. - Le cour d'appel de Chicago a confirmé, le 4 février, la responsabilité partielle de la société Astilleros Españoles, constructeur du superpétrolier Amoco-Cadiz, qui s'était échoué sur la côte bretonne en mars 1978, provoquant une grave « marée noire ». La société espagnole avait été citée en justice par la Standard Oil of Indiana, propriétaire de l'Amoco-Cadiz, poursuivie par la France. Le juge fédéral américain doit encore établir la responsabilité des autres parties et fixer le montant des dommages et intérêts.

Le numéro du « Monde » daté 6-7 février 1983 a été tiré à 478 585 exemplaires

OFFRE SPÉCIALE

TOURNOI DES 5 NATIONS

IRLANDE-FRANCE

A DUBLIN

du 18 au 20 mars 1983

2 890 F

Comprendant : Vol aller-retour ; hôtel ; tous : entrée stade ; assurance et votre place pour le match Gollès/France le 19 mars à Paris

AIRCOM - (S.E.T.I.)

28, rue La Boétie

75008 PARIS

Tél. : 268.15.70

Pour maintenir l'activité de ses ateliers en période de morte-saison

NICOLL
 La tradition anglaise du vêtement

vous offre
 jusqu'au 26 février
 COSTUME mesure industrielle 1650 F
 avec gilet 1 890 F

NICOLL à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

En vente dès aujourd'hui dans 3 points de vente ouverts uniquement aux professionnels

l'ordinateur personnel IBM

Un ordinateur personnel aussi professionnel que vous.
 Des logiciels aussi professionnels que vous.
 Une équipe aussi professionnelle que vous.

3 points de vente distributeurs agréés

PARIS NEUILLY IMATIC 163 av. Ch. de Gaulle 92200 NEUILLY Tél. : (1) 747-11-29	RENNES IMATIC 51 rue du Port-Manguet 35000 RENNES Tél. : (02) 30-32-32	STRASBOURG IMATIC 7 rue du Marché Vert 67000 STRASBOURG Tél. : (03) 20-50-22
---	--	--

ACCUSÉ D'ÊTRE UN « AGENT DU K.G.B. »

Le secrétaire général du parti communiste iranien aurait été arrêté

M. Nourredine Kianouri, le secrétaire général du parti Toudéh (communiste), ainsi que d'autres dirigeants, ont été arrêtés samedi 5 février, annonce le quotidien de Téhéran Azadegan, ce lundi matin. Les responsables communistes sont accusés « d'espionnage au profit du K.G.B. ». La nouvelle n'aurait cependant pas été confirmée de source officielle en fin de matinée.

Agé de soixante et onze ans, M. Kianouri a été élu à la tête du parti, en septembre 1978, en remplacement de M. Iraj Iskandari, jugé « trop stèle » à l'égard du mouvement islamique à un moment où celui-ci encadrait le soulèvement populaire contre la monarchie. M. Kianouri, petit-fils d'un célèbre ayatollah, défendait le principe - et il n'a cessé de le faire depuis - d'un « soutien critique » à l'Imam Khomeiny. Il entra en Iran après vingt-cinq ans d'exil, en particulier en R.D.A., où le Toudéh avait établi son quartier général. Polyglotte, il maîtrisait, entre autres, le français, l'anglais, l'allemand et le russe. Il avait recueilli des centaines de milliers de voix à l'élection de la Constitution en 1979. Ayant dirigé, en décembre dernier, un séminaire à « l'Assemblée des experts » - destinée à désigner le successeur de l'Imam Khomeiny - il avait vu sa candidature invalidée par le ministre de l'Intérieur.

M. Kianouri vivait, comme la plupart des dirigeants du Toudéh, dans une semi-clandestinité « pour se protéger », disait-il, des contre-révolutionnaires et des éléments droitières de la République islamique. Jamais interdit formellement, le Toudéh était en réalité paralysé par la répression qui, en principe, était dirigée contre les « libéraux ».

Toutes ses publications avaient été progressivement interdites. M. Kianouri n'avait pas cessé pour autant d'enregistrer les prises de position de son parti sous forme de questions-réponses dont les cassettes étaient diffusées, il y a peu, à cinquante mille exemplaires.

Conçues pour être « constructives », les critiques du Toudéh, d'abord timides, gagnaient en ténacité et en précision ces derniers mois. Il dénonçait notamment la brutalité et l'ampleur de la répression, la poursuite de la guerre du Golfe, en particulier le franchissement de la frontière irakienne par les forces islamiques, l'intensification de la propagande et des mesures antisémitiques « orchestrées par les milieux réactionnaires de la République islamique ». Dans un récent document largement diffusé, le comité central du Toudéh s'en prenait notamment au parti républicain islamique qui, pour avoir, en soutenant qu'il avait « glissé à droite ».

La défense de la politique soviétique a dû paraître intolérable aux autorités de Téhéran, surtout depuis que Moscou a repris, à l'envi, un an, les livraisons d'armements à l'Irak. D'où sans doute l'accusation, lancée contre M. Kianouri et ses amis, d'être « des agents du K.G.B. ». - E.R.

En Espagne

UN ATTENTAT DE L'ETA CONTRE UNE BANQUE FAIT DEUX MORTS A BILBAO

(De notre correspondant.)

Madrid. - L'escalade de l'ETA se poursuit. Une bombe a explosé, samedi 5 février, dans l'agence principale de la Banque de Biscaye, à Bilbao, en plein centre de la ville, faisant deux morts et dix blessés. Un autre engin avait fait explosion la veille au siège de la même banque, à Logrono.

Face au refus des principaux établissements financiers basques de payer l'impôt révolutionnaire - que leur réclame l'ETA militaire, des attentats avaient déjà eu lieu contre des banques. Mais c'est la première fois que les indépendantistes frappent pendant les heures d'ouverture. Samedi, plusieurs centaines de personnes se trouvaient dans l'établissement visé. L'un des blessés a dû être amputé des deux bras et se trouve dans un état grave. Les services de sécurité avaient reçu un appel téléphonique les avertissant de l'explosion imminente. L'attentat a été revendiqué, dimanche, par l'ETA militaire, qui a affirmé dans un communiqué que l'engin avait fait explosion plus tôt que prévu.

Cette nouvelle action a provoqué une vague d'indignation dans les milieux politiques. Les principales cen-

trales syndicales ont décrété pour ce lundi 7 février un arrêt de travail de vingt-quatre heures dans les banques des trois provinces basques ainsi qu'une manifestation à Bilbao. Une autre doit avoir lieu dans l'après-midi sur le thème « ETA, non ! Le peuple s'unira en faveur de la paix », convoquée conjointement par tous les partis politiques, à l'exception de la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire. - Th. M.

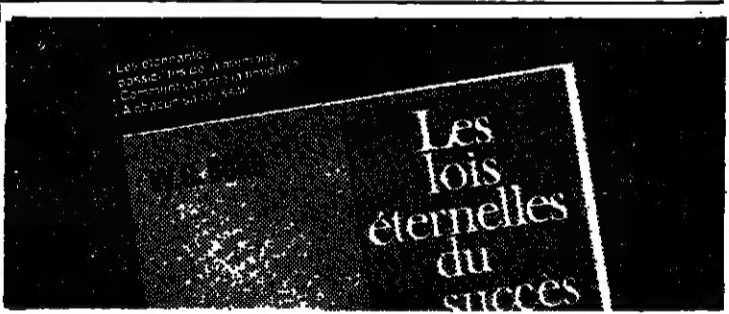
(Lire nos autres informations page 3.)

LA RENTRÉE

DE COSMOS-1402 DANS L'ATMOSPHÈRE ÉTAIT ATTENDUE LUNDI

Le réacteur nucléaire de satellite soviétique Cosmos-1402 devait entrer dans l'atmosphère, ce lundi 7 février vers 12 h 10 (heure française), d'après des indications de source américaine. La chute était prévue dans l'Atlantique sud, à 1 800 kilomètres à l'est de Brésil.

Tous les experts, soviétiques comme occidentaux, s'accordent pour prédire une combustion complète du réacteur dans la haute atmosphère, et donc une absence de danger.



tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui n'a pas inventé la poudre, et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous,

nos habitudes de pensée déshabituées, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous avez assez de faire du surplús, si vous voulez savoir comment acquérir la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : « Les Lois Éternelles du Succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue W.R. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

W.R. Borg, dpt 143, chez AUBANEL, 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : W.R. Borg, dpt 143, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Age _____ Profession _____

Aucun démarcheur ne vous rendra visite.